



Surgo St. John Mildmay.

MÉMOIRES

DE M.

DE BOURRIENNE,

MINISTRE D'ÉTAT,

SUR

NAPOLÉON,

LE DIRECTOIRE, LE CONSULAT, L'EMPIRE ET LA RESTAURATION.

. . . . . « Eh bien, Bourrienne, vous serez aussi immortel, vous.
— Et pourquoi, général? — N'êtes-vous pas mon secrétaire?
— Dites-moi le nom de celui d'Alexandre? . . . . »

TOME SEPTIÈME.



A PARIS,

CHEZ LADVOCAT, LIBRAIRE

DE S. A. R. LE DUC DE CHARTRES,

QUAI VOLTAIRE ET PALAIS-ROYAL.

MDCCCXXIX.

MÉMOIRES

DE M.

DE BOURRIENNE,

MINISTRE D'ÉTAT.

CHAPITRE PREMIER.

Premier temps de mon établissement à Hambourg. — Abolition du calendrier républicain. — Armemens en Autriche. — Communication d'une note diplomatique. — Griefs de Napoléon contre l'empereur d'Autriche. — Apologie de la conduite de Bonaparte faite par lui-même. — L'empereur au sénat. — Projet d'organisation de la garde nationale. — Napoléon à Strasbourg. — Mot de Bonaparte sur Mack. — Proclamation de l'empereur. — Prétention de Napoléon d'être toujours attaqué. — Reconnaissance sous les murs de Vienne. — Un plan de campagne. — Colère feinte et satisfaction réelle de l'empereur. — Le capitaine Bernard en Illyrie. — Long oubli. — Besoin de connaître Raguse. — Le colonel Bernard aide-de-camp de Napoléon. — Avancement rapide et mérité. — Lepremier officier du génie et niaiserie de Clarke.

J'étais déjà depuis trois mois à Hambourg, lorsque j'appris qu'enfin l'empereur venait d'en finir

avec la seule chose qui rappelait encore la république, c'est-à-dire le calendrier républicain. Ce calendrier avait été une des plus niaises inventions de la révolution, car la désignation des mois ne pouvait jamais s'appliquer partout, même en se bornant à la France; et, en effet, les grains de la Provence n'attendaient pas pour être mûrs le soleil du mois de messidor. Ce fut le 9 septembre qu'un sénatus-consulte décida qu'au premier janvier suivant les mois et les jours reprendraient leurs anciens noms. Je me rappelle avoir lu avec intérêt le rapport de Laplace au sénat, et j'avoue que pour ma part je fus très-satisfait de voir le calendrier grégorien remis en vigueur de droit, comme il l'était déjà de fait. C'était surtout en pays étranger que nous sentions les inconvéniens d'un système différent de celui qui était usité par tout le monde.

Ce fut peu de jours après la réhabilitation de l'ancien calendrier que l'empereur partit pour l'armée. A Hambourg, j'étais, comme on peut le croire, très-avide de nouvelles; j'en recevais beaucoup de l'intérieur de l'Allemagne et de quelques amis de Paris; et c'est au dépouillement de cette correspondance que je dois la possibilité de présenter à mes lecteurs un tableau abrégé et vrai de la situation des affaires publiques au moment de

l'entrée en campagne de Napoléon. J'ai dit dans les volumes précédens quelle avait été sa constante tactique pour se faire déclarer la guerre, afin de se conserver l'apparence d'un sincère amour pour la paix : sa carrière en offre peu d'exemples aussi frappans que tout ce qui précède la première conquête de Vienne. Il était bien évident que la transformation de la république Cisalpine en royaume d'Italie, que la réunion de Gênes à la France, étaient des actes contraires aux traités, cependant l'empereur n'en prétendit pas moins que c'était l'Autriche qui leur portait atteinte. La vérité est que l'Autriche armait le plus secrètement possible et réunissait ses troupes sur les frontières de la Bavière ; un corps autrichien pénétra même dans quelques provinces de l'électorat : dès-lors Napoléon put prendre pour prétexte la nécessité de venir au secours des alliés de la France.

Je reçus à Hambourg une copie d'une note fort curieuse, dans laquelle l'empereur énumérait ses griefs contre l'Autriche ; il y vantait beaucoup sa modération, se faisait valoir d'avoir souffert sans opposition l'acquisition de Lindau, acquisition faite par l'Autriche, postérieurement au traité de Lunéville. La note dont je parle avait été desti-

née à la diète, alors assemblée à Ratisbonne. « L'empereur, y disait-on, avait feint d'ignorer que la dette de Venise, non-seulement n'était point acquittée, mais était demeurée anéantie, nonobstant la lettre et l'esprit du traité de Campo-Formio et du traité de Lunéville : il s'est tû sur les dénis de justice que ses sujets de Milan et de Mantoue éprouvaient à Vienne, où, malgré les stipulations formelles, aucun d'eux n'a été payé, et sur la partialité avec laquelle l'Autriche a reconnu par le fait ce droit si monstrueux de blocus qu'a voulu s'arroger l'Angleterre; et lorsque la neutralité du pavillon autrichien, tant de fois violée au détriment de la France, n'a provoqué de la part de la cour de Vienne aucune plainte, il a fait encore à l'amour de la paix un sacrifice, en gardant le silence.»

Les faits articulés dans la note étaient vrais, mais Napoléon ne disait pas que sa complaisance à fermer les yeux sur quelques-uns de ces faits venait seulement du désir qu'il avait de voir l'Autriche en faire assez pour légitimer une attaque, en mettant en apparence le bon droit du côté du gouvernement français; aussi, à ces plaintes, opposait-il le tableau très-opposé de sa conduite envers l'Autriche. « L'empereur des Fran-

çais, était-il dit dans la même note, a évacué la Suisse, rendue tranquille et heureuse par l'acte de médiation ; il n'a laissé en Italie que le nombre de troupes indispensable pour soutenir les positions qu'il devait occuper à l'extrémité de la Péninsule, dans la vue de protéger son commerce du Levant, et de s'assurer un objet de compensation qui pût déterminer l'Angleterre à évacuer Malte, et la Russie à évacuer Corfou ; il n'a laissé sur le Rhin et dans l'intérieur de son empire que le nombre de troupes indispensable pour la garde des places. Livré tout entier aux opérations d'une guerre qu'il n'a point provoquée, qu'il soutient, autant pour les intérêts de l'Europe que pour les siens, et dans laquelle son principal but est le rétablissement de l'équilibre dans le commerce, et l'égale souveraineté de tous les pavillons sur les mers, il a réuni toutes ses forces dans des camps sur les bords de l'Océan, loin des frontières autrichiennes ; il a employé toutes les ressources de son empire à construire des flottes, à lever des marins, à creuser des ports : et c'est dans le moment même où il se repose avec une entière confiance sur l'exécution des traités qui ont rétabli la paix sur le continent, que l'Autriche sort tout à coup de l'état de repos, organise ses forces sur le pied de guerre, envoie une armée

dans ses états d'Italie, en établit une autre tout aussi considérable dans le Tyrol : c'est dans ce moment qu'elle fait des levées de chevaux, qu'elle forme des magasins, qu'elle fait travailler à des fortifications de campagne ; qu'elle effraie par tous ces préparatifs les peuples de la Bavière, de la Souabe et de la Suisse, et découvre ainsi l'intention évidente de faire une diversion aussi réellement favorable à l'Angleterre, et plus nuisiblement hostile envers la France que ne pourrait l'être une campagne ouverte et une guerre déclarée. Dans d'aussi graves circonstances, et ayant vainement tenté d'amener la cour de Vienne à des sentimens réellement pacifiques, malgré ses déclarations réitérées de n'avoir aucune intention hostile contre la France, l'empereur des Français croit devoir déclarer de son côté qu'il considérera comme une déclaration de guerre, formellement dirigée contre lui, toute agression qui serait portée contre le corps germanique et spécialement contre la Bavière, l'empereur étant bien déterminé à ne séparer jamais les intérêts de son empire de ceux des princes d'Allemagne qui lui sont attachés. »

Je reçus cette note le 15 septembre. Douze jours après, le jour anniversaire du premier vendémiaire, qui allait figurer pour la dernière fois

dans les fastes de la république impériale, Napoléon se rendit au sénat, et partit le lendemain pour l'armée.

Dans la séance mémorable qui précéda son départ, l'empereur fit présenter un projet de sénatus-consulte relatif à la réorganisation des gardes nationales; le ministre des relations extérieures lut un exposé de la conduite réciproque de la France et de l'Autriche depuis la paix de Lunéville, exposé dans lequel les torts de la France étaient voilés avec une merveilleuse adresse[1]. Enfin, avant de lever sa séance, l'empereur prit la parole, et dit aux sénateurs :

« Dans les circonstances présentes de l'Europe, « j'éprouve le besoin de me trouver au milieu de « vous, et de vous faire connaître mes sentimens,

« Je vais quitter ma capitale pour me mettre à « la tête de l'armée, porter un prompt secours à « mes alliés, et défendre les intérêts les plus chers « de mes peuples.

« Les vœux des éternels ennemis du continent « sont accomplis : la guerre a commencé au mi« lieu de l'Allemagne. L'Autriche et la Russie se

1 Voir aux notes et éclaircissemens historiques, à la fin du volume.

« sont réunis à l'Angleterre, et notre génération « est entraînée de nouveau dans les calamités de « la guerre. Il y a peu de jours, j'espérais encore « que la paix ne serait point troublée; les menaces « et les outrages m'avaient trouvé impassible : « mais l'armée autrichienne a passé l'Inn, Mu- « nich est envahie; l'électeur de Bavière est chassé « de sa capitale; toutes mes espérances se sont « évanouies.

« C'est dans cet instant que s'est dévoilée la mé- « chanceté des ennemis du continent. Ils craignent « encore la manifestation de mon profond amour « pour la paix; ils craignaient que l'Autriche, à « l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous ses « pas, ne revînt à des sentimens de justice et de « modération; ils l'ont précipitée dans la guerre. « Je gémis du sang qu'il va en coûter à l'Europe; « mais le nom Français en obtiendra un nouveau « lustre.

« Sénateurs, quand à votre vœu, à la voix du « peuple Français tout entier, j'ai placé sur ma « tête la couronne impériale, j'ai reçu de vous, « de tous les citoyens, l'engagement de la main- « tenir pure et sans tache. Mon peuple m'a donné « dans toutes les circonstances des preuves de sa « confiance et de son amour. Il volera sous les

« drapeaux de son empereur et de son armée, qui
« dans peu de jours auront dépassé les frontières.

« Magistrats, soldats, citoyens, tous veulent
« maintenir la patrie hors de l'influence de l'An-
« gleterre qui, si elle prévalait, ne nous accorde-
« rait qu'une paix environnée d'ignominie et de
« honte, et dont les principales conditions seraient
« l'incendie de nos flottes, le comblement de nos
« ports et l'anéantissement de notre industrie.

« Toutes les promesses que j'ai faites au peuple
« Français je les ai tenues.

« Le peuple Français, à son tour, n'a pris au-
« cun engagement avec moi qu'il n'ait surpassé.
« Dans cette circonstance, si importante pour sa
« gloire et la mienne, il continuera à mériter ce
« nom de grand-peuple, dont je le saluai au milieu
« des champs de bataille.

« Français, votre empereur fera son devoir,
« mes soldats feront le leur; vous ferez le vôtre. »

Ce discours produisit à Hambourg une très-vive sensation; pour moi, j'y reconnus la jactance accoutumée de Napoléon; mais cette fois, les événemens semblèrent prendre à tâche de la justifier. L'empereur a pu faire des campagnes plus savantes que celle d'Austerlitz; mais il n'en est point qui aient été environnées d'autant de

prestiges. Tout y parut tenir du merveilleux, et je pensai souvent à la joie secrète que Bonaparte devait éprouver, d'être enfin sûr le point d'entreprendre une grande guerre en Allemagne, désir qu'il m'avait si souvent manifesté. Il se rendit d'abord à Strasbourg, où l'accompagna Joséphine, et c'est alors que je reçus le conte de Giulio que j'ai rapporté à la fin de mon dernier volume.

Tous les rapports que je recevais étaient d'accord avec les correspondances particulières, pour peindre l'incroyable enthousiasme qui enflamma l'armée, quand elle apprit qu'elle allait marcher sur l'Allemagne. Pour la première fois, Napoléon eut recours à des moyens de transports accélérés; vingt mille voitures transportèrent son armée comme par enchantement, des rives de l'Océan, sur les bords du Rhin. Toutes les jeunes ambitions étaient comme électrisées, à l'idée d'une campagne prochaine; tous rêvaient la gloire, un prompt avancement, l'espoir de se signaler sous les yeux d'un chef idole de son armée, et qui savait si bien entraîner les hommes dans la sphère de son incroyable activité. Aussi, pendant son court séjour à Strasbourg, l'empereur put-il avec quelque raison prophétiser le succès qui l'attendait sous les murs de Vienne. J'ai su par Rapp,

qui l'accompagnait, qu'il dit devant un grand nombre de personnes, en quittant Strasbourg : « On dirait que j'ai fait le plan de campagne de « Mack. Les fourches caudines[1] sont à Ulm. » L'expérience a prouvé que Napoléon ne s'était pas trompé, et je dois à cette occasion relever un bruit calomnieusement répandu à cette époque, et méchamment répété depuis. On a dit que Mack avait été d'intelligence avec Bonaparte, qu'il avait acheté de ce général l'ouverture des portes d'Ulm; j'ai acquis la preuve positive, que cette assertion était d'une insigne fausseté; je sais bien que ce qui a pu lui donner quelque poids, a été l'intercession de Napoléon, après la campagne, pour que Mack ne fût pas mis en jugement; en cela, il n'obéit qu'à un mouvement d'humanité.

En entrant en campagne, Napoléon alla se jeter à la tête des Bavarois, avec lesquels il battit l'armée ennemie, avant que ses propres troupes fussent arrivées. Dès qu'elles furent réunies, afin d'exciter encore plus, s'il était possible, le zèle et le dévoûment de cette admirable armée, il

[1] Napoléon se servait très-souvent de cette expression quand il voyait une armée ennemie concentrée sur un point, et qu'il en prévoyait la défaite.

fit mettre à l'ordre du jour la proclamation suivante :

« Soldats,

« La guerre de la troisième coalition est commencée. L'armée autrichienne a passé l'Inn, « violé les traités, attaqué et chassé de sa capitale « notre allié. Vous-mêmes, vous avez dû accourir à marches forcées, à la défense de nos frontières. Mais déjà, vous avez passé le Rhin : nous « ne nous arrêterons plus, que nous n'ayons assuré l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés, et confondu l'orgueil de nos « injustes agresseurs. Nous ne ferons plus de paix « sans garantie : notre générosité ne trompera plus « notre politique.

« Soldats, votre empereur est au milieu de « vous. Vous n'êtes que l'avant-garde du grand « peuple; s'il est nécessaire, il se lèvera tout entier à « ma voix pour confondre et dissoudre cette nouvelle ligue qu'ont tissue la haine et l'or de l'Angleterre.

« Mais, soldats, nous aurons des marches forcées à faire, des fatigues et des privations de toute « espèce à endurer : quelques obstacles qu'on nous « oppose, nous les vaincrons, et nous ne pren-

« drons de repos que nous n'ayons planté nos ai-
« gles sur le territoire de nos ennemis. »

On voit que partout, dans les notes confidentielles de ses agens diplomatiques, dans ses discours, dans ses proclamations, Napoléon se présentait toujours comme étant attaqué, et peut-être y mettait-il tant d'affectation que cela aurait suffi pour faire connaître la vérité à ceux qui ont pu apprendre à lire sa pensée autrement qu'il ne l'exprimait par ses paroles.

A l'époque de l'entrée en campagne de Napoléon, se rapporte un fait dont j'eus plus tard connaissance et d'où date la fortune d'un homme d'un grand mérite. L'empereur était encore à Strasbourg lorsqu'il demanda au général Marescot, commandant en chef l'arme du génie, si dans ce corps fertile en jeunes talens, il y en avait un que l'on pût charger d'une mission délicate ; il fallait un jeune homme brave, prudent, instruit, pour pousser une reconnaissance aussi loin qu'il le pourrait. L'officier que choisit le général Marescot était un simple capitaine du génie, nommé Bernard, ancien élève de l'école Polytechnique. Ce jeune homme partit pour sa mission sans que personne eût fait grande attention à lui. Il s'avança presque jusqu'à Vienne, et revint au

quartier-général de l'empereur lors de la capitulation d'Ulm. Bonaparte voulut l'interroger lui-même et fut fort satisfait de ses réponses. Non content de répondre verbalement aux questions de Napoléon, le capitaine Bernard avait rédigé un rapport sur ce qu'il avait observé, sur les routes à suivre; il disait entre autres choses qu'il y aurait un grand avantage à faire avec l'armée une pointe sur Vienne en négligeant les places fortes; que maître de la capitale de l'Autriche, l'empereur dicterait des lois à toute la monarchie autrichienne. « J'étais auprès de l'empereur, me dit Rapp, quand il entretint le jeune officier du génie; quand il eut lu son rapport, figure-toi qu'il se mit dans une colère épouvantable : « Comment! s'écria-t-il, vous êtes bien hardi! bien osé! Un petit officier qui se permet de me tracer des plans de campagne! Allez attendre mes ordres. »

Dans ce qu'on vient de lire et dans ce que j'ai encore à ajouter sur la carrière du capitaine Bernard, on reconnaît Napoléon tout entier. Rapp me dit que quand le jeune officier fut sorti, l'empereur changea tout à fait de ton. « Voilà, dit-il, « un jeune homme de mérite; il a bien vu; je ne « veux pas l'exposer à un coup de fusil; j'en au-

« rai peut-être besoin plus tard ; allez dire à Ber-
« thier de lui faire expédier un ordre pour qu'il
« se rende en Illyrie. »

L'ordre fut expédié, et le capitaine Bernard, ardent comme l'étaient ses camarades à l'approche d'une campagne, se vit privé d'y prendre part, et regarda comme une punition ce qui n'était de la part de l'empereur qu'un calcul et une précaution pour se conserver un jeune homme qu'il avait su apprécier. A la fin de la campagne, lorsque l'empereur donna de l'avancement aux officiers qui s'y étaient le plus distingués, le nom du capitaine Bernard que l'on croyait en disgrâce ne se trouva pas porté sur la liste de Berthier, parmi les capitaines du génie, dont il proposait la promotion au grade de chef de bataillon. L'empereur inscrivit lui-même le nom de Bernard avant celui de tous les autres officiers. Cependant l'empereur l'oublia long-temps, et ce fut un hasard qui lui rappela cet officier. Je n'ai jamais eu de relations personnelles avec M. Bernard, mais j'ai su par Rapp, comment il devint plus tard son collègue en qualité d'aide-de-camp de l'empereur, et je raconterai ici cette particularité, bien qu'elle se rapporte à une époque plus éloignée.

L'empereur étant à Paris, quelque temps avant

son départ pour la campagne de 1812, voulut avoir des renseignemens exacts sur Raguse et sur l'Illyrie. Il fit venir Marmont dont les réponses ne le satisfirent pas complétement; il interrogea encore plusieurs généraux, mais le résultat de ces interrogatoires était toujours : « C'est bien, mais « ce n'est pas tout-à-fait cela; je ne connais pas « Raguse. » Alors il fit venir le général Dejean qui avait remplacé M. de Marescot dans les fonctions de premier inspecteur-général du génie. « Aviez-vous, lui demanda-t-il, parmi vos officiers, « quelqu'un qui connaisse bien Raguse? » Alors Dejean cherchant dans sa mémoire, répondit à l'empereur : « Sire, il y a un chef de bataillon qui « y a été long-temps oublié et qui connaît parfai- « tement l'Illyrie. — Comment s'appelle-t-il? — « Bernard.—Ah!.. attendez... Bernard!.. Je con- « nais ce nom là. Où est-il?—Sire, il est à Anvers, « employé aux travaux des fortifications. — Une « dépêche télégraphique; qu'au reçu l'ordre de « il monte à cheval et se rende ici à franc-étrier. »

On sait avec quelle promptitude les ordres de l'empereur étaient exécutés. Peu de jours après le chef de bataillon Bernard fut à Paris chez le général Dejean et bientôt dans le cabinet de l'empereur. Napoléon reconnut tout de suite son fai-

seur de plans de campagne, lui fit très-bon accueil, et lui dit pour toute question, ainsi que cela lui était arrivé très-souvent en ma présence quand il voulait connaître une spécialité : « Parlez-moi de « Raguse ! » Le premier consul me dit un jour que par cette manière d'interroger il était plus sûr de savoir ce qu'un homme avait remarqué de plus intéressant sur un pays. Quoi qu'il en soit, il fut pleinement satisfait de la manière dont M. Bernard lui parla de l'Illyrie, et, quand le chef de bataillon eut fini de parler, Napoléon lui dit : « Colonel Bernard, « actuellement je connais Raguse. » Ensuite l'empereur causa avec lui familièrement, entra dans beaucoup de détails sur le système de fortifications établi à Anvers, s'en fit apporter le plan, essaya d'en critiquer quelques parties en indiquant comment, s'il en faisait le siège, il mettrait la défense en défaut. Le nouveau colonel expliqua si bien à l'empereur, comment, lui, il se défendrait contre ses attaques, que Bonaparte en fut enchanté et donna immédiatement à son jeune interlocuteur une marque de distinction qu'il n'a, à ma connaissance, accordée que cette seule fois. Comme l'empereur allait présider le conseil d'état, il dit au colonel Bernard de l'y accompagner, et plusieurs fois, pendant la séance, il lui demanda son avis sur les points

que l'on discutait. En sortant de la séance, Napoléon lui dit : « Bernard, vous êtes mon aide-de-« camp. » Après la campagne, il fut fait général de brigade, puis, bientôt après, général de division, et aujourd'hui il est reconnu par toute l'Europe comme le premier officier du génie qui existe. Une niaiserie de Clarke a privé la France d'un homme aussi distingué, qui a refusé les offres brillantes que lui firent plusieurs souverains de l'Europe pour se retirer aux États-Unis d'Amérique, où il commande le génie et où il a construit les fortifications du côté des Florides, travail que les ingénieurs regardent comme un chef-d'œuvre.

J'ai été informé de toutes les circonstances que l'on vient de lire, tant par Rapp que par d'autres personnes dignes de foi ; j'y trouve, comme je l'ai dit, le caractère de Napoléon tout entier ; j'y vois surtout un exemple remarquable de ce coup d'œil d'aigle, qui lui faisait deviner le mérite partout où il se trouvait, et de cette sorte d'instinct qui le poussait à s'en emparer comme d'une chose émanée de lui et qui devait y revenir.

CHAPITRE II.

Une victoire par jour. — Rapidité de la marche de Napoléon. — Murat à Wertingen. — Conquête du duché de Ney. — L'armée française devant Ulm. — Extraits de ma correspondance. — Mission du général Ségur. — Intempérie de la saison. — Le général Ségur chez Mack. — Singulière obstination de Mack, et son erreur sur la marche des Russes. — État de situation d'Ulm. — Plaintes de Mack contre Ney. — Désespoir et fermeté de Mack. — Huit jours ou la mort. — Le prince de Lichtenstein au Quartier-général de l'empereur. — Proposition rejetée, et hauteur de Napoléon. — Paroles de Bonaparte entendues par Rapp. — Capitulations signées par Berthier et Mack. — Incroyable sécurité du cabinet de Vienne. — Lyon promis au roi de Sardaigne. — Bonaparte avant et après une victoire. — Les généraux prisonniers devant l'empereur. — Paroles de consolation. — Profonde pensée de l'empereur sur l'avenir de la Russie.

Si je voulais donner une idée de la brillante campagne de 1805, il me faudrait, en faisant un extrait de tous les rapports, de toutes les lettres que je recevais à Hambourg, m'assimiler en quel-

que sorte aux faiseurs d'almanachs, et marquer au moins une victoire par jour, ou un de ces rapides mouvemens que la présence de Napoléon imprimait à son armée, et qui contribuèrent si puissamment à ses prodigieux triomphes, durant une campagne de trois mois. En effet, n'est-ce pas une chose jusqu'alors inouie, que la promptitude des premières opérations de l'empereur? Le 24 septembre, il avait quitté Paris, et les hostilités étaient commencées le 2 d'octobre; le 6 et le 7, les Français avaient passé le Danube, et tourné l'armée ennemie; le 8, Murat, au combat de Wertingen sur le Danube, avait fait deux mille prisonniers autrichiens, parmi lesquels se trouvait, entre autres officiers généraux, le comte d'Auffemberg. Le lendemain, les Autrichiens défaits se repliaient à Gunzbourg, devant nos valeureuses phalanges qui, poursuivant le cours de leurs triomphes, entrèrent le 10 à Augsbourg, et le 12 à Munich. En recevant mes dépêches, je croyais lire des récits fabuleux. Deux jours après l'entrée des Français à Munich, c'est-à-dire le 14, un corps autrichien de six mille hommes, se rendait à Memmingen, au maréchal Soult, tandis que Ney conquérait, les armes à la main, son futur duché d'Elchingen. Enfin, le 17 d'octobre,

arriva la fameuse capitulation d'Ulm, et le même jour, les hostilités commençaient en Italie entre les Français et les Autrichiens, commandés, les uns par Masséna, les autres par le prince Charles. Je suis persuadé que Napoléon regretta vivement que ce prince n'eût pas le commandement des troupes qu'il allait combattre en personne, car je l'ai souvent entendu se plaindre de l'impéritie des généraux ennemis; habile à profiter de leurs fautes, il lui semblait quelquefois que ces fautes attentaient à sa gloire, en rendant la victoire plus facile, et, jamais peut-être, aucun homme n'a autant souhaité de rencontrer des ennemis dignes de lui.

Je trouve dans ma correspondance de la fin d'octobre 1805, quelques détails relatifs à la capitulation d'Ulm, qui me semblent assez intéressans pour que je les rapporte ici. Pendant son séjour à Augsbourg, Napoléon fit connaissance avec l'évêque de cette ville, ancien électeur de Trèves. Ce digne prélat, croyant être redevable à l'empereur, de son riche évêché, s'attacha sincèrement à lui, et depuis, témoigna dans toutes les circonstances un grand dévoûment à sa personne. A Augsbourg, Bonaparte s'arrêta quelques momens pour juger les mouvemens qu'allait opérer l'armée autri-

chienne; puis il s'approcha d'elle avec une rapidité si incroyable, que l'archiduc Ferdinand se trouva trop heureux de pouvoir repasser le Danube. Mais toutes les autres forces autrichiennes furent refoulées dans Ulm, dont la garnison s'élevait à près de trente mille hommes, au moment de la reddition de cette place réputée imprenable.

Le général de Ségur, qui depuis fut au service de Murat à Naples, fut chargé des premières ouvertures auprès de Mack, pour engager ce général à se rendre. Je pense qu'on lira avec intérêt le rapport qu'il en fit pour être mis sous les yeux de l'empereur.

« Hier, 24 vendémiaire, (16 octobre) l'empereur m'a fait appeler dans son cabinet; il m'a ordonné d'aller à Ulm, de décider Mack à se rendre dans cinq jours, et s'il en exigeait absolument six, de les lui accorder. Je n'ai pas reçu d'autres instructions. La nuit était noire; un ouragan terrible venait de s'élever, il pleuvait à flots : il fallait passer par des chemins de traverse, et éviter des bourbiers où l'homme, le cheval et la mission pouvaient finir avant terme. J'ai été presque jusqu'aux portes de la ville, sans trouver nos avant-postes; il n'y en avait plus : factionnaires, vedettes,

grandes-gardes, tout s'était mis à couvert; les parcs d'artillerie même étaient abandonnés; point de feux, point d'étoiles. Il a fallu errer pendant trois heures pour trouver un général. J'ai traversé plusieurs villages, et questionné inutilement ceux qui les remplissaient.

« J'ai enfin trouvé un trompette d'artillerie à moitié noyé dans la boue, sous son caisson; il était raide de froid. Nous nous sommes approchés des remparts d'Ulm. On nous attendait sans doute; car, au premier appel, M. de Latour, officier parlant bien français, s'est présenté. Il m'a bandé les yeux, et m'a fait gravir par-dessus les fortifications. J'observai à mon conducteur que la nuit était si noire qu'elle rendait le bandeau inutile; mais il m'objecta l'usage. La course me paraissait longue. Je fis causer mon guide : mon but était de savoir quelles troupes renfermait la ville. Je lui demandai si nous étions encore loin de la demeure du général Mack et de celle de l'archiduc. C'est tout près, me répondit mon guide. J'en conclus que nous tenions dans Ulm tout le reste de l'armée autrichienne. La suite de la conversation me confirma dans cette conjecture. Nous arrivâmes enfin dans l'auberge où le général en chef demeurait. Il m'a paru grand, âgé, pâle;

l'expression de sa figure annonce une imagination vive. Ses traits était tourmentés par une anxiété qu'il cherchait à cacher. Après avoir échangé quelques complimens, je me nommai; puis, entrant en matière, je lui dis que je venais de la part de l'empereur le sommer de se rendre, et régler avec lui les conditions de la capitulation. Ces expressions lui parurent insupportables, et il ne convint pas d'abord de la nécessité de les entendre. J'insistai, en lui observant qu'ayant été reçu, je devais supposer, ainsi que l'empereur, qu'il avait apprécié sa position : mais il me répondit vivement qu'elle allait bien changer; que l'armée russe s'approchait pour le secourir, qu'elle nous mettrait entre deux feux, et que peut-être ce serait bientôt à nous à capituler. Je lui répliquai que, dans sa position, il n'était pas étonnant qu'il ignorât ce qui se passait en Allemagne; qu'en conséquence, je devais lui apprendre que le maréchal Bernadotte occupait Ingolstadt et Munich, et qu'il avait ses avant-postes sur l'Inn, où les Russes ne s'étaient pas encore montrés. « Que je « sois le plus grand....., s'écria le général Mack, « tout en colère, si je ne sais pas, par des rapports « certains, que les Russes sont à Dachau ! Croit-on « m'abuser ainsi? Me traite-t-on comme un enfant?

« Non, monsieur de Ségur. Si dans huit jours je « ne suis pas secouru, je consens à rendre ma « place, à ce que mes soldats soient prisonniers « de guerre, et leurs officiers prisonniers sur pa- « role. Alors, on aura eu le temps de me secou- « rir, j'aurai satisfait à mon devoir : mais on me « secourra, j'en suis certain ! — J'ai l'honneur de « vous répéter, monsieur le général, que nous « sommes non-seulement maîtres de Dachau, mais « de Munich : d'ailleurs, en supposant vraie votre « erreur, si les Russes sont à Dachau, cinq jours « leur suffisent pour venir nous attaquer, et Sa « Majesté vous les accorde. — Non, Monsieur, « reprit le maréchal; je demande huit jours. Je « ne puis entendre à aucune autre proposition; « il me faut huit jours, ils sont indispensables à « ma responsabilité. — Ainsi, repris-je, toute la « difficulté consiste dans cette différence de cinq à « huit jours ! Mais je ne conçois pas l'importance « que votre excellence y attache, quand Sa Ma- « jesté est devant vous, à la tête de plus de cent « mille hommes, et quand les corps du maréchal « Bernadotte et du général Marmont suffisent « pour retarder de ces trois jours la marche des « Russes, même en les supposant où ils sont « encore bien loin d'être. — Ils sont à Dachau,

« répéta le général Mack. — Eh bien ! soit, mon-
« sieur le baron, et même à Augsbourg; nous en
« sommes d'autant plus pressés de terminer avec
« vous : ne nous forcez donc pas d'emporter Ulm
« d'assaut; car alors, au lieu de cinq jours d'at-
« tente, l'empereur y serait dans une matinée. —
« Ah ! Monsieur, répliqua le général en chef, ne
« pensez pas que quinze mille hommes se laissent
« forcer si facilement; il vous en coûterait cher !
« Quelques centaines d'hommes, lui répondis-je,
« et à vous, votre armée et la destruction d'Ulm,
« que l'Allemagne vous reprocherait; enfin, tous
« les malheurs d'un assaut, que Sa Majesté veut
« prévenir par la proposition qu'elle m'a chargé
« de vous faire. — Dites, s'écria le maréchal,
« qu'il vous en coûterait dix mille hommes ! La
« réputation d'Ulm est assez connue. — Elle con-
« siste dans les hauteurs qui l'environnent, et
« nous les occupons. — Alors donc, Monsieur,
« il est impossible que vous ne connaissiez pas la
« force d'Ulm ! — Sans doute, monsieur le maré-
« chal, et d'autant mieux que nous voyons dedans.
« — Eh bien ! Monsieur, dit alors ce malheureux
« général, vous y voyez des hommes prêts à se
« défendre jusqu'à la dernière extrémité, si votre
« empereur ne leur accorde pas huit jours. Je

« tiendrai long-temps ici. Il y a, dans Ulm, trois « mille chevaux que nous mangerons, plutôt que « de nous rendre, avec autant de plaisir que vous « le feriez à notre place. — Trois mille chevaux ? « répliquai-je; ah! Monsieur le maréchal, la di- « sette que vous devez éprouver est donc déjà « bien grande, puisque vous songez à une si triste « ressource ? »

« Le maréchal se dépêcha de m'assurer qu'il avait pour dix jours de vivres; mais je n'en crus rien. Le jour commençait à poindre; nous n'avancions pas. Je pouvais accorder six jours; mais le général Mack tenait si obstinément à ses huit jours, que je jugeai cette concession d'un jour inutile; je ne la risquai pas. Je me levai, en disant que mes instructions m'ordonnaient d'être revenu avant le jour, et, en cas de refus, de transmettre, en passant, au maréchal Ney l'ordre de commencer l'attaque. Ici le général Mack se plaignit de la violence de ce maréchal envers un de ses parlementaires, qu'il n'avait pas voulu écouter. Je profitai de cet incident pour bien faire remarquer qu'en effet le caractère du maréchal était bouillant, impétueux, impossible à contenir; qu'il commandait le corps le plus nombreux et le plus rapproché; qu'il attendait avec impatience l'ordre

de livrer l'assaut, et que c'était à lui que je devais le transmettre en sortant d'Ulm. Le vieux général ne s'est point laissé effrayer; il a insisté sur les huit jours, en me pressant d'en porter la proposition à l'empereur.

« Ce malheureux général est prêt à signer la perte de l'Autriche et la sienne; et pourtant dans cette position désespérée, où tout en lui doit souffrir cruellement, il ne s'abandonne pas encore; son esprit conserve ses facultés, sa discussion est vive et tenace. Il défend la seule chose qui lui reste à défendre, le temps. Il cherche à retarder la chute de l'Autriche, dont il est cause; il veut lui donner quelques jours de plus pour s'y préparer: lui, perdu, il dispute encore pour elle. Entraîné par son caractère plus politique que militaire, il veut encore jouer au plus fin contre le plus fort; sa tête s'égare dans une foule de conjectures.

« Le 25, vers neuf heures du matin, j'ai retrouvé l'empereur à l'abbaye d'Elchingen, où je lui ai rendu compte de cette négociation; il en a paru satisfait: il m'a fait rappeler, et, comme je tardais, il a envoyé le maréchal Berthier me porter par écrit les propositions nouvelles qu'il voulait que je fisse signer au général Mack sur-le-

champ. L'empereur accordait au général autrichien huit jours, mais à dater du 23, premier jour du blocus; ce qui les réduisait en effet aux six jours que j'avais pu d'abord proposer, et que je n'avais pas voulu concéder.

« Toutefois, en cas d'un refus obstiné, j'étais autorisé à dater ces huit jours du 25, et l'empereur gagnait encore un jour à cette concession. Il tient à entrer promptement dans Ulm pour augmenter la gloire de sa victoire par sa rapidité, pour arriver à Vienne avant que cette ville soit remise de sa stupeur et que l'armée russe ait pu se mettre en mesure, et, enfin, parce que les vivres commencent à nous manquer.

« Le major-général, maréchal Berthier, me prévint qu'il s'approcherait de la ville, et que, les conditions réglées, il serait bien aise que je l'y fisse pénétrer.

« Je suis rentré dans Ulm vers midi, toujours avec les mêmes précautions; mais cette fois j'ai trouvé le général Mack à la porte de la ville. Je lui ai remis l'ultimatum de l'empereur; il est allé le discuter avec plusieurs généraux, parmi lesquels je crus remarquer un prince de Lichtenstein, et les généraux Klénau et Giulay. Un quart d'heure après, il revint disputer encore avec moi sur la

date. Un malentendu lui persuada qu'il obtenait les huit jours entiers à partir du 25. Alors, avec une émotion de joie bien singulière : « Monsieur « de Ségur ! mon cher monsieur de Ségur ! s'écria- « t-il, je comptais sur la générosité de l'empereur : « je ne me suis pas trompé... Dites au maréchal « Berthier que je le respecte... Dites à l'empereur « que je n'ai plus que de légères observations à « faire ; que je signerai tout ce que vous m'appor- « tez... Mais dites à sa majesté que le général Ney « m'a traité bien durement ;... que ce n'est pas « ainsi qu'on traite... Répétez bien à l'empereur « que je comptais sur sa générosité... » Puis, après une effusion de cœur toujours croissante, il ajouta : « Monsieur de Ségur, je tiens à votre estime ; je « tiens beaucoup à l'opinion que vous aurez de « moi : je veux vous faire voir l'écrit que j'avais « signé ; car j'étais décidé. » En parlant ainsi, il déploya une feuille de papier où je lus ces mots : *Huit jours ou la mort !* signé *Mack*.

Le prince Maurice de Lichtenstein avait aussi été envoyé en parlementaire au quartier-général, où il fut, conformément à l'usage, conduit à cheval et les yeux bandés. Rapp m'a parlé depuis de cette entrevue, où il se trouva auprès de Napoléon avec plusieurs de ses aides-de-camp. Je crois

qu'il m'a dit que Berthier y était aussi. Figure-toi, me dit Rapp, l'étonnement, ou plutôt la confusion du pauvre prince quand on lui eut débandé les yeux : il ne savait rien de rien, et ne se doutait même pas que l'empereur fût encore arrivé à l'armée. Quand il sut qu'il était en présence de Napoléon, il ne put vaincre un mouvement de surprise, qui n'échappa pas à l'empereur, et il avoua ingénuement que le général Mack ne se doutait pas de sa présence sous les murs d'Ulm. Le prince de Lichtenstein demanda à capituler, à la condition que la garnison d'Ulm aurait la permission de retourner en Autriche. Cette prétention, dans la position où il était, ajouta Rapp, fit sourire l'empereur : « Vous n'y pensez pas, lui « dit-il, je n'ai aucune raison pour accueillir votre « demande; qu'ai-je à gagner? huit jours? dans « huit jours vous êtes à moi sans conditions. Est-ce « que vous croyez que je ne suis pas instruit de « tout?... Vous attendez les Russes?... c'est tout « au plus s'ils sont en Bohême. Si je vous laisse « sortir, qui m'assure que vous n'irez pas les re- « joindre et vous battre ensuite contre moi? Vos « généraux m'ont trompé assez souvent, et je n'en « veux plus être dupe. A Marengo, j'eus la fai- « blesse de laisser sortir d'Alexandrie les troupes

« de Mélas ; il promettait de traiter de la paix ; « qu'arriva-t-il? deux mois après, Moreau eut à « combattre la garnison d'Alexandrie. Cette « guerre-ci n'est point d'ailleurs une guerre ordi- « naire. Après la conduite de votre gouvernement, « je ne suis tenu à aucun ménagement ; je n'ai « aucune foi dans ses promesses. C'est vous qui « m'avez attaqué. Si je consentais à ce que vous « demandez, Mack s'engagerait, je le sais, mais en « le supposant de bonne-foi, sera-t-il le maître de « tenir sa parole? pour lui, oui ; mais pour son ar- « mée, non. Si l'archiduc Ferdinand était encore « avec vous, je pourrais me fier à sa parole, parce « qu'il serait responsable des conditions, et qu'il « ne voudrait pas se déshonorer ; mais je sais qu'il « a quitté Ulm ; il a passé le Danube, mais je « saurai l'atteindre.

« Tu ne peux pas te figurer, poursuivit Rapp, l'embarras du prince de Lichtenstein, à peine remis de son étonnement, pendant que l'empereur lui parlait. Pourtant il se remit un peu, et assura que, sans les conditions qu'il était chargé de proposer, l'armée ne capitulerait pas. « En ce cas, « lui dit Napoléon, vous pouvez retourner auprès « de Mack, car je ne vous accorderai jamais de « pareilles conditions. Se moque-t-on de moi ?

« Tenez, voilà la capitulation de Memmingen ;
« montrez-la à votre général ; qu'il se rende aux
« mêmes conditions, je n'en veux pas d'autres.
« Vos officiers seuls retourneront en Autriche ;
« mais les soldats seront prisonniers. Dites-lui
« bien qu'il se dépêche, car je n'ai pas de temps
« à perdre. Plus il tardera, plus il aggravera sa
« position et la vôtre. J'aurai demain ici le corps
« devant lequel Memmingen a capitulé, et nous
« verrons. Que Mack sache bien qu'il n'a pas
« d'autre parti à prendre que de se conformer à
« ma volonté. »

Ce ton impérieux que Napoléon employait avec ses ennemis lui réussissait presque toujours, et produisit auprès de Mack son effet accoutumé. Le jour même où le prince de Lichtenstein était venu au quartier-général, Mack lui écrivit qu'avec tout autre il n'aurait pas traité à de pareilles conditions, mais qu'il cédait à l'ascendant de sa fortune, et le lendemain Berthier fut envoyé dans Ulm d'où il revint avec les capitulations signées; ainsi Napoléon ne s'était pas trompé sur les *fourches caudines* de l'armée autrichienne. La garnison d'Ulm sortit avec ce qu'on appelle les honneurs de la guerre, et fut conduite prisonnière en France. J'ai eu l'occasion de remarquer que, en

général, de toutes les troupes que Napoléon eut à combattre pendant sa carrière militaire, les troupes autrichiennes étaient celles qui se rendaient le plus facilement prisonnières de guerre.

Quels changemens quinze jours de succès couronnés par la prise d'Ulm avaient apportés dans la situation des affaires! Je sus à Hambourg par mes agens à quel degré de folie s'étaient exaltées les espérances des ennemis de Napoléon avant son entrée en campagne. La sécurité du cabinet de Vienne était vraiment inexplicable; non-seulement on n'y redoutait point cette série de victoires qui rendirent Bonaparte maître de toute la monarchie autrichienne, mais les acolytes de Drake et les intrigans de sa sorte traitaient d'avance la France comme un pays conquis, disposaient de quelques-unes de nos provinces, et dans l'excès de leur démence, pour n'en citer qu'un trait, ils avaient promis la ville de Lyon au roi de Sardaigne pour le dédommager de la possession momentanée du Piémont.

Napoléon qui s'irritait avec tant de violence contre les obstacles, et qui traitait avec tant de hauteur quiconque osait résister à son inflexible volonté, n'était plus le même homme, lorsque, vainqueur, il admettait en sa présence les géné-

raux vaincus. Il les consolait de leur malheur, et ses consolations, je puis l'assurer, n'étaient pas chez lui le résultat d'un mouvement d'orgueil dissimulé sous les dehors d'une feinte générosité. Tout en profitant de leur défaite, il les plaignait sincèrement; combien de fois ne m'a-t-il pas dit : « Qu'un général doit être malheureux le lendemain « de la perte d'une bataille ! » Et lui-même avait éprouvé ce malheur, quand il fut obligé de lever le siège de Saint-Jean-d'Acre. En ce moment, il aurait, je crois, fait étrangler Djezzar; mais si Djezzar se fût rendu, il l'aurait traité avec les mêmes distinctions qu'il prodigua à Mack et aux autres généraux de la garnison d'Ulm; quand ils furent admis en sa présence, je suis sûr qu'il souffrait de leur douleur. Ces généraux étaient au nombre de dix-sept, parmi lesquels on remarquait le même prince de Lichtenstein qui, la veille, avait été si surpris de voir l'empereur; le général Klénau et le baron de Giulay qui avaient acquis une assez belle réputation militaire dans les guerres précédentes, et le général Fresnel, dont la position était plus délicate que celle de ses compagnons d'infortune, puisqu'il était Français et émigré.

« Tous ces généraux, me dit Rapp, faisaient

réellement peine à voir; ils s'inclinèrent respectueusement devant l'empereur ayant Mack à leur tête. Ils gardaient un morne silence, et ce fut Napoléon qui leur adressa la parole. Il leur dit: « Messieurs, je plains d'aussi braves gens que vous « d'être victimes des sottises d'un cabinet qui se « nourrit de projets insensés, et qui ne craint pas « de compromettre la dignité de la nation autri- « chienne, en trafiquant des services de ses géné- « raux. Vos noms me sont connus; ils le sont ho- « norablement partout où vous avez combattu. « Examinez la conduite de ceux qui vous ont « compromis. Quoi de plus inique que de venir, « sans déclaration de guerre, me prendre à la « gorge? n'est-ce pas se rendre coupable envers les « peuples que d'attirer chez eux une invasion « étrangère? n'est-ce pas trahir l'Europe que d'im- « miscer des hordes asiatiques dans ses débats. En « bonne politique, le conseil Aulique, au lieu de « m'attaquer, aurait dû rechercher mon alliance « pour refouler les Russes dans le Nord. Cette al- « liance de votre cabinet sera éternellement une « chose monstrueuse dans l'histoire; c'est l'alliance « des chiens, des bergers et des loups contre les « moutons; une pareille conception n'a pu sortir de « la tête d'un homme d'État. Il est heureux pour

« vous-mêmes que je n'aie pas succombé dans la
« lutte injuste où l'on m'a provoqué, sans cela le
« cabinet de Vienne n'aurait pas tardé à recon-
« naître sa faute, et peut-être qu'il la paiera cher
« un jour. »

CHAPITRE III.

Ménagemens envers les officiers prisonniers.—Proclamation de l'empereur à ses soldats. — Immenses résultats d'une campagne de quinze jours. — Éloquence militaire de Napoléon. — Les soldats français et les soldats russes.— Les extrémités de l'univers et exagérations. — Dix mille prisonniers faits par Murat. — Combat de Caldiéro en Italie. — Lettre de Duroc. — L'empereur satisfait de mes services. — François Ier vengé par Napoléon. — Affaire des Margraviats. — Tentatives pour retarder la marche de l'empereur. — Mission inutile, et M. de Giulay. — Les premières aigles françaises prises par les Russes. — Humeur de Napoléon. — Le pont de Vienne. — Heureuse témérité de Lannes et de Murat. — La prise de Vienne, due à une ruse. — Récit de Lannes, sa bravoure et sa gaîté. — Influence de l'action de Lannes et de Murat sur les suites de la campagne d'Austerlitz. — Mission de Savary auprès de l'empereur Alexandre. — Le roi des Romains. — Raisonnemens judicieux d'Alexandre.

En même temps que Napoléon ménageait l'amour-propre de ses prisonniers aux dépens de leur gouvernement, il voulut témoigner à l'armée sa vive satisfaction, et pour cela il publia

une proclamation remarquable, dans laquelle on trouve en quelque sorte un résumé de tout ce qui s'était passé depuis l'entrée en campagne. La voici :

« Soldats de la grande armée.

« En quinze jours nous avons fait une campagne.
« Ce que nous nous proposions de faire est rempli :
« nous avons chassé de la Bavière les troupes de
« la maison d'Autriche, et rétabli notre allié dans
« la souveraineté de ses états.

« Cette armée qui, avec autant d'ostentation
« que d'imprudence, était venue se placer sur nos
« frontières, est anéantie.

« Mais qu'importe à l'Angleterre! son but est
« rempli : nous ne sommes plus à Boulogne, et
« son subside ne sera ni plus ni moins grand.

« De cent mille hommes qui composaient cette
« armée, soixante mille sont prisonniers : ils vont
« remplacer nos conscrits dans les travaux de la
« campagne.

« Deux cents pièces de canon, tout le parc,
« quatre-vingt-dix drapeaux, tous leurs généraux,
« sont en notre pouvoir. Il ne s'est pas échappé de
« cette armée quinze mille hommes.

« Soldats! je vous avais annoncé une grande

« bataille; mais, graces aux mauvaises combinai-
« sons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes ré-
« sultats sans courir aucune chance; et, ce qui
« est sans exemple dans l'histoire des nations, un
« pareil résultat ne nous affaiblit pas de quinze
« cents hommes hors de combat.

« Soldats! ce succès est dû à votre confiance
« sans bornes dans votre empereur, à votre pa-
« tience à supporter les fatigues et les privations
« de toute espèce, à votre rare intrépidité.

« Mais nous ne nous arrêterons pas là. Vous
« êtes impatiens de commencer une seconde cam-
« pagne.

« Cette armée russe que l'or de l'Angleterre a
« transportée *des extrémités de l'univers*, nous allons
« lui faire éprouver le même sort.

« A ce combat est attaché plus spécialement
« l'honneur de l'infanterie française; c'est là que
« va se décider, pour la seconde fois, cette ques-
« tion qui l'a déjà été une fois en Suisse et en
« Hollande, si l'infanterie française est la première
« ou la seconde de l'Europe.

« Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je
« puisse avoir de la gloire à acquérir. Tout mon
« soin sera d'obtenir la victoire avec le moins d'ef-
« fusion de sang possible: mes soldats sont mes
« enfans. »

Cette proclamation m'a toujours paru un chef-d'œuvre d'éloquence militaire; Napoléon en donnant des louanges à ses soldats irritait en même temps leur amour-propre en leur signalant les Russes comme capables de leur disputer le premier rang parmi les soldats de l'Europe, et il concluait en les appelant ses enfans. Il faut avoir été témoin, comme je l'ai été si souvent de la prodigieuse exaltation que les paroles de Napoléon produisaient dans ses armées pour pouvoir se la figurer.

Cependant la seconde campagne que, selon Napoléon, ils brûlaient de commencer ne se fit pas attendre, et les hostilités furent poussées sur tous les points avec cette vigueur et cet enthousiasme qui enflammaient toute l'armée. Dieu sait aussi quels contes on faisait courir sur les Russes que Bonaparte faisait pompeusement venir *des extrémités de l'univers :* ils étaient des sauvages à demi-nus, pillant, dévastant, brûlant tout; on en avait vu égorger et manger des enfans; que sais-je? Enfin ce fut à cette époque que fut inventée la dénomination si célèbre, depuis, de barbares du Nord. Quoi qu'il en soit, deux jours après la capitulation d'Ulm, Murat fit aussi, de son côté, capituler le général Warneck, enfermé

dans la place de Trochtelfingen, et lui fit dix mille prisonniers, de sorte que, sans compter les tués et les blessés, l'armée autrichienne se trouvait déjà diminuée de plus de cinquante mille hommes au bout de vingt jours de campagne. Le 27 d'octobre l'armée française passa l'Inn et pénétra ainsi sur le territoire autrichien, et s'empara immédiatement de Salzbourg et de Braunau. Dans tous les avis qui me venaient de l'armée, il était sans cesse question de l'incroyable enthousiasme qui enflammait les troupes, c'était partout des prodiges de valeur, et l'armée d'Italie, sous les ordres de Masséna, obtenait aussi de grands avantages. Le jour même où la grande armée se rendit maîtresse des deux forteresses dont je viens de parler, c'est-à-dire le 30 d'octobre, l'armée d'Italie, ayant passé l'Adige, livrait un combat sanglant à Caldiero et faisait aux Autrichiens cinq mille prisonniers.

Il n'y a point d'exagération à dire que dans la prodigieuse campagne, que l'on a pris l'habitude de désigner sous le nom de campagne d'Austerlitz, les exploits de nos troupes allaient plus vite que la pensée. Chaque courrier que je recevais m'apportait des nouvelles encore plus favorables que celles que j'espérais. Quoique je fusse déjà informé

de l'occupation de Lintz dès le 2 novembre, et que j'eusse également appris la marche hardie de Ney sur Inspruck, ce qui nous rendait maîtres du Tyrol, j'avoue que je fus aussi surpris que satisfait quand je reçus un mot de Duroc, envoyé par voie extraordinaire et qui m'annonçait seulement d'une manière très-laconique : « Nous sommes à Vienne; l'empereur se porte bien; il est plus satisfait que jamais; il est très-content de ce que je lui ai dit des services que tu lui rends à Hambourg, et il parut également content de ma mission de Berlin, quoique tu saches bien que je n'ai pu réussir à rien; mais il ne doute pas de mon zèle. Il m'attendait avec impatience, je ne lui ai pas caché les tergiversations dont j'avais été témoin. Autant que tu le pourras, tiens-toi au courant de ce qui se passe en Prusse et mande-le moi.»

La lettre de Duroc était datée du 13 d'octobre, et ces mots : « *Nous sommes à Vienne* », me semblèrent le résultat d'un rêve. La capitale de l'Autriche, cette ville qui, depuis un temps immémorial, n'avait pas été occupée par des étrangers; cette ville, que Sobieski avait sauvée de la valeur ottomane, était devenue la proie de l'aigle impérial de France, qui vengeait ainsi, après trois siècles, et au bout d'une campagne de quarante

jours, les humiliations imposées jadis à François I[er] par *l'Aquila Griffagna* de Charles-Quint[1].

Duroc avait quitté l'empereur avant la levée du camp de Boulogne; sa mission à Berlin étant terminée, il rejoignit l'empereur à Lintz. Duroc s'était bien formé en diplomatie depuis sa première mission au commencement du consulat, mission qui, on doit se le rappeler, avait eu pour objet de raconter prudemment au roi de Prusse les principaux événemens de l'expédition d'Égypte. Si sa dernière mission avait été sans résultats positifs, au moins il avait pu observer que malgré les vel-

[1] Dès que Napoléon fut empereur, il se déclara solidaire de toutes les injures faites aux rois qu'il appelait ses prédécesseurs. Tout ce qui avait été la France, était pour lui sacré, et on le verra plus tard enlever avec joie la colonne de Rosbach au territoire prussien. Ici, je me suis permis de faire allusion au passage fameux d'une satyre de Paul-Jove :

Aquila Griffagna, che dui becchi porta per meglio divorar.

On sait que Paul-Jove, célèbre critique du commencement du seizième siècle, avait fait la satyre dont je parle en faveur de François I[er], contre Charles-Quint. S'étant brouillé avec le roi de France, Paul-Jove alla offrir sa plume à l'empereur d'Allemagne, qui ne lui répondit que par la citation du passage de sa satyre qui m'est revenu à la mémoire en écrivant ceci.

léités du cabinet prussien à faire cause commune avec l'Autriche et la Russie, il y régnait encore une certaine incertitude qui l'empêcherait de se déclarer en cas de succès de la part de Napoléon; mais, Ulm rendu tranquillisa Napoléon sur Berlin. Ce fut aussi à Lintz, que l'empereur reçut la visite de l'électeur de Bavière qui n'était pas encore rentré dans sa capitale, quand Bonaparte y arriva. La Prusse avait témoigné, comme on l'a vu, un vif mécontentement de la violation du territoire des deux margraviats de Bareüth et d'Anspach, mais cette affaire s'était arrangée parce que le roi de Prusse n'osa pas se décider; on crut un moment qu'il avait enfin pris parti contre les Français, et je sais que M. Delaforest en donna avis à l'empereur; mais, comme je viens de le dire, Napoléon était rassuré par ses succès. La Prusse ne bougea pas, et, comme on le verra plus tard, paya cher ses tergiversations.

Avant de m'occuper de la singulière mission de M. de Hangwitz auprès de l'empereur Napoléon, et du résultat de cette mission que les circonstances rendirent diamétralement opposé à son but, je dois raconter ce que j'appris d'autres négociations entamées par l'Autriche auprès de Napoléon, dans le but trop évident de retarder sa

marche pour qu'il pût en être dupe. M. de Giulay, l'un des généraux compris dans la capitulation d'Ulm, était retourné auprès de son souverain auquel il avait rendu compte de ce désastreux événement; il ne dissimula ni à l'empereur François, ni au cabinet de Vienne, la destruction de l'armée autrichienne, et l'impossibilité d'arrêter la marche rapide de l'armée française. D'après ce rapport, M. de Giulay fut envoyé en parlementaire au quartier-général de Napoléon, pour l'assurer des intentions pacifiques de son maître et demander un armistice. Le piège était trop grossier pour qu'un homme aussi fin que Napoléon ne le vît pas tout de suite. Bonaparte qui voulait toujours faire croire à son sincère amour pour la paix, bien qu'il rayonnât de joie à la seule idée de poursuivre le cours d'une guerre si bien commencée et de battre les Russes, chargea le général Giulay d'assurer à l'empereur d'Autriche qu'il ne souhaitait pas moins la paix que lui, et qu'il était prêt à en traiter; mais sans pour cela suspendre le cours des opérations. Bonaparte ne pouvait, en effet, sans une imprudence dont il était incapable, consentir à un armistice, puisque M. de Giulay, chargé des pouvoirs de l'Autriche, n'en avait reçu aucun de la Russie; puisque la Russie

pouvait ne pas reconnaître l'armistice et arriver à temps pour défendre Vienne, dont l'occupation devait être si importante pour l'armée française. Les Russes marchaient en effet au devant de nos troupes, et le corps de notre armée commandé par le maréchal Mortier, sur la rive gauche du Danube, éprouva même, dans une première rencontre, un échec qui mit l'empereur de très-mauvaise humeur. C'était la première fois dans la campagne que la fortune lui montrait une opposition, bien légère à la vérité; mais la prise par les Russes des trois premiers aigles dont l'ennemi se fût emparé, lui causa une vive contrariété, et le fit rester quelques jours de plus qu'il ne le voulait à Saint-Polten, où il était alors.

La prise de Vienne fut due à l'heureuse témérité de deux hommes, qui ne se le cédaient en rien en bravoure et en audace, à Murat et à Lannes. On parla beaucoup, dans le temps, de la ruse téméraire de ces deux maréchaux, qui parvinrent à empêcher la destruction imminente d'un pont de Vienne, nommé le pont du Thabor, et sans lequel l'armée n'aurait pu pénétrer dans la capitale de l'Autriche sans d'incroyables difficultés, puisque Vienne se serait trouvée défendue par le Danube. Voici comment cet acte de courage et

de présence d'esprit, qui eut une si grande influence sur les suites de la campagne, m'a été raconté depuis par Lannes, qui m'en parla gaiement, sans se faire valoir, et plutôt comme d'un tour qu'il avait joué aux Autrichiens, que comme d'une action d'éclat. Les entreprises les plus audacieuses étaient si simples, si naturelles pour lui, qu'il était souvent le seul à n'y rien voir d'extraordinaire. Quels hommes ont été victimes de l'ambition de Napoléon !

Lannes me dit donc un jour, je crois que ce fut pendant la campagne de Prusse : « Figure-toi que j'étais un jour à me promener avec Murat, sur la rive droite du Danube où étaient nos corps d'armée, quand, arrivés à l'extrémité du pont du Thabor, nous vîmes, sur la rive gauche occupée par les Autrichiens, que l'on exécutait des travaux, dans le but évident de faire sauter le pont à l'approche de nos troupes. Ces b...... là avaient l'air de travailler à notre barbe ; mais nous leur avons donné une bonne leçon. Notre plan convenu et bien arrêté, nous revînmes donner des ordres, et je confiai le commandement de ma colonne de grenadiers à un officier dont je connaissais le courage et l'intelligence. Nos dispositions prises, je retournai avec Murat et deux ou trois

autres officiers sur le pont. Là, nous nous avançâmes tout doucement, et avec tant de tranquillité, qu'on nous prit pour de simples officiers. Nous entrâmes en conversation avec le commandant d'un poste placé au milieu du pont; nous l'entretînmes sans affectation dans les idées d'un armistice[1] qui devait être prochainement conclu. Tout en causant avec les officiers autrichiens, nous fîmes en sorte de les faire regarder du côté de la rive gauche, et alors, conformément aux ordres que nous avions donnés, ma colonne de grenadiers débusqua sur le pont. Les canonniers autrichiens de la rive gauche, voyant leurs officiers au milieu de nous, n'osèrent tirer; ma colonne s'avança au pas redoublé; Murat et moi, en tête, nous gagnâmes ainsi la rive gauche. Tous les artifices préparés pour faire sauter le pont, furent jetés dans la rivière; et mes hommes s'emparèrent des batteries destinées à défendre la tête de pont. Enfin, nos pauvres diables d'officiers autrichiens furent

[1] On croyait d'autant plus à Vienne, à la conclusion d'un armistice, que l'on avait vu le baron de Giulay y passer pour se rendre au quartier-général de l'empereur, et qu'il n'était pas encore de retour, lors de l'entreprise aussi heureuse que téméraire de Lannes et de Murat.

tout stupéfaits, quand je leur dis qu'ils étaient nos prisonniers ; il fallut même les bousculer un peu.»

Tel fut, autant que ma mémoire me le rappelle, le récit de Lannes, qui riait de bon cœur en me parlant de la consternation des officiers autrichiens quand ils s'aperçurent de la sottise qu'ils avaient faite. Lannes ne se doutait pas de l'importance de son entreprise quand il la réalisa, mais elle lui fut révélée peu de temps après. Non-seulement il avait assuré au reste de l'armée française un moyen sûr et facile d'entrer dans Vienne, mais il avait, sans le savoir, mis un obstacle insurmontable à la réunion aux armées russes du corps autrichien commandé par l'archiduc Charles, et que ce prince, pressé par Masséna, ramenait en toute hâte dans le cœur des états héréditaires, où il se doutait bien qu'une grande bataille aurait lieu. Le prince Charles, pour le dire en passant, était dans une position fort désagréable ; obligé de prendre part à une guerre qu'il avait hautement désapprouvée, il n'avait eu à commander que le corps d'armée secondaire, chargé d'observer l'Italie ; sa réputation, justement acquise, pouvait se trouver compromise par le résultat de la guerre : elle ne le fut pas, parce qu'il n'eut pas à lutter directement contre Napoléon, mais depuis lors il renonça à

prendre un commandement dans les armées autrichiennes.

Aussitôt que les corps de Murat et de Lannes eurent pris possession de Vienne, l'empereur donna l'ordre à toutes les divisions de l'armée de se diriger sur cette capitale, qui devint en quelque sorte la capitale de l'armée française, et l'empereur, comme s'il eût habité Saint-Cloud, établit son quartier-général à Schœnbrunn, d'où il traça les opérations qui restaient à exécuter, tant pour forcer le corps du prince Charles à se jeter sur la Hongrie que pour faire marcher l'armée à la rencontre des Russes. Il ne laissa à Vienne et dans les environs que quatre divisions, sous le commandement du maréchal Mortier et du général Marmont, et suivit la route de Znaim, point sur lequel on savait, d'après les rapports adressés à l'empereur, que se concentrait le gros de l'armée russe; mais cette armée ayant fait un mouvement vers Brunn, et Napoléon en ayant été informé, se dirigea de ce côté; ainsi, les deux armées se cherchant mutuellement, la question ne pouvait rester long-temps indécise.

Murat et Lannes commandèrent constamment l'avant-garde pendant ces marches forcées et pour ainsi dire miraculeuses; la haute prévision de

l'empereur sembla s'accroître encore pendant les opérations qui précédèrent la bataille d'Austerlitz; il est certain, et tant d'officiers qui en ont été témoins me l'ont si bien assuré, que je ne puis en douter, il est certain qu'il désigna lui-même à l'avance le terrain sur lequel il lui convenait d'attirer l'armée russe, et qu'il recommanda à ses généraux d'en bien examiner les sinuosités, leur assurant qu'ils auraient un rôle à y jouer.

Cependant, afin de mieux persuader aux peuples que son désir était de conclure la paix aussitôt qu'on lui ferait des propositions raisonnables, Napoléon s'était fait suivre de près par son ministre des relations extérieures, qui déjà était installé à Vienne avec la chancellerie française. Clarke fut nommé gouverneur général de cette capitale. L'empereur avant d'en venir aux mains chargea le général Savary d'une mission auprès de l'empereur Alexandre; j'eus dans le temps connaissance de cette mission, mais seulement comme d'un fait que dans ma position je ne pouvais ignorer; je n'en ai connu les détails circonstanciés que par le récit qu'en a fait le duc de Rovigo dans ses mémoires apologétiques. Quelque soin qu'il se soit donné pour faire croire à la sincérité de Napoléon dans ses propositions pacifiques, les faits

mêmes sur lesquels il appuie ses conclusions, conduisent, en les examinant bien, à des conclusions toutes contraires. Napoléon voulait dicter ses conditions, avant l'issue d'une bataille dont le succès pouvait sembler douteux au jeune empereur de Russie, et ces conditions étaient déjà celles qu'il put imposer quand la victoire se fut prononcée en faveur de nos aigles. Il est clair, pour quiconque réfléchit, qu'en proposant toujours ce à quoi il savait bien qu'on ne pouvait consentir sans déshonneur, il se donnait l'air d'un pacificateur et s'assurait le plaisir de la guerre. Le duc de Rovigo prouve sans le vouloir ce que je dis, quand il rapporte ces paroles de l'empereur Alexandre : « Il faudrait que « les propositions qui l'ont précédée fussent con- « formes aux sentimens qui ont dicté la démarche « de votre maître auprès de moi. Elle fait le plus « grand honneur à sa modération ; mais est-ce « vouloir la paix que de proposer des conditions « aussi désastreuses pour un état, que celles qui « sont offertes au roi des Romains [1] ? »

L'empereur Alexandre ne se trompait pas non plus, quand le duc de Rovigo lui ayant, pour

[1] C'est ainsi que l'empereur Alexandre désignait l'empereur François II.

bonne raison, dit qu'il était naturel de chercher à diminuer la puissance de son ennemi, il lui répondit : « C'est précisément cette disposition à di-
« minuer la puissance de ses voisins et à augmen-
« ter la sienne, qui lui suscite continuellement
« des guerres. Vous êtes déjà une nation si forte
« par vous-mêmes, par votre réunion sous les
« mêmes lois, par l'uniformité de vos habitudes
« et de votre langage, que vous inspirez naturel-
« lement de l'effroi. Qu'avez-vous besoin de vous
« agrandir continuellement ? »

La raison n'était-elle pas du côté du jeune prince qui s'exprimait de la sorte? et qu'aurait-on pensé de lui, si, traitant séparément, abandonnant son allié, il avait, pour éviter une bataille que l'on se flatte toujours de gagner, il avait laissé l'Autriche envahie à la discrétion d'un vainqueur exigeant?

CHAPITRE IV.

Mes fonctions à Hambourg. — Le roi de Suède à Stralsund. — Bulletin envoyé par moi, sur la position des armées russes. — Débarquement des Anglais dans l'Elbe et le Weser. — Causes de la satisfaction de l'empereur. — Duroc et l'empereur Alexandre à Berlin. — Dumouriez et la femme Saint-Martin. — Recrutement des Anglais dans le Hanôvre. — Anecdote racontée par Rapp. — La fille de M. de Marbœuf et Napoléon. — Trahison du roi de Naples. — Le Soleil d'Austerlitz. — Insolence du prince de Dolgorowski, et les hauteurs de Montmartre. — Récit que me fait Rapp de la bataille d'Austerlitz. — Mort du colonel Morland. — Rapp à Austerlitz, et Kellermann à Marengo. — Rapp blessé, et le tableau de Gérard.

Je viens de dire une partie de ce que j'appris des événemens qui se passèrent sur le théâtre de la guerre avant la bataille d'Austerlitz. Je vais

maintenant raconter ce que je fis à Hambourg, afin de seconder les succès de l'armée française, dans le sens de mes instructions; je dirai ensuite ce que j'ai su relativement à cette bataille mémorable et au traité de Presbourg qui changea la forme politique de l'Europe en créant de nouveaux royaumes.

J'avais envoyé un agent au devant des troupes russes qui s'avançaient à marches forcées sur les bords de l'Elbe. Cet agent m'écrivit de Gadbusch qu'une colonne russe, suivant la route de Wissenbourg, passerait l'Elbe à Boëtzembourg; une autre colonne qui venait par Rhéna et Platzeburg, devait passer ce fleuve à Lauenburg; une troisième colonne venant par Gustrin et Grabo, devait le passer à Domïtz. On supposait alors que ces troupes qui avaient mis une grande hésitation dans leurs opérations, se dirigeraient sur la Hollande par les duchés de Bremen et d'Oldenbourg. A ces nouvelles, l'électorat de Hanovre fut évacué par les Français, et le général Barbou qui y commandait, se concentra dans Hameln.

Le 2 novembre 1805, le roi de Suède arriva à Stralsund. Je prévins le gouvernement que son armée donnerait probablement aux opérations de l'armée combinée, une autre tournure; car

jusqu'à ce moment l'indécision de sa marche, l'incertitude de ses mouvemens, les contre-ordres successifs, n'avaient pas permis d'apercevoir un plan déterminé. Il paraissait d'abord que toutes les troupes suédo-russes passeraient l'Elbe sur le même point, à Lauenbourg, à six milles de Hambourg; et il n'y avait pas encore, le 5 novembre, un seul Russe sur la rive méridionale de l'Elbe.

La première colonne de la grande armée russe avait passé à Varsovie le 1er novembre; le 2, on attendait le grand-duc Constantin avec les gardes. Cette colonne qui se montait à six mille hommes, était la première qui traversait la Pologne prussienne.

Dans ce moment, nous étions encore menacés de voir débarquer incessamment dans le Weser et dans l'Elbe, l'armée hanovrienne augmentée de quelques milliers d'Anglais. Leur projet était vraisemblablement, ou d'attaquer la Hollande, ou de tenter quelque opération sur les derrières de la grande armée française.

Le gouvernement français tenait beaucoup à avoir des détails exacts sur la marche des troupes suédo-russes dans le Hanôvre, et sur celle de l'armée russe pour la Pologne. Mes agens à Varsovie

et à Stralsund me servaient on ne peut pas mieux. J'envoyai le bulletin suivant :

« Les troupes russes sont en pleine marche vers le Hanôvre, elles passent l'Elbe à deux endroits distans l'un de l'autre de trois lieues, Lauenbourg et Boltzbourg. Les troupes suédoises vont suivre.

« Le roi de Suède vient aussi dans le Hanôvre. Il a quitté Stralsund le 9 novembre.

« Il règne en Hanôvre une très-grande disette de grains et de tous autres objets de première nécessité. Il n'y a aucune espèce de magasins, et je ne sais pas comment feront les anglo-suédò-russes pour y rester long-temps, d'autant plus que les troupes prussiennes contribuent à la consommation et à la chèreté des vivres.

« La première colonne de la troisième armée russe, qui passe à Varsovie, a traversé cette ville le 2 novembre; elle était composée de quatre mille hommes, et accompagnée du général prince Volkonski, du lieutenant-général Von Essen, du prince de Mecklenbourg, des lieutenans-généraux Bourke et Steinow. Cette colonne avait avec elle douze canons de 12, quatorze de 9, vingt-deux de 6; total, quarante-huit. Trois cents hommes d'artillerie légère.

« La deuxième colonne a traversé Varsovie le 4.

Elle est composée de deux mille quatre cents grenadiers, deux mille hommes d'infanterie, cinq cents cosaques, dix pièces de canon, soixante-dix charriots.

Force de l'armée combinée dans le Hanôvre.

« Quinze mille Russes, huit mille Suédois, douze mille Anglais; total, trente-cinq mille hommes. Voilà ce qu'il y aura de réuni, d'ici à quinze jours, dans l'électorat. L'opinion générale est que ces troupes sont destinées à faire une diversion en Hollande.

« Les Anglais débarquent dans l'Elbe et le Weser, où ils sont arrivés sur cent six bâtimens. La traversée ayant été plus longue qu'on ne pensait, la plupart des chevaux ont péri faute de fourrages; un bâtiment de transport, portant deux cents hommes, a échoué à l'embouchure du Weser; on n'a pu sauver personne.

« Le roi de Suède est attendu à Lunebourg aujourd'hui ou demain. Il paraît que le roi de Prusse va occuper Bremen, pour empêcher, dit-il, que d'autres ne s'en emparent : c'est du moins ce que m'écrit notre commissaire des relations commerciales dans cette ville. »

C'est probablement à cause de ce bulletin que

Napoléon dit à Duroc qu'il était content de mes services; on verra par une autre lettre de lui, antérieure à celle que j'ai citée, pourquoi l'empereur, tout en rappelant Duroc, ne lui témoigna aucune crainte sur la Prusse, puisque Duroc espérait encore un raccommodement général lorsqu'il quitta Berlin. La Prusse était bien décidée à faire la guerre, mais avec l'ennemi qu'elle avait en tête, elle ne savait à quelles mesures s'arrêter. Voici cette lettre :

« Mon cher Bourrienne, Sa Majesté ayant jugé mes services nécessaires à l'armée m'a rappelé près d'elle. J'ai eu hier mon audience de congé du roi et de la reine, et j'ai été traité avec infiniment de bonté. Sa Majesté m'a fait remettre son portrait enrichi de diamans.

« L'empereur Alexandre partira probablement demain, et l'archiduc Antoine aussi incessamment. Nous ne pouvons qu'espérer que leur réunion ici apportera des facilités pour un accommodement général.

« Duroc. »

Toutes les fois que les armées étrangères étaient en mouvement contre la France les émigrés reprenaient quelque espoir, se figurant, bien à tort, que les puissances coalisées contre Napoléon travail-

laient pour leur cause; plusieurs même prirent du service dans les armées russe et autrichienne. Le général Dumouriez était de ce nombre. Je fus informé qu'il était débarqué à Stade, le 21 novembre; on ignorait où il devait se rendre. Mais un nommé Saint-Martin, dont la femme vivait avec Dumouriez, et qui avait passé avec ce général, d'Angleterre à Stade, vint à Hambourg en prenant beaucoup de précautions pour se cacher, et acheta, sous des noms supposés, deux voitures qu'il fit sur-le-champ passer à Stade; lui-même y retourna aussitôt. Je reçus quelques reproches pour n'avoir pas fait arrêter ce Saint-Martin, mais il était muni d'un brevet attestant qu'il était au service de l'Angleterre, et j'ai déjà dit que cette seule circonstance était à Hambourg une sauve-garde contre laquelle on ne pouvait rien.

La Prusse, à cette époque, voulait occuper Hambourg, Il en fut fortement question dans le cabinet de Berlin, mais la Russie qui voulait bien s'agrandir, ne voulait pas que d'autres s'agrandissent, et s'y opposa; la chose en resta là. C'est peut-être ce qui contribua le plus à maintenir la neutralité de la Prusse.

Dans le mois de décembre 1805, le recrutement anglais dans le Hanôvre continuait sans interrup-

tion et avec un succès prodigieux. Il y avait des jours où l'on enlevait jusqu'à cent hommes. La grande misère qui régnait dans l'Allemagne ravagée par la guerre et par l'occupation de tant d'armées ; la haine que l'on portait aux Français, et le haut prix de l'engagement, procuraient aux Anglais autant d'hommes qu'ils en voulaient.

Le roi de Suède, méditant son échauffourée en Hanôvre, avait avec lui une imprimerie de campagne, pour publier les bulletins de la *grande armée* suédoise. Le premier de ces bulletins annonçait à *l'Europe*, que sa majesté suédoise allait partir de Stralsund, et que son armée prendrait position, partie entre Nelsen et Haarburg; et partie entre Domïtz et les frontières de Hambourg.

Le 7 décembre 1805, commencèrent les hostilités entre les Russes et la garnison de Hameln où s'était retiré le général Barbou.

Les Anglais avaient dans ce moment plusieurs bâtimens chargés d'argent pour leur recrutement.

Je fus informé, le 20 décembre, que Dumouriez avait pris la route de la Moravie. Depuis son arrivée à Stade, on n'entendit plus parler de lui. On croyait alors qu'il serait employé dans l'armée russe en Moravie ; d'autres personnes disaient

qu'il commanderait celle qui arrivait de Varsovie. Enfin, beaucoup assuraient qu'il avait été en Moravie, pour concerter le plan de l'expédition projetée en Hollande, et qu'il devait y retourner pour diriger cette expédition.

Je reviens actuellement aux renseignemens que j'ai eus sur les opérations de la grande armée, car les dernières nouvelles que je reçus des espérances, ou, pour mieux dire, des intrigues de Dumouriez, étaient, ainsi qu'on peut le juger en comparant les dates, postérieures à la bataille d'Austerlitz, qui eut lieu le 2 de décembre, jour anniversaire du couronnement de Napoléon.

Quelques anecdotes particulières à Bonaparte se rapportent à cette campagne : j'en retrouve une dans mes notes, que j'écrivis quand elle me fut racontée par Rapp. Quelques jours avant son entrée à Vienne, Napoléon étant à cheval sur la route, vêtu, comme il l'était toujours en campagne, d'un uniforme de colonel des chasseurs de la garde, vit une voiture qui venait à sa rencontre : c'était une calèche découverte, dans laquelle se trouvait une dame en pleurs et un prêtre. Napoléon s'arrêta pour demander à cette dame où elle allait, et quelle pouvait être la cause de ses larmes. Ne connaissant pas l'empereur, elle lui

dit : « Monsieur, j'ai été pillée dans une campa-
« gne, à deux lieues d'ici, par des soldats qui ont
« tué mon jardinier. Je vais trouver votre empe-
« reur qui a beaucoup connu ma famille, à la-
« quelle il a de grandes obligations. — Votre
« nom ? — De Bunny; je suis la fille de M. de
« Marbœuf, autrefois gouverneur de la Corse.—
« Je suis charmé, madame, répliqua Napoléon
« avec beaucoup d'amabilité, de trouver l'occasion
« de vous être agréable. C'est moi qui suis l'em-
« pereur.»

« Tu ne saurais te peindre, me dit Rapp, avec quelle distinction l'empereur traita madame de Bunny : il la rassurait, la plaignait, s'excusait presque du malheur qui lui était arrivé. « Veuillez,
« lui dit-il, madame, aller m'attendre à mon
« quartier-général ; je vous y rejoindrai prompte-
« ment; tout ce qui appartient à M. de Marbœuf
« a droit à mes égards. » L'empereur lui fit sur-le-champ donner un piquet de chasseurs de sa garde pour l'escorter, la revit dans la journée, la combla d'attentions et la fit largement indemniser des pertes qu'elle avait pu faire.

Pendant le temps qui précéda la bataille d'Austerlitz, les différens corps de l'armée sillonnaient l'Allemagne et l'Italie dans tous les sens, et ten-

daient vers Vienne, comme vers un centre unique. Dans les premiers jours de novembre, le corps commandé par le maréchal Bernadotte, arriva à Salzbourg, au moment où l'empereur venait d'avancer son quartier-général jusqu'à Braunau où l'on trouva de nombreux magasins d'artillerie, et une quantité énorme de provisions de toute nature. La jonction du corps que Bernadotte avait commandé en Hanôvre, était, pour Napoléon, d'une trop grande importance, pour qu'il ne lui eût pas donné l'ordre de se porter vers lui dans le plus bref délai possible, et, par conséquent, par le chemin le plus court, et ce fut là ce qui contraignit le maréchal à passer sur le territoire des deux margraviats.

A cette époque, nous étions en paix avec Naples; l'empereur avait même, dès le mois de septembre, conclu avec Ferdinand IV un traité de neutralité; ce traité permit à Carra-Saint-Cyr, qui occupait Naples, d'évacuer cette ville, de rejoindre avec ses troupes le corps de Masséna dans la haute Italie, et de le suivre jusqu'à la grande armée où ils arrivèrent le 28 novembre. Cependant, à peine les troupes placées sous le commandement de Carra-Saint-Cyr eurent-elles quitté le territoire napolitain, que le roi de Naples, mal conseillé par

ses ministres, et surtout par la reine Caroline, rompit le traité de neutralité, ordonna des armemens contre la France, ouvrit ses ports aux ennemis de l'empereur, et reçut dans ses états douze mille Russes et huit mille Anglais. Ce fut en apprenant cette nouvelle, que dans un de ses plus violens bulletins, Napoléon qualifia la reine de Naples de nouvelle Frédégonde, et le gain de la bataille d'Austerlitz ayant donné à ses menaces une autorité toute puissante, le sort de Naples fut décidé, et peu après Joseph fut appelé à faire sa première station royale sur le trône napolitain.

Enfin arriva le grand jour où, selon l'expression de Napoléon, se leva le soleil d'Austerlitz. Toutes nos forces étaient concentrées sur le même point, à quarante lieues environ au-delà de Vienne. Il ne restait plus que des débris inaperçus de l'armée autrichienne, le corps du prince Charles n'ayant pu triompher des savantes manœuvres qui le tenaient éloigné de la ligne des opérations; mais les Russes, à eux seuls, nous étaient supérieurs en nombre, et la masse de leur armée était presque entièrement composée de troupes fraîches. Les illusions étaient grandes dans le camp ennemi. Le nord de l'Europe a ses gascons tout aussi bien que le midi de la France; la jeunesse russe, ainsi

que je l'ai su depuis, s'exprimait avec jactance. La veille même de la bataille, l'empereur Alexandre ayant envoyé en parlementaire auprès de Napoléon un de ses aides-de-camp, le prince Dolgorowski, celui-ci ne put contenir sa suffisance en présence même de l'empereur; comme ils étaient seuls, on n'entendit point les impertinences de l'aide-de-camp, mais Rapp m'a dit avoir entendu Napoléon s'écrier, en le congédiant : « Vous seriez « sur les hauteurs de Montmartre, que je ne ré« pondrais qu'à coups de canon à de pareilles im« pertinences ! » Mot bien remarquable, quand on se transporte, par la pensée, à l'époque qui devait en faire une prophétie.

Quant à la bataille proprement dite, j'en puis parler presque comme si j'y avais assisté, car, quelque temps après, j'eus la vive satisfaction de voir, à Hambourg, mon ami Rapp, auquel l'empereur avait donné, pour la Prusse, une mission, dont l'objet se rattachait à des choses dont je parlerai plus tard. Je me trouvais heureux de pouvoir le féliciter de la part, que je savais déjà, qu'il avait eue au succès de cette mémorable journée.

« Quand nous arrivâmes à Austerlitz, me dit Rapp, les Russes ignoraient les savantes disposi-

tions de l'empereur pour les attirer sur le terrain qu'il avait désigné d'avance, et voyant d'ailleurs nos avant-gardes se replier devant les leurs, se regardaient déjà comme des vainqueurs. A les entendre, il suffisait de leur garde pour obtenir un triomphe facile, mais l'action s'engagea, et sur tous les points ils éprouvèrent une vive résistance. A une heure la victoire était encore incertaine, car ils se battent supérieurement. Ils voulurent tenter un dernier effort en dirigeant des masses serrées contre notre centre. La garde impériale se déploya ; l'artillerie, la cavalerie, l'infanterie marchèrent sur un pont qu'attaquaient les Russes, et ce mouvement que l'inégalité du terrain cachait à Napoléon, ne fut pas aperçu par nous. J'étais en ce moment auprès de lui à attendre ses ordres. Alors nous entendîmes un bruit de mousqueterie très-nourri. C'était une de nos brigades que les Russes culbutaient. A ce bruit l'empereur me donna l'ordre de prendre les mameloucks, deux escadrons de chasseurs, un de grenadiers de la garde, et d'aller reconnaître l'état des choses. Je partis au galop, et je n'étais pas à une portée de canon, que je reconnus le désastre. La cavalerie russe était au milieu de nos carrés et sabrait nos soldats. J'aperçus dans l'éloignement des masses

de cavalerie et d'infanterie qui formaient la réserve des Russes. En ce moment l'ennemi s'avança à notre rencontre, quatre pièces d'artillerie arrivèrent au galop et se rangèrent immédiatement en bataille. J'avais à ma gauche le brave Morland, et le général d'Allemagne à ma droite : « Allons, mes enfans! criai-je à ma troupe, voilà vos frères, vos amis que l'on égorge; vengeons-les, vengeons nos drapeaux! en avant! » Ce peu de mots enleva mes soldats; nous fondîmes de toute la vitesse de nos chevaux sur l'artillerie qui fut enlevée. La cavalerie ennemie qui nous attendait de pied ferme fut culbutée par la vigueur du même choc; elle s'enfuit en désordre passant comme nous sur les débris de nos carrés. Cependant les Russes se rallièrent, mais un escadron de grenadiers à cheval vint me renforcer, et je pus alors attendre de pied ferme les réserves de la garde russe. Nous chargeâmes de nouveau, et cette charge fut terrible; le brave Morland y fut tué à côté de moi; c'était une véritable boucherie où nous combattions corps à corps, et nous étions tellement mêlés, que ni de l'un ni de l'autre côté l'infanterie n'osa tirer de peur de tuer les siens. Enfin l'intrépidité de nos troupes renversa tous les obstacles, et les Russes s'enfuirent en désordre sous les

yeux des deux empereurs de Russie et d'Autriche qui s'étaient placés sur un monticule pour être témoins de la bataille. Ils ont dû être contens, ajouta Rapp, car je puis t'assurer qu'ils en ont vu une belle. Pour moi, mon ami, je n'ai jamais passé une si belle journée. L'empereur m'a comblé. Quand je suis arrivé auprès de lui pour lui rendre compte du gain de la bataille, j'avais mon sabre cassé, et comme la petite blessure que je reçus à la tête saignait beaucoup, j'étais tout couvert de sang. Il m'a nommé général de division. Les Russes ne sont pas revenus à la charge; nous leur avons tout pris, leurs canons, leur bagage, et le prince Repnin était au nombre des prisonniers. »

Ainsi me parla Rapp, et dans les longues et intéressantes conversations que j'eus avec cet excellent homme, j'appris beaucoup d'autres détails qui trouveront leur place plus tard. Ici, j'ai voulu seulement rapporter ce qu'il me dit d'une bataille fameuse dont il fut le héros, comme Kellermann l'avait été de Marengo. Que reste-t-il actuellement d'Austerlitz? le souvenir, la gloire, et le magnifique tableau de Gérard, dont le sujet avait été inspiré à l'empereur, par la vue de Rapp couvert de sang.

CHAPITRE V.

Fin des hostilités avec l'Autriche. — Mission du prince de Lichtenstein auprès de l'empereur. — Entrevue des deux empereurs. — Missions de Savary auprès de François II et d'Alexandre. — Traité de Presbourg. — Le roi d'Italie non enchaîné par les promesses de l'empereur des Français. — La Bavière et le Wurtemberg érigés en royaumes. — M. d'Haugwitz à Schœnbrunn. — Hauteur et sévérité de Napoléon. — Traité conclu par M. d'Haugwitz sans pouvoirs. — Second traité de la Prusse conclu à Berlin avec les Anglais. — Cruelle position du roi de Prusse et son mécontentement de la conduite de M. d'Haugwitz. — Titre d'empereur refusé par Alexandre à Napoléon. — Empire de Napoléon sur lui-même. — Itinéraire de Rapp après Austerlitz. — Consolations données à Marmont. — L'empereur à Munich et mariage d'Eugène.

Rapp n'était pas venu immédiatement de Vienne à Hambourg, après la bataille d'Austerlitz. Napoléon l'avait envoyé au château même d'Austerlitz,

pour se faire guérir du coup de lance qu'il avait reçu à la tête, blessure qui heureusement ne fut pas dangereuse. La guerre était terminée avec l'Autriche, mais elle ne l'était pas encore avec la Russie qui avait encore assez de ressources, sinon pour prendre une revanche complète contre les armées françaises, du moins pour se soustraire à la honte de solliciter la paix immédiatement après une défaite.

Le lendemain de la bataille, l'empereur étant encore au château d'Austerlitz, reçut dans la soirée une visite du prince de Lichtenstein, le même que Mack lui avait envoyé en parlementaire sous les murs d'Ulm. Cette fois, il était chargé d'une mission de l'empereur François II, mission qui, comme on le sut bientôt, avait pour objet de demander une entrevue à Napoléon. La demande fut acceptée, et l'on régla sur-le-champ le cérémonial qui serait observé le lendemain. Le 4 décembre, Napoléon se rendit à cheval au lieu convenu, c'est-à-dire à un moulin, situé à trois lieues d'Austerlitz. Napoléon se trouva le premier au rendez-vous, où il ne tarda pas à voir arriver l'empereur d'Autriche en calèche. Dès que Napoléon l'aperçut, il mit pied à terre et s'avança à sa rencontre, entouré de ses aides-de-camp. Lau-

riston, de qui je tiens ces détails, l'accompagnait, ayant eu, me disait-il, le bonheur d'arriver à la grande armée, assez à temps pour prendre part à la bataille d'Austerlitz. Napoléon embrassa François II en l'abordant. Pendant leur entrevue, Napoléon n'eut auprès de lui que Berthier, et l'empereur d'Autriche que le prince Jean de Lichtenstein, de sorte que les aides-de-camp ne purent rien entendre d'une conversation qu'il est facile de se figurer. Il me semble voir Bonaparte s'efforçant de séduire son ennemi vaincu, par ces paroles insinuantes dont il possédait le secret à un si haut degré, et tâchant, en quelque sorte, de se faire pardonner sa gloire par les dehors d'une modestie affectée; et l'on peut également se peindre l'humiliation du futur beau-père de Napoléon, forcé d'obéir à l'impérieuse loi de la nécessité. Quelle position pour l'héritier du trône de Charles-Quint! Les empereurs restèrent ensemble près de deux heures, et s'embrassèrent encore avant de se quitter. L'empereur revenant doucement vers son armée devait intérieurement se complaire dans son orgueil satisfait; mais ne perdant jamais de vue un seul instant les intérêts de sa politique, il interrompit les méditations dans lesquelles, me dit Lauriston, il semblait

absorbé, pour envoyer un aide-de-camp auprès de l'empereur d'Autriche.

Ce fut Savary que Bonaparte chargea de cette mission : elle avait pour but de faire connaître à l'empereur François qu'en le quittant il allait se rendre, par ordre de Napoléon, au quartier-général de l'empereur Alexandre, pour y attendre son adhésion à ce qui pouvait le concerner des conditions convenues dans la conférence des empereurs de France et d'Autriche. Alexandre consentit à tout, disant que, puisque le roi des Romains se trouvait satisfait des promesses de Napoléon, et qu'il n'était venu que pour ce monarque, il se trouvait dégagé, n'ayant aucun vœu à former pour lui-même. Ainsi se terminèrent les hostilités de cette campagne, dont le résultat éleva la gloire de Napoléon au plus haut degré de splendeur.

Les chancelleries de France et d'Autriche se réunirent à Presbourg, et les négociations n'y furent pas bien difficiles, puisque l'un des deux partis pouvait tout demander, et que l'autre ne pouvait presque rien refuser, aussi ces négociations ne furent-elles pas de longue durée, et dès le 25 décembre, c'est-à-dire trois mois, jour pour jour, après le départ de Paris de Napoléon. La

Russie, qui avait pris part à la guerre, n'en prit aucune aux négociations; les hostilités cessèrent entre elle et la France, mais sans conclusion de traité de paix.

L'empereur avait annoncé solennellement au Sénat qu'il ne voulait aucun agrandissement pour la France, et en ce moment il tint parole, mais voici comment : jugeant apparemment que les promesses de l'empereur des Français n'engageaient point le roi d'Italie, il fit céder, par le traité de Presbourg, non point à la France, mais au royaume d'Italie, les anciens états de Venise, la Dalmatie et l'Albanie vénitienne. En vertu du même traité, l'électeur de Bavière reçut, avec le titre de roi, la principauté d'Eichstett, une partie du territoire de Passau, le Tyrol, et l'importante ville d'Augsbourg. L'électeur de Wurtemberg fut aussi élevé à la dignité royale, et toutes les possessions autrichiennes dans la Souabe, le Brisgaw et l'Orteneau, furent partagées entre ce prince, le nouveau roi de Bavière et l'électeur de Bade, créé grand duc de Bade. Pour avoir l'air de concéder à l'Autriche quelques dédommagemens, on lui donna Salzbourg et Berchtolsgaden. La principauté de Wurtzbourg, érigée en grand-duché, fut promise à l'évêque de Salzbourg, en échange

de son évêché. Ainsi Napoléon récompensait le bon accueil qu'il avait reçu en se rendant à Vienne, par le don d'une province. En même temps Napoléon fit reconnaître, par le traité de Presbourg, l'indépendance de la république Batave et de la république Helvétique, régie par l'acte de médiation. Je me borne à rappeler quelques-unes des principales clauses de ce traité, en vertu duquel l'ordre Teutonique fut détruit. Ces grands changemens dans les délimitations territoriales des États de l'Europe, les puissances secondaires agrandies aux dépens de l'Autriche, ne contribuèrent pas peu à m'expliquer ce que Bonaparte m'avait dit, dans notre dernier entretien, de ses vues sur l'Allemagne; et l'on peut assurer que la campagne d'Austerlitz fit concevoir à Napoléon le protectorat de la confédération du Rhin.

Après la bataille d'Austerlitz, Napoléon s'était établi à Brunn, où il resta quelques jours, pour surveiller de près l'exécution de ses ordres relativement aux cantonnemens de ses troupes. Il fit constater les pertes qu'il avait éprouvées, envoya ses aides-de-camp visiter les hôpitaux et remettre de sa part un napoléon à chaque soldat blessé. A tous les officiers blessés il fit aussi distribuer des gratifications, selon leur grade, depuis cinq cents

jusqu'à trois mille francs, et puis il prit la route de Schœnbrunn où il arriva sans s'arrêter à Vienne qu'il traversa pendant la nuit. Ce fut là que, dès le lendemain de son arrivée, il reçut, pour la première fois, M. de Haugwitz, qui déjà depuis quelque temps était à Vienne, où il négociait avec M. de Talleyrand et le ministre de Prusse, et se trouvait, il faut l'avouer, dans la position la plus critique où pût être placé un diplomate.

M. de Haugwitz fut fort mal reçu, comme on peut le croire. Étant à Vienne pour y attendre l'issue des événemens, ces événemens n'avaient pas pris une tournure favorable aux intentions de la Prusse. Napoléon, placé par la victoire dans la plus brillante situation, traita l'envoyé de Berlin avec la plus grande hauteur et beaucoup de sévérité. « Est-ce une conduite loyale, lui dit-il, que « celle de votre maître avec moi? Il serait plus « honorable pour lui de m'avoir ouvertement dé- « claré la guerre, quoiqu'il n'eût aucun motif pour « le faire. Alors il aurait servi ses nouveaux alliés, « parce que j'y aurais regardé à deux fois avant de « livrer bataille. Vous voulez être les alliés de tout « le monde; cela n'est pas possible; il faut opter « entre eux et moi. Si vous voulez aller avec ces « messieurs, je ne m'y oppose pas; mais si vous

« restez avec moi, je veux de la sincérité, ou je « me sépare de vous. Je préfère les ennemis « francs à de faux amis. Qu'est-ce que cela si- « gnifie? vous vous dîtes mes alliés et vous souf- « frez en Hanôvre un corps russe de trente mille « hommes, qui communique par vos états avec la « grande armée russe; rien ne peut justifier une « pareille conduite; c'est un acte patent d'hostilité. « Si vos pouvoirs ne sont pas assez étendus pour « traiter toutes ces questions, mettez-vous en rè- « gle : moi, je vais marcher sur mes ennemis par- « tout où ils se trouvent. »

L'empereur était si animé, et élevait si fort la voix, me dit Lauriston, que nous l'entendions très-distinctement, quoique nous fussions dans la pièce à côté.

On voit combien était délicate la position de M. d'Haugwitz; d'autant plus que les griefs que Napoléon imputait à la Prusse n'étaient pas tous sans fondemens, ainsi qu'on va le voir. La vérité est que M. d'Haugwitz n'était venu de Berlin qu'en qualité d'observateur, n'ayant que des instructions conditionnelles. L'empereur, battu par les armées combinées de l'Autriche et de la Russie, M. d'Haugwitz avait mission de déclarer alors *franchement* l'alliance de la Prusse avec la Russie et

l'Autriche. Mais la victoire remportée par les Français, et les immenses résultats de cette victoire ne lui permirent pas d'avouer même l'objet de sa mission. Voyant que la Prusse allait être seule contre la France victorieuse, que la paix allait sans doute être prochainement conclue, atterré, d'ailleurs, par les paroles menaçantes de Napoléon qui ne menaçait pas en vain, M. d'Haugwitz, ne trouvant aucun autre moyen de conjurer l'orage prêt à fondre sur la Prusse, prit sur lui, sans y être autorisé par son souverain, de signer un traité, en vertu duquel les margraviats de Bareuth et d'Anspach furent échangés contre le Hanôvre.

Je n'ai aucune raison, aucun motif pour chercher à justifier la conduite de M. d'Haugwitz; je dis seulement ce que j'en pense et ce que j'en pensai alors. Sans aucun doute, si M. d'Haugwitz avait été dans la position d'un négociateur ordinaire, il n'y aurait pas eu assez de reproches à lui adresser, pour la maladresse inouie qu'il aurait montrée en échangeant les deux margraviats contre une province qui appartenait à l'Angleterre, avec laquelle il fallait en définitive arriver à un réglement de comptes.

Mais si l'espérance était encore à Berlin, le dé-

sespoir se montrait à Vienne aux yeux de l'envoyé de Prusse, qui crut sauver le tout en sacrifiant une partie.

Pendant que ces choses se passaient à Vienne, je reçus de Berlin des bulletins qui m'annonçaient que M. de Hardenberg venait d'y signer, *par ordre de son maître*, un autre traité avec l'Angleterre, ce qui rendait la position de la Prusse envers ses deux alliés simultanés, extrêmement difficile et compliquée. Il fallait absolument sortir de cet embarras, et il ne se présentait aucune voie de salut; pourtant il était indispensable de se déclarer : avec Napoléon il n'y avait aucun espoir de se réfugier dans la position douteuse d'une neutralité. Ainsi, la Prusse ne pouvait éviter la guerre, et il ne lui restait plus que le choix de la soutenir, soit contre la France, soit contre l'Angleterre. Par son traité avec l'Angleterre, la Prusse recevait quinze cent mille livres sterlings de subsides, et pendant qu'au quartier-général français on ignorait complètement cette seconde négociation, et qu'on ne doutait pas de la validité de celle que la nécessité avait inspirée à M. d'Haugwitz, le général russe Buxhoewden, à la tête d'un corps de trente mille hommes, passait la Vistule à Varsovie, et se dirigeait par Breslaw sur la Bohême. C'était un

des résultats du voyage de l'empereur Alexandre à Berlin; ce prince avait entraîné le roi de Prusse à faire cause commune avec lui, l'Autriche et l'Angleterre ne supposant pas que la France pût triompher d'une aussi formidable coalition; mais la fortune de Napoléon en ordonna autrement. Duroc était à Berlin pendant qu'Alexandre déterminait le roi de Prusse, mais les négociations politiques entre les deux souverains furent si adroitement voilées sous les apparences d'entrevues seulement amicales, et on continua lui-même à le traiter si bien, qu'il lui fut impossible aussi bien qu'à M. Delaforest, malgré leur rare sagacité, de rien découvrir de positif sur le parti auquel se déterminait le cabinet de Berlin. Peut-être le roi de Prusse ne le savait-il pas encore bien lui-même, et d'ailleurs il y avait dissidence dans ce cabinet où M. de Hardenberg et la reine penchaient plus contre la France que ne le faisait Frédéric-Guillaume.

Aussitôt que M. d'Haugwitz eut conclu à Vienne le traité dont j'ai parlé, il se mit en route pour revenir à Berlin. Il rencontra en chemin M. Pfuhl qui se rendait à Vienne, et le fit revenir sur ses pas avec lui. En ce moment toutes les diplomaties étaient en mouvement, quoique Bonaparte

en eût singulièrement simplifié les rouages ; en effet, pour lui, le code diplomatique se réduisait à ces deux mots : « Ma volonté, ou la guerre. »

Aussitôt que M. d'Haugwitz fut arrivé à Berlin, le roi lui manifesta le vif mécontentement que lui causait le traité qu'il avait conclu à Vienne. Jamais souverain ne s'était, en effet, trouvé dans une plus cruelle perplexité. Que pouvait-il faire?.,... La guerre à la France?... mais alors, s'il jetait les yeux sur le triomphe de nos armées, la prudence lui ordonnait de reculer. D'un autre côté, comment rompre avec l'Angleterre? comment déchirer si subitement le traité conclu tout à l'heure avec elle?

Dans la difficulté de cette position, on eut recours à un de ces biais politiques capables de retarder le danger, mais non pas de l'éviter. On imagina de refuser la clause du traité par laquelle la France concédait à la Prusse la propriété du Hanovre, à moins que l'on n'obtînt la sanction de l'Angleterre, chose que l'on savait bien que l'on n'obtiendrait pas. On sacrifia les deux margraviats pour éviter le courroux de Napoléon, et le Hanovre ne fut reçu que comme un dépôt jusqu'à la conclusion d'une paix générale. Après tout, l'empereur, en donnant le Hanovre à la Prusse, ne lui

donnait rien, puisque ce royaume, qui ne lui avait appartenu que par droit d'occupation militaire, n'était plus occupé depuis le moment où Napoléon, au commencement de la campagne de Vienne, eut rappelé le corps d'armée placé sous les ordres de Bernadotte.

Le colonel Pfuhl avait été envoyé à Vienne pour porter à M. de Haugwitz la nouvelle du traité conclu avec l'Angleterre, mais la victoire sous nos drapeaux avait marché plus vite que les négociations du cabinet de Berlin. Cependant les Russes s'étaient retirés du champ de bataille d'Austerlitz, mais sans renoncer à toute action hostile; l'empereur Alexandre ne consentait à reconnaître Napoléon ni comme empereur des Français ni comme roi d'Italie; je me rappelle même avoir entendu dire qu'ayant eu l'occasion d'écrire à Napoléon, avant la bataille d'Austerlitz, Alexandre avait seulement mis pour suscription à sa lettre : *Au chef du gouvernement français.*

L'empereur avait appris à Vienne la désastreuse nouvelle du combat de Trafalgar, nouvelle qui ne fut connue que par les bruits publics et par les papiers étrangers, alors à l'index en France; car il voulut si bien ensevelir ce désastre dans l'oubli, qu'aucune feuille publique n'en put parler avant

la restauration, dans toute l'étendue de la juridiction de l'empire. Les détails n'en furent point secrets à Hambourg ; le commerce en fut d'abord informé, et je les appris par le rapport de mes agens avant d'en avoir reçu la confirmation officielle dans une dépêche du ministre des relations extérieures, alors à Vienne. L'amiral Villeneuve qui commandait avec Gravina les flottes combinées de France et d'Espagne, sortit de Cadix dans le but d'attaquer la flotte anglaise commandée par le fameux amiral Nelson. Nous avions trente et un vaisseaux, et les Anglais trente-trois, et le malheureux Villeneuve fut battu, comme il l'avait déjà été par l'amiral Calder, dans une circonstance que j'ai rapportée. Jamais plus grande bataille navale n'avait ensanglanté les mers depuis la fameuse Armada. L'issue du combat équivalut pour nous à la destruction de notre flotte, puisque nous perdîmes dix-huit vaisseaux ; les treize autres rentrèrent à Cadix, mais prodigieusement avariés. Cette journée fut fatale aux trois amiraux ; Nelson y perdit la vie, Gravina y fut grièvement blessé et mourut des suites de ses blessures, et Villeneuve, prisonnier des Anglais, fut conduit en Angleterre et enfin se donna la mort.

Napoléon fut profondément affligé de cette nou-

velle, mais il n'en laissa rien voir dans le premier moment, et je crus d'autant plus volontiers ce qu'on me dit à cet égard, que je savais que Bonaparte ne s'occupait jamais de deux choses à la fois avec un égal intérêt. Quand quelques événemens venaient à la traverse de ses projets, il en faisait, pour ainsi dire, provision pour l'avenir, afin d'y revenir en temps opportun, mais il chassait de sa pensée avec un incroyable empire sur lui-même, tout ce qui aurait pu le distraire de sa pensée dominante du moment. Ce fut ainsi qu'entièrement absorbé dans l'espoir de terminer par un grand coup la campagne de Vienne, il laissa provisoirement Trafalgar de côté; c'est cette aptitude à n'avoir qu'un but à la fois qui lui a si souvent fait atteindre son but, et, dans le cas présent, je dois ajouter que Napoléon ayant conquis sa gloire sur terre, son orgueil ne lui permettait pas d'admettre la mer comme un élément digne d'entrer en rivalité avec la terre. S'il eût sérieusement porté ses vues sur la restauration de la marine française, aurait-il si long-temps gardé Decrès au ministère?

Il en fut de même que du combat de Trafalgar, à l'égard des fâcheuses nouvelles qui arrivèrent à Napoléon de Paris à Vienne sur la crise financière qui marqua son absence; il remit à s'en

occuper à son retour, et j'ajourne moi-même ce que j'ai à en dire jusqu'au chapitre suivant, pour rappeler ici ce que j'appris par Rapp sur son itinéraire après la guérison de sa blessure, et sur ce qui se passa à Munich lors du mariage d'Eugène avec la princesse Auguste de Bavière; Rapp venait d'y assister, quand l'empereur lui donna la mission pour la Prusse, à laquelle je dus la vive satisfaction de le revoir. J'insiste beaucoup sur l'amitié que j'avais pour Rapp, car elle était pleine et entière entre nous; il ne le cacha pas même à Napoléon pendant ma disgrâce, et quiconque a vécu à la cour de l'empereur sait qu'il fallait pour cela plus de courage encore que pour enlever une redoute ou exécuter la plus brillante charge de cavalerie. Rapp était doué de ces deux courages, et de plus, d'une extrême bonté et d'une franchise qui le mit aussi pour un temps dans la disgrâce de Napoléon. La seule chose que l'on pût reprocher à Rapp, c'était une extrême prévention contre les nobles; et je suis persuadé que si, par la suite, il ne fut pas duc, la manière trop vive dont il avait souvent exprimé son opinion sur la noblesse, en fut la seule cause. L'empereur ne le fit comte que parce qu'il voulait que ses aides-de-camp eussent un titre.

« Nous étions depuis quinze jours à Schoenbrunn, me dit Rapp, mais je n'avais pas encore repris mon service, lorsque l'empereur me fit appeler. Il me demanda si j'étais en état de voyager. Sur l'assurance que je lui en donnai : « En « ce cas, me dit-il, va-t-en conter les détails de « la bataille d'Austerlitz à Marmont, afin de le « faire enrager de n'y être pas venu. » Je partis, et, conformément aux instructions que j'avais reçues de l'empereur, je me rendis à Gratz, où je trouvai Marmont qui effectivement était désolé de n'avoir pu prendre part à cette grande bataille. Je lui dis, toujours conformément aux ordres de l'empereur, que l'on avait entamé des négociations, mais que rien n'était encore fini, qu'ainsi à tout événement il devait se tenir en mesure. Je pris connaissance de la situation dans laquelle il se trouvait en Styrie avec son armée, et du nombre d'ennemis qu'il avait devant lui. L'empereur voulait qu'il envoyât un grand nombre d'espions en Hongrie, et qu'il lui rendît un compte détaillé du contenu de leurs rapports. Après cela, je pris la route de Laybach où je trouvai Masséna à la tête du huitième corps d'armée, et je lui fis connaître que l'intention de l'empereur était qu'il se rendît en toute hâte sur Vienne.

dans le cas où il apprendrait la rupture des négociations. Je continuai l'itinéraire qui m'était indiqué jusqu'à Venise, et ensuite jusqu'à la rencontre des troupes de Carra-Saint-Cyr, qui avait eu ordre de rebrousser chemin et de se diriger de nouveau sur Naples, aussitôt que l'empereur apprit la trahison du roi de Naples, et le débarquement des Anglais et des Russes. Quand j'eus rempli ces différentes missions, je passai à Klagenfurth où je vis le maréchal Ney, et enfin je rejoignis l'empereur à Munich. J'eus bien du plaisir à y retrouver nos amis et cette bonne Joséphine qui est toujours aussi affable que tu l'as connue. Pour moi, j'ai été enchanté, quand à mon arrivée j'ai appris que l'empereur avait adopté Eugène. J'ai assisté aux fêtes de son mariage avec la princesse Augusta. Quant à cela, tu sais que les fêtes ne sont pas ce qui m'amuse le plus, et l'empereur devrait bien nous dispenser de faire des fonctions de chambellan. Eugène ne se doutait de rien quand l'empereur lui a envoyé l'ordre de venir en toute hâte; lui aussi n'est pas changé; c'est toujours notre ancien camarade; il n'était pas d'abord trop content de faire un mariage politique; mais, depuis qu'il a vu sa femme, il est enchanté, et il a raison, car je t'assure qu'elle est charmante.»

CHAPITRE VI.

Campagne de Vienne. — Discrédit des billets de banque. — Avances inconsidérées du Trésor. — M. Ouvrard. — Soixante millions avant le 18 brumaire. — Incroyable discrétion de M. Ouvrard et impatience de Bonaparte. — Souvenirs du consulat. — Opinion de Bonaparte sur les gens riches. — Sa haine contre les faiseurs d'affaires. — Argent prêté à madame Bonaparte. — Berthier et madame Visconti. — Association entre un roi et un particulier. — Détails intéressans que me donne M. Ouvrard à Hambourg. — M. de Barbé-Marbois, Despréz et Wanlerberghe. — Courses continuelles de M. Ouvrard. — Retour de Napoléon à Paris. — Brusque destitution de M. Barbé-Marbois. — Quatre-vingt-sept millions exigés par Bonaparte. — La grande affaire manquée.

J'ai dit que je consacrerais ce chapitre à la crise financière qui jeta un si grand désordre sur la place de Paris, et par contre-coup répandit des inquiétudes dans toutes les villes qui étaient en relation di-

recte d'affaires avec la capitale de l'empire français; je n'entrerai point à cette occasion dans des détails techniques sur les finances en général, je dirai seulement ce que j'ai su d'une manière positive, ce que j'ai vu de l'effet produit par cette crise dans les pays anséatiques que je connaissais déjà bien, après six mois environ de séjour à Hambourg. Il pourra m'arriver, cependant, de jeter quelques regards en arrière sur des faits dont je fus témoin, et qui se rattachent aux embarras financiers de la fin de 1805.

Au moment où l'empereur devait espérer que la nouvelle de ses glorienx succès relèverait en France l'esprit public, il fut informé que des inquiétudes se répandaient, et que la banque était assaillie par ceux qui voulaient le remboursement des billets dont on fit bien vite le trafic, et qui perdirent jusqu'au delà de cinquante pour mille. Je lus des lettres adressées à de fortes maisons de Hambourg, dans lesquelles on parlait même d'un papier monnaie. Le papier sur Paris se fit pendant quelque temps à vingt-deux pour cent au-dessous du pair. Les fonds publics baissèrent, et l'empereur éprouvait la plus vive humeur; on a déjà vu que peu de choses l'inquiétaient autant que les variations de ce thermomètre de l'opinion publique;

j'ai dit aussi pourquoi, en cette circonstance, il dissimula son humeur : une autre chose l'occupait.

J'ai su dans le temps par les correspondances de Paris avec la ville que j'habitais, ville très-intéressée, par son immense commerce, à connaître les dispositions financières du gouvernement, qu'une immense opération, imaginée par M. Ouvrard, avec l'Espagne, et qui devait lui livrer à un prix bien au-dessous du prix réel, les piastres fortes de l'Amérique espagnole, le força d'y mettre les fonds que lui et ses associés employaient au service des vivres. Il fallait d'autres capitaux, car ce service, fait en grand, exige beaucoup d'avances, et chacun sait quelle était à cette époque la lenteur des paiemens du Trésor. Il paraît que le Trésor se prêta à un accommodement qui, certes, lorsqu'on est aussi bien convaincu que je le suis de l'inattaquable moralité, de la rigide probité de celui qui le dirigeait alors, ne devait pas tourner au détriment de l'État. On prit la chose autrement, et l'on vit des anticipations toujours funestes dans des avances pour un service essentiel. Des mesures furent prises pour que la crise passât promptement, elles réussirent.

On va juger actuellement quelle influence peuvent exercer les spéculations hardies d'un homme

entreprenant sur la situation financière d'un empire. Ce que j'ai à dire sur la révolution de bourse qui causa de si vives alarmes à Napoléon, met d'ailleurs dans tout leur jour les dangers qui peuvent résulter d'un excès de confiance mal placée, et quelle subversion cela peut amener dans les affaires.

J'ai beaucoup connu M. Ouvrard, et dans ce que j'ai à en dire il ne peut rien y avoir de désobligeant, ni qui lui puisse être désagréable. J'ai vu naître la plupart des faits que je vais rapporter; les autres je les tiens de M. Ouvrard lui-même, qui, lors d'un voyage qu'il fit à Hambourg en 1808, me parla avec beaucoup de détails de son immense affaire avec le roi d'Espagne. Je suis resté convaincu d'une chose, c'est que si cette affaire eût été poursuivie, non-seulement elle aurait été prodigieusement avantageuse à M. Ouvrard, mais en même temps elle pouvait l'être beaucoup à l'Espagne, qu'elle tirait de la misère, et aussi à la France, dont elle eût dès-lors relevé et soutenu le crédit ébranlé. Entre autres choses, je me rappelle que M. Ouvrard me dit qu'avant le 18 brumaire il avait eu en sa possession soixante millions, sur lesquels il ne devait rien à personne.

On a beaucoup parlé de ce financier célèbre :

les prodigieuses variations que sa fortune a éprouvées, l'agitation de sa vie, les immenses opérations dont il s'est occupé, tant de mouvement, enfin la hardiesse de ses entreprises, exigent que pour porter un jugement sur M. Ouvrard, on y apporte de la maturité et de la réflexion. Il est impossible que le fils d'un papetier, qui par ses seuls moyens parvient à jouer le rôle qu'il a rempli, soit un homme ordinaire. On peut dire de M. Ouvrard ce que Beaumarchais a dit de lui-même : sa vie a réellement été un combat. Je le connaissais depuis longtemps, et je l'ai beaucoup vu dans ses rapports avec Joséphine ; j'ai toujours remarqué en lui, avec un rare savoir-faire, beaucoup de loyauté, une grande générosité que rehaussait le rare mérite de la plus constante et de la plus loyale discrétion. Aucune puissance humaine, aucune considération, pas même l'ingratitude de ceux qu'il obligeait, n'étaient capables de lui faire avouer qu'il eût fait tel ou tel sacrifice dans le temps où, sous le directoire, la fortune publique étant à l'encan, les affaires ne se terminaient que l'argent à la main. J'ai toujours attribué à cette sécurité que M. Ouvrard inspirait à ceux qui lui rendaient des services, la facilité avec laquelle il obtint la direction de tant d'entreprises qui ont amené dans sa fortune des chances

si diverses. Je crois avoir déjà parlé de l'impatience que la discrétion de M. Ouvrard causait au premier consul; il s'y prit de toutes les manières pour en obtenir le nom des personnes qui en avaient reçu de ces subsides, que dans le langage vulgaire on nomme *des pots-de-vin*, et que les dames appellent *des épingles;* mainte et mainte fois j'ai vu Bonaparte employer tous les moyens possibles pour arriver à son but; je l'ai vu chercher à effrayer M. Ouvrard par des menaces, puis essayer de le séduire par des promesses fallacieuses, sans pouvoir jamais en obtenir la moindre révélation capable de compromettre qui que ce fût.

Ici il est indispensable que j'interroge mes anciens souvenirs pour arriver de proche en proche aux causes qui ont préparé et amené la crise financière de 1805. Pendant que nous étions encore au Luxembourg, ce fut, je me le rappelle, le 25 janvier 1800, Bonaparte me dit en déjeûnant: « Bourrienne, mon parti est pris, je fais arrêter Ouvrard.
« — Général, avez-vous des preuves contre lui?
« — Des preuves?... c'est un faiseur d'affaires, un accapareur d'affaires; il faut qu'il regorge. Tous les fournisseurs, tous les munitionnaires sont autant de fripons. Comment ont-ils fait leur fortune? aux dépens de l'État. Je ne dois pas souf-

« frir un tel désordre. Ils avaient des millions, ils « déployaient un luxe insolent quand mes soldats « n'avaient ni pain ni souliers! Je ne veux plus « de cela. Au surplus j'en parlerai aujourd'hui même « au conseil, et je verrai ce que j'aurai à faire. »

J'attendis avec impatience son retour du conseil pour savoir ce qui s'y serait passé. « Eh bien! général? lui demandai-je. — L'ordre est donné. » J'étais inquiet sur le sort de M. Ouvrard que l'on venait de traiter plus à la turque qu'en citoyen d'une république; mais j'appris le soir que l'ordre n'avait pu être exécuté parce qu'on ne l'avait pas trouvé.

Le lendemain je sus positivement qu'une personne que je ne veux pas nommer, qui assistait au conseil et qui très-probablement avait des obligations à Ouvrard, et le nombre de ceux qui lui en avaient était grand, écrivit au crayon un billet pour le prévenir de la décision emportée par le premier consul pour son arrestation. Cette personne sortit un moment, et envoya le billet à Ouvrard par son domestique. Ce fait doit être connu de beaucoup de personnes parmi celles qui ont survécu à l'époque dont je parle, car je me rappelle que, dans le temps, je l'ai raconté à qui a voulu l'entendre.

Après s'être soustrait au mandat d'arrestation

lancé contre lui, Ouvrard, au bout de quelques jours, se rendit en prison. Bonaparte, dans le premier moment, avait été furieux de le voir échappé à sa colère ; sa mauvaise humeur éclata encore au moment où il devait cependant être satisfait, car en m'apprenant qu'Ouvrard s'était constitué prisonnier, il me dit : « L'imbécille ! il ne sait pas ce qui « l'attend. Il veut faire croire au public qu'il n'a rien « à craindre, qu'il a les mains *blanches* ; mais c'est un « mauvais jeu ; il n'y gagnera pas avec moi. On aura « beau dire. Soyez sûr de cela, Bourrienne, quand « un homme a tant d'argent, il ne peut pas l'avoir « acquis légitimement... et puis, tous ces gens-là « sont dangereux avec leur fortune. Il ne faut pas, « dans un temps de révolution, qu'un homme ait « plus de trois millions, et c'est encore beaucoup. »

Avant de se constituer prisonnier, Ouvrard avait eu le temps de mettre à l'abri des perquisitions de la police ceux de ses papiers où auraient pu se trouver compromis les noms des personues qui avaient eu affaire à lui, et j'ai même lieu de penser que, dans la police même, quelques personnages ne furent pas trop contrariés de ce que M. Ouvrard avait pu prévenir leur zèle dans l'exécution des ordres du premier consul. Les scellés furent cependant apposés sur ses papiers ; on n'y

trouva rien qui pût instruire Bonaparte de ce qu'il voulait absolument savoir. Pourtant sa curiosité fut satisfaite sur un point : parmi les papiers d'Ouvrard on en trouva quelques-uns qui prouvaient qu'il avait *prêté* de l'argent à madame Bonaparte.

Comme Ouvrard avait beaucoup d'amis, ceux-ci remuèrent tant qu'ils purent pour trouver quelqu'un qui fût en position de parler au premier consul en sa faveur; mais c'était une commission dont personne n'osa se charger, parce que, prévenu comme il l'était, Bonaparte aurait vu dans la moindre tentative une démarche intéressée; c'était à tel point que quelqu'un en ayant parlé à Berthier avec beaucoup d'instances, Berthier répondit : « Cela est impossible; il dirait qu'il y a là-« dessous de l'argent pour madame Visconti. »

Je ne me rappelle plus à quelle circonstance M. Ouvrard dût sa liberté, mais ce qu'il y a de certain, c'est que sa captivité ne fut pas de longue durée. A sa sortie de prison, Bonaparte lui demanda douze millions que M. Ouvrard refusa.

A son avénement au consulat, Bonaparte avait trouvé M. Ouvrard chargé de tous les approvisionnemens de la flotte espagnole sous les ordres de M. de Massaredo. Cette entreprise l'avait mis en relation avec le trop fameux prince de la Paix.

Ce service dura trois ans et produisit à M. Ouvrard un bénéfice net de quinze millions. Cette somme consistait en quatre millions de piastres fortes à trois francs et quelques centimes la piastre, qui vaut cinq francs quarante centimes; mais pour les recevoir à cette valeur, il fallait que M. Ouvrard les allât toucher au Mexique, et il était fort disposé à le faire; mais il craignit des obstacles de la part du premier consul, et malgré son intelligence habituelle, il fut victime de ses précautions. A sa prière, M. de Talleyrand se chargea de solliciter auprès du premier consul l'autorisation de lui délivrer un passeport. J'étais dans le cabinet, et il me semble encore entendre le *non* tout sec que M. de Talleyrand obtint pour toute réponse. Quand je fus seul avec le premier consul, il me dit : « Vous le croyez bien, n'est-ce pas, « Bourrienne, Ouvrard aurait fait de bonnes affai« res avec ce prince de la Paix? Mais aussi, pour« quoi l'imbécille me fait-il demander un passe« port par Talleyrand? Cela m'a inspiré de la mé« fiance. Pourquoi ne pas prendre un passeport « comme tout le monde fait? Est-ce que c'est moi « qui les donne? C'est un sot, tant pis pour lui».

Je fus d'autant plus fâché de ce refus, que M. Ouvrard m'avait donné à entendre qu'il me fe-

rait prendre part aux opérations qu'il pourrait faire en Espagne, et qu'elles seraient prodigieuses.

M. Ouvrard, retenu par ses affaires à Paris, ne put aller en Espagne, ni par conséquent au Mexique. Il y envoya son frère que je vis à son retour. Il me parla en homme fort instruit de ce qu'il avait vu. Il me dit qu'il avait trouvé en caisse soixante et onze millions de piastres appartenant à la couronne d'Espagne. Il me cita un fait qui justifie tout ce qu'on pouvait dire alors de la loyauté espagnole : les quatre millions de piastres données à M. Ouvrard en paiement de ses fournitures pour l'escadre espagnole à Brest, étaient mises à part dans des caisses sur lesquelles était indiqué qu'elles appartenaient à son frère.

En 1802, une affreuse disette étant venue désoler la France, il fallut y porter remède, et ce fut M. Ouvrard qui se chargea, en communauté avec Wanlerberghe, de faire venir des grains de l'étranger pour prévenir les troubles qui prennent si facilement naissance au sein d'une disette. Pour le paiement de ces grains, les maisons qui les avaient expédiés tirèrent sur eux pour vingt-six millions de francs de traites sur le Trésor, ainsi que le portait leur marché avec le gouvernement ; mais aux échéances, le Trésor refusa de payer, déclarant

qu'il n'avait pas d'argent. Au bout de six mois, on leur offrit de les payer, mais à la condition que le gouvernement retiendrait à son profit la moitié de leur droit de commission. Les munitionnaires refusèrent; alors le Trésor trouva plus économique de ne rien payer, et la dette resta là.

Lié par tant d'intérêts, que la volonté du premier consul pouvait compromettre à tout jamais, malgré tant de fonds engagés pour les services, ou plutôt à cause même de ces fonds, M. Ouvrard, pour ne pas se brouiller avec Bonaparte, se chargea encore, en commun avec Wanlerberghe, du service de la marine pendant six ans et trois mois; si bien, que, par suite de tous ces services accumulés, la créance des munitionnaires s'éleva à soixante-huit millions.

Ce long retard que le Trésor apportait dans les paiemens, les frais de négociations, les intérêts des avances firent monter à plus de quarante millions les déboursés des entrepreneurs; tout cela jetait un discrédit affreux dans les relations des fournisseurs secondaires avec ceux qui traitaient directement avec le gouvernement, et ce discrédit commença à influer sur le Trésor, causa ses premiers embarras, embarras qui augmentèrent avec l'inquiétude générale. Ouvrard, Wanlerberghe et

Séguin, par leurs immenses capitaux, leur crédit et leurs relations, pouvaient remédier le plus efficacement à la détresse du Trésor. Ouvrard, pour sa part, prêta cinquante millions peu de temps avant la création de l'Empire, mais il comprit dans cette somme pour une valeur de vingt millions d'ordonnances non payées, demanda des obligations des receveurs-généraux, et exigea en outre un escompte de trois quarts pour cent, inférieur à l'escompte public d'alors. Au mois de juin, un mois environ après que le premier consul eut pris le titre d'empereur, le ministre du Trésor demanda encore une avance de cent cinquante millions. Ouvrard eut recours à Wanlerberghe et à Séguin pour pouvoir satisfaire à ces nouveaux besoins du gouvernement impérial; et cette circonstance lui donna l'occasion de placer, pour une somme considérable, des ordonnances de la marine et de la guerre que l'on n'acquittait pas. Les trois associés versèrent de la sorte cent deux millions au Trésor, et reçurent une valeur de cent cinquante millions en obligations des receveurs-généraux. Ce fut M. Desprez qui se chargea d'effectuer le versement des cent deux millions, et les trois associés lui vendirent les obligations dont ils étaient porteurs. Cette cession n'eut pas lieu sans des sacri-

fices considérables ; mais la perte qu'ils éprouvèrent n'était rien en comparaison des quarante-huit millions en ordonnances qu'ils avaient donnés pour comptant, valeurs qui pouvaient ne pas rentrer, ayant ainsi forcé le gouvernement à s'acquitter d'une dette pour pouvoir en contracter une autre plus considérable.

M. Ouvrard conclut ensuite un traité avec le ministre du Trésor, pour le service du Trésor pendant l'année 1805. Les sommes pour lesquelles il s'était engagé pouvaient s'élever à quatre cents millions. M. Ouvrard eut, dans cette affaire, un bonheur encore plus grand, du moins en apparence, que dans celles dont j'ai parlé précédemment, car il pouvait donner comme comptant les ordonnances qu'il recevait pour ses services de la marine et de la guerre, dont il continuait à être chargé.

On doit se rappeler que l'Espagne avait conclu avec la France un traité par lequel elle s'était engagée à nous payer un subside de soixante et douze millions de francs. Trente-deux millions étaient échus, et l'Espagne ne les payant pas, on voulut envoyer Ouvrard à Madrid pour en faire effectuer le paiement. Mais Ouvrard, attaché à Paris par tant de liens d'affaires, craignait que

son absence ne fût particulièrement préjudiciable à l'opération qu'il avait faite avec Desprez, et il alléguait la nécessité de sa présence à Paris pour pouvoir parer aux événemens. On parvint à le rassurer sur Desprez; alors il se décida à aller à Madrid pour y recevoir les trente-deux millions dont j'ai parlé. Ils furent passés à son nom, et il en fit, avant de partir, le versement au Trésor. Cette détermination fut l'effet de l'assurance que donna à Ouvrard M. de Barbé-Marbois, homme probe par excellence, que le traité avec Desprez serait exécuté; et ce fut dans ce voyage à Madrid que commença la gigantesque affaire de l'Amérique.

L'Espagne ne demandait pas mieux que de payer les trente-deux millions de subsides échus; la loyauté espagnole souffrait même de ce retard, mais les caisses étaient à sec, et la bonne volonté de payer ne suffit pas pour les remplir; pour surcroit de malheur l'Espagne était en proie à une affreuse disette. Dans cet état de choses Ouvrard proposa au gouvernement espagnol de payer à la France les millions échus, de mettre un terme à la disette et d'avancer des fonds au trésor espagnol. Pour cela il demandait deux conditions: 1° le commerce exclusif des Amériques, et, 2° le droit d'extraire pour son compte tout l'or et l'ar-

gent appartenant à la couronne, et la faculté de faire des emprunts garantis par les trésoreries d'Espagne et acquittés par elles.

Dès la fin de juillet 1805, la gêne qui depuis quelque temps commençait à se faire sentir dans les finances en Europe, prit un degré d'accroissement effrayant. Dans de telles circonstances Ouvrard était d'autant plus intéressé à faire effectuer le payement des trente-deux millions dont il avait fait l'avance au trésor impérial, que, d'une part, on lui avait compté seulement à trois francs les piastres qui valaient cinq francs quarante centimes, et que, d'autre part, on lui avait laissé soupçonner que le Trésor ne lui donnerait aucune autre garantie de remboursement que la cession de la créance sur l'Espagne. Ouvrard connaissait sa position, car dès le mois d'août M. de Barbé-Marbois le pressait de terminer avec l'Espagne, lui disant que cela l'intéressait essentiellement. Le ministre du Trésor ajoutait, avec sa loyale franchise, que sans le succès de l'affaire des Amériques il ne voyait aucun moyen de régler ses avances. Effrayé par cet avis Ouvrard redoubla d'efforts et parvint à signer avec le roi Charles IV un traité de société dans lequel il était dit : « Ouvrard et compagnie sont autorisés « à introduire, dans *tous* les ports du Nouveau-

» Monde, *toutes* les marchandises et denrées né-
» cessaires à sa consommation, et à exporter de
» *toutes* les Colonies espagnoles, pendant *toute* la
» durée de la guerre avec l'Angleterre, *toutes* les
» productions des Colonies et *toutes* les matières
» d'or et d'argent qui en proviendraient. » Ce traité n'avait de valeur que pendant la durée de la guerre avec l'Angleterre; il était convenu également que le bénéfice résultant des opérations de la société serait partagé par moitié entre elle et le roi Charles IV.

On va voir les conséquences de cet étonnant traité entre un roi et un particulier. Immédiatement après la signature de cet acte, Ouvrard reçoit des traites de la trésorerie de Madrid pour une valeur de cinquante-deux millions cinq cent mille piastres, faisant deux cent soixante-deux millions cinq cent mille francs; mais ces piastres étaient à prendre en Amérique, et il fallait, en vertu du traité, faire face aux besoins les plus urgens du gouvernement espagnol, et surtout mettre un terme à la famine, ce qui exigeait de nouvelles avances, et des avances énormes, puisque M. Ouvrard devait commencer par fournir deux millions de quintaux de grains qui revenaient à vingt-six fr. le quintal. Or, pour réaliser des bénéfices, pour être

remboursé de ses avances à la trésorerie de Paris, il fallait faire passer les piastres en Europe. Après quelques difficultés le gouvernement anglais consentit à faciliter l'exécution de cette opération en fournissant quatre frégates pour le transport des piastres.

Ouvrard n'avait encore qu'ébauché ces immenses opérations, quand l'empereur se précipita du camp de Boulogne sur l'Allemagne. On peut concevoir combien sa présence à Madrid était indispensable à Ouvrard; il fut rappelé à Paris par le ministre du Trésor avec lequel il régla ses comptes. Il fallait de l'argent à l'empereur pour la guerre qu'il allait faire; pour en procurer au Trésor, Ouvrard fut envoyé à Amsterdam pour traiter avec la maison Hope; il réussit dans sa négociation, et M. David Parish devint l'agent de cette compagnie.

Cela fait, Ouvrard revint en toute hâte à Madrid; mais, au milieu des espérances les plus flatteuses, des projets les plus gigantesques, des plus immenses entreprises, il se trouva tout-à-coup menacé d'une crise effrayante. M. Desprez, comme je l'ai dit, agréé par le Trésor, s'était chargé à ses risques et périls, et sans la garantie d'Ouvrard, d'exécuter le traité dont j'ai parlé relativement au versement de cent cinquante millions

pour l'année 1804, et de quatre cents millions pour l'année 1805. Voilà que dans cette position le ministre du Trésor se croit en droit de demander à Ouvrard de mettre à sa disposition dix millions de piastres, prises sur celles qu'il a reçues de l'Espagne ; le ministre ajoute qu'il en a disposé, et que les moyens qu'il a mis à la disposition de ses associés pour leur faciliter le service de la guerre et de la marine, doivent le déterminer à verser au Trésor cette somme de cinquante millions de francs, qu'enfin dans un moment si urgent, il a pu regarder son assentiment comme donné, pensant bien qu'il ne l'aurait pas refusé.

L'embarras du Trésor et la loyauté du ministre déterminèrent Ouvrard à envoyer les dix millions de piastres. Mais peu de jours après cet envoi, Ouvrard voit arriver à Madrid un commissaire de la trésorerie, porteur d'une dépêche ministérielle, dans laquelle on lui demande de faire à ce commissaire la remise de *toutes* les valeurs qu'il avait à sa disposition, et en même temps on l'appelait à Paris.

Le Trésor était alors dans le plus grand embarras, et l'alarme était générale. En voici les causes: Le trésor avait prévenu, par une circulaire, les receveurs-généraux que Desprez, ainsi que je l'ai déjà

dit, était porteur de toutes leurs obligations. On les autorisait aussi à lui envoyer en compte courant tous les fonds qu'ils avaient de disponibles. Peut-être cette autorisation fut-elle une grande faute; quoi qu'il en soit, Desprez, encouragé par cette complaisance du Trésor, avait invité les receveurs-généraux à lui envoyer tous les fonds qu'ils pourraient se procurer au-dessous de huit pour cent, leur en offrant un intérêt plus élevé. On conçoit qu'à de telles conditions, et surtout si l'on se rappelle l'immense crédit dont jouissait alors la maison Desprez, nantie d'ailleurs de tous leurs engagemens, les receveurs-généraux expédièrent des sommes considérables, qui, de tous les points de la France, arrivèrent à Desprez, dans des caisses. Enivré de ce succès, Desprez se laissa aller à des opérations qu'on ne peut expliquer dans sa position; il prêta au commerce de Paris plus de cinquante millions, ce qui le mit dans une grande pénurie d'espèces. Dans la nécessité de se procurer de l'argent, il déposa à la banque ces mêmes obligations des receveurs-généraux dont je viens de parler, et qui se trouvaient acquittées par les sommes qui lui avaient été envoyées en compte courant. La banque, pour le remboursement des billets de Desprez, s'adressa aux receveurs-géné-

raux dont elle avait les obligations en garantie ; cette démarche de la banque était devenue indispensable, lorsque Desprez, au lieu de payer en écus, eut envoyé des mandats. La banque, si noblement, si loyalement administrée, ne fut point satisfaite, s'alarma justement, et exigea que Desprez fît connaître sa position. Les craintes de la banque augmentèrent, et ses inquiétudes furent bientôt partagées par le public ; enfin une espèce de terreur financière s'empara de tous les esprits, quand on vit la banque suspendre ses paiemens, et ses billets tomber tout-à-coup de douze pour cent.

Effrayé, comme on peut le croire, d'un tel état de choses, en l'absence de l'empereur, le ministre du Trésor convoqua un conseil, présidé par Joseph Bonaparte, et où furent appelés Desprez et Wanlerberghe. Informé de tout ce tripotage, Ouvrard quitta subitement Madrid, vint à Paris, s'adressa à la maison Hope, qui lui offrit de lui acheter quinze millions de piastres à trois francs soixante et quinze centimes. Ouvrard, qui les avait reçues de l'Espagne à trois francs, les aurait bien données à ce prix ; mais la situation où l'avait mis à Madrid son prompt départ, et les événemens financiers de Paris changeant tous ses rapports avec la trésorerie espagnole, il ne put faire aucune

avance au Trésor de France, et la crise continua jusqu'au moment où la nouvelle de la bataille d'Austerlitz et l'espoir d'une paix prochaine vint rassurer les esprits. La banqueroute de Desprez fut épouvantable, et l'on vit manquer plusieurs maisons de la capitale, que l'on croyait les plus solides, et qui, en grande partie, méritaient une juste réputation d'honneur et de probité, telle que la maison de M. Hervas, beau-père de Duroc.

Comme pour tempérer l'orgueil que devait lui donner la victoire, ce fut précisément le lendemain de la bataille d'Austerlitz que la nouvelle de la fâcheuse situation du Trésor et de la Banque arriva à l'empereur. Il savait déjà que l'on éprouvait quelques embarras financiers ; mais alors seulement il apprit toute la grandeur du mal. Les nombreux et affligeans rapports qu'il reçut hâtèrent son retour en France ; et, le soir même de son arrivée à Paris, quelqu'un m'a dit : En montant l'escalier des Tuileries, il prononça la destitution de M. de Barbé-Marbois. La sévérité de ce ministre lui causa beaucoup d'ennemis, et il succomba sous l'accusation d'avoir compromis le salut de l'État, ayant seulement à se reprocher en faveur des munitionnaires les complaisances dont j'ai parlé, et que l'on prit alors pour de la faiblesse. Madame

de Staël dit même, à cette époque, dans un salon où l'on parlait de la rigidité de M. de Barbé-Marbois : « Lui ! ce n'est qu'un roseau peint en bronze. » Quoi qu'il en soit, la colère de Napoléon fut terrible contre M. de Barbé-Marbois, et après sa brusque destitution, il fut remplacé par M. Mollien.

Telle fut cette funeste catastrophe financière qui pendant la campagne de Vienne établit un si grand contraste entre les inquiétudes intérieures et les triomphes du dehors, ou du moins voilà ce que j'en ai su d'une manière positive. Mais tout n'était pas fini pour Ouvrard ; et dans un si grand conflit d'affaires, il était difficile que la main impériale, qui n'était pas toujours une main de justice, ne se fît pas sentir un peu.

L'empereur rendit pendant le mois de février 1806 deux décrets dans lesquels il déclara Ouvrard, Wanlerberghe et Michel aîné, entrepreneurs du service pour 1804, et Desprez, agent des négociations, débiteurs de quatre-vingt sept millions qu'ils avaient reçus depuis le 19 août, pour le service, et qui avaient été détournés pour des spéculations particulières, et pour des opérations avec l'Espagne, *qui leur étaient personnelles*. Qui ne croirait, d'après cette dernière expression que Napoléon n'avait pris aucune part à la vaste opération avec les

deux Amériques? Certes, il la connaissait et s'y était vivement et *personnellement* intéressé; mais, selon lui, il ne pouvait jamais avoir été pour quelque chose dans tout ce qui n'était pas couronné d'un plein et entier succès. Muni des titres qu'il s'était faits, c'est-à-dire des décrets qu'il avait rendus, l'empereur fit saisir partout les piastres, les traites qui appartenaient aux associés, et fit de cela une affaire d'argent dont il tira de grands bénéfices, si toutefois de tels bénéfices peuvent être regardés par un souverain comme une compensation de la triste situation où fut pendant quelque temps le crédit public.

Ainsi fut renversée en un instant une des plus grandes entreprises commerciales qu'ait pu faire concevoir l'amour du gain secondé par une hardiesse prodigieuse et une grande habileté. Mais, à combien de revers sont exposés les ambitieux de la finance aussi bien que les ambitieux de gloire et de conquêtes. L'associé d'un roi qui allait exploiter le commerce des deux mondes, fut réduit en moins de deux ans à la nécessité de fléchir sous les coups réitérés d'une persécution acharnée contre lui, et de déposer enfin son bilan, en même temps que son associé Wanlerberghe. Tout ce que, pendant son séjour à Hambourg, M. Ouvrard me dit sur son

aventureuse carrière et surtout sur sa grande affaire des Amériques, m'intéressa vivement. D'abord son projet m'avait paru tellement gigantesque, qu'il m'effraya; mais j'avoue que lorsqu'il en eut développé les avantages, et les moyens d'exécution qu'il avait réunis, je fus tout-à-fait séduit; je n'avais pas vu M. Ouvrard depuis 1802, époque où il n'était encore question pour lui que d'aller se faire payer des cinq millions de piastres que l'Espagne lui devait pour les fournitures de toute nature faites à la flotte espagnole de Brest, ainsi que je l'ai dit plus haut.

CHAPITRE VII.

Déclaration de Louis XVIII. — Envois par la poste. — Instruction de Fouché pour des enveloppes. — Ma réponse au ministre de la police. — Surveillance exercée contre Dumouriez. — Dumouriez, colporteur de pamphels. — Pamphlet infâme. — Imprimerie de Fauche-Borel. — Dranob et Bernard. — Deux fripons remarquables. — Un complice dénonciateur. — Bataille dans un cimetière. — Lesimple. — Papiers singulièrement cachés. — Filou, espion, faussaire et assassin. — L'homme à quatre noms envoyé à Paris. — Intelligence d'un espion. — Trait remarquable de courage et de présence d'esprit. — Un autre espion. — Chefneux. — Ordres de Fouché pour la surveillance de M. de la Ferronays. — Ordres pour son arrestation. — M. de la Ferronays au théâtre de Hambourg. — Avertissement donné à temps.

Je me suis un peu étendu sur les immenses entreprises de M. Ouvrard, et sur les désastres des finances pendant la campagne de Vienne. Actuel-

lement je vais, pour ainsi dire, rentrer dans mon cabinet de ministre plénipotentiaire, où, je puis le dire, il s'est passé des choses assez curieuses. Je laisse les objets placés dans l'éloignement, sauf à parler plus tard de ce que m'en apprirent mes correspondances et les Français voyageurs que je me plaisais beaucoup à accueillir quand ils passaient par ma résidence. Les faits ne seront pas toujours liés les uns aux autres, par la raison toute simple qu'il n'y a pas de corrélation entre les rapports que l'on reçoit sur des choses diverses, pas plus qu'entre les réclamations des solliciteurs qui se succèdent dans une audience.

Le 2 janvier 1806 j'eus connaissance d'une déclaration de Louis XVIII, que beaucoup de maisons de Hambourg reçurent par la poste, et chacune en reçut jusqu'à quatre exemplaires. Dumouriez en avait sa voiture remplie lorsqu'il passa à Brunswick. On en avait répandu dans cette seule petite ville plus de trois mille exemplaires, lorsque Dumouriez y passa. Le format de cette proclamation en rendait l'introduction très-facile par la poste, même en France. Je pense bien qu'avant même que le gouvernement français fût prévenu de cette publication, la poste avait épargné aux facteurs la peine d'aller en recevoir le port; car je

reçus une lettre de Fouché, du 16 janvier, à laquelle étaient jointes trois enveloppes qui avaient renfermé la déclaration du *prétendent*. Le ministre me demandait que je lui envoyasse de pareilles enveloppes, et cela, le plus que je pourrais. Prévoyant bien que cette démarche du ministre avait pour but d'ordonner plus tard des mesures acerbes contre des personnes qui n'étaient coupables que d'avoir ouvert un paquet à leur adresse, et dont elles ignoraient nécessairement le contenu, je répondis au ministre pour lui faire connaître l'impossibilité où je me trouvais de lui envoyer de ces enveloppes, et de lui indiquer le nom des villes où elles avaient été timbrées, parce que, 1° on s'était bien gardé d'adresser cette proclamation d'une manière directe; 2° parce que ce n'était pas la coutume de conserver les enveloppes de lettres, surtout quand on en recevait une grande quantité; 3° qu'il y avait beaucoup de villes d'Allemagne qui n'avaient pas de timbre particulier pour les lettres destinées à une autre ville du même pays, les lettres d'Allemagne n'étant souvent timbrées que lorsqu'elles allaient à l'étranger.

Quant à Dumouriez, dont toutes les lettres du ministre me recommandaient de surveiller tous les mouvemens, on n'entendait pas plus parler de

lui que s'il n'eût pas existé. Son rôle se bornait à semer des brochures plus ou moins indifférentes.

Déjà, à la fin de 1805, l'Allemagne, et surtout les pays anséatiques avaient été inondés de pamphlets. A cette époque, et avant la proclamation de Louis XVIII, il avait paru un libelle odieux contre l'empereur; il avait pour titre: *Bonaparte, der du bist im Himmel, geheiligt werde dein Nahme. Rome, in der pabstlichen Buchdrukery*[1].

Sur ma demande, le sénat donna les ordres les plus sévères pour empêcher la circulation de cette infâme brochure, dont on ne pourrait, sans blesser toutes les convenances, répéter les expressions. Ce libelle était affreux; je ne pus parvenir à en découvrir l'auteur.

Fauche-Borel était l'imprimeur de presque tous les libelles qui paraissaient à Berlin contre la France. J'avais l'ordre le plus formel d'insister auprès du sénat pour le faire arrêter, dans le cas où il viendrait à Hambourg. Fauche-Borel était peint comme un homme remuant, agissant toujours contre la France, sous le prétexte de servir les Bourbons, et comme un intrigant d'autant

[1] *Bonaparte, toi qui es dans le ciel, que ton nom soit sanctifié. — Rome, imprimerie papale.*

plus dangereux, qu'il était insaisissable; il n'était pas mal peint.

Dans ces circonstances, le ministre de la police m'informa qu'un nommé *Dranob* lui avait écrit pour demander à lui faire des révélations importantes. Le ministre désirait que je prisse des informations sur cet individu. Je restai deux mois et demi sans répondre : il fallait du temps pour percer cette intrigue. Enfin, le 25 février 1806, je pus donner des détails sur les nommés *Lesimple* et *Dranob*, qui avaient formé le complot d'attenter aux jours de l'empereur. Je recommande l'histoire de ces deux hommes à l'attention de mes lecteurs, car je crois qu'il y a eu peu d'exemples de fripons plus audacieux et aussi adroits.

Le nom de *Dranob* était l'anagramme de *Bonard*, son véritable nom; il s'appelait aussi *Randob*, *Bardon*, que sais-je? Sachant probablement que je le faisais chercher, il vint me dénoncer son complice Lesimple. Ce Bonard portait, en Angleterre, le nom de Leclerc: il avait pris, à Hambourg, celui de Delon. Il s'était sauvé, déguisé en femme, de la Conciergerie, en 1797 ou 1798; il se donna à moi comme un officier démissionnaire de l'artillerie légère. On a vu rarement un pareil intrigant.

Arrivé à Hambourg, au commencement de 1805, pour remplir les engagemens qu'il avait, disait-il, contractés avec le gouvernement anglais, de concert avec Lesimple, Bonard crut qu'il était plus avantageux et plus sûr de dénoncer son complice que de courir avec lui les chances du complot. Il me remit d'abord beaucoup de papiers, qu'il cachait depuis long-temps. Ces papiers, très-finement écrits, et roulés avec soin, étaient renfermés dans un petit étui de ferblanc très-mince et très-artistement fait, long de six pouces. Cet étui était caché de manière à ce qu'il fût bien impossible de le découvrir, et telle que je n'ose même essayer d'indiquer où il était caché. Il contenait aussi une petite lime, d'un métal bruni, qui coupait le fer comme un couteau coupe le papier. La police de Paris a découvert ce moyen sur plusieurs malfaiteurs. Tous les papiers que me remit Bonard étaient écrits de la main de Lesimple, et attestaient ses coupables projets. Ils contenaient des extraits de la correspondance qu'avaient eue ensemble Lesimple et Bonard; et pour que rien ne manque à cette union de deux scélérats, il faut dire que Bonard me raconta que s'étant pris de querelle avec Lesimple, au moment de s'embarquer à Haarwich,

ils s'étaient battus dans le cimetière de la ville avec des couteaux qu'on leur avait servis au cabaret. En me racontant cette horrible scène, Bonard ôta brusquement son habit, et me montra à son côté droit une large blessure, saignant encore. Je fus saisi d'horreur. Qu'on se représente un homme des plus vigoureux que j'aie jamais vus, haut de cinq pieds sept pouces, me montrant sa poitrine ensanglantée, me confiant l'affreux projet auquel il avait renoncé, non pour aucun motif de repentir, mais parce qu'il avait l'idée que la révélation lui en serait plus profitable que l'accomplissement; me lisant ses papiers cachés d'une manière si incroyable; et que l'on juge de ma position.

Lorsque Bonard me dénonça Lesimple, ce dernier venait de partir pour la Hollande. Assuré par Bonard, que Lesimple reviendrait bientôt à Hambourg, je pris toutes les précautions imaginables pour le faire arrêter à son arrivée. Son absence se prolongeait beaucoup, et je commençais à avoir de l'inquiétude sur son retour, lorsque j'appris qu'en traversant les armées russe et anglaise, il avait été arrêté comme soupçonné d'espionnage. Enfin, le 17 février au soir, Lesimple arriva à Hambourg; il fut arrêté le 19, sous le nom de Dresch qu'il portait dans ses

voyages. Tous ses papiers, dont il ne put rien distraire, furent mis sous les scellés. Je l'interrogeai moi-même, et ses aveux me confirmèrent l'exactitude des horribles détails que m'avait donnés Bonard. Dans le portefeuille de Lesimple, se trouvaient entre autres papiers, trois passeports dont il se servait pour voyager, et qu'il fabriquait lui-même; plus, une lettre de change également fabriquée par lui. On trouva en outre sur lui plusieurs rouleaux étiquetés : 50 *louis*, bien cachetés, mais qui n'étaient remplis que de cuivre, et une bourse de jetons du même métal. Il s'en servait pour tromper les banques de jeu. Il était à la fois filou, espion, faussaire et assassin.

J'avais promis à Bonard-Dranob-Leclerc-Delon, comme on voudra l'appeler, de l'envoyer à Paris, en liberté, pour répondre en personne au ministre de la police. Mais de pareils individus ne sont pas un jour dans un lieu, sans le souiller de quelque crime. Bonard, accusé de complicité dans plusieurs vols commis à Hambourg, fut mandé par le préteur chargé de la police, et comme il avait des raisons pour craindre cette rencontre, il disparut, mais il fut repris quelques jours après, à Hammeln, et fut conduit à Paris sous bonne escorte.

Il est difficile de se figurer tout ce que l'on peut

trouver de courage et de présence d'esprit dans des hommes dégradés comme le sont les misérables qui font le métier d'espion. J'avais un agent parmi les Suédo-Russes, un nommé Chefneux que j'avais toujours reconnu comme très-intelligent et très-exact. Etant resté long-temps sans recevoir de ses nouvelles, je commençais à avoir quelque inquiétude; et ce n'était pas sans fondement. Il fut en effet arrêté à Lauenbourg, et conduit, pieds et mains liés, par des Cosaques, à Lunebourg. On trouva sur lui un bulletin qu'il allait m'envoyer, et il n'échappa à une mort certaine que parce qu'il était porteur d'une lettre de recommandation d'un négociant de Hambourg, connu particulièrement de M. Alopœus, ministre de Russie à Hambourg. Cette précaution que j'avais prise, lui sauva la vie. M. Alopœus écrivit à ce négociant qu'à sa recommandation, on renvoyait l'espion sain et sauf, mais qu'une autre fois le recommandé et le recommandant n'en seraient pas quittes à si bon marché. Malgré cette recommandation, Chefneux aurait payé de sa tête le métier dangereux auquel il se livrait; ce qui le sauva réellement, ce fut le sang-froid inconcevable qu'il montra dans cette terrible circonstance. Encore bien que le bulletin que l'on trouva sur

lui fût adressé à M. Schramm négociant, on soupçonnait vivement qu'il m'était destiné. On demanda à Chefneux s'il me connaissait ; il répondit hardiment qu'il ne m'avait jamais vu. On chercha tous les moyens possibles pour lui faire faire cet aveu sans pouvoir y parvenir. Cette constante dénégation, jointe au nom de M. Schramm, jetait des doutes dans l'esprit de ceux qui interrogeaient Chefneux : on pouvait condamner un innocent. Cependant on tenta un dernier effort pour savoir la vérité : Chefneux, condamné à être fusillé, fut conduit dans une plaine de Lunebourg ; au moment où les yeux bandés, il entendait commander le peloton qui devait tirer sur lui, un homme s'approche de lui, et lui dit tout bas à l'oreille, d'un ton d'intérêt et d'amitié : *On va tirer ; mais je suis un ami ; dites seulement que vous connaissez M. de Bourrienne et vous êtes sauvé.* « Non, répondit Chefneux d'une voix ferme, je mentirais. » Aussitôt le bandeau tombe de ses yeux et la liberté lui est rendue. On citerait difficilement un trait de présence d'esprit plus extraordinaire.

Tout n'est pas agréable dans les fonctions diplomatiques, même les plus élevées. Si, auprès du gouvernement étranger dans la capitale duquel

on réside, on a l'honneur de représenter son propre gouvernement, la nécessité de laisser parvenir jusqu'à soi des hommes que l'on méprise comme le rebut de la société, l'obligation de se mettre, pour ainsi dire, en contact avec eux, présente l'humanité sous un jour qui afflige le cœur et flétrit l'imagination. Pour peu, alors, que l'on soit doué de quelque philosophie, on paye trop cher les dehors brillans sous lesquels on apparaît aux yeux du public. Dans ces positions pénibles plus encore qu'élevées, on trouve cependant de vraies consolations quand on peut faire du bien, ou tout au moins éviter le mal que l'on peut faire lorsque, Séïde de son gouvernement, on dépouille son caractère d'homme pour se tenir strictement dans les limites glaciales de ses instructions. Aujourd'hui, encore, c'est avec une satisfaction que je ne cherche point à dissimuler, que je me souviens de ce que j'ai pris sur moi de faire dans quelques circonstances.

Fouché me donna, par une lettre du 17 mars 1806, les ordres les plus sévères de surveiller M. de la Ferronays. On me le représentait comme un homme très-entreprenant et très-dangereux, entièrement dévoué à la famille des Bourbons. L'agent dont j'ai déjà parlé, Chefneux, était allé

à Paris où l'avait mandé le ministre de la police, auquel j'avais vanté son adresse et son intelligence. Il fut envoyé de Paris à Brunswick où résidait M. de la Ferronays. Il devait surveiller toutes ses démarches et m'en rendre compte tous les jours. Cet espion s'insinua bientôt auprès de M. de la Ferronays et de ses amis. Je devais transmettre au gouvernement tous les renseignemens que je tiendrais de lui, et je lui payais cinq cents francs par mois. Chefneux manda directement au ministre de la police que M. de la Ferronays devait se rendre en Angleterre, et qu'il passerait par Hambourg. Je reçus aussitôt l'ordre de faire arrêter M. de la Ferronays à son passage, et de le faire conduire en France. Sa perte était assurée si j'avais exécuté cet ordre. M. de la Ferronays avait pris trois bonnes précautions : d'abord, il ne voyageait pas sous son nom, il se faisait passer pour le secrétaire de lord Kinnaird qui, en effet, lui donnait cette qualification ; enfin, il ne fit que passer très-rapidement à Hambourg, et se rendit promptement à Altona. M. de la Ferronays, dont plusieurs émigrés à Hambourg m'avaient parlé avec éloge, m'inspirait beaucoup d'intérêt ; je fus heureux de savoir qu'il était à Altona, à l'abri des mesures que la police avait ordonnées

contre lui ; mais il commit une imprudence qui faillit le perdre et me compromettre fortement. Un jour que j'étais au spectacle, le préteur chargé de la police, auquel j'avais envoyé le signalement de M. de la Ferronays, en lui recommandant de m'avertir avant de le faire arrêter, s'il le reconnaissait quelque part, s'approcha de moi et me dit que M. de la Ferronays était dans la salle, et qu'il allait le faire arrêter ; il me désigna alors dans l'orchestre, un jeune homme portant de la poudre, et qu'il me fut trop facile de reconnaître pour celui que m'avait dépeint Chefneux. Je désirais le sauver; mais comment y parvenir après une démarche aussi imprudente ? Je dis au préteur qu'il fallait le faire arrêter, mais que pour y parvenir plus sûrement et sans troubler le spectacle, j'allais prendre moi-même quelques précautions, pendant que lui, le préteur, m'attendrait dans ma loge. Je sortis aussitôt, et j'allai prier une personne sûre, de dire, en se faisant remarquer le moins possible, à M. de la Ferronays, de sortir au plus vite de la salle. Je revins à ma loge, d'où je vis M. de la Ferronays recevoir l'avis qu'on lui donnait de ma part. Maintenant, dis-je alors au préteur, faites votre devoir. Il sortit pour donner ses ordres, mais avant qu'il eût refermé la porte

de ma loge, M. de la Ferronays était sur la route d'Altona [1].

[1] A la fin d'octobre 1806, M. de la Ferronays, qui était allé à Londres, revint à Altona, d'où il se rendit en Suède où il venait d'être nommé major.

CHAPITRE VIII.

Nécessité d'une grande surveillance à Hambourg. — Voisinage du roi de Suède. — Le Don Quichotte du traité de Westphalie. — La colère du roi de Suède et les bulletins de sa *grande armée.* — Le roi de Suède et le docteur Gall. — Hambourg convoitée par la Prusse. — Les Anglo-Russes et projets sur la Hollande. — Fréquence des courriers. — Situation de l'armée russe et dispositions hostiles de la Russie. — Bulletin que j'envoie à M. de Talleyrand. — M. Forshmann et M. Alopœus. — Tentatives pour le rétablissement de la paix. — Imminence de la guerre. — Mauvaises dispositions pour les Français. — M. Fox à la tête du cabinet britannique. — Assassin dévoilé à Napoléon par M. Fox. — Lord Yarmouth à Paris et à Londres. — Propositions de Napoléon mal appréciées. — Ambition toujours croissante de l'empereur. — Négociation dont je suis chargé sans chance de succès. — Protectorat de Napoléon offert aux villes Anséatiques. — Demande de six millions. — Refus poli. — Réflexions sur les villes Anséatiques. — Hambourg et l'Elbe. — Probité des Hambourgeois et le secret de la liberté.

Tout en exécrant l'espionnage et les espions, je ne puis m'empêcher de reconnaître la nécessité où était l'empereur de faire exercer la surveillance

la plus active au milieu des intrigues que l'on fomentait dans le voisinage de Hambourg, lorsque surtout les Anglais, les Suédois et les Russes étaient encore en armes, et que l'on avait tant de raisons pour douter de la sincérité de la Prusse. Voici, en effet, un aperçu de la position de ces puissances par rapport aux pays dont la ville de Hambourg pouvait être considérée comme le centre.

Le cinq janvier 1806, le roi de Suède était avec ses troupes aux portes de Hambourg. Le sénat de cette ville, qui était cernée de toute part par les Anglo-Suédo-Russes, arrêta d'envoyer au roi des députés pour le complimenter. Le prince fut très-long-temps à se décider s'il recevrait les hommages de la ville de Hambourg. On y tremblait d'essuyer un refus qui aurait été suivi de quelque coup de tête du roi de Suède. Enfin on permit aux députés de venir. Ils partirent aussitôt et revinrent assez satisfaits.

Le roi de Suède fit alors déclarer officiellement *que tous les arrangemens pris relativement au Hanôvre ne le regardaient pas, attendu que l'armée suédoise était sous les ordres immédiats de son auguste souverain*[1].

[1] Il s'agissait de la cession de ce pays au roi de Prusse contre les Margraviats.

Le roi paraissait décidé à vouloir, avec ses six mille hommes, jouer le rôle de restaurateur de l'Allemagne, et se faire le Don Quichotte du traité de Westphalie. Il menaça de toute sa colère le sénat de Hambourg parce qu'il avait, sur ma demande, fait enlever l'enseigne qui était placée sur la porte de la maison des recruteurs autrichiens. Ce pauvre sénat de Hambourg était dans une alarme continuelle, avec un si dangereux voisin.

Le roi de Suède avait toujours son quartier-général à Boëtzenburg, sur la rive septentrionale de l'Elbe. Pour se désennuyer, il fit venir le docteur Gall, qui était à Hambourg, où il exposait son système, repoussé d'abord par la fausse science et les préjugés, et adopté ensuite par ses argumens, selon moi, sans réplique sur le développement de l'organisation cérébrale. J'ai eu le plaisir de vivre quelque temps avec le docteur Gall, je crois que je dois à l'intimité qui a existé entre nous, l'honneur qu'il m'a fait de me dédier un de ses ouvrages. Je lui dis, lorsqu'il partit pour le quartier-général du roi de Suède : « Mon cher docteur, » vous lui trouverez certainement la bosse de la » vanité. » La vérité est que, si, à cette époque, il avait été permis au savant docteur de tâter la tête des souverains de l'Europe, il aurait pu faire de bien belles études crânologiques.

Le roi de Suède n'était pas le seul voisin qui donnât des inquiétudes à Hambourg ; le roi de Prusse menaçait de s'en emparer, et son ministre disait assez ouvertement partout où il se trouvait, que cette ville appartiendrait bientôt à son maître. Il vantait les avantages pour Hambourg de cette occupation : alors le roi paierait les dettes considérables de la ville ; sous sa protection, elle serait désormais à l'abri des vexations qu'on lui faisait éprouver à chaque instant. Malgré ces belles paroles, les Hambourgeois étaient profondément affligés de cette menace, et en effet, après la perte de leur indépendance, le plus grand malheur qui pût leur arriver, c'était de passer sous la domination prussienne dont le système fiscal et mesquin était celui qu'une ville commerciale devait alors le plus redouter. L'Angleterre, d'ailleurs, n'aurait jamais consenti à souffrir un tel envahissement qui lui aurait fermé l'Elbe, et enlevé par-là un de ses plus riches comptoirs et un des points les plus importans où elle faisait jouer les ressorts de sa politique. Le Hanôvre n'étant plus occupé par les troupes françaises, ce pays était devenu pour l'Angleterre comme un bazar de recrutement où les Anglais enrôlaient tous les hommes qui se présentaient pour compléter la légion hanôvrienne

qu'ils venaient de former. Ils semaient l'or à pleines mains. Ils avaient organisé un service de cent cinquante voitures à six chevaux, ce qui me confirma dans la croyance que j'avais déjà, que les Anglais, d'accord avec les Russes, allaient tenter une expédition sur la Hollande. Aux premiers indices, j'en donnai avis à l'empereur par un courrier extraordinaire. J'avais l'ordre de ne faire aucune économie sur ce moyen rapide de correspondance, et Dieu sait combien j'en reçus et combien j'en expédiai pendant mon séjour à Hambourg. Le but des Anglo-Russes était de faire une diversion aux mouvemens des armées françaises en Allemagne, ne sachant pas encore la paix conclue à Presbourg, et d'ailleurs les Russes s'étant simplement retirés après la bataille d'Austerlitz, sans qu'il y ait eu aucune déclaration de cessation d'hostilités. La tête de l'armée russe arriva bientôt à Affersberg, à quatre lieues de Bremen; toutes ces troupes réunies traversaient l'évêché d'Osnabruck; il n'y avait donc pas un moment à perdre pour réunir tous les moyens de défense dont on pouvait disposer en Hollande; mais ce n'est pas de cette expédition que j'ai à m'occuper en ce moment, je cherche seulement à donner une idée de notre position à Hambourg, au milieu des troupes sué-

doises, anglaises et russes qui nous circonvenaient de toutes parts.

La Russie était, à cette époque, dans les dispositions les plus hostiles contre la France ; mais Napoléon veillait, et il n'était pas facile de le prendre au dépourvu. Tous les agens à l'extérieur, placés dans ma position, instruisaient sans doute le gouvernement, aussi bien que moi, des mouvemens des ennemis. J'envoyai, le 10 mars, à M. de Talleyrand, un bulletin qui lui annonçait les mouvemens des Russes à Brodi, à Wilna, dans la Moldavie autrichienne et dans la Pologne prussienne. J'indiquais de quels côtés les Russes travaillaient avec le plus d'ardeur aux fortifications, les noms des généraux qui devaient commander, le nombre d'hommes dont se composaient les corps déjà en mouvement, enfin tous les renseignemens qu'il me fut possible de me procurer. Tout ce qui se passait alors dans le nord concourait à me prouver que l'Allemagne n'allait pas tarder à être le théâtre d'une nouvelle guerre.

A cette époque, le ministre de Russie à Hambourg fut changé.

M. Forshmann, dont on a vu plus haut le portrait et la conduite, tomba, à cette époque, tout à fait en démence. Il devint furieux au point d'être

plutôt nuisible qu'utile aux intérêts de son gouvernement. Il fut remplacé par M. Alopœus, ministre de Russie à Berlin. On ne pouvait pas remplacer un fou par un homme plus sage et plus habile.

Malgré l'imminence d'une guerre que je jugeais inévitable, j'appris qu'il fut fait quelques tentatives pour conclure une paix générale, mais je voyais les choses de trop près pour m'être laissé aller un moment à aucun espoir à cet égard. Dans les plus petites choses j'acquérais des preuves de l'inimitié que la France inspirait à tous les étrangers.

Je recevais souvent du ministre de la marine des lettres et des paquets pour les faire passer à l'Ile-de-France, à la conservation de laquelle l'empereur tenait beaucoup. J'avais beaucoup de peine à obtenir des armateurs qui faisaient quelque expédition pour cette colonie, de se charger des commissions de Decrès. Quant à la paix, ce qui avait fait croire à sa possibilité, ce fut la mort de Pitt, et surtout l'entrée de M. Fox au ministère. On ne pouvait ignorer que cet homme d'état, en héritant du portefeuille de Pitt, n'avait pas hérité en même temps de sa haine furieuse contre la France et contre l'empereur; il y avait entre eux réciprocité d'estime, et réellement M. Fox se montra franchement disposé à traiter de la paix. La possibilité d'y arriver l'avait

toujours occupé alors même qu'il se trouvait en opposition avec M. Pitt. Bonaparte lui-même, mu par la haute estime qu'il portait à Fox, aurait pu être amené à quelques concessions qu'il repoussait. Mais deux obstacles, je dirai presque insurmontables, se rencontraient. Le premier, c'était la conviction de la part de l'Angleterre, que cette paix ne serait qu'une trève de plus ou moins de durée, et que Bonaparte cherchait chaque jour à avancer vers son but évident, la domination universelle. D'un autre côté, on croyait que Napoléon avait eu le dessein d'envahir l'Angleterre. S'il l'eût pu faire, ç'aurait été encore moins pour frapper au cœur son commerce et diminuer sa force maritime, supérieure à celle de la France, que pour y détruire cette liberté de la presse qu'il avait anéantie en deçà du détroit. Le spectacle d'un peuple libre, séparé par six lieues de mer, était, selon lui, toujours séduisant pour les Français, et provoquait sans cesse ceux qui ne se courbent sous aucun joug.

Ce fut dans les premiers jours du ministère de M. Fox, qu'un Français étant venu lui offrir d'assassiner l'empereur, ce ministre écrivit à M. de Talleyrand pour lui en donner avis; il lui disait que les lois anglaises ne permettaient pas de retenir long-temps en prison un étranger qui ne s'était

rendu coupable d'aucun délit, que cependant il prendrait sur lui de ne faire relâcher ce misérable que quand le chef du gouvernement français, étant prévenu, aurait eu le temps de se mettre en garde contre ses attentats. M. Fox disait dans sa lettre à M. de Talleyrand, qu'il avait d'abord fait à cet individu *l'honneur de le prendre pour un espion;* terme qui exprimait assez l'indignation du ministre anglais. Cet avis loyalement donné fut la clef qui ouvrit la porte à de nouvelles négociations. L'empereur fit répondre à M. Fox par M. de Talleyrand, et lui recommanda de dire au ministre de la Grande-Bretagne qu'il l'avait vivement touché, et que son procédé se plaisait à y voir l'indice de ce qu'on pouvait attendre d'un cabinet dirigé d'après des principes semblables à ceux dont une pareille démarche donnait la preuve. Napoléon ne se borna pas à cette courtoisie diplomatique; il pensait que l'occasion était favorable pour faire encore croire à son sincère amour de la paix. Il manda à Paris le lord Yarmouth, l'un des Anglais les plus distingués parmi ceux qui avaient été si indignement retenus prisonniers à Verdun, lors de la rupture de la paix d'Amiens. Il le chargea de proposer au gouvernement britannique d'entrer en négociations, offrant de son propre mouvement de reconnaître, en faveur de l'Angleterre,

la possession du cap de Bonne-Espérance et celle de l'île de Malte. On a voulu tirer parti de cette concession, pour vanter la modération de Bonaparte; d'autres l'ont blâmé d'avoir fait une si grande avance, comme si le cap de Bonne-Espérance et Malte auraient pu entrer en compensation avec le titre d'empereur, la fondation du royaume d'Italie, l'acquisition de Gênes et de tout l'état Vénitien, le détrônement du roi de Naples, et le don de son royaume à Joseph, enfin, la forme nouvelle donnée à l'Allemagne, toutes choses postérieures au traité d'Amiens, dont Bonaparte ne disait pas un mot, et dont certainement il n'aurait pas voulu se départir.

Les lettres que je recevais de Paris m'entretenaient souvent d'espérances de paix; mais il ne m'était pas possible de les partager, je connaissais trop bien Bonaparte pour croire à la sincérité de l'empereur, surtout après le succès de la campagne de Vienne qui n'avait fait que donner plus d'étendue à son ambition, car elle augmentait toujours en raison de ce qu'elle était satisfaite.

J'avais tous les jours des preuves nouvelles de cette insatiable ambition. En effet, Napoléon convoita dès lors la possession des villes Anséatiques; voyant Breme, Lubeck et Hambourg sans défense

au milieu d'états qui, sans être précisément en guerre, pouvaient convoiter la possession de ces trois villes, derniers refuges laissés à la liberté dans toute l'Allemagne; sachant de quel prix serait surtout une ville aussi riche, aussi florissante que Hambourg, il conçut l'idée, non pas de s'en emparer de prime, mais d'offrir, ou plutôt de vendre sa protection. Je fus donc chargé d'abord de faire des ouvertures auprès du sénat de chacune des trois villes anséatiques, pour les amener à sentir tous les avantages qu'il y aurait pour eux si, en échange de la protection de Napoléon, ces villes consentaient à faire en sa faveur un petit sacrifice de six millions. Je ne négligeai rien pour faire réussir cette négociation, quoique, d'après la connaissance que j'avais de la disposition des esprits, je l'entreprisse sans espoir de succès. Il me fallut représenter sérieusement aux magistrats de Hambourg, qu'ils gagneraient tout à la protection de l'empereur, que leur sécurité allait se trouver à jamais assurée sous l'égide d'un protecteur aussi puissant, et que le léger sacrifice qu'il demandait n'était rien en comparaison de la tranquillité dont ils allaient jouir. J'eus à ce sujet de nombreuses conférences avec les magistrats; ils trouvèrent d'abord que la somme était trop forte; ils me représentèrent que

la ville était beaucoup moins riche depuis que la guerre portait tant de préjudices à son commerce ; enfin le sénat finit par faire ce que j'aurais fait à sa place, il me déclara, avec tous les ménagemens possibles, que les circonstances ne lui permettaient pas d'accepter la *généreuse* proposition de l'empereur.

Je ne concevais pas moi-même comment on avait pu me charger d'une pareille proposition, car il n'y avait rien de vrai à alléguer en faveur de son utilité pour les villes Anséatiques. Contre qui Bonaparte offrait-il de les protéger ? La Prusse, la Suède, la Russie, l'Angleterre, pouvaient avoir et avaient probablement l'envie de s'en emparer, mais c'était cette communauté même de convoitise qui faisait leur sécurité ; si l'une de ces quatre puissances avait tenté de s'en emparer, il est bien évident que les trois autres s'y seraient simultanément opposées. La France elle-même qui occupait les villes Anséatiques, n'offrait-elle pas une garantie égale à celle qu'aurait pu donner un protectorat avoué et assez chèrement payé? La vérité est que Napoléon avait dès-lors l'envie de s'emparer de ses protégées, ainsi qu'il le fit quatre ans plus tard.

J'ai vu, pendant cinq ans, de quelle importance étaient les villes Anséatiques et surtout Ham-

bourg. Je me suis convaincu que sa position géographique, l'avantage qu'elle retire du grand fleuve qui la baigne, la possibilité pour les gros vaisseaux de le remonter jusques dans la ville à trente lieues de l'embouchure de l'Elbe, la complète indépendance dont on y jouissait, le régime municipal et paternel de son gouvernement ont été autant de causes diverses dont l'ensemble a élevé Hambourg à l'étonnante prospérité où cette ville était parvenue. Quelle était, en effet, la population de Hambourg, de Bremen et de Lubeck, restes de la grande division anséatique du moyen âge? Quand j'y étais, la population de Hambourg s'élevait à quatre-vingt-dix mille habitans, et celle de son petit territoire à vingt-cinq mille. A Bremen, on comptait trente-six mille âmes, et neuf mille sur son territoire. A Lubeck, dont la ville est moins considérable et le territoire un peu plus étendu qu'à Bremen, il y avait vingt-quatre mille habitans dans l'intérieur des murs et seize mille au dehors. Ainsi la totalité de la population des villes Anséatiques se bornait à deux cent mille individus, et c'était cette poignée d'hommes séparée en trois petits états, qui faisait un immense commerce, dont les bâtimens marchands sillonnaient toutes les mers à un tel point que l'on y regardait un voyage aux

grandes Indes, une entreprise sur les mers dangereuses du Groënland, comme une promenade.

L'Elbe a fait de Hambourg la ville la plus essentiellement disposée pour être le grand entrepôt de l'Allemagne ; ce beau fleuve qui la traverse y apportait tous les produits de l'industrie et de l'agriculture de l'Est et du Midi ; et, en échange, l'agriculture et l'industrie y recevaient tous les produits de la terre dont le goût du luxe et des superfluités a fait des choses essentielles pour les descendans des anciens Germains, comme pour les autres peuples civilisés. La plus exquise probité dans les relations commerciales, dans les assurances, dans les associations, avait inspiré une confiance générale à tous ceux qui avaient à traiter avec les habitans des villes Anséatiques. Lorsqu'on verra les sacrifices volontaires, et plus souvent forcés que ces petits états ont dû faire avant leur englobement dans le grand empire, on ne pourra pas concevoir qu'une aggrégation si faible en apparence ait pu y suffire : c'est le secret de la liberté.

CHAPITRE IX.

Création de nouveaux princes. — Prospérités de la famille impériale. — Ni la paix ni la guerre. — Sébastiani à Constantinople et succès de sa mission. — Lord Lauderdale à Paris. — M. de Champagny et Clarke à Londres. — Indemnité du traité de Presbourg.— Lettre de change de sept millions. — Suppression des pensions aux émigrés. — Intrigues de Dumouriez. — Hésitation du prince de Mecklembourg-Schwerin. — La presse aux libelles. — Le comte de Paoli, Pitt et Fox. — Loizeau. — Projet d'assassinat rejeté par le comte de Gimel. — Arrestation difficile de Loizeau. — Sa translation à Paris. — Recommandation de mise en surveillance. — Les deux frères Martelly et un pamphlet.— L'agent volontaire.— L'abbé Lajarre. — Services et intelligence de Martelly.

L'empereur était arrivé à Paris à la fin de janvier 1806. Il apprit en arrivant, que ses troupes occupaient Malte. Après avoir fait des rois en Allemagne, il jugea que le moment était arrivé d'entourer son trône de nouveaux princes. Ce fut à cette époque qu'il nomma Murat grand - duc

de Clèves et de Berg, Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, M. de Talleyrand, duc de Bénévent, et ses deux anciens collègues, Cambacérès et Lebrun, ducs de Parme et de Plaisance. Il donna aussi à sa sœur Pauline, depuis peu mariée en secondes noces au prince Borghèse, l'investiture du duché de Guastalla. Bizarrerie des événemens! Qui aurait pu prévoir alors, que le duché de Cambacérès deviendrait le refuge d'une princesse d'Autriche, veuve de Napoléon avant sa mort.

Au milieu des prospérités de la famille impériale, lorsque déjà l'aîné des frères de l'empereur allait essayer le trône de Naples, en attendant que la Hollande vînt s'offrir à Louis, et que Jérôme même eût échangé sa femme légitime contre le trône illégitime de la Westphalie, quelques inquiétudes venaient s'asseoir sur le chevet impérial. La guerre n'existait pas précisément avec les puissances continentales, puisque de part et d'autre on s'observait sans se battre. Cependant, cet état de repos momentané n'avait rien qui ressemblât à la tranquillité de la paix. La France était en guerre avec la Russie et l'Angleterre. La position du continent n'offrait que des incertitudes. Les Russes armaient en silence. Le traité de Vienne n'était exécuté qu'en partie. Napoléon tourna les

yeux vers l'Orient. Il envoya, dans le commencement de mai, le général Sébastiani à Constantinople. Les mesures que le général a prises, et sa conduite pleine d'habileté, justifièrent le choix de l'empereur. Il était adroit et conciliant; la paix avec les Turcs fut le résultat de cette mission. Les négociations avec l'Angleterre n'eurent pas un aussi heureux résultat, quoique cependant, après les premiers pourparlers avec le lord Yarmouth, lord Lauderdale ait été envoyé à Paris par M. Fox, et que M. de Champagny, et Clarke, l'homme le plus capable de remplir toutes les fonctions, la veille du jour où on les lui confiait, aient été à Londres pour y traiter de la paix. Rien ne résulta de ces négociations.

L'empereur avait tiré des sommes énormes de l'Autriche, sans compter les vases, les statues, les tableaux dont il décora le Louvre, et le bronze dont il revêtit la colonne de la place Vendôme, selon moi, le plus beau monument de son règne, et le plus beau de Paris. Comme l'Autriche était épuisée, toutes les contributions dont elle fut frappée ne purent être payées comptant, et l'on donna en paiement des traites à l'empereur. J'en reçus une de sept millions environ sur Hambourg, provenant des conditions stipulées dans

le traité de Presbourg. L'empereur m'avait donné ordre d'en toucher le montant et de l'envoyer à Paris. Le général Barbou, croyant que c'était de l'argent provenant de la ville de Hambourg, se plaignit à moi de ce que je le laissais dans la détresse. Je lui fis part de la source d'où provenait cet argent, et de l'ordre précis qui m'avait été donné de le faire passer immédiatement à Paris. En même temps je lui mandai que le roi de Suède était toujours à Ratzbourg, mais que la farce qu'il jouait depuis quatre mois touchait à sa fin, et qu'il s'en retournerait bientôt en Suède avec du ridicule de plus et un grand tiers de son armée de moins, que lui enlevait la désertion.

Les affaires des princes français de la maison de Bourbon devenaient de moins en moins favorables à des chances de succès, et leurs finances étaient si rétrécies, qu'on déclara alors aux émigrés de Brunswick que le prétendant n'avait plus les moyens de leur continuer les pensions qu'il leur faisait, et que dès ce moment elles cessaient toutes, ce qui jeta une grande consternation parmi les émigrés, dont quelques-uns n'avaient pas d'autres moyens d'existence. et qui, malgré leur fidélité à la cause royale, n'étaient pas fâchés de la voir soutenue par un salaire.

Parmi ces émigrés, il en était un dont le nom occupera une certaine place dans l'histoire. J'en ai déjà parlé ; il s'agit de Dumouriez, qui s'agitait paisiblement et répandait partout des brochures. Il était alors à Stralsund ; on croyait que le roi de Suède lui confierait un commandement. Le vagabondage de ce général, qui courait partout, mendiant des armes contre sa patrie, sans pouvoir en obtenir de personne, le couvrait de ridicule. On le regarda comme un homme usé.

Pour couper court aux contestations qui avaient lieu avec la Hollande, dont Dumouriez rêvait la conquête avec une armée imaginaire, mécontent d'ailleurs de ce que les Hollandais ne fermaient pas leurs ports aux Anglais avec autant de rigidité qu'il l'aurait voulu, l'empereur donna ce royaume à son frère Louis, événement dont je parlerai seulement quand j'aurai à m'occuper des relations que j'eus beaucoup plus tard avec Hortense, qui me raconta alors toutes les tribulations de Louis et les siennes.

Lorsque je fis part à tous les États du cercle de Basse-Saxe de l'avénement de Louis au trône de Hollande, de la nomination du cardinal Fesch comme coadjuteur et successeur de l'archi-chancelier de l'empire germanique, et autres commu-

nications officielles, le duc de Mecklembourg-Schwerin fut le seul qui ne me répondit pas, et j'appris qu'il avait demandé à Pétersbourg *si* et comment il fallait répondre. Dans ce temps même il faisait part à l'empereur du mariage de sa fille, la princesse Charlotte-Frédérique, avec le prince Christian-Frédérich de Danemarck.

Il aurait été difficile à cette époque de prévoir la manière dont tournerait un jour cette union. Le prince, jeune, d'un extérieur agréable et distingué, était doué d'un caractère excellent; tout annonçait en lui un bon mari. Quant à la princesse, elle était jolie comme les amours, mais elle avait la tête légère et singulièrement organisée; c'était un véritable enfant gâté; elle adorait son mari, et leur union fut très-heureuse pendant plusieurs années. J'eus l'honneur de les connaître à l'époque où le duc de Mecklembourg vint avec toute sa famille se réfugier à Altona. Avant de quitter cette résidence, la duchesse de Mecklembourg, princesse de Saxe, vint faire une visite à madame de Bourrienne, et la combla de bontés. Cette princesse était parfaite, aussi fut-elle généralement regrettée, lorsque, deux ans après, la mort la ravit à sa famille. Avant de quitter Altona, le duc de Mecklembourg donna des fêtes pour faire ses

adieux au Holstein où il avait été si bien accueilli. Je me rappelle qu'on nous donna, à madame de Bourrienne et à moi, les premières places; enfin nous fûmes comblés de témoignages de bienveillance par toute cette famille qui s'y trouvait réunie : elle se composait du prince héréditaire, extrêmement distingué par son esprit et ses connaissances; il était alors veuf d'une grande duchesse de Russie, sœur de l'empereur Alexandre; du prince Gustave rempli de grâces et d'amabilité; enfin de la princesse Charlotte et de son mari le prince royal de Danemarck. Cet heureux couple était loin de prévoir que, deux ans après, ils seraient séparés pour ne se revoir jamais. La princesse était alors dans tout l'éclat de sa beauté; on lui donna sur le bord de l'Elbe plusieurs fêtes où le prince ouvrit le bal avec madame de Bourrienne. La princesse Charlotte, malgré son amabilité, ne sut pas se faire aimer à la cour de Danemarck; des intrigues de cour furent ourdies contre elle : je ne sais pas si l'on eut des torts réels à lui reprocher; mais je sais qu'on l'accusa de beaucoup de *légèretés*, comme disent les dames de bonne compagnie, et que, à tort ou à raison, son mari se crut obligé de s'en séparer, et l'envoya au commencement de 1809 à Altona, ac-

compagnée d'un chambellan et d'une dame d'honneur. En arrivant, elle était au désespoir; sa douleur toutefois n'était pas une douleur muette, car elle conta son histoire à tout le monde. La pauvre femme faisait réellement pitié quand elle versait des larmes sur son fils âgé de trois ans, qu'elle était condamnée à ne plus voir. Mais sa légèreté naturelle reprit le dessus; elle ne garda pas toujours une tenue convenable à sa position, et quelques mois après elle fut envoyée dans le Jutland où je crois qu'elle vit encore,

Je reviens à l'époque de 1806. La publication des libelles et des pamphlets injurieux à la France était toujours encouragée. Aux approches de la guerre, la presse et les caractères achetés à Paris, et qui étaient à Brunswick, furent transportés à Pétersbourg, afin de pouvoir continuer avec plus de sûreté toutes ces diatribes contre l'empereur. M. Maison fut nommé directeur, et un nommé Pluchard, de Brunswick, sous-directeur de cette imprimerie.

Le comte de Paoli-Chagny rédigeait dans le nord un journal intitulé : *Annales politiques du XIX*e *siècle.* Tant que M. Pitt fut ministre, le comte de Paoli reçut une pension de 500 livres sterling par an, pour la rédaction de ce journal; mais lorsque

M. Fox succéda à M. Pitt, il fut signifié au rédacteur des *annales* qu'à partir du premier juillet 1806, la pension que lui avait accordée M. Pitt cesserait de lui être envoyée, et qu'on ne lui tiendrait compte d'aucuns de ses frais de journal. Le comte de Paoli réclama contre le ministre anglais, en alléguant que son traité avec M. Pitt portait qu'il recevrait la somme de 500 livres sterling par an, tant qu'il lui plairait de rédiger ce journal. Mais sa réclamation fut inutile, et cet intrigant n'ayant plus les moyens de continuer ses diatribes, fut réduit au silence.

Les ennemis du gouvernement français ne se bornaient pas tous à des invectives écrites et publiées. Plus d'un misérable aiguisa des poignards contre l'empereur. De ce nombre fut un nommé Louis Loizeau. Arrivé récemment de Londres, il s'était retiré à Altona, pour y jouir du singulier privilége qu'avait cette ville de donner asile à tous les brigands, les voleurs, les banqueroutiers, qui voulaient échapper à la justice de leur gouvernement. Le 17 juillet, Loizeau se présenta chez M. le comte de Gimel, qui résidait à Altona et était chargé des affaires du comte de Lille. Il lui offrit d'aller à Paris assassiner l'empereur. Le comte de Gimel repoussa cette proposition avec

indignation, et répondit à Loizeau que s'il n'avait pas d'autres moyens pour servir les Bourbons qu'un lâche assassinat, il pouvait aller ailleurs chercher des complices. Cette circonstance que je sus d'une manière certaine par un ami de M. de Gimel, qui la tenait de lui, jointe aux propos atroces que tenait Loizeau, me décida à le faire arrêter. N'ayant aucun moyen de police pour y parvenir, je chargeai un agent affidé de se tenir constamment sur la promenade qui sépare Hambourg d'Altona, et au moment où Loizeau serait sur la partie de cette promenade dépendant du territoire hambourgeois, de lui chercher querelle, et de se faire conduire avec lui au corps-de-garde hambourgeois le plus voisin. Loizeau fut pris à ce piége; mais quand il vit qu'on allait le conduire du corps-de-garde à la prison de Hambourg, et qu'il sut que c'était à ma réquisition qu'il était arrêté, il défit sur-le-champ sa cravate, déchira avec ses dents les papiers qu'elle contenait, et en avala une partie. Il en avait aussi sous les bras, qu'il s'efforça de déchirer, mais il n'en eut pas le temps : les cinq soldats qui l'escortaient le serrèrent de plus près; saisi de fureur, Loizeau se défendit contre eux, en maltraita plusieurs très-rudement, et ne fut conduit en prison qu'après avoir reçu

une légère blessure. Son premier mot, en entrant dans la prison, fut : *Je suis perdu !*

Loizeau disait dans une lettre à M. de Beauveau, auquel il écrivait sous le nom de l'abbé Saint, Kinsington place, n. 5, qu'il n'avait pas voulu se présenter chez la personne chargée des intérêts du prétendant; mais il en avait été si bien reçu qu'il n'osait en faire l'aveu à son correspondant. Loizeau fut remis entre les mains de la police de Paris. J'ignore quel a été le sort de ce misérable, mais on peut s'en rapporter à ce qu'aura fait Fouché pour le mettre dans l'impossibilité de nuire.

En même temps que je faisais conduire Loizeau à Paris, j'en reçus l'ordre de surveiller et même de faire arrêter un sieur Martelly, qu'on accusait d'être l'auteur d'un libelle contre l'empereur et les généraux français. On lui reprochait aussi d'avoir contribué à la reddition de Toulon aux Anglais. Je fis venir Martelly, et je lui fis part de ce dont on l'accusait. Il me répondit qu'il n'avait jamais été à Toulon, qu'il avait émigré de Marseille, et que, quant au libelle, c'était son frère, actuellement en Portugal, qui en était l'auteur. Je lui fis subir un long interrogatoire, et je reconnus qu'il avait vécu long-temps à Londres; il

me parut très-intelligent. Je lui fis entendre qu'il pourrait servir la France en Angleterre. Je fus satisfait des renseignemens qu'il me donna, quoiqu'il se fût exprimé avec incertitude, ce qu'il attribua au temps qui s'était écoulé depuis son départ de Londres.

Après m'être assuré, autant que cela est possible en pareil cas, de son dévouement, je résolus de l'envoyer à Londres, et je lui fis part de tout ce dont le ministère français voulait être instruit. Avant de partir, Martelly me dit de ne m'étonner de rien de ce que les journaux anglais pourraient contenir pour ou contre lui, que tout tendrait au but de sa mission ; il me dit aussi qu'il croyait très-important de surveiller à Paris un abbé *Lajarre*, employé aux relations extérieures [1]. Ce Lajarre, ancien amant de la comtesse de Saint-Martin, depuis maîtresse de Dumouriez, correspondait avec elle, et c'était par lui que l'on savait en Angleterre tout ce qui se passait en France. Martelly désirait que l'on n'éclatât pas contre Lajarre, avant son retour de Londres. La personne avec laquelle Martelly était lié à Londres, et dont

[1] M. Lajarre, abbé de Cherval, avait été secrétaire de légation à Lisbonne, pendant l'ambassade de Lannes.

il tenait ce renseignement, était le chevalier Dublin, aide-de-camp de Dumouriez, et qui, las de la vie qu'il menait, désirait ardemment se réconcilier avec sa patrie et y rentrer. C'était auprès de lui que devait se rendre Martelly. Au moment de partir pour Husum, Martelly reçut du chevalier Dublin une lettre qu'il me fit lire. Celui-ci lui mandait que Dumouriez allait retourner sur le continent[1], et qu'il se préparait une grande expédition pour la Hollande ou pour le Hanôvre, mais plus vraisemblablement pour ce dernier pays. Martelly vit beaucoup les émigrés français à Altona, et fut même chargé par eux de plusieurs lettres pour Londres. Il était vivement recommandé à quelques-uns des personnages marquans du parti. Martelly partit pour Londres. Je sus par lui beaucoup de choses, et malgré les soupçons dont le ministre de la police m'avait fait part sur son compte, il me servit avec beaucoup de fidélité et une rare intelligence.

[1] Dumouriez faisait de fréquens voyages en Angleterre.

CHAPITRE X.

Menaces de la Prusse. — Ultimatum insolent. — Offre de restituer le Hanôvre à l'Angleterre. — Esprit belliqueux de la Prusse. — Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Le premier capitaine du siècle. — M. Jacobi à Hambourg. — Ordre donné à M. Jacobi de se rendre à Londres. — Commencement des hostilités entre la France et la Prusse. — Nouvelle d'une grande victoire apportée à Hambourg. — Bataille d'Auerstaedt. — Entrée à Hambourg du prince de Brunswick porté sur un brancard. — La duchesse de Brunswick. — Regret des émigrés. — Bernadotte à Hambourg. — Davoust et Bernadotte. — L'empereur et la colonne de Rosbach. — Les Suédois à Lubeck. — Le major Ameil. — Témoignage de reconnaissance que me donne le sénat de Hambourg.

Nous approchions du moment où la guerre allait de nouveau ensanglanter l'Allemagne, et à mesure que les espérances de paix disparaissaient, la Prusse redoublait ses menaces. Les souvenirs du grand Frédéric l'agitaient ; la paix lui était odieuse; ses mesures, jusque-là assez modérées,

devinrent tout-à-coup menaçantes, dès qu'elle apprit que les ministres du roi d'Angleterre avaient fait au parlement la déclaration que la France lui avait fait la restitution du Hanôvre. Le ministère français faisait entendre à la Prusse que cette restitution était un pas de plus vers la paix ; on lui promettait qu'elle serait largement indemnisée. Mais le roi de Prusse, bien informé et convaincu que la maison de Hanôvre tenait à cet ancien domaine qui donnait à l'Angleterre une certaine prépondérance en Allemagne, se regarda comme joué, et se décida à la guerre. A cette époque la Prusse était toute guerrière. L'esprit public, celui de la jeunesse surtout, était exaspéré. Le roi ambitionnait le rôle de libérateur de l'Allemagne. La Prusse repoussa donc toute offre d'indemnité pour compensation du Hanôvre. Elle savait que Napoléon la sacrifierait vingt fois pour avoir la paix avec l'Angleterre qui avait toujours réussi à soulever le continent contre lui, et que cette paix même, que la Prusse aurait favorisée par l'abandon du Hanôvre, tournerait contre elle, en donnant à Napoléon des moyens plus faciles de l'opprimer plus tard.

Dans ces circonstances, lord Lauderdale ayant été rappelé de Paris par son gouvernement, mal-

gré l'estime personnelle du successeur de Pitt pour l'empereur, nous restâmes en guerre avec l'Angleterre, et nous étions sur le point d'avoir aussi la guerre avec la Prusse. Le cabinet de Berlin envoya un ultimatum plein de termes peu mesurés, et contenant presque un défi. On connaît le caractère de Napoléon, et on jugera facilement si cet ultimatum l'irrita. Berthier, qui était à Munich, le pressait de partir pour prévenir la Prusse. L'empereur, après huit mois de séjour à Paris, passés dans des chances de paix et des négociations incertaines, partit le 25 septembre pour le Rhin.

Nous avons de si excellens ouvrages sur cette belle campagne de Saxe, que je dois me dispenser d'entrer dans des détails sur ces hauts faits militaires. Je n'en dirai que ce que je regarderai comme se rattachant aux événemens publics, et à quelques circonstances particulières. Qui ne se rappelle de quel pas de géant le premier capitaine des temps modernes a parcouru la Prusse, et a été planter son drapeau sur la capitale du Grand-Frédéric?

M. Jacobi, ministre de Prusse à Londres, restait à Hambourg avec une impatience visible. La crise entre la France et la Prusse touchant à son

terme, M. Jacobi sentait le besoin de l'union de la Prusse avec l'Angleterre, pour avoir un appui et surtout des subsides. L'Angleterre était alors comme une banque ouverte à tous nos ennemis. M. Jacobi espérait qu'il y aurait à Hambourg un congrès entre lui, M. d'Alopœus, ministre de Russie à Stockholm, et M. Pierrepont, ministre d'Angleterre près cette même cour; mais M. d'Alopœus ne vint point à Hambourg, M. Pierrepont partit pour la Suède, et le congrès ne put avoir lieu.

Le 1er octobre, un courrier qui venait de quitter le quartier-général de Nauembourg, apporta à M. Jacobi l'ordre de partir immédiatement pour Londres. Il s'embarqua dès le lendemain sur un cutter envoyé exprès. Il m'assura, avant de partir, que les subsides pour la Prusse seraient de seize millions sterlings. Il n'avait pas une bonne opinion de la lutte engagée avec la France. Je lui parlai du Hanôvre, il me dit qu'une des conditions du rapprochement entre la Prusse et l'Angleterre, était *la restitution* et la garantie de cette province à l'Angleterre.

Les hostilités avaient commencé le 10 octobre 1806 entre la France et la Prusse. Je demandai au sénat de faire cesser le recrutement prussien. La nouvelle d'une grande victoire remportée par

l'empereur sur l'armée prussienne, le 14 octobre, arriva à Hambourg le 19, par des rapports particuliers et des fuyards, mais avec des détails si obscurs et si contradictoires, de si grandes exagérations sur la perte en généraux, officiers et soldats que devait avoir faite l'armée française, que jusqu'au 28 octobre, que nous fûmes sans nouvelles officielles, toutes les communications étant arrêtées, nous ne savions si nous devions nous réjouir ou gémir de la victoire d'Iéna. Nous pouvions cependant juger du désastre de l'armée prussienne par l'émigration qui se fit dans le nord de l'Allemagne, des pays que l'armée vaincue occupait ou devait partager. Altona était remplie de fuyards qui ne se seraient même pas crus en sûreté à Hambourg.

Le duc de Brunswick, grièvement blessé à la bataille d'Auerstaedt, arriva le 29 octobre à Altona [1]. Son entrée dans cette ville fut un nouvel et frappant exemple des vicissitudes de la fortune. On vit un prince souverain, jouissant, à tort ou à raison, d'une grande réputation militaire, naguères puissant et tranquille dans sa capitale, maintenant battu et blessé à mort, faisant son

[1] Il était âgé de soixante-douze ans, et couvert d'infirmités.

entrée dans Altona, sur un misérable brancard porté par dix hommes, sans officiers, sans domestiques, escorté par une foule d'enfans et de vagabonds qui le pressaient par curiosité, déposé dans une mauvaise auberge, et tellement abattu par la fatigue et la douleur de ses yeux, que le lendemain de son arrivée, le bruit de sa mort était général. Le malheureux duc fit appeler sur-le-champ le docteur Unzer pour apaiser les violentes douleurs que lui causait sa blessure. Dans le peu de jours que le duc de Brunswick survécut à sa blessure, il ne vit que sa femme qui arriva auprès de lui le premier novembre. Il refusa toutes les visites, et mourut le 10 novembre.

La mort de ce prince fit peu de sensation : la guerre immense qui enveloppait l'Allemagne occupait tous les esprits. Le petit nombre d'émigrés français qui recevaient des bienfaits du duc furent au désespoir. Depuis la bataille d'Iéna, les facultés de ce prince étaient extrêmement affaiblies. Il avait des qualités remarquables. Il servait la Prusse depuis 1792, et depuis ce temps, il n'avait jamais abandonné le système de cette cour. Les violentes proclamations qu'il publia contre la France l'avaient fait regarder comme un de nos ennemis les plus acharnés.

M. Montjoie s'était logé près du duc de Brunswick. La situation de ce prince le consternait ainsi que M. de la Ferronays, qui revint à Altona, très-probablement pour donner au duc une preuve de sa reconnaissance pour la noble hospitalité que ce prince lui avait accordée. M. de la Ferronays ne vint point cette fois à Hambourg; je lui en sus bon gré; je ne m'en serais peut-être pas aussi bien tiré que la première fois.

A cette époque Bernadotte revint à Hambourg. Je lui demandai ce que je devais croire de sa conduite, lorsqu'il se trouva avec Davoust, qui allait de Nauembourg attaquer l'armée prussienne, et s'il était vrai qu'il eût refusé de marcher avec Davoust, et plus tard, de venir à son secours, lorsqu'il attaqua les Prussiens sur la route de Weimar.—« On m'a écrit ici, dis-je à Bernadotte, que vous n'aviez pas pris part à la bataille d'Auerstaedt. Je ne l'ai pas cru. Mais vous avez lu le bulletin que je reçus moi-même un peu plus tard, et qui rapportait que Bonaparte avait dit à Nauembourg, devant beaucoup d'officiers : *Si je le traduisais pour ce fait devant un conseil de guerre, il serait fusillé. Je ne lui en parlerai pas, mais je ne lui déguiserai pas ma façon de penser. Il a trop d'honneur pour ne pas reconnaître lui-même qu'il a fait*

une action honteuse. Je le crois bien capable, me répondit Bernadotte, d'avoir tenu ce propos. Il me hait parce qu'il sait que je ne l'aime point; mais qu'il m'en parle, et je lui répondrai. Je suis gascon, mais il l'est encore plus que moi. J'ai pu être piqué de recevoir presque des ordres de Davoust; mais j'ai fait mon devoir.»

On a raconté que l'empereur arrivé sur le champ de bataille de Rosbach, en allant de Menebourg à Halle, indiqua le point où devait se trouver la colonne élevée par le grand Frédéric, et la direction que l'on devait prendre pour y arriver. Je le crois sans peine : il possédait au plus haut degré cette parfaite connaissance des positions relatives de deux armées, un jour de bataille. Il a fait enlever la colonne. J'avoue que cela contraste avec les sentimens que je lui ai toujours connus. Il espérait bien, quand j'étais avec lui, que les monumens de ses victoires seraient respectés.

Vers le commencement de novembre, les Suédois étaient entrés à Lubeck; mais dès le 8 du même mois, la ville fut prise d'assaut, et ces Suédois, ainsi que tout le reste du corps échappé à Iéna, furent faits prisonniers.

Un corps de Prussiens était parvenu jusqu'à

quatre lieues de Hambourg, et déjà cette ville se préparait à faire bonne résistance, s'ils voulaient y entrer, lorsque le major Ameil les attaqua à Zollenspieker, et en fit un grand nombre prisonniers. Mais la ville de Hambourg fut encore alarmée par l'intention que manifesta le major Ameil d'y entrer avec tous ses prisonniers, malgré la reconnaissance de la neutralité de cette ville.

Le service que je rendis en cette circonstance aux habitans de Hambourg, ne fut pas, je puis le dire, sans une grande importance. Le sort de Lubeck était bien fait pour effrayer, toutes les fois que l'on annonçait l'approche des troupes françaises. Cette malheureuse ville, lorsqu'elle fut reprise, avait été livrée aux horreurs du pillage, et d'ailleurs, le major Ameil n'était pas par lui-même très-rassurant. C'était un chef de partisans dans toute la force du terme, et il faisait plus la guerre pour son propre compte, que pour contribuer aux succès des opérations de l'armée. Sa troupe n'était composée que de quarante hommes, mais c'était plus qu'il n'en fallait pour porter la terreur et le pillage dans les villages voisins. D'ailleurs, il était d'une extrême audace, et quand, avec cette poignée d'hommes, il se jeta sur Hambourg, il fit

croire aux bons habitans qu'il était suivi d'un corps de vingt mille hommes. Il avait tout pris, tout saccagé sur la route où il avait passé; il menait avec lui trois cents prisonniers et une grande quantité de chevaux enlevés sur la route. Il faisait déjà nuit quand il se présenta aux portes de la ville; il avait laissé ses hommes et sa proie au dernier village. Il entra seul dans la ville, et se rendit à la légation française. Je n'y étais pas en ce moment; on me fit bien vite chercher dans la maison où j'étais allé, et il était environ sept heures du soir, quand je vis le major. Je n'ai rien vu qui aurait pu aussi bien servir de modèle à un peintre pour représenter le beau idéal d'un brigand. Je ne fus pas surpris d'apprendre que quand il arriva, son ton, son air, ses longues moustaches, aient causé un mouvement de frayeur aux personnes qui étaient dans le salon. Il me raconta les exploits de grand chemin qu'il avait faits; ne me déguisa point l'intention de lancer, le lendemain, sa troupe sur Hambourg; il parlait de banque, de pillage; je fis long-temps des efforts inutiles pour le calmer, tant l'idée du pillage flattait son imagination, mais le prenant d'un ton un peu plus haut : « Monsieur, lui dis-je, « savez-vous que ce n'est pas de la sorte que l'em-

« pereur veut être servi : pendant sept années « que j'ai passées auprès de sa personne, je l'ai « toujours vu témoigner son indignation à ceux « qui aggravaient, pour les habitans, les malheurs « que la guerre traîne à sa suite. La volonté for- « melle de l'empereur est qu'il ne soit fait aucun « mal, aucun dommage à la ville et au territoire « de Hambourg. » Cette courte allocution produisit plus d'effet que mes prières, car le nom seul de l'empereur faisait trembler les plus braves. Alors le major Ameil se rejeta sur le désir de vendre son butin pour en réaliser la valeur. Cet objet concernait le Sénat qui eut la bonté d'en délibérer et la faiblesse de consentir à ce qu'une vente publique de ses chevaux et de tout ce qu'il avait pris eût lieu le lendemain dans un village près de Hambourg. Le Sénat était si pressé de voir déguerpir un tel hôte qu'il en fit acheter pour être plutôt débarrassé de lui, et il lui donna des hommes pour conduire ses prisonniers. Je ne sus que plus tard que parmi les chevaux enlevés sur la route par le major, se trouvaient ceux de la comtesse de Walmoden ; si j'en avais été informé à temps, certainement j'aurais bien su les lui faire rendre. Madame de Walmoden était alors réfugiée à Hambourg, et ma famille était très-liée

avec elle. Quoi qu'il en soit du jour où le major Ameil se fut éloigné, le Sénat m'écrivit le lendemain la lettre suivante :

« Le Sénat a été très-sensible aux peines que S. E. M. Bourrienne, ministre de France, a bien voulu se donner, en se joignant à lui pour écarter tout accident fâcheux qui aurait pu avoir lieu pendant le temps que le corps du major Ameil se trouvait, avec un grand nombre de prisonniers, dans nos environs.

« Plus les suites d'une scène de violence ou de désordre quelconque entre des troupes qui ne peuvent s'expliquer dans une même langue, auraient compromis la neutralité de cette ville, et lui seraient devenues funestes, plus le Sénat sent le prix de l'amitié de Son Excellence, dont les généreux efforts ont si efficacement secondé les soins du Sénat à maintenir sa neutralité, et prévenir tout accident fâcheux qui aurait pu troubler la tranquillité de cette ville. Le Sénat a la satisfaction de pouvoir assurer à Son Excellence que le sentiment de ses obligations envers elle est partagé de tous les citoyens de cette ville, et que nommément le conseil des Anciens s'est réuni au Sénat pour en rendre expressément à Son Excellence les hommages de sa reconnaissance.

« Le Sénat, en rendant avec joie à Son Excellence cet hommage vrai autant que général, la prie de vouloir bien lui continuer ses bons offices dans toutes les démarches qu'il sera forcé de faire pour le maintien de sa neutralité. Il a l'honneur de réitérer à Son Excellence, etc., etc.»

CHAPITRE XI.

Besoin de protection et sacrifices de Hambourg. — Les effets connus avant les causes. — Difficultés de ma position. — Renseignemens envoyés par moi au gouvernement. — Services rendus au ministre d'Angleterre. — Ma nomination de ministre du roi de Naples. — Les postes soumises au régime français. — Félicitations de Napoléon. — Tentative du baron de Grote auprès des villes Anséatiques, et manœuvres déjouées. — Vain projet d'une confédération du Nord. — Devises des villes Anséatiques. — Bonté de leur gouvernement. — Publication dans le Moniteur. — Le maréchal Mortier. — Occupation de Hambourg au nom de l'empereur. — Décret de Berlin. — Les gouverneurs militaires de Hambourg. — Erreur relevée sur le maréchal Brune. — Le général Michaud et Bernadotte. — Rigueurs tempérées par le prince de Ponte-Corvo.

Aux approches de la guerre, l'état de Hambourg, craignant d'être menacé dans son existence politique, s'était plusieurs fois adressé à moi pour demander la protection de la France, et

j'ai dit quel prix l'empereur avait voulu y mettre. Je réclamai contre cette exigence réellement intolérable; la ville de Hambourg ne pouvait pas payer six millions, après les énormes sacrifices qu'elle avait déjà faits, dans un moment surtout où, par suite de décrets impériaux, l'Elbe et le Wéser étaient fermés et bloqués, et lorsque les Anglais occupaient le port de Cuxhaven, ce qui réduisait presque à rien le commerce de Hambourg, autrefois si florissant.

J'ai anticipé, dans mon dernier chapitre, sur quelques événemens postérieurs à ceux dont j'ai à m'occuper actuellement. Si, en cela, je ne suis pas l'ordre des temps, je crois suivre l'ordre de la raison, car, bien que les causes précèdent ordinairement les effets, il arrive presque toujours que nous voyons les effets, d'abord, et que le temps, ensuite, nous révèle les causes. Je reviens donc aux circonstances qui ont précédé la campagne de Prusse.

Pendant que l'on était inquiet des projets du cabinet de Berlin, ma tâche n'était pas facile à remplir; je faisais tous mes efforts pour tenir le gouvernement français au courant de ce qui se passait ou se méditait sur la Sprée. J'annonçai le premier la nouvelle d'un mouvement inattendu

qui eut lieu dans les troupes prussiennes cantonnées dans les environs de Hambourg. Elles évacuèrent subitement le Lauenbourg, Platzbourg, Haarbourg, Stade, Twisenfelth et Cuxhaven. Ce mouvement extraordinaire donna lieu à une infinité de conjectures. Je ne me trompai point en informant, comme je le fis, le gouvernement français que, selon toute probabilité, la Prusse allait se déclarer ouvertement contre la France et s'allier avec l'Angleterre. Je regrettais vivement que ma position ne me permît pas d'avoir des rapports plus fréquens avec M. Thornton, ministre d'Angleterre près le cercle de la basse Saxe. Cependant je le vis quelquefois et j'eus deux fois l'occasion de lui rendre service.

M. Thornton me remit une demande qui lui était personnelle et dont le succès dépendait de l'empereur. Je transmis sa demande avec plaisir en ajoutant dans ma lettre au ministre des affaires étrangères, que la conduite de M. Thornton, à l'égard des Français qui avaient eu affaire à lui, avait toujours été franche et loyale, et que j'aurais grand plaisir à lui annoncer le succès de sa demande. La demande fut accordée; M. Thornton y fut très-sensible.

Dans une autre circonstance M. Thornton s'a-

dressa encore à moi, et j'eus encore le bonheur de réussir. Il s'agissait d'avoir des renseignemens sur un de ses compatriotes nommé Guillaume Baker. Il s'était rendu à Terracine, dans la campagne de Rome, pour prendre des bains de mer. Il fut arrêté sans que l'on sût pourquoi, par ordre du commandant des troupes françaises dans cette ville. Sa famille qui depuis plusieurs mois n'avait point de ses nouvelles, et était bien loin de le croire arrêté, était dans la plus grande inquiétude sur son sort. Ses parens s'adressèrent à M. Thornton. M. Thornton, malgré les circonstances qui, comme je l'ai dit, nous empêchaient d'avoir des rapports plus fréquens, ne balança point à me prier de tâcher de lui procurer des renseignemens sur son compatriote. Je m'empressai d'écrire à M. Alquier, alors ambassadeur à Rome, et M. Thornton put rassurer les parens de M. Baker.

J'avais une grande facilité à savoir ce qui se passait en Italie, car je venais d'être chargé d'une nouvelle dignité.

Comme le nouveau roi de Naples, Joseph, n'avait pas de ministre en Basse-Saxe, il désira qu'en ma qualité de ministre de France, je remplisse aussi les fonctions de ministre plénipotentiaire

de Naples. Ses ministres eurent ordre de correspondre avec moi sur toutes les affaires qui concerneraient son gouvernement et ses sujets. Les relations entre Hambourg et Naples étaient à peu près nulles; ma nouvelle charge ne me donna pas beaucoup de travail.

J'éprouvai un peu plus de difficulté à réunir toutes les postes de Hambourg au bureau du grand duc de Berg, qui m'écrivit à ce sujet, en me recommandant d'employer tout mon zèle dans cette affaire importante. Depuis long-temps, je sentais la nécessité que les postes fussent sous l'influence de la France. Je voyais avec peine la correspondance française livrée aux agens de la maison d'Autriche par les burèaux de Latour et Taxis, ainsi nommés du nom de la famille allemande qui, depuis très-long-temps, en avait le privilége, et qui était dévouée à l'Autriche. J'obtins, après quelques jours de négociations, la suppression de ces bureaux, et leur réunion à celui du grand duc de Berg, qui recevait ainsi les lettres de l'Italie, de la Hongrie, de l'Allemagne, de la Pologne, d'une partie de la Russie, et celles de l'Angleterre pour ces mêmes pays.

Cette affaire des postes fut une de celles qui me valurent des félicitations de Napoléon ; il me fit

exprimer sa satisfaction par une lettre de Duroc qui me recommandait en même temps de tenir l'empereur au courant de tout ce que l'on faisait et disait en Allemagne relativement à un projet de confédération du Nord. Cette recommandation était inutile, parce que je savais bien que cette confédération n'aurait pas lieu. Cependant j'informai le gouvernement de quelques démarches qui me furent connues aussitôt qu'entreprises. J'écrivis au ministre des relations extérieures une lettre détaillée sur un voyage que le baron de Grote, ministre de Prusse à Hambourg, fit à Bremen et à Lubeck. Parmi les personnes qui l'accompagnèrent, il y en avait une tout à moi; et je sus que son voyage avait pour objet de faire à ces villes des propositions verbales sur leur réunion à la *confédération du Nord*, que le roi de Prusse voulut former pour contre-balancer la *confédération du Rhin* que venait de créer Napoléon, et dont, comme on le sait, il s'était déclaré protecteur; peut-être n'était-ce qu'une imitation. Il fit à Hambourg les mêmes ouvertures au syndic du sénat Van Sienen qui avait le département de la Prusse. Le baron de Grote mettait le plus grand secret dans ses démarches. Il montrait en grande confidence à ceux auxquels il s'adressait une lettre

de M. de Haugwitz, ministre du roi de Prusse, qui essayait de faire sentir aux villes Anséatiques combien la confédération du Nord leur serait avantageuse, que c'était le seul moyen de conserver leur liberté en formant une puissance imposante. Mais, dès les premières communications, les trois villes ne répondirent que d'une manière évasive. M. Van Sienen fut chargé par le sénat de dire au ministre de Prusse que cette affaire demandait le concours de la bourgeoisie, et que pour lui soumettre ce projet il fallait en connaître les bases et les conditions. Cependant le syndic Doormann se rendit à Lubeck où se trouva aussi un député de Bremen. Mais ce projet de confédération n'eut aucun résultat. Les villes Anséatiques répondirent avec plus que de la froideur aux avances de la Prusse, qui avait essayé de lutter inutilement pendant quelque temps contre l'influence de la France. Il n'y eut point de *confédération du Nord*.

Je remplissais scrupuleusement les devoirs que m'imposaient mes fonctions de ministre plénipotentiaire de France à Hambourg, mais j'avoue qu'il m'en coûtait souvent d'exécuter les ordres qui m'étaient donnés, et plus d'une fois j'ai pris sur moi d'en tempérer la rigueur. J'aimais le caractère franc et loyal des Hambourgeois, et je ne

pouvais m'empêcher de déplorer le sort des villes Anséatiques, autrefois si heureuses, et dont Napoléon avait exigé des sacrifices immenses.

On aurait dit qu'il voulait les épuiser avant leur réunion préméditée au grand empire. Comme états libres, de nom, les sénats de ces villes délibéraient bien sur ces demandes; mais que pouvaient des délibérations contre la volonté d'un homme comme Napoléon, lorsque surtout on était intimidé par la présence menaçante, dans le Hanôvre, d'un corps de troupes qui n'avait que l'Elbe à traverser pour dicter des lois? Ces faibles états n'avaient pas la possibilité de refuser. Le désir si vif, si légitime de conserver leur indépendance et leur neutralité, source constante de leur prospérité, les déterminait à des concessions qui ne sauvèrent ni leur neutralité ni leur indépendance.

On lisait sur la principale porte de leurs villes cette inscription, qui marquait bien l'esprit pacifique des bons habitans : *Da nobis pacem, Domine, in diebus nostris.* Le gouvernement paternel et de leur choix, qui administrait presque gratuitement, qui faisait tout pour le bonheur de ces villes, crut que ces sacrifices auraient pour récompense la conservation de leur neutralité. Il

ne se méfiait de rien : son espoir fut nourri par les assurances que donna Napoléon. Il fit publier dans le Moniteur, l'organe accoutumé de ses vues et de ses volontés, *que les villes Anséatiques ne pouvaient rester dans aucune confédération particulière*. C'était, comme vainqueur, frapper de mort cette confédération du Nord, qui germait dans le cabinet prussien, et à laquelle ces faibles états eussent été obligés de consentir. Napoléon, en marchant, en 1806, contre la Prusse, détacha le maréchal Mortier de la grande armée lorsqu'elle eut passé le Rhin. Mortier eut l'ordre d'envahir l'électorat de Hesse, et de se porter sur Hambourg. Le 19 novembre la ville fut occupée par l'armée française au nom de l'empereur. Le plus grand ordre et la plus grande tranquillité présidèrent à cette occupation.

Je ne tairai cependant pas combien je l'avais redoutée. A la nouvelle de l'approche de l'armée française, la consternation fut grande et générale à Hambourg, qui tenait tant à ce que l'on ne portât pas atteinte à sa neutralité. Pressé par les magistrats de la ville, je n'hésitai point à me revêtir, de ma propre autorité, de fonctions plus que diplomatiques. Je me fis en quelque sorte le premier magistrat de la ville où j'étais ministre de France;

je m'avançai à la rencontre du maréchal Mortier pour tâcher de le dissuader d'y entrer, et je déclare que par cette démarche je croyais mieux servir les intérêts de la France, qu'en favorisant l'occupation d'une ville neutre, par les troupes de mon gouvernement, mais toutes mes remontrances furent inutiles, il y avait un ordre formel de l'empereur. A l'occasion de ma sortie de Hambourg pour aller au-devant du maréchal, je me rappelle l'épisode d'un pauvre petit nègre, nommé Selim, qui était un excellent sujet et que nous aimions beaucoup. Il avait alors douze ou treize ans. Ayant été informé que le maréchal annonçait son arrivée pour le lendemain avec son état-major, je vis qu'il n'y avait pas un moment à perdre, et je partis en toute hâte par un temps affreux, dans une voiture à quatre chevaux. Une lutte venait d'avoir lieu entre Sélim et un de mes gens dont j'avais l'habitude de me faire accompagner. Je donnai à Sélim l'ordre de rester à cause du froid et de son état de convalescence. Il n'en tint pas compte, tant il craignait que j'eusse quelques dangers à courir; il grimpa derrière son camarade quoiqu'il relevât d'une fluxion de poitrine. Le malheureux enfant paya cher son dévouement; il revint à l'entrée de la nuit transi de froid et d'humidité, sa poitrine

fut attaquée ; il n'est pas de soins que nous ne lui ayons prodigués ; je l'envoyai à Paris pour qu'il pût être traité par les plus habiles médecins, mais le mal était sans remède, et trois semaines après j'appris qu'il était mort dans ma maison de la rue Hauteville.

Rien n'étant encore préparé à Hambourg pour la réception du maréchal Mortier, il descendit chez moi avec son état major. Le peu de troupes qu'il avait avec lui campèrent dans ma cour ; de sorte que l'hôtel d'un ministre de paix se trouva tout-à-coup changé en quartier général, ce qui dura jusqu'à ce qu'on eût disposé un hôtel pour le maréchal.

Les demandes que devait faire le maréchal Mortier, à la suite de cette occupation, étaient dures ; mais mes représentations suspendirent d'abord l'ordre que Napoléon avait donné de s'emparer de la banque de Hambourg. Je ne puis que rendre hommage à la probité, à la droiture de principes et à la noblesse de caractère du maréchal. Napoléon, frappé des observations que je remis par écrit au maréchal Mortier, et que ce dernier lui transmit à Berlin, en lui annonçant qu'il avait suspendu ses ordres et qu'il en attendait de nouveaux, approuva sa conduite. C'était une chose

heureuse pour la France, pour l'Europe, encore plus que pour Hambourg. Ceux qui ont inspiré à l'empereur l'idée du pillage de ce bel établissement avaient une bien profonde ignorance de son utilité; ils ne pensaient qu'à une chose, aux quatre-vingt dix millions de marcs de banque déposés dans les caves.

En conséquence du fameux décret de Berlin, du 21 novembre 1806, Mortier fut obligé de faire saisir les marchandises anglaises de toute espèce qui existaient dans les villes Anséatiques; mais je dois à la vérité de dire que, cédant avec un délicat empressement aux avis de la modération, il ne mit dans l'exécution de cette mesure, que la sévérité apparente nécessaire pour pouvoir dire qu'il avait obéi.

A cette même époque, M. Caire, inspecteur aux revues, fut envoyé à Lubeck pour y remplir les fonctions d'intendant. Ces fonctions, dans le principe, avaient pour but la saisie, l'évaluation et le rachat des marchandises, mais cette saisie s'étendit à tous les navires ennemis, à la vente de leurs cargaisons, et surtout de l'immense quantité de farine, dont en grande partie ces cargaisons étaient composées. Lubeck conservera long-temps le souvenir des dilapidations de l'inspecteur aux

revues Caire. Elles portèrent en peu de temps sa fortune à une somme très-considérable, mais cette fortune subite fut aussi rapidement dissipée par tous les excès de la prodigalité et de la débauche.

Lorsque le maréchal Mortier quitta Hambourg, pour se porter dans le Meklembourg, il fut remplacé par le général Michaud, qui marcha sur les traces du maréchal que l'on regrettait, dans la crainte d'avoir un commandant moins équitable que lui; Michaud ne fit aux Hambourgeois que le mal que toute sa loyauté ne put pas leur éviter.

Puisque je parle des généraux français qui ont occupé Hambourg avec un commandement militaire, je dirai dès à présent que le maréchal Brune succéda au général Michaud au commencement de 1807; et je suis bien aise, à cette occasion, de relever les erreurs dans lesquelles l'opinion publique a été entraînée par suite de quelques vindictes impériales. Je dois dire la vérité : pendant la durée de son gouvernement, le maréchal Brune a cherché constamment à tempérer, autant que sa position le lui rendait possible, les ordres qu'il recevait. Il fallait même quelquefois les lui renouveler pour qu'il se décidât à seconder les mesures sévères des douanes; sa modération déplut et il fut rappelé.

Bernadotte le remplaça au moment où, par suite de la bataille d'Iéna, Napoléon fut maître de la Prusse et du nord de l'Allemagne. Le vainqueur ne ménagea plus les états qui en faisaient partie, et se livra aux plus incroyables exigences sans éprouver d'opposition, parce que la faiblesse l'interdisait. Des subventions, des fournitures de toute espèce, des logemens de guerre renouvelés sans interruption, des traitemens de table considérables, telles étaient quelques-unes de ces exigences. Pendant long-temps, le général commandant eut douze cents francs par jour. Les Hollandais, sous le commandement du général Gratien, jouissaient, dans la proportion, des mêmes avantages à Lubeck, et il en était de même à Brêmen.

Le prince de Ponte-Corvo adoucissait et modérait, autant que cela lui était possible, ces injustes et onéreuses vexations, son noble caractère préserva Hambourg des excès auxquels on voulait se livrer envers cette malheureuse ville. Jamais il ne m'a refusé son assistance dans les mesures que je prenais pour combattre un système de ruine et de persécution. Il protégea souvent Hambourg contre des exigences exorbitantes. Les états Anséatiques respirèrent un peu sous son gouvernement qui fut d'une plus longue durée que celui

de Mortier, de Michaud et de Brune. Le souvenir de Bernadotte sera toujours cher aux Hambourgeois, et je suis sûr qu'ils ne prononcent pas son nom sans reconnaissance. Son attention continuelle se porta surtout à arrêter l'excessive rigueur des douanes. Et l'on peut dire que cette conduite n'a pas nui à l'opinion qui, quatre ans plus tard , le proclama prince héréditaire de Suède.

CHAPITRE XII.

Le général Perron et M. Bourguien. — Famille de M. Perron, et colliers d'or. — Deux inimitiés réciproques et deux grandes fortunes. — Intérêt que je prends aux émigrés. — Radiation de M. Boileau. —Ouvrage au concours de Wilna. — Symptômes de guerre avec la Russie. — Ukase de l'empereur Alexandre. — Mission de Duroc à Weimar. — Enthousiasme des Prussiens. — But manqué et duplicité de Bonaparte. — Triomphe des armées françaises.—Capitulation du prince de Hohenlohe. — Lettres curieuses de Murat. — Le général Moreau et Fauche-Borel. — Exploits de nos généraux. — Lubeck pris et repris. — Témoignages d'amitié de Murat. — Faux bruits répandus sur Moreau. — Défaite de Blücher. — Explication d'un conte relativement à Moreau. — Impudence d'un révélateur. — Les deux signalemens.

Il n'est personne qui n'ait entendu parler du fameux général Perron, qui a joué un si grand rôle chez les Marattes et près du prince Scindia. Il y avait un peu plus d'un an que j'étais à Hambourg quand il y arriva. Il vint me demander un passe-port, et j'eus avec lui les conversations les

plus amusantes sur ses aventures vraiment extraordinaires. Il me dit qu'il avait possédé plus de cinquante millions, mais que pour pouvoir s'embarquer dans un port des Indes orientales, il avait été obligé de payer aux Anglais des sommes si considérables, que cela avait emporté plus des trois quarts de ses richesses. Plusieurs de ses malles étaient remplies de magnifiques cachemires. Il eut la bonté de m'en offrir.

Le général Perron était manchot. Il avait avec lui deux enfans, un garçon et une fille nés d'une mère Indienne et dont la peau cuivrée rappelait leur origine maternelle. Le costume de ces enfans était si original qu'ils servirent pendant quelque temps de spectacle partout où ils allaient. Leur col et leurs bras étaient ceints de grands anneaux d'or pur, mais ce collier et ces bracelets ne ressemblaient points à ceux que portent les femmes d'Europe que l'on met et ôte à volonté, ils avaient été soudés sur place et cela avec tant de perfection qu'il était presque impossible d'en distinguer la suture. Ces enfans ne savaient pas un mot de français ; leur père paraissait les aimer beaucoup et les caressait sans cesse.

Quelques jours après l'arrivée du général Perron, arriva aussi du Bengale M. Bourguien, qui

prit aussi un passe-port pour la France. Il était en guerre ouverte avec M. Perron, qui m'avait aussi parlé de lui dans des termes pareils. Ils professaient un profond mépris l'un pour l'autre, et s'accusaient tous deux avec acharnement de la ruine des Marattes; mais tous deux avaient fait une immense fortune. Je ne sais pas ce qu'est devenu M. Bourguien; quant au général Perron, il vit retiré dans une terre magnifique qu'il a achetée dans les environs de Vendôme. Il s'est remarié et a eu de ce second lit d'autres enfans qu'il a parfaitement élevés. Une de ses filles, un ange, a épousé, il y a quelques années, un M. de la Rochefoucauld; mais peu de mois après cette union, la mort l'a enlevée aux adorations de tous ceux qui la connaissaient. J'ai connu son mari sous-préfet à Sens.

Tout ministre de l'empereur que j'étais à Hambourg, et malgré mon dévouement bien sincère aux intérêts de la France, je ne pouvais oublier que moi-même j'avais émigré, et j'éprouvais une vraie satisfaction toutes les fois que je pouvais, sans me compromettre, être utile aux émigrés. Parmi ceux auxquels je fus assez heureux pour rendre quelques services, je me rappelle un M. Boileau, ancien valet de chambre d'une des

sœurs de Louis XVI. M. Boileau se présenta chez moi avec une recommandation de M. de Lacépède; il me fit part de sa position et du désir qu'il avait de retourner en France; je répondis à M. de Lacépède que je le remerciais de m'avoir procuré l'occasion de rendre un service et de faire quelque chose qui lui fût agréable; j'obtins sans peine la radiation de M. Boileau. Ce fut à cette époque que j'envoyai à M. Pœzobut, secrétaire de l'académie de Wilna, un manuscrit que m'avait chargé de lui faire passer M. de Lacépède, me priant de mettre tous mes soins pour que cet ouvrage arrivât à temps pour un concours..... Je ne me rappelle pas la destinée de cet ouvrage, il arriva à temps pour le concours, mais je n'ai pas appris qu'il ait été couronné.

Au mois de septembre 1806, on put acquérir la certitude que sitôt que la guerre aurait éclaté entre la France et la Prusse, la Russie ne tarderait pas à se mettre de la partie en s'alliant à la Prusse. La paix avait été cependant rétablie entre Napoléon et Alexandre, en vertu d'un traité que M. d'Oubril était venu signer à Paris. La Russie devait évacuer les bouches du Cataro, ce qu'elle ne se pressait nullement de faire. Bien plus, je reçus un numéro de la Gazette de la cour de Saint-

Pétersbourg, dans lequel était inséré un ukase de l'empereur de Russie. Alexandre y signalait les dangers qui de nouveau menaçaient l'Europe, il y montrait la nécessité de veiller à la tranquillité générale et à la sûreté de son empire; c'est ce qui l'avait déterminé non-seulement à compléter son armée, mais à l'augmenter encore. Il annonçait une levée de quatre hommes sur cinq cents habitans.

Avant le commencement des hostilités, Duroc avait été chargé d'une mission auprès du roi de Prusse, pour sonder le terrain et voir s'il n'y aurait pas moyen d'entamer de nouvelles négociations; mais les affaires étant déjà très-embrouillées, toutes les tentatives de Duroc furent inutiles; et peut-être ne dépendait-il plus du roi de Prusse de ne pas faire la guerre à la France. Lors de la mission de Duroc, l'enthousiasme des Prussiens, pour la conservation de leur indépendance, avait quelque chose de cet enthousiasme impétueux qui, au commencement de la révolution française, enfanta des armées. D'ailleurs le roi de Prusse avait de légitimes griefs contre l'empereur. Quoique celui-ci lui eût, comme on l'a vu, donné le Hanôvre en échange des deux margraviats, il n'en avait pas moins offert à l'Angleterre la res-

titution de cette province comme une des bases des négociations entamées avec M. Fox. Aucune de ces menées n'était inconnue dans le cabinet de Berlin, et ce fut cette duplicité de Napoléon qui rendit la mission de Duroc inutile. Le roi de Prusse était alors à Weimar.

J'ai déjà prévenu que mon intention n'était nullement d'entrer dans des détails militaires sur la campagne de Prusse. Je rapporterai seulement quelques faits venus alors à ma connaissance et quelques-unes des lettres que je reçus dans le temps, des principaux chefs de l'armée française, notamment de Murat et de Bernadotte.

La victoire s'était partout déclarée en faveur des armes françaises; le prince de Hohenlohe, qui commandait un des corps de l'armée prussienne, fut réduit à capituler à Prentzlau. Après cette capitulation, le général Blucher prit le commandement des débris du corps d'armée et y réunit les troupes auxquelles leur éloignement de Prentzlau avait permis de se soustraire à la capitulation. Ces corps, joints à ceux que Blucher avait à Auerstaedt, étaient presque alors les seuls remparts de la monarchie prussienne. Soult et Bernadotte reçurent de Murat l'ordre de poursuivre sans relâche le partisan Blucher qui faisait tous ses efforts pour

éloigner de Berlin les troupes de ces deux généraux. Blucher se dirigea sur Lubeck dont il s'empara. On va voir, avec quelques détails, comment l'affaire se termina.

Le général Murat poursuivit les débris de l'armée prussienne qui s'étaient échappés de la Saxe par Magdebourg. Blucher était acculé à Lubeck. Il était d'un grand intérêt pour l'armée qui était à Berlin de voir anéantir un corps assez considérable et commandé par un général habile et brave, qui éloignait du centre des opérations militaires de nombreuses troupes avec lesquelles il pouvait se jeter ou dans le Hanôvre, ou dans la Hesse, ou même dans la Hollande, et, en se réunissant aux troupes anglaises, inquiéter beaucoup les derrières de la grande armée. Le grand-duc de Berg m'annonça ses projets et ses espérances, et bientôt ses succès par les lettres suivantes :

« Monsieur le ministre, je m'empresse de vous annoncer mon arrivée ici avec les corps de MM. les maréchaux Soult et Bernadotte, et une partie de la réserve de cavalerie. Demain je serai sous Lubeck, où je compte donner le coup mortel au général Blucher, s'il veut tenter le sort d'une bataille. On me rend compte qu'il a le projet de

s'y embarquer, je ne crois pas qu'il en ait le temps, et j'espère, parvînt-il à le faire, que le Dieu protecteur des armes de Sa Majesté lui rendrait le vent contraire.

« S'il se présentait des Prussiens pour entrer dans Hambourg, recommandez bien aux magistrats de leur refuser les portes de la ville. Ce serait nous appeler chez eux.

« L'ex-général Moreau a passé le 12 octobre à Paris, et le 28 à Hambourg, d'où il est parti pour la Russie. Fauché-Borel se trouve en ce moment à Hambourg, tâchez de le découvrir et de le faire arrêter.

« Je vous prie de me faire passer à Lubeck tous les renseignemens que vous pourrez avoir sur les projets du général Blucher.

« Je vous annonce la défaite du prince Hohenlohe. Je fis le 28 tout son corps prisonnier à Prentzlau, les hussards firent capituler Stettin le 29 à onze heures du soir, tandis que le général Michaud, que j'avais dirigé sur Passewalek, y faisait mettre bas les armes à un corps de quatre mille hommes, et le général Becker à Auclane faisait capituler un corps de même force. Custrin s'est rendu avant-hier ; enfin il ne reste plus de toute l'armée prussienne, qu'environ vingt à vingt-

cinq mille hommes, qui certainement ne nous échapperont pas.

« Recevez, M. le ministre, l'assurance de ma haute considération,

« JOACHIM. »

A Ratzbourg, le 5 novembre à huit heures et demie du soir.

« Je désire, mon cher Bourrienne, que les circonstances me procurent le plaisir de vous voir.

J.

« Monsieur le ministre, je reçois à l'instant, et au moment de monter à cheval, votre lettre et celle que vous m'adressez pour l'empereur. Je vous remercie des renseignemens que vous voulez bien me donner.

« Le corps aux ordres du prince de Brunswick et du général Blucher, fort de 25,000 hommes, avait attendu les troupes de Sa Majesté dans Lubeck. Cette ville a été emportée d'assaut : 6000 prisonniers, 3 généraux, 50 pièces de canon, des étendards et des guidons, sont le brillant résultat de la journée. Le reste de ce corps fuit dispersé ; et si, comme on le dit, et comme il paraît, les

Danois sont déterminés à faire respecter leur neutralité, il est présumable que le général Blucher sera forcé aujourd'hui ou demain de mettre bas les armes. Ainsi finira la réputation de cette armée qui avait opéré tant de prodiges sous le grand Frédéric.

« Recevez, Monsieur le ministre, l'assurance de ma considération. »

JOACHIM.

« *P. S.* Votre lettre ne m'accuse point formellement réception de la lettre que je vous ai écrite le 5 au soir, de Ratzbourg, par laquelle je vous annonçais les brillans résultats de la campagne; entre autres, la défaite et la capitulation de toute l'armée du prince de Hohenlohe, la prise de Stettin et de Custrin, la marche d'une grande partie de l'armée vers la frontière de la Pologne.

J.

« Comme vous ne me parlez pas de l'ex-général Moreau, je dois présumer que ma lettre ne vous est effectivement pas parvenue. Ce traître a passé le 12 octobre par Paris, est arrivé le 18 à Hambourg, d'où il est parti pour la Russie. Fauche-

Borel se trouve encore, à ce qu'il paraît, à Hambourg. J'ai intercepté une lettre de lui, du 28 octobre, datée de Hambourg. S'il y est encore, vous devez le faire arrêter. »

J.

« J'espère que dans ce moment les communications entre Hambourg et Berlin sont rétablies. »

J.

Murat me donne encore quelques détails dans la lettre qui suit :

9 novembre.

« Monsieur le ministre, je reçois votre lettre du 8 novembre, une heure du matin. Je n'ai point reçu votre réponse à ma lettre de Ratzbourg; vous me dites me l'avoir envoyée par estafette. J'espère que vous avez sans doute reçu les deux lettres que je vous ai envoyées hier. La première vous annonçait la prise d'assaut de la ville de Lubeck, et la seconde, la prise de tout le corps de Blucher. Ainsi a disparu le reste de l'armée prussienne.

« Je vais maintenant répondre aux questions que m'adresse votre excellence; mais que dis-je? la défaite du corps de Blucher y a déjà répondu d'avance, et doit avoir entièrement dissipé les crain-

tes du sénat de Hambourg. Un parti a été effectivement dirigé sur Hambourg pour observer les mouvemens de Blucher sur ce point ; mais celui qui le commande n'a jamais reçu d'ordre d'entrer dans le territoire de cette ville ; il n'a jamais été autorisé à frapper des contributions sur ses habitans : j'ordonne que les sommes perçues soient remboursées. Ce parti a ordre de rejoindre l'armée.

« Nous sommes sur les traces de l'argenterie de Westphalie, qui doit se trouver encore à Lubeck. Je vous remercie de l'avis que vous m'avez donné à ce sujet.

« Une lettre de Fauche-Borel, datée de Hambourg, annonce le passage par cette ville de l'ex-général Moreau ; voilà tous les renseignemens que j'ai à vous donner.

« Je pars demain pour Schwerin, où je compte trouver des ordres de l'empereur, et d'où je me rendrai à Berlin.

« La ville de Lubeck a beaucoup souffert, mais j'ose espérer que le sénat et les malheureux habitans de cette ville rendront justice aux efforts que j'ai faits pour les garantir des maux inévitables pour une ville prise d'assaut. Je n'ai pu que gémir sur les désordres qui ont eu lieu, et j'ai fait

tout ce qu'il était humainement possible de faire pour les arrêter.

« Je vous réitère, monsieur le ministre, l'assurance de toute ma considération.

« JOACHIM. »

« Enfin, mon cher Bourrienne, le combat finit faute de combattans; j'aurais désiré vous voir, mais je sais que vos occupations vous retiennent à votre poste; je vous donne l'assurance de mon amitié. »

J.

On aura remarqué dans deux des lettres de Murat, que, probablement trompé par ses agens ou par quelque intrigant, il me signalait le général Moreau comme étant venu à Hambourg; il avait même, selon lui, passé à Paris le 28 octobre. Le seul renseignement de Murat était une lettre de Fauche-Borel, que Murat avait interceptée. Je me rappelle un fait assez curieux qui m'expliqua ce conte, et qui prouve combien il faut se défier de la légèreté avec laquelle on donne des renseignemens aux autorités.

Quinze jours avant que je reçusse la première lettre de Murat, quelqu'un vint me prévenir que

le général Moreau était, à Hambourg; je n'ajoutai aucune foi à cette nouvelle; je fis néanmoins toutes les démarches qui pouvaient me prouver jusqu'à quel point elle était fondée : mes démarches furent inutiles. Le surlendemain, on m'assura que quelqu'un venait de rencontrer le général Moreau, que ce quelqu'un lui avait parlé, qu'il le connaissait bien, ayant servi sous lui, et mille autres renseignemens aussi positifs en apparence. Je fis venir sur-le-champ cet individu qui me répéta qu'il connaissait Moreau, qu'il venait de le rencontrer, que le général lui avait demandé le chemin du Jungfersteige (promenade de Hambourg), qu'il le lui avait indiqué; qu'alors il avait ajouté : «N'ai-je pas l'honneur de parler au général Moreau», et que celui-ci lui avait répondu : « Oui, mais ne dites rien, je suis ici incognito.» Tout cela me parut si absurde, que, feignant de ne pas connaître Moreau, je demandai à cet individu son signalement. Il me donna une description du personnage dont il me parlait, qui ne ressemblait en rien à Moreau, et ajouta qu'il portait un habit français brodé, un chapeau, et une cocarde nationale. Je reconnus aussitôt l'imposture et je chassai de chez moi l'intrigant qui croyait avoir trouvé un moyen d'attraper quelque argent. Mais un quart d'heure

après, entre chez moi M. Billaud, consul français à Stettin, que M. La Chevardière venait me présenter; il était en habit brodé et portait à son chapeau une cocarde française; c'était lui qui avait servi de base au conte de l'important révélateur. Une fausse apparence de ressemblance entre le consul de Stettin et le général français, avait aussi induit en erreur plusieurs personnes.

CHAPITRE XIII.

Conduite généreuse de Napoléon. — Habitudes envers les bureaux de postes. — Lettre du prince de Hatzfeld au roi de Prusse saisie à Berlin. — Commission militaire. — Madame de Hatzfeld et Duroc. — Présentation à l'empereur. — Lettre de Bonaparte à Joséphine. — Grâce accordée par l'empereur et racontée par lui. — Lettres de Bernadotte. — Blucher mon prisonnier. — Caractère de cet homme singulier. — Son ardeur pour les plaisirs. — Confiance de Blucher sur le sort futur de l'Allemagne. — Prévision de ce qui est arrivé. — Désir de la paix et similitude d'opinion. — Le prince Paul de Wurtemberg prisonnier. — Singulière demande qu'il me fait à Hambourg. — Affluence d'émigrés distingués à Altona. — Prolongation du séjour de l'empereur à Berlin. — Députation du Sénat et mauvais accueil. — Les princes d'Allemagne réfugiés à Altona. — Fauche-Borel chassé de chez M. de Gimel. — Mort de M. de Gimel.

Pendant la campagne de Prusse, il ne fut bruit dans toute l'Allemagne que de la généreuse conduite de Napoléon à l'égard du prince de Hatzfeld. Je reçus sur cet événement des détails fort curieux,

mais qui le sont moins cependant qu'une lettre de l'empereur à Joséphine dont j'ai été assez heureux pour me procurer une copie et qu'on lira bientôt. Il faut savoir d'abord qu'avec le système d'inquisition qui caractérisa trop souvent le gouvernement de l'empereur, et il étendait ce système dans tous les pays qu'il occupait militairement, la première chose que l'on faisait en entrant dans une ville était de s'emparer de la poste aux lettres, et Dieu sait comment alors le secret des lettres était respecté. On ne manqua pas d'agir ainsi à Berlin. Parmi les lettres qui furent remises à Napoléon il s'en trouva une du prince de Hatzfeld, qui était resté imprudemment dans cette ville; elle était adressée au roi de Prusse. Le prince rendait compte à son souverain de tous les événemens qui s'étaient passés dans sa capitale depuis qu'il avait été obligé de la quitter; il lui faisait en même temps connaître la force et la situation des corps qui composaient l'armée française. Après avoir lu cette lettre, l'empereur donna l'ordre de faire arrêter le prince et d'assembler une commission militaire où il serait jugé comme accusé d'espionnage. La commission était déjà assemblée, et il n'y avait pas de doute sur le jugement qu'elle aurait rendu, lorsque madame

de Hatzfeld alla trouver Duroc qui dans de pareilles circonstances ne demandait jamais mieux que de faciliter les approches de l'empereur. Ce jour-là Napoléon avait été passer une revue hors de la ville. Duroc connaissait madame de Hatzfeld qu'il avait vue plusieurs fois pendant ses voyages à Berlin. Il resta au palais à attendre l'empereur. Quand Napoléon rentra, étonné de voir Duroc à cette heure sur son passage, il lui demanda s'il y avait quelque chose de nouveau. La réponse fut affirmative, et Duroc suivit l'empereur dans son cabinet où il ne tarda pas à introduire madame de Hatzfeld. Le reste de cette scène est raconté dans la lettre de Napoléon dont j'ai parlé. Il est facile de voir que c'est une réponse à une lettre de Joséphine, se plaignant à lui de la manière dont il parlait des femmes, et très-probablement de la belle et malheureuse reine de Prusse, sur laquelle il s'était exprimé dans un bulletin avec trop peu de ménagement. Voici comment s'exprima Napoléon :

« J'ai reçu ta lettre, où tu me parais fâchée du « mal que je dis des femmes. Il est vrai que je hais « les femmes intrigantes au-delà de tout. Je suis « accoutumé à des femmes bonnes, douces et « conciliantes : ce sont celles que j'aime. Si elles

« m'ont gâté ce n'est pas ma faute, mais la tienne.
« Au reste, tu verras que j'ai été fort bon pour
« une qui s'est montrée sensible et bonne, ma-
« dame d'Hatzfeld. Lorsque je lui montrai la lettre
« de son mari, elle me dit, en sanglotant, avec
« une profonde sensibilité et naïvement : C'est
« bien là son écriture. Son accent allait à l'âme;
« elle me fit peine, je lui dis : Eh bien, madame,
« jetez cette lettre au feu, je ne serai plus assez
« puissant pour faire condamner votre mari. Elle
« brûla ma lettre et me parut bien heureuse; son
« mari est depuis tranquille; deux heures plus
« tard, il était perdu. Tu vois donc que j'aime les
« femmes bonnes, naïves et douces; mais c'est
« que celles-là seules te ressemblent. »

6 nov. 1806, 9 heures du soir.

Pendant que l'empereur était à Berlin, où il rendit le fameux décret sur le système continental dont j'aurai bientôt occasion de parler, j'eus un moment, vers la fin de novembre, l'espoir de revoir Bernadotte à Hambourg, dont il eut plus tard le gouvernement, ainsi que je l'ai déjà dit. Ayant reçu l'ordre de rejoindre la grande armée, il ne put y venir et m'écrivit pour me l'annoncer le billet suivant :

« Je regrette beaucoup, mon cher ministre, que les circonstances et une légère indisposition me privent du plaisir de vous embrasser. Je pars demain pour joindre la grande armée qui marche au devant des Russes; mes troupes sont déjà depuis plusieurs jours en mouvement.

« Adieu, mon cher Bourrienne, conservez-moi votre amitié, et croyez que dans aucune circonstance de ma vie, celle que je vous porte ne s'affaiblira point. Je vous embrasse, et je vous assure qu'arrivé à Berlin je tâcherai de faire ce que vous désirez. »

« J. Bernadotte. »

Ce 20 nov. 1806.

Lorsque le maréchal Bernadotte eut forcé Blucher dans Lubeck, et qu'il eut fait prisonnier ce général devenu si diversement célèbre, mais qui n'était alors qu'un chef de partisans, il eut la bonté de m'en prévenir en ces termes :

« Je vous adresse quelques détails sur la brillante affaire qui a eu lieu le 6 entre notre corps d'armée et celui du général Blucher. Je vous prie de les faire insérer dans le journal de Hambourg.

« Votre ami a le projet d'aller à Hambourg, dans le seul désir de vous voir et de vous embrasser.... »

Quelques jours après, je reçus encore de Bernadotte un troisième billet ainsi conçu :

« Je vous ai écrit deux lettres depuis un mois; je ne sais si elles auront parvenu jusqu'à vous. Je vous envoie deux mots d'amitié, en attendant que je puisse vous voir, et vous dire que je suis autant à vous qu'à

« J. BERNADOTTE. »

Lorsque Bernadotte m'annonça la prise de Lubeck et celle de Blucher, j'étais loin de penser que ce prisonnier allait être commis à ma garde; c'est pourtant ce qui arriva. Après sa capitulation, il fut envoyé à Hambourg, où on lui donna la ville pour prison. Il m'était enjoint, comme on peut le croire, de le faire surveiller de très-près. On m'avait même engagé, à la moindre tentative d'évasion de sa part, à employer envers lui des mesures de rigueur, choses auxquelles j'ai toujours prodigieusement répugné. Pendant le temps assez long que Blucher fut mon prisonnier, bien loin d'ajouter aux rigueurs de sa captivité, je lui épargnai toutes ces tracasseries de police que portaient mes instructions générales. Blucher me parut un personnage curieux à connaître, et je le vis fort souvent. Je trouvai en lui un patriote prussien exalté,

un homme brave, hardi, entreprenant jusqu'à la témérité, mais n'ayant que peu d'instruction et doué d'une incroyable propension aux plaisirs; je puis assurer que pendant le temps qu'il resta à Hambourg, il ne s'en épargna pas. Il aimait à tenir table pendant des heures entières, et malgré son patriotisme exclusif, il rendait pleine et très-fréquente justice aux vins de France. Sa passion pour les femmes était pour ainsi dire désordonnée, et ensuite il ne connaissait pas de plus doux passe-temps, que de rester des heures entières autour d'un tapis vert, à donner ou recevoir de l'or selon les chances d'une bonne ou d'une mauvaise fortune.

Blucher était d'un caractère extrêmement gai, et, considéré seulement comme un homme de la société, il y était fort aimable; l'originalité de sa conversation me plaisait beaucoup. Il avait une telle confiance dans la délivrance de l'Allemagne, que les désastres même de l'armée prussienne ne l'ébranlèrent en rien. Il me disait souvent : « Je compte beaucoup sur l'esprit public de l'Allemagne, sur l'enthousiasme qui règne dans nos universités. Les succès de la guerre sont journaliers, mais les défaites mêmes d'une armée contribuent à stimuler dans les peuples le principe

de l'honneur et de la gloire nationale. Soyez persuadé que quand tout un peuple a la volonté bien prononcée de se soustraire à un joug humiliant il s'y soustrait toujours. N'en doutez pas, nous finirons par avoir une Landwehre telle que l'esprit soumis des Français ne saurait plus en enfanter une. L'Angleterre nous prêtera toujours l'appui de sa marine et de ses subsides [1]; nous renouvellerons des alliances avec la Russie et l'Autriche.

« Monsieur, ajoutait souvent Blucher, j'oserais me porter garant d'une chose dont j'ai la certitude, et vous pouvez me croire : aucune des puissances alliées n'a conçu dans la guerre actuelle de projets d'envahissement. Tout ce qu'elles veulent d'un commun accord, c'est de parvenir à mettre un terme au système d'envahissement que votre empereur a adopté, et qu'il poursuit avec une effrayante rapidité. Dans nos premières guerres contre la France, au commencement de votre révolution,

[1] Je ne puis m'empêcher, en rapportant ce que me disait très-souvent Blucher, de faire remarquer la singularité de son patriotisme qui comptait au nombre de ses moyens de triomphe les subsides d'une puissance étrangère, et l'alliance avec une autre.

nous nous battions pour des questions de droits de souverains, dont, pour ma part, je vous assure que je ne me soucie guère; mais aujourd'hui ce n'est plus la même chose : la population entière de la Prusse fait cause commune avec son gouvernement ; il s'agit de la défense de nos foyers, et des revers détruisent des armées sans changer l'esprit d'une nation. Je me repose avec tranquillité sur l'avenir parce que je prévois que la fortune ne favorisera pas toujours votre empereur. Il est impossible qu'il ne vienne pas un temps où l'Europe entière, humiliée par ses exigences, fatiguée par ses déprédations, se lèvera contre lui. Plus il enchaînera de peuples, et plus l'explosion des peuples brisant leurs fers sera terrible. Qui oserait nier cet insatiable besoin de dévorer de nouvelles provinces, dont il est sans cesse tourmenté ? A la guerre de 1805 contre l'Autriche et la Russie a succédé presque immédiatement la guerre actuelle. Nous avons succombé : la Prusse est envahie ; mais il reste encore la Russie à combattre. Il ne m'est pas donné de prévoir quel sera le terme de la guerre; toutefois, en admettant même que l'issue en soit favorable pour vous, elle aura une fin, mais pour voir bientôt recommencer de nouvelles guerres ; si nous tenons bon, la France

épuisée par ses conquêtes finira par succomber, n'en doutez pas. Vous désirez la paix?... conseillez-la; vous donnerez une grande preuve d'amour pour votre patrie.»

Ainsi me parlait sans cesse Blucher, et, comme je n'ai jamais admis que l'on dût faire son office d'homme public dans son salon, je répondais à ce qu'il me disait avec franchise, mais cependant avec cette réserve qui était un devoir dans ma position. Je ne lui disais pas, je ne pouvais pas lui dire à quel point mes prévisions se trouvaient souvent d'accord avec les siennes; seulement je ne craignis jamais de lui manifester combien j'aurais désiré voir conclure une paix raisonnable, c'est-à-dire une paix dans laquelle la puissance vaincue n'aurait pas été frappée par le droit du plus fort, et courbée sous le joug de conditions humiliantes. Certes, si j'y avais pu quelque chose, et je ne le taisais point à Blucher, il y aurait eu long-temps que l'empereur aurait renoncé aux guerres d'invasion; guerres épouvantables, où malgré la discipline la plus rigoureuse, les peuples sont toujours écrasés, et qui font amasser des haines dont l'éclat devient terrible aux premières variations de la fortune.

Avant que Blucher vînt à Hambourg, j'y avais

vu arriver le prince Paul de Wurtemberg, le second fils de l'un des deux rois dont la couronne n'avait pas encore un an de date, depuis qu'elle avait été stipulée par Napoléon au traité de Presbourg. Ce jeune prince, imbu des idées de liberté et d'indépendance qui fermentaient alors en Allemagne, avait fait ce que l'on appelle un coup de téte. Il était parti de Stuttgard pour faire la campagne de Prusse. Il avait pris cette résolution sans avoir demandé l'autorisation de son père, et cette démarche inconsidérée pouvait faire encourir au roi de Wurtemberg la colère de Napoléon. Le roi de Prusse éleva le prince Paul au grade de général, mais il fut fait prisonnier tout au commencement des hostilités. Ce ne fut point à Stuttgard, comme on l'a dit par erreur, que le prince de Wurtemberg fut conduit par un capitaine de gendarmerie. Il vint à Hambourg, où je reçus de lui plusieurs visites. Il n'avait pas encore d'idées bien arrêtées sur ce qu'il voulait, car après s'être fait faire prisonnier prussien, il me témoigna un vif désir de prendre du service en France, et me demanda plusieurs fois de solliciter pour lui une audience de l'empereur; il l'obtint, et resta long-temps à Paris, où j'ai su depuis qu'il habitait fréquemment depuis la restauration.

Les personnes que j'avais à surveiller dans l'intérieur de la ville de Hambourg, m'occupaient beaucoup moins que nos voisins d'Altona.

Le nombre en était considérablement augmenté, depuis que les événemens de la guerre avaient contraint un grand nombre d'émigrés réfugiés à Munster, d'évacuer cette ville. Tous affluaient sur Altona. Les pays conquis devenaient, pour eux, aussi dangereux que le sol de la patrie qu'ils avaient abandonné. Si la fortune eût toujours secondé les ambitieux projets de Napoléon, je ne sais vraiment pas où les émigrés auraient pu trouver un asile en Europe. Nous marchions de conquête en conquête avec une telle rapidité qu'ils étaient obligés de se retirer en toute hâte au moindre bruit de l'approche des armées françaises. Les personnages les plus connus que les circonstances rassemblèrent à Altona étaient : le vicomte de Sesmaisons, le bailly d'Hautefeuille, la duchesse de Luxembourg, le marquis de Bonnard, le duc d'Aumont, alors duc de Villequier, la maréchale de Broglie et sa fille, le cardinal de Montmorency, madame de Cossé, ses deux filles, son fils et un ecclésiastique; et monseigneur l'évêque de Boulogne.

Bonaparte prolongea assez son séjour à Berlin, dont il avait donné le gouvernement à l'inévitable

Clarke, pour qu'une députation du sénat ait eu le temps de se rendre dans la capitale de la Prusse, afin de le féliciter sur ses premiers triomphes; j'ai su, par une personne digne de foi, que la députation sénatoriale ayant eu quelque velléité d'abdiquer en cette circonstance sa débonaireté accoutumée, avait osé ne point se borner aux complimens et aux félicitations; elle s'émancipa, m'a-t-on assuré, jusqu'à vouloir se mêler des plans de campagne de l'empereur, parler du danger qu'il y aurait à passer l'Oder, et témoigner enfin le désir de voir conclure la paix. Napoléon reçut fort mal une pareille communication, trouva les sénateurs bien hardis de se mêler de ses affaires; il traita les pères-conscrits de la France d'étourdis, d'hommes sans réflexion, protesta, comme de coutume, de son sincère amour pour la paix, et dit à la députation que c'était la Prusse, soutenue par la Russie, et non pas lui qui voulait la guerre. Comment l'empereur, qu'on me passe ce terme, pouvait-il avoir le front de déclarer à une députation du sénat que la Prusse voulait la guerre? Oui, elle l'avait voulue; oui, aux approches de la campagne, bercée par des illusions, elle s'était livrée à des rêves d'espérance; mais depuis les événemens d'octobre tout avait bien

changé de physionomie. Une stupeur, pour ainsi dire électrique, avait fait évanouir tous ces rêves d'indépendance et frappé tous les esprits. Le gibier, après une battue, ne se sauve pas avec plus de rapidité que ne le faisaient tous les princes d'Allemagne qui avaient pris parti contre Napoléon. Ils affluèrent à Altona après la bataille d'Iéna, avec autant de précipitation que les émigrés eux-mêmes; c'était comme une émigration générale pour gagner un coin de terre qui offrait encore quelques chances de sécurité. Les châteaux des duchés de Weimar, de Gotha, de Brunswick et de l'électorat du Hanôvre furent en un instant déserts ou habités par les troupes françaises. Je vis arriver presque simultanément le prince héréditaire de Weimar, la duchesse de Holstein, le prince Belmonte-Pignatelli et une foule d'autres personnages distingués par leur rang et leur fortune. Parmi les Français qui suivirent ce mouvement de retraite spontané et général, se trouva M. de Précy. Depuis quatre ans il était retiré à Wolfenbutel, où il vivait fort tranquille; il désirait beaucoup rentrer en France, et vint me prier de tâcher de lui obtenir cette grâce; d'après les renseignemens que je donnai sur lui, je fus assez heureux pour la lui obtenir immédiatement.

Outre les personnes recommandables qui se réfugièrent à Altona, il y vint aussi quelques intrigailleurs au nombre desquels était Fauche-Borel. Je me rappelle qu'il me fut fait un rapport sur une vive altercation que Fauche eut l'audace d'avoir avec le comte de Gimel, parce qu'il ne put tirer de celui-ci de l'argent pour ses intrigues. M. de Gimel n'avait de fonds que pour payer les pensions; il avait d'ailleurs trop de tact pour croire à l'utilité des grossiers pamphlets de Fauche-Borel, de sorte qu'il l'éconduisit avec un refus; Fauche se permit de faire l'insolent, ce qui mit M. de Gimel dans la nécessité de le chasser de chez lui assez durement et comme il le méritait. Ce fait, que je sus d'abord par un rapport, m'a été depuis confirmé par une personne témoin de cette scène. Fauche-Borel ne fit que passer à Hambourg, et s'embarqua pour Londres sur le même bâtiment qui ramenait le lord Morpeth en Angleterre.

La présence du comte de Gimel à Altona fut une des choses qui donna le plus d'occupation à la police de Paris pendant plusieurs années. On en concevait en vérité des inquiétudes bien gratuites. La police en fut bientôt délivrée. Après un court voyage qu'il venait de faire en Angle-

terre, il mourut au commencement de 1807. M. de Gimel ne mérita les persécutions de la police, dont il fut si long-temps et si souvent l'objet, que pour avoir rempli avec une extrême probité, et beaucoup de bienveillance, une charge d'humanité que ses anciens maîtres avaient confiée à son honneur, et qu'ils n'auraient pu mieux placer.

CHAPITRE XIV.

Haine et danger de l'arbitraire. — Utilité de la justice. — M. Graëppel, pillage et indemnité. — Craintes de la ville de Hambourg.—Les Français à Bergdorff.— Ordres favorables de Bernadotte. — Lettre de Bernadotte. — Incroyables extorsions en Prusse.—Les faux endosseurs. Souvenirs de Clarke à Berlin. — Exactions des Hollandais.— Le roi de Hollande et le siége de Hameln.—Soins de Napoléon pour les blessés. — Mission de Duroc. — -- Besoin mutuel de la paix. — Demandes exagérées.— Duroc à Osterode, et refus du roi de Prusse. — Triste situation de la Prusse. — Négociation dont je suis chargé à Hambourg. — Accord des ministres et colère du roi de Suède. — M. Netzel et M. de Wetterstedt.

Il faut souvent très-peu de chose pour se placer bien ou mal dans l'opinion d'une ville où l'on est appelé à résider comme ministre étranger, surtout lorsque le gouvernement que l'on a l'honneur de représenter est armé d'une sorte d'omnipotence, comme l'était le gouvernement impérial,

après la défaite de l'armée prussienne. Dans une pareille situation, le moindre acte arbitraire est d'autant plus odieux, qu'il semble résulter d'un abus de la force, et il m'est permis de dire que jamais je n'ai eu recours à ces moyens que condamne la morale, et que proscrit également une bonne et sage politique. Lorsqu'au contraire on cherche à adoucir, à réparer des injustices ou des violences, les habitans du pays ou l'on est accrédité regardent presque comme une haute faveur, la réparation d'un dommage, alors même que le ministre n'a agi que selon les lois d'une justice rigoureuse. J'eus plusieurs fois la preuve de ce que je dis, pendant mon séjour à Hambourg, et notamment dans une circonstance qui me revient à l'esprit. Un parti français ayant été un moment repoussé par les Prussiens, jusques sous les murs de Hambourg, vint bivouaquer près d'une maison appartenant à M. Graëppel, l'un des membres les plus recommandables du sénat. Les troupes françaises, malgré la discipline et l'ordre qu'il leur était enjoint d'observer, causèrent à M. Graëppel quelques dommages. Aussitôt que j'en fus informé, sans attendre ses réclamations, je m'empressai de lui faire offrir la réparation du tort qu'il avait éprouvé. Cette démarche si simple en elle-

même contribua à m'acquérir, plus que jamais, l'amitié et l'estime des Hambourgeois, et ne fut pas même sans influence sur les dispositions favorables au gouvernement français, que le sénat de Hambourg manifesta dans des circonstances importantes, comme on le verra plus tard.

Dans ces momens de crise, la ville de Hambourg était menacée de tous les côtés. Les Français même occupaient une partie de son territoire. Ces corps, heureusement pour le pays, dépendaient de celui que commandait le prince de Ponte-Corvo. Cette occupation effraya la ville de Hambourg, et en effet, elle lui était très-nuisible. J'écrivis au maréchal Bernadotte. Les raisons qu'alléguait le sénat, pour demander cette évacuation, étaient trop justes, pour que Bernadotte ne les comprît pas. Le séjour prolongé des troupes françaises dans le bailliage de Bergdorff, séjour auquel celui qui les commandait donnait tous les caractères d'une occupation, pouvait entraîner la confiscation de toutes les propriétés hambourgeoises en Angleterre, l'embargo sur les vaisseaux de cette république, et par conséquent, la ruine d'une grande partie du commerce de la France et de la Hollande qui se servaient du pavillon hambourgeois pour leurs expéditions lointaines. Le motif pour garder

le bailliage de Bergdorff n'exista plus lorsqu'il n'y eut plus de Prussiens de ce côté. Il eût été fâcheux que quatre-vingts hommes qui s'étaient établis dans ce bailliage, fussent cause que pour quelques louis et quelques aunes de drap d'Angleterre, on mît la main sur des propriétés hambourgeoises, françaises et hollandaises, pour une valeur de plus de quatre-vingts millions.

Le maréchal me répondit le 16 novembre :

« J'ai reçu, mon cher Bourrienne, la lettre que vous m'avez adressée et la note du sénat de Hambourg qui y était jointe. Je m'empresse de vous prévenir que j'ai donné l'ordre d'évacuer le bailliage de Bergdorff et tout le territoire hambourgeois. Vous pouvez en donner l'assurance au sénat. Je trouve un grand plaisir à faire ce qui vous paraît juste.

« Je vous renouvelle, mon cher ministre, l'expression de mon sincère attachement. Vous connaissez mes sentimens pour vous. Ils sont fondés sur l'attachement le plus vrai et sur l'amitié la plus sincère.

« Si vous pouviez obtenir du sénat de Hambourg, pour le 19 de ce mois, deux ou trois mille paires de souliers, vous seriez bien aimable.

Cette fourniture serait payée en denrées ou en argent. »

« Bernadotte. »

J'obtins du sénat ce que demandait Bernadotte, car le sénat connaissait sa loyauté ; mais que cette loyauté était loin d'être l'apanage de tous ceux qui commandaient les armées françaises ! Que d'extorsions pendant l'occupation de la Prusse ! Voici entre autres, un des moyens *tout-simples* que l'on employait à Berlin pour se procurer de l'argent. On enlevait des lettres de change, on y apposait un faux endossement, et l'on avait ensuite l'audace de les présenter aux banquiers sur lesquels ces lettres de change étaient tirées. Un jour, de semblables lettres pour une haute valeur furent présentées à messieurs Mathiessen et Silleine ; connaissant les véritables endosseurs, ils refusèrent de payer. On poussa l'impudence jusqu'à leur envoyer des gendarmes, mais les banquiers persistèrent dans leur refus. On vint m'annoncer cette scène inconcevable qui avait ameuté un grand nombre de curieux. Indigné de vols aussi audacieux, je me rendis sur-le-champ sur le lieu de cette scène, et je renvoyai les gendarmes en leur disant, du ton de la colère, qu'ils n'étaient point

chargés de soutenir des voleurs, que j'étais là pour écouter les réclamations si l'on croyait devoir en faire.

Sous le gouvernement de Clarke, à Berlin, les habitans étaient accablés de tous les genres d'oppressions et de tributs. Il y avait dans l'exécution de toutes les mesures, une servile et lâche complaisance pour les ordres de Napoléon; aussi, le nom de Clarke est-il resté en horreur en Prusse.

Au milieu de tant d'exactions, de tant d'infamies, qui ne sont pas les conséquences indispensables de la guerre, les généraux hollandais se firent remarquer par une ardeur de rapacité qui rappelait les beaux temps des dilapidations en Italie. Ce n'était certes pas leur nouveau roi qui leur donnait l'exemple d'une pareille conduite; sa modération était connue, et elle résultait de son caractère autant que de ses principes de probité. Roi malgré lui, Louis était destiné à donner un exemple de tout ce qu'un honnête homme peut souffrir sur un trône d'emprunt; d'ailleurs il ne prit qu'une très-faible part aux opérations de la campagne de Prusse. Napoléon avait bien exigé de lui qu'il prît le commandement en chef du corps d'armée composé des troupes hollandaises, et il vint mettre le siége devant Hameln; mais il

n'eut que le temps de faire à cette place une sommation de se rendre, car il tomba malade au bout de peu de jours et fut obligé de se retirer; ce fut là que se bornèrent ses exploits militaires. Hameln ne se rendit que quelque temps après et capitula entre les mains de Savary, que l'empereur avait envoyé suivre les opérations du siège. Une chose peut donner une idée des conditions que l'on infligeait aux vaincus; c'est que, entre autres dispositions, le général qui commandait à Hameln, stipula que les officiers prussiens conserveraient leurs souliers et leurs bas. Je crois qu'il leur fut accordé un mois et demi de solde pour pouvoir retourner dans leur pays.

Lorsque le roi de Prusse vit, sur tous les points, la défaite de ses troupes, il se repentit vivement d'avoir entrepris une guerre qui venait de livrer ses états au pouvoir de Napoléon, en moins de temps encore que l'Autriche n'y était tombée l'année précédente. Il écrivit à l'empereur pour lui demander une suspension d'hostilités. Rapp était présent quand Napoléon reçut la lettre du roi de Prusse. « Il est trop tard, dit l'empereur; « mais enfin, il n'importe; je veux arrêter l'effu- « sion du sang. Je suis prêt à me prêter à tout ce « qui ne touchera ni à l'honneur ni aux intérêts

« de la nation. » Alors, il fit appeler Duroc, et lui donna l'ordre de partir sur-le-champ, d'aller d'abord visiter les blessés, de faire en sorte qu'ils ne manquassent de rien. « Voyez-les de ma part, chacun en particulier, ajouta Napoléon. Donnez-leur « toutes les consolations dont ils peuvent avoir « besoin. Ensuite vous irez rejoindre le roi de « Prusse jusqu'à ce que vous le trouviez, et s'il fait « des propositions raisonnables vous m'en ren- « drez compte. »

Il était bien temps, en effet, qu'après tant de succès d'un côté, tant de revers de l'autre, tant de fatigues et d'épuisement de forces de l'une et de l'autre part, les vainqueurs éprouvassent le besoin de jouir de leurs triomphes, et que les vaincus cherchassent à cicatriser leurs blessures. Ces besoins mutuels déterminèrent Napoléon à témoigner hautement le désir d'entrer en négociations, quoiqu'il eût mieux révélé le fond de sa pensée à la députation du sénat. On entama donc en effet des négociations, mais avec des conditions telles de la part de Napoléon, qu'elles furent jugées inadmissibles, la Prusse devant encore espérer dans le concours des armées russes; et d'ailleurs les exigences de l'empereur s'étendaient à l'Angleterre, qui n'avait aucun motif en ce mo-

ment pour accéder aux prétentions de la France. L'empereur voulait que l'Angleterre restituât à la France les colonies qu'elle lui avait enlevées depuis le commencement de la guerre, que la Russie restituât à la Porte la Moldavie et la Valachie, qu'elle occupait; enfin il suivait le conseil de je ne sais quel roi de tragédie, donnant pour instructions à son nonce : « Pressez, demandez tout, pour ne rien obtenir. » Les demandes de l'empereur étaient en effet tellement exagérées, qu'il ne pouvait entrer dans l'esprit d'aucune personne sensée qu'il eût lui-même conçu l'espoir de les voir accueillir. Ces négociations, reprises et quittées alternativement, avaient été conduites avec froideur de part et d'autre, jusqu'au moment où l'Angleterre eut déterminé la Russie à s'adjoindre à la Prusse contre la France; alors elles avaient cessé tout-à-fait, et c'était pour avoir l'air de vouloir les renouer sur des bases encore plus favorables à la France, que Napoléon envoya Duroc auprès du roi de Prusse. Duroc ne rejoignit ce prince qu'à Osterode, de l'autre côté de la Vistule; il en reçut pour toute réponse : « Il n'est plus temps ! » Comme on l'a vu, Napoléon avait dit précédemment : « Il est trop tard. »

Quiconque sera de bonne foi, conviendra que,

dans la position à laquelle il était réduit, le roi de Prusse ne pouvait pas répondre autrement. Il ne lui restait plus rien à perdre, et il pouvait entrevoir une chance favorable, dans le cas où la fortune favoriserait les armées russes, pleines d'enthousiasme et d'espérances, comme l'avait été l'armée prussienne avant Iéna. L'armée russe brûlait du désir d'effacer, par une victoire, la honte encore récente d'Austerlitz.

Pendant que Duroc remplissait sa mission auprès du roi de Prusse, je fus moi-même chargé d'une négociation à Hambourg. Bonaparte avait à cœur de détacher la Suède de la coalition, et de mettre fin à la guerre avec elle par un traité séparé. La Suède pouvait en effet lui être très-utile, lorsque la Prusse, la Russie et l'Angleterre formaient dans le Nord une masse de forces considérable. Nous avions déjà pour nous le Danemarck, et si nous avions pu y joindre la Suède, la réunion de ces deux puissances aurait fait une diversion assez respectable pour donner des inquiétudes sérieuses à la coalition, obligée de réunir ses principales forces pour les opposer au choc de la grande armée en Pologne.

Les sentimens de M. Peyron, chargé d'affaires de Suède à Hambourg, étaient fort opposés à la

guerre que son souverain faisait à la France, il pensait, et disait assez ouvertement, que quel que fût le résultat de la coalition, elle serait toujours sans fruit pour son maître qui y aurait fait de grandes dépenses d'hommes et d'argent sans aucun espoir d'indemnité; et, étendant ses vues plus loin que la crise actuelle, M. Peyron jugeait avec raison que la France seule pouvait protéger la Finlande, contre le dangereux voisinage de la Russie. Je fus très-fâché de le voir quitter Hambourg pour un congé d'une année, au moment où je venais de recevoir de l'empereur mes instructions relativement à l'affaire dont je viens de parler. M. le chevalier Peyron était d'ailleurs d'une amabilité extrême, et l'amitié qu'il professait pour les Français aurait rendu plus facile et plus agréable la négociation dont j'étais chargé. M. Peyron fut remplacé par M. Netzel, chargé d'affaires de Suède à Dresden, et j'eus le plaisir de voir bientôt que sa manière de penser était, en tout, la même que celle de son prédécesseur qu'il égalait aussi par l'amabilité de son caractère.

Dès les premiers jours de son arrivée, M. Netzel me fit demander un rendez-vous pour me parler au sujet de Suédois qui avaient été faits prisonniers sur la Trave. Il me pria de faire relâcher les

officiers qui alors pourraient retourner en Suède où ils seraient prisonniers sur parole. Je mis beaucoup d'empressement à faire ce que désirait M. Netzel; et je profitai de l'occasion qu'il m'avait offerte de le bien disposer, pour l'amener graduellement sur le terrain de mes instructions. J'eus lieu d'être très-satisfait de la manière dont il accueillit mes premières ouvertures; je n'eus rien à lui dire dont il ne fût lui-même convaincu à l'avance. Je vis qu'il comprenait que son souverain aurait tout à gagner d'un rapprochement avec la France, et il me dit que toute la Suède demandait la paix. Enhardi par le succès de mon début, j'entrai alors franchement dans la question que je devais traiter avec lui. Pour répondre à la confiance que je venais de lui témoigner, M. Netzel m'assura que M. de Wetterstedt, secrétaire du cabinet du roi, avec lequel il était lié d'amitié, et dont il me montra plusieurs lettres, était du même avis que lui. Il ajouta qu'il avait la permission de correspondre avec le roi, et qu'il écrirait dès le soir même à son souverain et à M. de Wetterstedt, pour leur rendre compte de notre conversation.

On voit, par ce que je viens de dire, que jamais une négociation n'avait été entamée sous de plus

favorables auspices ; mais qui pouvait prévoir quel vent ferait tourner la tête du roi de Suède ? Ce prince malencontreux prit très-mal la lettre de M. Netzel, et M. de Wetterstedt lui-même reçut d'une manière très-dure l'ordre de témoigner à M. Netzel le mécontentement de son souverain, de ce qu'il avait osé prendre sur lui de se rendre chez un ministre français, et plus encore de ce qu'il était entré avec ce ministre dans une conversation politique qui, cependant, n'était qu'une *conversation*. Le roi ne se borna pas à des reproches : M. Netzel vint m'annoncer, les larmes aux yeux, qu'il avait ordre de quitter Hambourg sur-le-champ, et sans attendre son successeur ; il regardait sa disgrâce comme complète.

J'eus le plaisir de revoir M. Netzel, en 1809, à Hambourg, où il vint chargé d'une mission du roi Charles XIII.

CHAPITRE XV.

Naissance du système continental. — Le décret de Berlin. — Tyrannie fiscale et système de fraude. — Marchandises jetées à la mer. — La peine de mort pour un pain de sucre. — Le Continent armé contre la rhubarbe. — Ineptie des conseillers de Bonaparte. — La forêt de Fontainebleau plantée en betteraves. — Brutalité du système continental. — De son exécution. — Indignation générale. — L'or et la fraude. — Les douanes de Hambourg. — Lettre particulière à l'empereur. — Énormes bénéfices sur les denrées coloniales. — Mes avis adoptés par l'empereur, et soixante millions de bénéfices pour lui. — Influence politique, et cause de rupture avec la Russie. — Licences prodiguées. — Visite que me fait Bernadotte prince royal de Suède. — Conseils sur les douanes. — Impossibilité d'exécution. — Influence du système continental sur la chute de Napoléon.

Le fameux système continental, dont on a tant parlé, va actuellement m'occuper; plus qu'aucun autre, peut-être, j'ai été à même d'en connaître toute la fourberie et d'en apprécier les funestes ré-

sultats. Ce système naquit pendant la guerre de 1806, le vingt-un novembre, enfanté par un décret daté de Berlin (1). D'ineptes conseillers l'avaient conçu, et voyant la juste indignation de l'empereur contre la duplicité de l'Angleterre, contre la répu-

(1) Walter Scott, le mal avisé, cite un décret de Hambourg, de 1807. Napoléon n'est jamais venu à Hambourg. Quant au fameux décret de Berlin, le voici :

Extrait des minutes de la secrétairerie d'État.

En notre camp impérial de Berlin, le 21 nov. 1806.

Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie, considérant :

1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés ;

2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'État ennemi, et fait, en conséquence, prisonniers de guerre non-seulement les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, mais même les facteurs de commerce et les négocians qui voyagent pour les affaires de leur négoce ;

3° Qu'elle étend aux bâtimens et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'État ennemi ;

4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux hâvres et aux embouchures de rivières, le

gnance britannique à arriver avec lui à des négociations sérieuses, enfin contre les ennemis qu'elle lui suscitait sans cesse sur le Continent, ils le déterminèrent à lancer le décret que je ne puis regarder que comme un acte de démence et de ty-

droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage des peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes;

5° Qu'elle déclare bloquées les places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie, qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent;

6° Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;

7° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur les ruines de l'industrie du Continent;

8° Que, tel étant le but de l'Angleterre, quiconque fait sur le Continent le commerce de marchandises anglaises favorise par là ses desseins et s'en rend complice;

9° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres;

10° Qu'il est du droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de jus-

rannie européenne. Ce n'était pas un décret, mais des flottes qu'il fallait; sans flottes, sans marine, il était ridicule de déclarer les îles Britanniques en état de blocus, tandis que les flottes anglaises bloquaient de fait tous les ports français. C'est pour-

tice et tous les sentimens libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes;

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes; et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

Nous avons, en conséquence, décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. « Les Iles Britanniques sont déclarées en état de blocus.

Art. 2. « Tout commerce et toute correspondance avec les Iles Britanniques, sont interdits. En conséquence, les lettres ou paquets adressés ou en Angleterre, ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes, et seront saisis.

Art. 3. « Tout individu de l'Angleterre, de quelque état

tant ce que fit Napoléon par le décret de Berlin; et voilà ce que l'on appela le système continental! système d'argent, de fraude et de pillage!

On a de la peine aujourd'hui à concevoir comment l'Europe a pu souffrir un seul jour cette ty-

ou condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

Art. 4. « Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques ou de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

Art. 5. « Le commerce des marchandises anglaises est défendu; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

Art. 6. « La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédens, sera employée à indemniser les négocians des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtimens de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

Art. 7. « Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre, ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

Art. 8. « Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi; et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

rannie fiscale qui faisait payer à des prix exorbitans, des denrées que trois siècles d'habitude avaient rendues indispensables aux pauvres, comme aux riches. Il est si peu vrai que l'on ait eu pour but unique et exclusif, d'empêcher l'Angleterre de vendre ses marchandises, que l'on vendait des licences à un haut prix, à qui avait assez de crédit pour en obtenir, et l'or seul donnait ce crédit. On exagérait avec une incroyable audace le nombre

Art. 9. « Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire, ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises de Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

Art. 10. « Communication du présent décret sera donnée, par notre ministre des relations extérieures, aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Étrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes, comme les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

Art. 11. « Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs des postes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret. »

Signé Napoléon.

et la qualité des objets exportés de France. Il fallait bien en effet acheter de ces objets pour se soumettre aux volontés de l'empereur, mais on ne les chargeait que pour les jeter à la mer. Et personne ne s'est trouvé qui ait eu la conscience de dire à l'empereur que l'Angleterre vendait au Continent, mais qu'elle ne lui achetait presque rien!

La spéculation des licences fut portée jusqu'au scandale et cela pour enrichir quelques flatteurs et contenter les vues courtes et l'entêtement des faiseurs.

Ce système prouve, ce qui est écrit dans les annales du cœur et de l'esprit humain, que la cupidité de l'un est insatiable et que les erreurs de l'autre sont incorrigibles. J'en vais citer un exemple, quoiqu'il se rapporte à une époque postérieure à celle qui vit naître l'infernal système continental. A Hambourg, en 1811, sous le gouvernement de Davoust, un pauvre père de famille a failli être fusillé pour avoir introduit dans le département de l'Elbe un petit pain de sucre dont sa famille avait besoin, et au même instant, Napoléon signait peut-être une licence pour en introduire un million de pains. La contrebande en petit était punie de mort et le gouvernement la faisait en grand; la même cause

remplissait les coffres d'argent, et les prisons de malheureux.

La législation des douanes de ce temps-là, cette législation de mort, qui était en guerre ouverte contre la rhubarbe et armait les côtes du continent contre l'introduction du séné, n'a pas empêché le système continental de crouler. Le ridicule avait accompagné l'installation des odieuses cours prévôtales. A Hambourg, le président, qui était français, prononça un discours dans lequel il chercha à prouver *que, du temps des Ptolomées, il y avait aussi des tribunaux extraordinaires de douanes, et que c'était à cette création que l'Egypte avait dû sa prospérité.* On introduisit ainsi la terreur à l'aide de l'ironie et de la sottise la plus absurde. Les douanes ordinaires, déjà si en horreur dans ce pays, publiaient elles-mêmes hautement, et avec raison, qu'on les regretterait bientôt, et que l'on ne tarderait pas à sentir la différence entre les cours prévôtales et elles.

Les conseillers de Bonaparte l'ont conduit à cet acte niais et stupide d'exiger qu'un navire, pour lequel on avait obtenu une licence, fût chargé de marchandises d'exportation dont la valeur équivalût à celle des denrées coloniales d'importation autorisées par la licence. Que faisait-on alors? On ache-

tait à vil prix de vieux fonds de magasins de soieries que le temps et la mode avaient complètement mis hors de la circulation ; et comme ces objets étaient prohibés en Angleterre, on les jetait à la mer, sans que cette légère perte causât le moindre dommage à la spéculation. Le bénéfice de la licence surpassait encore infiniment le sacrifice qui ne prêtait qu'à rire. On a publié je crois, par ordre de Napoléon que la forêt de Fontainebleau plantée en betteraves, fournirait du sucre à toute l'Europe. Je ne comprends pas qu'il ait pu laisser insérer une pareille absurdité dans le Moniteur. Ce n'est pas cependant que je veuille prétendre que cette culture ne mérite pas d'être encouragée.

Cet odieux et brutal système, digne des temps d'ignorance et de barbarie, qui, quand il eût été admissible en théorie, eût été impraticable dans l'application, n'a pas été assez stygmatisé. On a eu la sottise de dire que le blocus continental aurait fini par faire succomber l'Angleterre sous l'amas de ses propres produits! Quelle absurdité! Ceux qui ont inventé ce système, ceux qui l'ont mis en œuvre, ont encouru le mépris et l'indignation de leurs contemporains; car la postérité ne s'occupera pas de leurs rêves; elles étaient bien peu amies de l'empereur, les personnes qui lui conseil-

lèrent cet extravagant système qui, en indignant et soulevant toute l'Europe, ne pouvait manquer de la faire réagir contre le torrent qui la dévastait. Tyranniser l'espèce humaine, et vouloir qu'elle admire et cède toujours, c'est demander l'impossible! Il semblerait que le destin, qui allait accorder à Bonaparte encore quelques grands triomphes, eût voulu préparer d'avance les élémens des causes qui devaient les lui enlever tous à la fois, et le précipiter dans une infortune plus grande encore que n'avait été grand le bonheur qui avait favorisé son élévation.

Ignoraient-ils donc, ces funestes conseillers, la puissance de l'or, celle des assurances, et les innombrables ressources de la fraude! Les besoins de la société entière luttaient avec avantage contre ces mesures fatales.

La prohibition du commerce, la sévérité habituellement si cruelle dans l'exécution de cette odieuse conception, n'étaient au vrai qu'un impôt continental. En voici une preuve, et cependant je ne parle que de ce que j'ai vu.

Les douanes étaient très-fortes à Hambourg et sur les deux lignes de Cuxhaven et Travemunde. M. Eudel, directeur de cette administration, la conduisait avec zèle et désintéressement, j'aime à

lui rendre cet hommage. Des quantités énormes de marchandises anglaises et de denrées coloniales d'autres pays, s'accumulaient dans le Holstein où elles arrivaient presque toutes par Kiel et Hudsum, et tout traversait la ligne moyennant une prime de trente-trois à quarante pour cent. Convaincu de ce fait par mille preuves, et fatigué des vexations des douanes, je pris sur moi d'exposer mes réflexions à l'empereur. Il m'avait permis de lui adresser *directement* et sans passer par aucun intermédiaire tout ce que je croirais nécessaire à son service. Je lui envoyai un courrier extraordinaire à Fontainebleau où il était alors; et dans ma dépêche je lui déclarai que tout passerait malgré ses douanes, parce que le bénéfice sur la vente, en Allemagne, en Pologne, en Italie, même en France où les marchandises parvenaient à pénétrer, était trop considérable pour que l'on ne s'exposât pas à tous les risques; je lui proposais, au moment où il allait réunir les villes Anséatiques à l'empire français, de laisser passer librement ces denrées moyennant un droit de trente-trois pour cent, équivalant à peu près au montant des primes d'assurance. L'empereur écouta sans hésiter mes avis, et dans l'année 1811, il rentra dans ce lieu seul plus de 60 millions de cette spéculation; et les flagorneurs en pied et de

service, de toujours s'écrier avec enthousiasme : « On ruine l'Angleterre en lui fermant les débouchés de ses denrées coloniales. » On a depuis agi de même pour les marchandises saisies et déposées dans des ports et dans de grandes villes de la Prusse, et cela a encore produit des sommes considérables. Le système continental n'en était pas moins toujours suivi et préconisé.

Ce système nous brouilla avec la Suède et la Russie, qui ne pouvaient pas souffrir que Napoléon exigeât un strict blocus, tandis qu'il prodiguait les licences et qu'il se fâchait lorsqu'ils en donnaient eux-mêmes. Bernadotte, se rendant en Suède, passa à Hambourg en octobre 1810. Il resta avec moi trois jours que nous passâmes dans la plus grande intimité. Il ne voulut voir personne. Il me consulta sur ce qu'il devait faire relativement à ce système continental. Je ne balançai pas à lui déclarer, non comme ministre de France, mais comme homme et comme son ami, qu'à sa place, à la tête d'une nation pauvre qui ne pouvait vivre que de l'échange de ses productions territoriales avec l'Angleterre, j'ouvrirais mes ports, et je donnerais aux Suédois, gratis, la licence générale que Bonaparte vendait en détail à l'intrigue et à la cupidité.

Le décret insensé de Berlin devait réagir le plus fortement contre la fortune de l'empereur, en indisposant les populations entières contre lui. Vingt rois renversés de leur trône eussent attiré sur lui moins de haine que ne lui en a suscité le mépris des besoins des peuples. Cette profonde ignorance des maximes de l'économie politique a causé une misère et des privations générales. Celles-ci ont à eur tour causé un soulèvement inévitable.

Ce système ne pouvait réussir que dans le cas impossible où toutes les puissances de l'Europe eussent pu entrer loyalement dans ses combinaisons. Un seul port resté libre l'anéantissait. Pour son succès complet, il fallait toujours vaincre, occuper tous les pays, n'en jamais évacuer aucun. Comme moyen de ruiner l'Angleterre, c'était une folie ; car l'interdiction de toute correspondance et de tout commerce avec ce pays blessait les intérêts de tous. Il fallait que l'Europe entière fût forcée par le glaive d'entrer dans cette absurde coalition, et que la même force l'y maintînt constamment. Était-ce possible ?

Comme impôt, c'était exécutable ; mais il était trop lourd, trop oppressif, trop vexatoire dans les moyens de perception. Quelqu'un a appelé le système continental *le matérialisme de la supré-*

matie : cette expression le désigne parfaitement.

Pour loger l'armée envahissante des douanes, on fut forcé d'évacuer plusieurs prisons. Celles qui restaient étaient si encombrées que la moitié des détenus était forcée de se tenir debout pendant que l'autre moitié dormait.

Un capitaine rapporteur avait conclu à l'absolution d'un pauvre paysan trouvé avec un pain de sucre acheté hors de la barrière des douanes. Cet officier se trouvant à un grand dîner chez le maréchal Davoust, celui-ci lui dit, au milieu du repas : « Vous avez la conscience scrupuleuse, M. le rapporteur. — Mais, monseigneur..... — Allez à l'état-major, il y a un ordre pour vous. » Cet ordre envoyait le capitaine à 80 lieues de Hambourg. Il faut avoir été témoin comme je l'ai été de tant de vexations, de tant de misères causées par le déplorable système continental, pour concevoir combien ses auteurs ont fait de mal à l'Europe, causé de haines, amassé de vengeances et contribué à la chute de Napoléon.

CHAPITRE XVI.

Le plus grand capitaine. — Nouveau système de guerre.— Les anciens quartiers d'hiver. — Marche au-devant des Russes. — Proclamation de l'empereur. — Résumé des opérations de la campagne. — Quatre combats et une grande bataille. — Nouvelles armées formées dans l'intérieur. — Délire des Prussiens. — Nécessité d'aller au-devant des Russes.—Moyen de faire une campagne d'hiver. — Le génie des conquêtes et le génie de la destruction. Plaintes et détresse dans les pays anséatiques.—Cinquante mille capotes fournies par moi à l'armée. — Grains russes trouvés à Magdebourg. — Faux zèle des agens trop dévoués. — Le colonel Clément à Bremen.— Proclamation inconvenante envoyée par moi au gouvernement. — Additions aux rigueurs du système continental. — Rapidité de la marche de Murat, et son entrée à Varsovie. — Députations des Polonais. — Incertitude de Napoléon sur la Pologne. — Duroc et la clavicule cassée. — La voiture de M. de Talleyrand embourbée, et propos de soldats. — Découragement des troupes. — Moyen de Napoléon pour *réveiller* ses soldats. — Bonaparte improvisateur.

Non-seulement Bonaparte fut, sans aucune espèce de comparaison, le plus grand capitaine

des temps modernes, mais on peut dire qu'il changea l'art de la guerre. Il en fit un jeu épouvantable, qui ne fut plus soumis aux obstacles des saisons. Les hommes de guerre les plus habiles eux-mêmes avaient soumis le temps des tueries régulières aux indications d'almanachs, et il était autrefois d'usage, en Europe, d'affronter sans crainte les canons et les mousquets depuis les premiers beaux jours du Printemps, jusqu'aux derniers beaux jours de l'Automne; puis, on posait de chaque côté les armes, devant la pluie, la neige et le froid, pour prendre ce qu'on appelait des quartiers d'hiver. Pichegru en Hollande avait déjà donné un exemple du dédain de la température; Bonaparte aussi avait affronté à Austerlitz la glace de l'hiver; cela lui avait réussi, et il en fit de même aux approches de l'hiver de 1806 à 1807; son génie militaire et son incroyable activité semblèrent redoubler de puissance, et fier de ses soldats, il se détermina à entamer une campagne d'hiver sous des climats plus rigoureux que ceux où il avait combattu. Il fallait pour lui que les hommes enchaînés à sa destinée pussent braver les vents du nord, comme ils avaient bravé le plomb du soleil d'Égypte. Habile entre tous les guerriers à choisir ses champs de bataille, il ne voulut point

attendre tranquillement que l'armée russe qui s'avançait vers l'Allemagne vînt se mesurer avec lui dans les champs de la Prusse conquise; il résolut de marcher à sa rencontre et de l'atteindre avant qu'elle eût passé la Vistule. Mais avant de quitter Berlin pour explorer en conquérant les terres de la Pologne et les confins de la Russie, il dit à ses soldats :

« Vous avez justifié mon attente et répondu « dignement à la confiance du peuple français. « Vous avez supporté les privations et les fatigues « avec autant de courage que vous avez montré « d'intrépidité et de sang-froid au milieu des com- « bats. Vous êtes les dignes défenseurs de l'hon- « neur de ma couronne, et de la gloire du grand « peuple. Tant que vous serez animés de cet es- « prit, rien ne pourra vous résister. Je ne sais « désormais à quelle arme donner la préférence... « Vous êtes tous de bons soldats. Voici les résul- « tats de nos travaux :

« Une des premières puissances de l'Europe, qui « osa naguère nous proposer une honteuse capitu- « lation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la « Franconie, la Saale, l'Elbe que nos pères n'eus- « sent pas traversés en sept ans, nous les avons « traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle

« quatre combats et une grande bataille. Nous « avons précédé à Postdam, à Berlin, la renommée « de nos victoires. Nous avons fait soixante mille « prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux, parmi « lesquels ceux des gardes du roi de Prusse, six « cents pièces de canon, trois forteresses, plus de « vingt généraux; cependant plus de la moitié de « vous regrettent de n'avoir pas tiré un seul coup « de fusil. Toutes les provinces de la monarchie « prussienne jusqu'à l'Oder sont en notre pouvoir.

« Soldats, les Russes se vantent de venir à nous; « nous marcherons à leur rencontre, nous leur « épargnerons la moitié du chemin; ils retrouve- « ront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une na- « tion qui a aussitôt oublié la générosité que nous « avons eue envers elle, après cette bataille où son « empereur, sa cour, les débris de son armée, « n'ont dû leur salut qu'à la capitulation que nous « leur avons accordée, est une nation qui ne sau- « rait lutter avec succès contre nous.

« Cependant, tandis que nous marchons au- « devant des Russes, de nouvelles armées, formées « dans l'intérieur de l'empire, viennent prendre « notre place pour garder nos conquêtes. Mon « peuple tout entier s'est levé, honteux de la hon- « teuse capitulation que les ministres prussiens,

« dans leur délire, nous ont proposée (1). Nos « routes et nos villes frontières sont remplies de « conscrits qui brûlent de marcher sur vos traces, « Nous ne serons plus désormais les jouets d'une « paix traîtresse, et nous ne poserons plus les ar- « mes que nous n'ayons obligé les Anglais, ces » éternels ennemis de notre nation, à renoncer au

(1) Le mot *délire* employé dans la proclamation de l'empereur, n'était réellement pas trop fort. Quand Napoléon était sur le point de commencer la campagne, on répondit à ses premières négociations que la Prusse, pour traiter de la paix, *exigeait* que l'empereur renonçât à toutes ses conquêtes; le roi Frédéric-Guillaume aveuglé par l'enthousiasme de ses troupes, entraîné par l'ardeur de Blucher et du duc de Brunswick, nous *menaçait de sa colère*, si les troupes françaises passaient le Rhin. J'ai su que Napoléon tenant en main ce singulier manifeste, ne put en achever la lecture, qu'il le froissa avec colère et le jeta par terre, en s'écriant avec une sorte de rage : « Se croit-il en Cham- « pagne ? Veut-il reproduire son manifeste ? Quoi ! il va ve- « nir à Paris, et par journées d'étapes? Vraiment, j'ai pitié « de la Prusse, je plains Guillaume. Il ne sait pas quelles « sottises on lui fait écrire. C'est par trop ridicule. C'est « un rendez-vous qu'il nous donne. Une belle reine veut « être spectatrice du combat !.... Allons !... Soyons cour- « tois !... Marchons. Le rendez-vous est en Saxe ?... Par- « bleu ! on ne nous y attendra pas ! »

« projet de troubler le continent, et à la tyrannie « des mers.

« Soldats, je ne puis mieux vous exprimer les « sentimens que j'éprouve pour vous, qu'en disant « que je porte dans mon cœur l'amour que vous « me montrez tous les jours. »

Cette proclamation ne fut pas la première que publia Napoléon à l'occasion de la campagne de Prusse; j'ai cru devoir rapporter celle-ci, que je reçus à Hambourg, parce que, placé pour ainsi dire au milieu de son expédition, elle rappelle ce que les armées françaises avaient déjà fait lors de sa publication, et annonce en même temps les intentions futures de l'empereur. Tout lui commandait alors de marcher en avant, car s'il eût attendu que les Russes eussent passé la Vistule, il n'y avait probablement point de campagne d'hiver, et la force des choses l'aurait contraint à prendre de tristes quartiers d'hiver entre ce fleuve et l'Oder, ou bien à repasser l'Oder pour reprendre ses ennemis en Prusse. Son génie militaire et son infatigable activité qui ne l'abandonnaient jamais, le servirent merveilleusement en cette circonstance; et la proclamation qu'on vient de lire, datée de Berlin, avant son départ pour Charlottenbourg, prouve qu'il n'agit point fortui-

tement, comme cela lui était souvent arrivé, mais que ses calculs étaient faits d'avance.

Ce génie des conquêtes peut avoir du charme sur un champ de bataille; un mouvement rapide et immense imprimé à de grandes masses par une seule volonté peut briller d'un éclat passager comme un éclair et éblouir les yeux de la multitude; mais quand on est loin du théâtre de la gloire, quand on en voit les tristes résultats accabler les peuples, le génie des conquêtes n'est plus que le génie de la destruction. Quel spectacle j'avais souvent sous les yeux! Il me fallait continuellement entendre des plaintes sur la détresse générale et exécuter des ordres qui ajoutaient aux immenses sacrifices déjà faits par la ville de Hambourg. Ainsi, par exemple, l'empereur me demanda cinquante mille capotes que je lui fis fournir sur-le-champ. Je sentais l'importance d'une pareille fourniture, aux approches de l'hiver et sous un climat dont nos soldats n'avaient pas encore affronté la rigueur. Je reçus aussi l'ordre de faire saisir à Lubeck, ville qui, comme on l'a vu, prise et reprise tour à tour par Blucher et Bernadotte, avait éprouvé plusieurs fois les calamités d'un siège et d'une capitulation, quatre cent mille lasts de blés (1), et

[1] Le last pèse deux mille kilogrammes.

de les envoyer à Magdebourg. Ces blés appartenaient à la Russie. De son côté le maréchal Mortier fit saisir des bois de construction, appartenant également à la Russie. M. Olivier, inspecteur de la marine à Hambourg, en porta l'estimation à une valeur de quatorze cent mille francs. Enfin les villes anséatiques étaient traitées comme des vaches à lait; on les pressurait de toutes manières en même temps que le système continental commençait à tarir les sources de leur prospérité.

Au milieu de tant de vexations, de tant de calamités pour les peuples, il se trouvait des agens de l'empereur qui, pour se faire valoir, rendaient ces vexations et ces calamités encore plus douloureuses. Ainsi je me rappelle qu'un colonel, nommé Clément, homme qui cherchait à voiler sa médiocrité sous les excès d'un dévouement aveugle, publia en occupant militairement la ville de Bremen des proclamations telles que je fus obligé d'en donner connaissance au gouvernement. Ces proclamations étaient d'une inconvenance sans égale. Le colonel Clément avait pris sur lui, sans mission, sans autorisation, d'ajouter des variantes cruelles au décret impérial de Berlin relatif aux marchandises anglaises. Il allait beaucoup plus loin dans l'occupation de Bremen que ne l'avait fait le maréchal Mortier lorsqu'il exécuta

l'ordre d'occuper le territoire et la ville de Hambourg. J'étais indigné, je l'avoue, de voir par de tels excès de pouvoir irriter la haine des habitans contre la France; je présentai au maréchal Mortier des observations énergiques sur la conduite du colonel; ce maréchal lui donna l'ordre formel de rétablir les choses à Bremen sur le même pied qu'à Hambourg, et de se renfermer strictement dans la teneur du décret de Berlin. Cet esprit de vexation n'animait que trop quelques-uns des chefs secondaires de l'armée; et comment ces vexations, la ruine des cités, la ruine des habitans des villes et des campagnes, les plaintes universelles qui s'élevaient de toutes parts, à la plus grande gloire du grand empire, ou plutôt du grand empereur, ne purent-elles enseigner que ces peuples, alors désarmés, se relèveraient en masse quelques années plus tard, pour mettre un terme à leurs souffrances et venger leurs malheurs?

Cependant nos troupes marchaient toujours en avant avec une rapidité telle que Murat qui, plus que qui que ce soit, avait la passion de la guerre, arriva avant la fin de novembre à Varsovie à la tête de l'avant-garde de la grande armée dont il avait le commandement. Alors le quartier-général de l'empereur était à Posen, et de toutes parts,

on lui envoyait des députations pour lui demander le rétablissement du royaume de Pologne et son indépendance. J'appris, par Rapp, qu'après avoir reçu la députation de Varsovie il lui dit : « J'aime « les Polonais, leur ardeur me plait. Je voudrais « bien en faire un peuple indépendant ; mais c'est « bien difficile. Trop de gens ont pris une part du « gâteau; l'Autriche, la Russie, la Prusse; la mèche « une fois allumée, qui sait où s'arrêtera l'incen- « die. Mon premier devoir est envers la France, et « je ne dois pas la sacrifier à la Pologne ; cela nous « mènerait trop loin. Et puis il faut s'en remettre « au souverain de toutes choses, au temps ; il nous « enseignera plus tard ce que nous aurons à faire. » Certes, si Sulkowski eût vécu, Napoléon se serait souvenu de ce qu'il avait dit en Égypte, et selon toute probabilité, il aurait relevé une puissance dont le morcellement commença, vers la fin du dernier siècle, à rompre cette espèce d'équilibre politique qui subsistait en Europe depuis le traité de Westphalie.

Ce fut au quartier-général de Posen que Duroc rejoignit l'empereur après sa mission, dont j'ai parlé, auprès du roi de Prusse. J'appris avec peine, qu'il avait versé dans son voyage, et s'était cassé une clavicule. Toutes les lettres que je

recevais, n'étaient qu'une suite de doléances sur le mauvais état des routes; on se battait pour ainsi dire dans la boue, et ce n'était qu'avec une extrême difficulté que l'on pouvait mener l'artillerie et les fourgons de l'armée. On m'a raconté depuis, que la voiture de M. de Talleyrand que l'empereur avait demandé au quartier-général, dans l'espoir que l'on traiterait de la paix, s'était tellement embourbée que ce ministre resta en panne pendant près de douze heures. Les soldats étaient de mauvaise humeur d'être dans l'eau et la boue presque jusqu'aux genoux; quelques-uns d'entre eux, ayant demandé à un homme de la suite du ministre, qui c'était, on leur répondit que c'était le ministre des affaires étrangères. « Ah! bah! dit le *Lustig* de la compagnie, pour-« quoi est-ce qu'il vient faire de la diplomatie « dans un si mauvais chien de pays! »

L'empereur fit son entrée à Varsovie le premier janvier; la plupart des rapports qu'il avait reçus précédemment avaient été d'accord pour lui peindre le mécontentement des troupes, qui, depuis quelque temps, avaient à souffrir du mauvais temps, des mauvais chemins et de toutes sortes de privations. Alors Bonaparte dit aux généraux qui lui rendirent compte du dé-

couragement qui avait succédé à l'enthousiasme dans l'esprit des troupes : « Leur avez-vous parlé « de l'ennemi ? sont-elles sans élan quand elles « l'aperçoivent ? — Non, Sire. — J'en étais sûr, « mes troupes sont toujours les mêmes. » Ensuite il dit à Rapp : « *Je vais les réveiller !* » Puis il dicta la proclamation suivante.

« Soldats !

« Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, « que vous étiez sur le champ de bataille d'Austerlitz. Les bataillons russes épouvantés fuyaient « en désordre, ou, enveloppés, rendaient les armes à leurs vainqueurs. Le lendemain ils firent « entendre des paroles de paix ; mais elles étaient « trompeuses : à peine échappés, par l'effet d'une « générosité peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coalition, ils en ont ourdi « une quatrième ; mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leur principale espérance « n'était déjà plus : ses places fortes, ses capitales, « ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, sept cents pièces de bataille, « cinq grandes places de guerre sont en notre « pouvoir. L'Oder, la Wartha, les déserts de « la Pologne, le mauvais temps de la saison,

« n'ont pu vous arrêter un moment ; vous avez « tout bravé, tout surmonté ; tout a fui à votre « approche. C'est en vain que les Russes ont « voulu défendre la capitale de cette ancienne « et illustre Pologne. L'aigle française plane sur « la Vistule. Le brave et infortuné Polonais, en « vous voyant, croit revoir les légions de So- « bieski de retour de leur mémorable expédi- « tion.

« Soldats, nous ne déposerons pas les armes « que la paix générale n'ait affermi et assuré la puis- « sance de nos alliés, n'ait restitué à notre com- « merce sa liberté et ses colonies. Nous avons con- « quis sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, nos éta- « blissemens des Indes, le cap de Bonne-Espérance « et les colonies espagnoles; qui donnerait le droit « aux Russes de balancer les destins ? qui leur don- « nerait le droit de renverser de si justes desseins? « Eux et nous, ne sommes-nous plus les soldats « d'Austerlitz. »

Quand Bonaparte dictait ses proclamations, et Dieu sait combien j'en ai écrit sous sa dictée, il avait par moment l'air inspiré; sa tête se montait comme celle des improvisateurs italiens; il était pour ainsi dire sur le trépied, et il fallait écrire avec une incroyable activité pour le suivre, car

sa dictée était une improvisation ; il était alors sérieux et se faisait relire ce qu'il avait dicté ; c'est alors que plus d'une fois je l'ai vu s'applaudir en riant de l'effet que produirait telle ou telle phrase. En général ses proclamations ont roulé sur trois points : vanter aux soldats ce qu'ils avaient fait, leur montrer en perspective ce qu'ils avaient encore à faire, et dénigrer ses ennemis. La dernière proclamation que je viens de citer, on la répandit avec profusion dans toute l'Allemagne, et il est impossible, sans en avoir été témoin, de se figurer l'effet inconcevable qu'elle produisit sur toute l'armée. Les corps stationnés en arrière brûlaient de traverser à marches forcées l'espace qui les séparait encore du quartier-général, et celles qui se trouvaient plus rapprochées de l'empereur oubliaient leurs fatigues, leurs maux, leurs privations et aspiraient à combattre. La plupart du temps, ils ne comprenaient guère ce que disait Napoléon : je ne crois pas, par exemple, qu'ils comprissent comment on avait repris Pondichéry et le cap de Bonne-Espérance sur l'Elbe et sur l'Oder, mais ils se disaient entre eux : « L'empereur a dit cela. » Ils se rappelaient les combats où ils s'étaient trouvés ; ils marchaient gaiement sans souliers, ils passaient de longues heures sans vivres et sans se

plaindre, tant était prodigieux l'enthousiasme ou plutôt le fanatisme que Napoléon savait inspirer à ses soldats, quand il avait senti la nécessité de les *réveiller*.

CHAPITRE XVII.

Souvenir du duc de Mecklembourg. — Objet de ses visites à Hambourg. — Ma maison de campagne dans le Holstein. — Mes relations avec le duc de Weimar. — J'obtiens la restitution de ses états. — Lettre de remercîmens. — Le traité de Tilsitt et le duc de Mecklembourg. — Visite que me fait le prince héréditaire et son voyage à Paris. — Les listes de présentations et le nobiliaire de l'Europe. — Lettre du grand duc héréditaire de Bade. — Mon salon et mon cabinet. — Horreur des espions. — Offre de Butler, agent anglais. — L'homme aux précautions. — Butler à Paris et à Londres et articles de journaux singuliers. — Crainte de Bonaparte des relations entre la France et l'Angleterre. — L'empereur mécontent de Fouché. — Grande terreur inspirée par les commis-voyageurs. — Misère de la Hollande. — Inutile opposition de Louis au décret de Berlin. — Beau raisonnement de la police. — Nouveaux suspects. — Impossibilité d'exécution.

J'ai parlé précédemment du duc de Mecklembourg-Schwerin, de sa famille, et surtout de sa fille, la princesse Charlotte, mariée au prince

royal de Danemarck; j'avais oublié une circonstance qui me revient actuellement à la mémoire relativement à mes relations avec lui. Lorsque, étant expulsé de ses états après la bataille d'Iéna, il se fut réfugié à Altona, il me fit demander par son ministre à Hambourg, le comte de Plessen, la permission de venir quelquefois dans cette ville : je la lui accordai sans peine; mais il ne mit aucune précaution dans ses visites, et je lui en fis quelques observations amicales. Je savais bien le but de ces visites; il s'agissait d'une liaison secrète; mais, d'après mes observations, il fit venir à Altona la personne qui l'attirait à Hambourg, et m'assura fort obligeamment qu'il avait pris cette détermination pour être plus sûr de ne pas me compromettre. Il ne vint plus que rarement à Hambourg; mais, comme nous étions dans la meilleure intelligence avec le Danemarck, je continuai à voir souvent son gendre et sa fille qui venaient souvent dans une maison que j'avais dans le Holstein près d'Altona. J'y recevais aussi presque tous les jours le duc de Weimar, homme bon, aimable, excellent, doué de toutes les plus heureuses qualités. J'avais l'avantage de vivre avec lui dans une intimité telle que ma maison était, pour ainsi dire, devenue la sienne. Il avait aussi perdu

ses états; mais la position dans laquelle j'étais, et les circonstances qui se rattachaient à mon séjour à Hambourg, me permettaient d'exercer quelque influence sur les indulgences ou les sévérités politiques du gouvernement, et je fus assez heureux pour contribuer à la restitution de ses états. J'avais pour lui un attachement si sincère que son départ me causa beaucoup de regrets. A peine arrivé à Berlin, il m'écrivit la lettre suivante dont je fus vivement touché.

« Monsieur,

« Veuillez recevoir avec bonté les hommages de ma vive reconnaissance, pour toutes les marques de bonté que vous avez bien voulu me donner pendant mon séjour à Hambourg, et pour les honnêtetés que j'ai reçues dans votre maison. Votre mérite personnel, Monsieur, m'a vivement frappé, et c'est un des plus heureux jours de ma vie, que celui où j'ai joui de l'avantage de contracter votre connaissance.

« Permettez que je présente à madame de Bourrienne les hommages de mon respect, et comme je désire extrêmement que ma mémoire soit conservée dans votre aimable famille, je joins à ceci un diamant que je vous supplie d'accepter de ma

part, et de conserver comme un gage de ma parfaite gratitude, et du désir que j'ai de n'être point effacé de votre souvenir.

« C'est toujours avec le sentiment d'une considération toute particulière que j'ai l'honneur d'être, etc. »

« Le duc de Weimar. »

Berlin, 7 décembre 1806.

Le duc de Mecklembourg fut moins heureux que le duc de Weimar, malgré son alliance avec la famille régnante de Danemarck ; il fut contraint de rester à Altona jusqu'au mois de juillet suivant, car ses états ne lui furent rendus que par suite du traité de Tilsitt. Dès que l'on sut la nouvelle du retour de l'empereur à Paris, son fils, le prince héréditaire, vint me voir à Hambourg pour me demander si je pensais qu'il lui serait possible d'y aller mettre aux pieds de l'empereur l'expression de la reconnaissance de son père et de la sienne ; c'était un jeune homme très-bien élevé et de beaucoup d'espérance ; il partit accompagné de M. M. Oertzen et du baron de Brandstaten. Quelque temps après, je vis son nom dans le Moniteur sur une des listes de présentation à l'empereur, listes dont la collection pendant l'empire

pourrait tenir lieu du nobiliaire général de presque toute l'Europe.

Je ne cède point du tout à un mouvement de vanité en rappelant quelques-unes de mes relations avec plusieurs princes de l'Allemagne; j'ai vu de trop près comment s'élèvent et s'abaissent les grandeurs humaines, pour être encore séduit par leurs prestiges, je veux seulement prouver comment à force de modération, même en exécutant les ordres impérieux d'un gouvernement de fer, je suis parvenu à inspirer de la confiance à quelques princes d'outre-Rhin; et, à cette occasion, je rapporterai encore une lettre que m'écrivit au mois de décembre 1806, pour une recommandation de famille, le prince Charles, grand-duc héréditaire de Bade; je lui laisse son cachet germanique.

« J'ai l'honneur de vous adresser cette lettre, pour vous prévenir que j'ai donné le conseil à ma sœur de se rendre à Hambourg, pour être plus près de son mari le prince de Brunswick-Oels. Je vous prie, monsieur le ministre, de vouloir bien vous intéresser pour elle pendant son séjour à Hambourg, dont je vous en aurais une reconnaissance infinie, et me tranquillisera sur la crainte de la savoir toute seule. Je saisis cette occasion

pour vous assurer de la considération distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc., etc. »

Toutes mes relations n'étaient pas aussi agréables que celles dont je viens de parler, et je puis dire qu'il y avait un grand contraste entre les personnes qui voulaient bien venir dans mon salon et celles que mon devoir me commandait de laisser pénétrer dans mon cabinet. On dit qu'on s'accoutume à tout, cette sentence est pour moi exceptionnelle, car malgré la nécessité où j'ai été si souvent réduit de me servir d'espions, je n'ai jamais pu en voir un sans un mouvement d'horreur, lorsque surtout ce sont des gens nés pour tenir un rang honnête dans le monde, qui se dégradent à cet infâme métier et viennent offrir leurs honteux services. On ne saurait croire de quelles combinaisons de tels hommes sont capables pour se couvrir d'un masque, et inspirer de la confiance à ceux qu'ils vont trahir. Il m'en revient actuellement à l'esprit un exemple qui mérite d'être connu.

Un de ces misérables que l'on a la manie d'employer dans de certains temps et dans tous les partis, vint un jour m'offrir ses services. Il se nommait Butler, et avait été envoyé d'Angleterre sur le continent avec mission d'espionner le gou-

vernement français. Il s'en ouvrit à moi tout de suite; puis il se plaignit de prétendus ennemis, d'injustices qu'on lui avait faites, et enfin il me dit qu'il avait le plus grand désir de s'attacher à la cause de l'empereur, et que rien ne lui coûterait pour prouver son dévouement. La véritable raison de son changement de parti, comme c'est celle de tous ces gens-là, n'était autre chose que l'espoir d'une meilleure récompense. Quoi qu'il en soit, je ne crois pas que jamais aucun agent de son espèce ait poussé aussi loin les précautions pour que son ancien parti ne puisse pas soupçonner qu'il en sert un autre; à moi, il me répétait continuellement combien il serait heureux de se venger de ses ennemis de Londres. Il me demanda d'aller à Paris pour se faire examiner par le ministre de la police lui-même. Pour plus de sûreté, il demanda à être mis au Temple en y arrivant, et que l'on fît insérer dans les journaux anglais un article ainsi conçu : « John Butler, dit » comte Butler, vient d'être arrêté et envoyé à » Paris, sous bonne escorte, par le ministre de » France à Hambourg. » Au bout de quelques semaines, Butler, chargé des instructions du ministre, partit pour Londres; mais, par suite de son système de précautions, et disant lui-même

qu'il ne pouvait pas être assez flétri pour pouvoir être utile et tirer vengeance de ses ennemis, il demanda qu'on publiât dans les journaux un autre article ainsi conçu : « Il est enjoint au nommé » Butler, arrêté à Hambourg comme agent an- » glais, et conduit à Paris, de quitter la France et » les territoires occupés par l'armée française et » leurs alliés, avec défense d'y paraître avant la » paix générale. » Butler jouit en Angleterre des honneurs de la persécution française; on vit en lui une victime qui méritait toute la confiance des ennemis de la France; Fouché eut par lui beaucoup de renseignemens, et il ne fut pas pendu ! Qui, en effet, aurait pu ne pas être dupe d'une fourberie aussi audacieuse? Vraiment, il y a des choses dont il faut presque être capable pour en avoir le soupçon !

Malgré la prétendue nécessité d'employer des agens secrets, Bonaparte n'aimait pas que l'on établît, même sous ce prétexte, un trop grand nombre de communications entre la France et l'Angleterre ; mais Fouché n'en dirigeait pas moins dans l'ombre les évolutions de son armée souterraine. Fouché, pendant la campagne de Prusse, avait causé un vif mécontentement à l'empereur, à l'occasion d'une affaire dont j'ai déjà

parlé. Il blâma fort le ministre de la police d'avoir souffert qu'une députation du sénat fût venue lui faire à Berlin des espèces de remontrances, pour l'engager à ne pas passer l'Oder. Il dit que Fouché aurait dû, comme sénateur, dissuader le sénat de faire une pareille démarche sans son autorisation, et que si le sénat eût persisté dans l'objet de sa délibération, il aurait été de son devoir d'empêcher la députation de partir, par les moyens qui étaient en son pouvoir. Fouché en avait beaucoup, car on pourrait presque dire qu'en l'absence de Napoléon, la police était régente de France. Toujours prêt à favoriser tout ce qui pouvait donner de l'importance à la police et flatter l'empereur dans ses ombrageuses défiances, Fouché m'écrivit que le gouvernement avait la certitude que beaucoup de Français, voyageant pour le compte de plusieurs maisons de commerce de France, se trouvaient à Manchester pour y acheter des objets de fabrication anglaise. Cela était vrai, mais le moyen de l'empêcher? ces commis voyageurs passaient par la Hollande, où ils éprouvaient peu de difficultés pour s'embarquer. Les nouvelles particulières que je recevais de ce pays étaient toutes d'accord pour me peindre la détresse de son commerce,

depuis son érection en royaume en faveur de Louis Napoléon. Le fatal décret de Berlin, s'il eût pu être exécuté strictement, aurait causé la ruine de ce pays où la nouvelle du système continental avait été un coup de foudre.

Louis, avec sa probité connue, ne pensant pas que le roi de Hollande dût sacrifier les intérêts de ses nouveaux sujets aux volontés de son frère, ne fit exécuter d'abord que mollement et pour la forme le désastreux système, mais la colère de Napoléon éclata contre lui; ainsi, vers la fin de l'année 1806, il fut réduit à la nécessité d'ordonner la stricte exécution du blocus. J'appris que dans un mouvement d'humeur, l'empereur dit, que si son frère ne se soumettait pas à ses ordres, il ferait faire des visites domiciliaires dans toute la Hollande. Quel bon moyen, pour attacher les peuples à sa politique dévorante, que de commencer par les ruiner et les humilier! La facilité avec laquelle les voyageurs des maisons de commerce françaises passaient de la Hollande en Angleterre causait en même temps d'autres terreurs au gouvernement français. On disait : Puisque des Français peuvent si facilement se transporter du continent dans la Grande-Bretagne, par la même raison les agens du cabinet anglais peuvent se trans-

porter sur le continent. En vertu de ce beau raisonnement, il fallut, d'après les ordres de la police, que les consuls surveillassent non-seulement les personnes qui revenaient évidemment d'Angleterre, mais celles qui pourraient peut-être en revenir. C'était, comme on le voit, une loi de suspects à l'usage des commis-voyageurs, digne corollaire du système continental. Tout cela était d'une conception admirable; mais l'exécution!.. On avait beau faire, on avait beau multiplier les perquisitions inquisitoriales, prodiguer les menaces, faire espionner, encourager les délations, le continent n'en était pas moins inondé des produits des fabriques anglaises, par la raison toute simple que, quelque forte que soit la volonté d'un souverain, elle l'est beaucoup moins que les besoins des peuples et ne peut pas avoir la même durée. Le système continental me rappela cette loi de je ne sais plus quel législateur, qui, pour un crime qu'il jugeait impossible à commettre, condamnait celui qui s'en rendrait coupable à jeter un bœuf par dessus le mont Taurus.

CHAPITRE XVIII.

Extraits de correspondance.— Séjour de Napoléon à Posen. — Création du royaume de Saxe. — Vénération de l'Allemagne pour le roi de Saxe. — Incertitudes de l'empereur sur la Pologne. — Fêtes et revues à Varsovie. — Mode d'approvisionnement pour l'armée. — La France au quartier-général. — Les auditeurs et les porte-feuilles des ministres. — Emploi du mois de janvier et dispositions militaires. — Jugemens par analogie. — La campagne de Vienne, la campagne de Prusse, et différence de position.—Nouvelles reçues et envoyées en même temps. — Armement de l'Autriche en Bohême. — Conduite du cabinet de Vienne semblable à celle du cabinet de Berlin. — Nécessité d'agir promptement.— Les Français prévenus par les Russes. — Journée d'Eylau. — Retard du corps de Bernadotte. — Imputations calomnieuses. — Mort du général d'Haupoult.— Bonaparte faisant parler les morts. — Justification de Bernadotte.

Je n'ai ni la prétention, ni même l'intention de tracer ici un tableau de l'Europe à la fin de l'année 1806. Je veux seulement réunir quelques faits dont je fus informé alors, et que je retrouve

dans mes correspondances du temps, relativement à l'époque dont je parle. J'ai dit que l'empereur était arrivé à Varsovie le premier de janvier. Pendant son séjour à Posen, toujours empressé de réaliser les bénéfices de ses victoires, il avait, sous le titre de traité conclu avec l'électeur de Saxe, fondé un nouveau royaume, et, par conséquent, étendu sa puissance en Allemagne, par l'annexe du nouveau royaume de Saxe à la confédération du Rhin. Aux termes de ce traité, la Saxe, justement renommée pour sa cavalerie, fournit un contingent de vingt mille hommes à l'empereur. Ce secours n'était pas à dédaigner, non pas à cause des hommes, mais surtout à cause des chevaux dont la Saxe pouvait fournir et fournit abondamment l'armée française.

C'était un spectacle tout nouveau pour les princes d'Allemagne, tous habitués à de vieilles habitudes d'étiquette, que de voir un souverain parvenu les traiter en sujets, et les obliger, par son audace, à se regarder comme tels. Ces fameux Saxons, qui avaient fait trembler Charlemagne, se jetaient dans les bras de l'empereur, et ce n'était sûrement pas pour Bonaparte une chose indifférente, que de voir le chef de la maison de Saxe s'attacher à sa destinée, car le nouveau roi

de Saxe était, par son âge, ses goûts, son caractère, le prince le plus vénéré de toute l'Allemagne.

A Varsovie, depuis le moment où il y arriva jusqu'aux temps où commencèrent les hostilités contre les Russes, l'empereur reçut à chaque moment de nouvelles sollicitations pour rétablir le trône de Pologne, et rendre sa chevaleresque indépendance à l'ancien empire des Jagellons. Une personne, qui était alors à Varsovie, m'a dit que l'empereur était dans la plus grande incertitude sur ce qu'il voulait faire de la Pologne : on le circonvenait pour le supplier de rétablir cet ancien et héroïque royaume, mais il ne prit aucune décision d'avance, selon l'habitude qu'il avait de se soumettre aux événemens pour avoir mieux l'air de leur commander. A Varsovie, en effet, l'empereur passa en partie son temps, en plaisirs et en fêtes, en galas et en réceptions, ce qui ne l'empêcha pas de veiller, avec ses yeux d'aigle, à ce qu'aucune partie du service, tant intérieur qu'extérieur, ne manquât. Il était, lui, dans la capitale de la Pologne, mais sa vaste intelligence était présente partout. J'ai entendu dire à Duroc, quand nous eûmes l'occasion de causer ensemble de la campagne de Tilsitt, que jamais Napoléon

ne s'était montré plus plein et plus entier. Il était ravi de s'offrir dans des parades, à la vue et à l'enthousiasme de ses soldats, de recevoir des princes supplians, qui venaient timidement redemander la restitution de leurs états, de se montrer ensuite dans de brillantes réceptions, et de se jeter après dans des projets gigantesques sur l'Orient. La guerre des Turcs avec la Russie offrait sur ce point, des chances, ou plutôt des chimères favorables à son ambition. Cependant, sa tête universelle, en s'occupant à de graves combinaisons, descendait à des détails; ainsi, d'après les renseignemens puisés dans la quantité énorme de dépêches que je reçus alors, soit par des courriers extraordinaires, soit par des voies plus communes, j'ai dû regarder comme un chef-d'œuvre d'administration, la manière dont l'empereur établit à Varsovie un mode d'approvisionnement pour son armée qui manquait de tout.

Une autre chose bien remarquable dans les guerres impériales, c'est que, à l'exception de la police intérieure, dont Fouché était l'âme damnée, tout le gouvernement de la France était au quartier-général de l'empereur. Non-seulement Napoléon s'occupait, à Varsovie, des besoins de son armée, mais il y gouvernait la France comme s'il

eût été à Paris. Chaque jour, des estafettes, et de temps à autre ses inutiles auditeurs au conseil d'état lui apportaient, avec plus ou moins d'exactitude, les dépêches de l'ombre de gouvernement qu'il avait laissée à Paris, les plus curieuses révélations, souvent inventées de la police. Les portefeuilles des ministres arrivaient chaque semaine, à l'exception de ceux du ministre des relations extérieures qui, resté d'abord à Mayence avec l'impératrice, avait été appelé à Varsovie, et du ministre de la guerre, Clarke, qui, pour le malheur de Berlin, en était gouverneur. Cet ordre de choses dura pendant les dix mois que l'empereur resta absent de Paris. Louis XIV avait dit : « L'État, « c'est moi. » Napoléon ne disait pas la même chose, mais, de fait, sous son règne, le gouvernement de la France fut toujours à son quartier-général, chose fâcheuse, et qui faillit lui devenir funeste, comme on le verra quand j'aurai plus tard à raconter ce que, peut-être, moi seul je sais bien, sur la conspiration de Mallet.

L'empereur employa le mois de janvier en dispositions militaires, pour la prochaine attaque des Russes ; mais en même temps il ne négligea pas le travail du cabinet ; tout marchait de front avec lui. Rien de ce que l'on me mandait de Var-

sovie ne pouvait m'étonner, car tout ce que l'on me disait de son activité, de ses prévisions, de son incroyable intelligence m'était bien connu; seulement il appliquait son génie à d'autres combinaisons, et la connaissance que j'avais plus que qui que ce soit de ses habitudes et de son caractère, me permettait de juger ses actions, non-seulement par leur extérieur, mais par le for intérieur de sa pensée. Je l'avais vu assez souvent sur des champs de bataille, pour n'être pas surpris au récit de ses ordres instantanés, et si sa position, à Varsovie, était difficile, je l'avais vue plus difficile encore à Saint-Jean-d'Acre et à Marengo, avant que la bataille fût gagnée.

Je sais bien que quand l'empereur était à Varsovie, il ne s'agissait pas seulement d'une bataille; les affaires étaient beaucoup plus compliquées que dans la campagne de Vienne : il fallait, d'un côté, observer la Prusse que l'on occupait, et, d'un autre côté, prévenir les Russes, dont les mouvemens et les dispositions annonçaient qu'ils étaient déterminés à prendre l'initiative. Dans la campagne précédente, l'Autriche, avant la prise de Vienne, se trouvait seule engagée; il n'en était plus de même, l'Autriche n'avait eu que des soldats, et la Prusse, comme me le disait Blucher, commençait à avoir

des citoyens. Point de difficulté pour revenir de Vienne; beaucoup de difficultés pour revenir de Varsovie, en cas de non-succès, malgré la création du royaume de Saxe et l'organisation administrative provisoirement donnée à la Prusse et aux autres États de l'Allemagne que nous avions conquis. Rien de cela n'échappa à la perspicacité de Napoléon ; rien de cela ne fut omis dans les notes, lettres, billets et correspondances officielles, que je recevais de tous les points. Particulièrement informé, par mes propres correspondances, de tout ce qui se passait en Allemagne, il m'arrivait souvent de transmettre au gouvernement les mêmes nouvelles que de son côté il me transmettait, ne supposant pas que j'en fusse informé. C'est ainsi, par exemple, que je crus apprendre au gouvernement l'armement de l'Autriche, dont je reçus l'avis quelques jours plus tard.

L'Autriche joua, lors de la campagne de Prusse, précisément le rôle que la Prusse avait joué pendant la campagne d'Autriche. Indécision d'une part, indécision de l'autre. Comme la Prusse avait attendu le succès ou la défaite des armées françaises, avant Austerlitz, pour rester neutre, ou pour se déclarer contre la France, l'Autriche, supposant sans doute que la Russie serait

plus heureuse, alliée à la Prusse, que quand elle était sa propre alliée, rassembla en Bohême un corps de quarante mille hommes. Ce corps fut appelé du nom d'armée d'observation; mais on sait à quoi s'en tenir sur ces sortes d'observations; elles sont dans la catégorie des neutralités armées et dans celle de l'ingénieuse invention des cordons sanitaires. Le fait est que les quarante mille Autrichiens réunis en Bohême étaient destinés, en cas de succès de la part des Russes, à leur prêter aide et assistance; et quel est l'homme raisonnable qui oserait blâmer le gouvernement autrichien, d'avoir espéré une vengeance légitime qui l'aurait lavé de la honte du traité de Presbourg.

Dans cet état de choses, avec cette complication de sentimens hostiles qui n'étaient pas douteux, quoique les gouvernemens qui y étaient intéressés tâchassent de les faire paraître tels, il n'y avait donc pas un seul instant à perdre pour Napoléon, et ce n'était pas à l'impatience de son génie qu'il fallait donner des conseils d'activité. Comme il avait hâté le succès d'Austerlitz, pour prévenir la Prusse, il dut prévenir la Russie, pour maintenir l'Autriche dans son indécision.

L'empereur partit donc de Varsovie vers la fin de janvier, et alla aussitôt donner des ordres pour que l'on pût joindre l'armée russe dans les premiers jours de février. Mais, malgré son désir d'attaquer, l'empereur fut prévenu. L'armée russe l'attaqua le 8 février, à sept heures du matin par un temps affreux. Malgré l'abondance de la neige qui tombait à gros flocons, les Russes avançaient toujours ; ils approchaient de Preussich-Eylau où était l'empereur, ce fut la garde impériale qui arrêta la colonne russe. Presque toute l'armée française fut engagée dans cette bataille, l'une des plus meurtrières qui jusque-là avaient été livrées en Europe. Le corps commandé par Bernadotte ne donna pas, parce qu'il avait été placé sur la gauche à Mohrungen, d'où il menaçait Dantzig. L'issue de la bataille eût été bien différente si les quatre divisions d'infanterie et les deux divisions de cavalerie, dont se composait le corps d'armée de Bernadotte, eussent pu arriver à temps, mais malheureusement l'officier chargé de lui transmettre l'ordre de se diriger en toute hâte sur Preussich-Eylau, fut pris par un gros de cosaques, de sorte que Bernadotte n'arriva pas. Bonaparte qui voulait toujours s'en prendre à quelqu'un de ce que les choses ne se passaient pas absolument

comme il le voulait, attribua le non-succès de cette journée, au moins douteuse, à l'absence de Bernadotte, ce qui était vrai, mais en même temps il en fit un objet de reproche pour le maréchal, ce qui était une horrible injustice. On l'accusa de n'avoir pas voulu marcher sur Preussich-Eylau, quoique, assure-t-on, le général d'Haupoult l'eût averti du besoin que l'on avait de lui. Mais comment constater ce fait, puisque ce jour-là même le général d'Haupoult fut tué? Qui pouvait assurer que ce général eût pu communiquer directement et personnellement avec le maréchal Bernadotte? Quiconque a bien connu Bonaparte, ses ruses, et le parti qu'il savait tirer des paroles placées par lui dans la bouche des morts, ne verra point là une énigme difficile à deviner, et pour en trouver le mot, il suffirait d'ailleurs de se rappeler la manière dont il chargea la mémoire de l'amiral Brueys, de la perte du combat naval d'Aboukir et de la destruction de notre flotte, parce que l'amiral ayant été tué ne pouvait pas le démentir. Il en fut de même à Eylau à l'égard du général d'Haupoult.

Quoi qu'il en soit, la journée d'Eylau fut terrible; on gagna la nuit comme l'on put, en attendant toujours, mais en vain, le corps de Ber-

nadotte; et après une perte considérable, l'armée française eut le triste honneur de coucher sur le champ de bataille. Bernadotte arriva trop tard et rencontra l'ennemi qui battait en retraite et se dirigeait sans crainte d'être inquiété dans la direction de Kœnigsberg, la seule capitale qui restât encore à la Prusse. Le roi de Prusse était alors à Memel, petit port sur la Baltique à trente lieues de Kœnigsberg.

Lorsque, plus tard, Bernadotte étant à Hambourg, je lui parlai des reproches que Bonaparte lui avait adressés à l'occasion de la journée d'Eylau, il me dit : « Vous le voyez, toujours des assertions calomnieuses de la part de cet homme-là; mais cela m'est égal, je me f... de lui! » Je lus à Bernadotte un bulletin que j'avais reçu du quartier-général, dans lequel Bonaparte se plaignait encore de Bernadotte, comme il l'avait fait après Auerstaedt, et lui reprochait de l'avoir abandonné. Bernadotte m'expliqua la manœuvre tout-à-fait à son avantage, et il ajouta même sur quelques généraux des réflexions peu favorables, et qui, selon moi, manquaient de convenances. Comme ils vivent encore, je me tairai pour leur éviter une querelle avec leur ancien camarade, le roi de Suède

CHAPITRE XIX.

La bataille d'Eylau, et *Te Deum* chanté en Russie. — Pierre et Catherine. — Sélim, Mustapha et Mahmoud. — Ambassade de Sébastiani à Constantinople. — Nouveaux trônes en Europe. — Mission de Gardanne en Perse. — Souvenir de Joséphine. — Lettre qu'elle m'écrit pour me recommander M. Fazy. — Note destinée à un journal et non imprimée. — Effet produit à Berlin, lors de la nouvelle de la mort du duc d'Enghien. — L'ambassadeur de France et les Français abandonnés. — Inconvenances de Napoléon à l'égard de la reine de Prusse. — Adoration des Prussiens pour leur reine. — M. de Turenne à Hambourg. — Le maréchal Victor prisonnier. — Nouvelles difficultés de ma position. — Abus du pouvoir militaire. — Droits diplomatiques soutenus. — Rancune du maréchal Brune.

Après la conquête du champ de bataille, jonché de morts, d'Eylau, de part et d'autre on resta quelque temps stationnaire, et plusieurs jours se passèrent sans grands événemens ; les offres de paix faites par l'empereur, avec bien peu d'em-

pressement, il est vrai, furent rejetées avec un orgueil dédaigneux. Il semblait qu'une victoire disputée à Napoléon dût être regardée comme un triomphe, et l'on aurait dit que la bataille d'Eylau avait fait tourner la tête aux Russes, qui firent chanter un *Te Deum ;* mais pendant que l'empereur faisait de nouvelles dispositions pour se porter en avant, sa diplomatie agissait au loin, et suscitait à la Russie un ennemi, qui fut long-temps redoutable pour elle : la Turquie lui déclara la guerre. C'était une diversion puissante, qui obligeait la Russie à dégarnir ses frontières de l'ouest pour s'assurer une ligne de défense sur ses frontières du sud, si prodigieusement reculées depuis Pierre-le-Grand jusqu'à Catherine, que Voltaire a aussi surnommée *le Grand.* Napoléon s'était avancé à Finkenstein, où il attendait le moment où il serait nécessaire qu'il se mît à la tête de son armée. Ce fut pendant son séjour dans cette ville qu'il apprit la révolution de Constantinople, qui avait coûté la vie au sultan Sélim, qui la coûta plus tard au fameux visir Mustapha Baraictar, et qui plaça enfin sur le trône ottoman le sultan Mahmoud. La Porte, arrachée à l'influence anglaise par les habiles négociations du général Sébastiani, mit le plus grand apparat dans

sa déclaration de guerre à la Russie, et fit déployer, dans cette circonstance, l'étendard du prophète.

En même temps que l'ambassadeur de France à Constantinople était parvenu à faire déclarer la Turquie contre la coalition, l'empereur somma l'Espagne, conformément au traité d'alliance qui existait entre cette puissance et la France, de mettre un corps de troupes à sa disposition. L'empereur le destinait à occuper la ligne de l'Elbe, et l'on verra plus tard ce qui advint de l'accomplissement de la volonté de l'empereur.

Quelque temps après, eut lieu la fameuse ambassade en Perse du général Gardanne, ambassade dont les voies avaient été ouvertes par l'heureux succès de la mission de mon ami Amédée Jaubert; et le lecteur doit se rappeler le désir que j'avais eu de l'accompagner, et que j'avais témoigné à l'empereur dans la dernière audience que j'avais eue de lui avant son départ pour se faire couronner roi d'Italie. Il n'y avait pas deux ans de cela, et que de choses s'étaient passées. L'Autriche conquise, la Prusse occupée, la Russie menacée, Naples enlevée à la maison de Bourbon, la république Batave transformée en royaume de Hollande, et trois royaumes surgis

du sein de ce vieux corps germanique où bientôt allait s'élever encore le royaume de Westphalie, en dépit du traité du même nom. Tout cela s'était fait comme par enchantement : il en avait bien plus coûté, un siècle auparavant, à la vieille diplomatie de l'Europe, pour accorder le titre de rois de Prusse aux marquis de Brandebourg. Les hommes auxquels l'empereur donna le plus d'occupation furent sans aucun doute les géographes; il dut leur falloir une grande rapidité de travail pour parvenir à tracer une carte politique de l'Europe, avant que Napoléon n'y eût fait de nouveaux changemens.

L'ambassade de Gardanne en Perse ne fut pas seulement une de ces fastueuses légations telles qu'en reçurent Charlemagne et Louis XIV, de l'impératrice Irène et du roi de Siam; et Louis XVI, de Tippoo-Saëb. Cette légation se rattachait aux premières idées qui avaient germé dans la tête de Bonaparte, dès l'aurore de sa puissance. Ce fut en effet la lumière de l'Orient qui fit d'abord briller à ses yeux sa grandeur en perspective. Cette lumière ne cessa jamais de l'éclairer, d'appeler, de fixer son attention. J'ai même su d'une manière certaine que l'ambassade de Gardanne en Perse avait été d'abord conçue par l'empereur

sur une échelle plus grande que celle sur laquelle elle fut exécutée. Il avait résolu d'envoyer au shah de Perse quatre mille hommes d'infanterie, commandés par des officiers choisis et expérimentés, dix mille fusils et cinquante pièces de canon. J'ai la certitude que des ordres furent donnés pour l'exécution de ce projet. Le but que se proposa et qu'avoua l'empereur, quand il eut mûri ce dessein, était de mettre le shah à même de faire une diversion importante avec quatre-vingt mille hommes, dans les provinces de la Russie orientale. Mais il en avait un autre, ancien, réel, constant, qui dominait sans cesse les hauteurs de sa pensée, le désir de frapper l'Angleterre dans le cœur de ses possessions asiatiques. Tel fut le principal motif de la mission de Gardanne, mais les circonstances ne permirent pas à l'empereur de lui donner toute l'importance qu'il aurait voulu ; il se contenta d'envoyer quelques officiers du génie et d'artillerie, qui, à leur arrivée, furent étonnés de la quantité d'Anglais qu'ils trouvèrent en Perse.

Je laisse à présent de côté mes notes et mes souvenirs politiques du temps dont je parle, pour revenir à des choses qui me sont plus personnelles, et qui se rattachent à des intérêts moins

généraux. Joséphine avait accompagné l'empereur jusqu'à Mayence, et y resta quelque temps après lui, jusqu'au moment, je crois, où M. de Talleyrand, qui était aussi à Mayence, fut mandé à Varsovie; ensuite elle retourna à Paris. Bien persuadée du bonheur que j'éprouverais à lui être agréable en quelque chose, Joséphine eut la bonté de me recommander quelques personnes auxquelles elle s'intéressait, et je n'ai pas besoin de dire quel empressement je mis toujours à faire tout ce qui dépendait de moi en faveur de ses protégés. Voici un de ses billets de recommandation qui prouve que, depuis mon éloignement de Paris, elle n'avait pas changé de sentimens à mon égard.

« Monsieur Bourrienne, M. Fazy, natif de Genève, se rend à Hambourg pour y suivre un procès relatif à une succession qui lui est contestée. Il désire que je le recommande à votre bienveillance, et je vous écris en sa faveur, d'autant plus volontiers que je profite de cette occasion pour vous renouveler l'assurance de mon amitié.

« JOSÉPHINE. »

Paris, le 11 février 1807.

Muni de la lettre qu'on vient de lire, M. Fazy se présenta chez moi, et je lui fis l'accueil qu'exigeait une pareille recommandation et que d'ailleurs il méritait personnellement.

Je trouve dans mes papiers de cette époque une note qui me fut transmise, je ne sais plus par qui ni comment, et qui se rapporte également à l'effet que produisit en Prusse la mort du duc d'Enghien et à l'inimitié de la Prusse pour les Français au commencement de la campagne d'Iéna. Au surplus, je crois pouvoir garantir l'exactitude des faits qu'elle contient. Il se peut, sans que j'en sois toutefois parfaitement sûr, que ce soit un article destiné au Correspondant de Hambourg qui aura été intercepté, et qui, par conséquent, n'aura pu y être inséré. Quoi qu'il en soit, voici cette note.

« Le jour où l'on apprit à Berlin la nouvelle de la mort du duc d'Enghien, il y avait réception et jeux à la cour. Quand le courrier porteur de cette affreuse nouvelle arriva, il était trop tard pour contremander la réunion, et d'ailleurs dans la nécessité où était le roi de Prusse d'observer beaucoup de ménagemens avec le chef du gouvernement français, il y aurait eu de l'imprudence de sa part, n'étant point déterminé à écouter les of-

fres d'alliance que lui proposait l'Angleterre. L'embarras fut grand le soir pour les personnes chargées de faire les honneurs et d'arranger les parties. Dès que la nouvelle de la mort du jeune prince assassiné fut connue, les esprits furent tellement exaspérés que la plupart des Français résidans à Berlin devinrent un objet de haine ou tout au moins de répugnance. C'était un sentiment irréfléchi, injuste, sans doute, mais spontané. Enfin le soir, quand il s'agit d'organiser les parties, on ne trouva personne qui voulût s'asseoir à la même table que l'ambassadeur de France, et lui servir de partner. C'était une chose résolue d'avance parmi toutes les personnes présentées. Il n'y avait rien là de personnellement désobligeant pour M. de Laforest, tout s'adressait au représentant de celui qui venait d'assassiner si lâchement un prince de la maison de Bourbon. Malgré l'estime que l'on a pour sa personne et qu'il mérite, dès qu'il arriva à la cour, tout le monde lui tourna le dos, et l'on refusa de jouer avec lui et avec aucune des personnes attachées à la légation. La personne qui arrangeait les parties se trouva cruellement embarrassée, ne pouvant pas, à cause de la position du roi, laisser l'ambassadeur dans l'inaction. là où tout le monde jouait, et cette personne fut ré-

duite à la nécessité de lui faire faire ce que l'on appelle une partie de famille. »

La note que l'on vient de lire exprimait sans trop d'exagération, à l'exception de quelques mots que je n'ai pas voulu adoucir pour n'y rien changer, l'opinion de toute la Prusse sur la mort du duc d'Enghien ; on ne se fait pas idée de l'horreur que l'empereur inspira depuis cette époque aux Prussiens, horreur qui devint une espèce de rage frénétique lorsqu'il se fut conduit d'une manière si inconcevable, et, j'ose le dire, si inexcusable, avec la belle et vertueuse Wilhelmine, femme aussi adorable qu'elle fut adorée par ses sujets, qui faisait le bonheur d'un époux digne d'elle, et que d'infâmes libellistes n'ont pas craint de calomnier dans des feuilles vendues à la police de Fouché. Ces indécentes injures ne contribuèrent pas peu à ce vaste mouvement qui, par la suite, arma la population de la Prusse et lui inspira des sentimens de haine et de vengeance contre Napoléon et la France. Sa mort même, que l'on attribua à ses chagrins politiques, donna quelque chose de plus violent à des désirs de vengeance, et voilà, en général, quel est le fruit des injures; il est rare qu'en définitive, elles ne tournent pas au préjudice de ceux qui les ont dictées.

Je me suis laissé aller sans aucune prémédita-tion à quelques réflexions que m'a inspirées la note que j'ai rapportée plus haut ; je reviens maintenant à quelques faits. Parmi les personnes que je vis à Hambourg au commencement de 1807, je me rappelle monsieur de Turenne, officier d'ordon-nance de l'empereur. Ce fut lui qui m'annonça que le maréchal Victor avait été fait prisonnier près de Colberg, et qu'on le croyait à Saint-Pé-tersbourg. Cette nouvelle nous affligea beaucoup.

Cependant, les affaires intérieures des villes où s'étendait ma juridiction diplomatique, me don-nèrent bientôt plus d'occupations que jamais. Ma position de ministre à Hambourg, et auprès des villes Anséatiques, était plus que délicate, car je voulais, autant que cela m'était possible, con-server les droits de ces villes neutres et les main-tenir dans toute leur intégralité. Pour cela, j'eus souvent à combattre, non pas contre ces villes pressurées de tant de façons, mais en leur faveur contre les autorités françaises, et surtout contre les autorités militaires. Le plus grand malheur de l'empire fut, selon moi, l'abus du droit que s'ar-rogeaient les porteurs de grosses épaulettes. J'ai pu juger alors tout ce qu'il y avait d'odieux dans le gouvernement militaire ; le pire, selon moi,

de tous les gouvernemens. Un autre, à ma place, n'aurait pas pu faire ce que je fis; je le dis avec confiance, parce qu'en effet, je comprenais que ma position *était à part*, ainsi que me l'avait dit l'empereur. Autorisé à correspondre directement avec lui, on craignait, quand les chefs militaires ne se rendaient pas à mes justes représentations, que je ne fisse des rapports particuliers; crainte salutaire, qui quelquefois me servit merveilleusement à soutenir le bon droit des villes qui m'avaient réellement adopté comme leur premier citoyen.

Une circonstance s'offrit où j'eus à soutenir les droits des agens diplomatiques et commerciaux, contre les prétentions du pouvoir militaire. Le maréchal Brune, pendant la durée de son gouvernement à Hambourg, s'était rendu à Bremen, pour veiller à la stricte exécution de ce fameux et illusoire blocus contre l'Angleterre, dont j'ai parlé sans avoir pu dire tout ce que cette combinaison niaise avait d'odieux quand on l'examinait sérieusement. Voici ce qui se passa alors : le maréchal Brune, sans doute d'après les instructions de Clarke, alors ministre de la guerre et gouverneur de Berlin, voulut s'emparer du droit de prononcer sur les prises faites par les corsaires. Il

avait élevé la prétention d'empêcher le consul Lagau de vendre les navires confisqués, afin de les faire vendre lui-même. M. Lagau m'adressa ses plaintes, et il ne me les adressa pas en vain. Plus était grand l'esprit d'envahissement de pouvoir des autorités militaires, plus je jugeai qu'il était convenable de maintenir les droits des consuls et de favoriser leur influence, sans quoi ils auraient perdu leur considération. Je répondis aux plaintes de M. Lagau : « Qu'à lui seul appartenait le droit de prononcer, en première instance, sur le sort des navires; que ce droit ne lui serait point enlevé sans changer la législation à cet égard; qu'il lui était libre de vendre les navires prussiens confisqués; que M. le maréchal Brune n'était à Bremen, que pour l'exécution du décret sur le blocus de l'Angleterre; et qu'il ne devait pas s'immiscer dans des attributions étrangères à ce décret.» Lagau montra cette lettre à Brune qui le laissa tranquille; mais il s'agissait d'argent, et le maréchal m'en a voulu long-temps. Qu'y faire?

Bernadotte était, lui, fort désintéressé, mais il aimait beaucoup à faire parler de lui. Plus l'empereur cherchait à le dénigrer, et plus il s'efforçait d'attirer sur ses actions le jour de la publicité. Il m'envoya la relation de la brillante affaire de

Braunsbourg, où une division du premier corps s'était particulièrement distinguée. Voici dans quels termes il m'exprimait le désir de voir sa relation publiée : « Je vous envoie, mon cher ministre, une note sur l'affaire de Braunsbourg; vous trouverez peut-être essentiel de la communiquer; dans ce cas, je vous serai obligé de la faire insérer dans les journaux de Hambourg. » Je fis ce que souhaitait Bernadotte, que réellement l'injustice de l'empereur, et sa mauvaise manière d'en parler, mettaient dans la nécessité, pour son propre honneur, de rétablir l'exactitude des faits.

CHAPITRE XX.

Demandes de fournitures pour l'armée. — Les draps et les cuirs anglais. — Élusion du traité de Berlin. — Les douanes impériales, M. Collin et M. Eudel. — Mauvaise législation. — Avantages pour la France de la liberté de commerce avec Hambourg. — Difficultés que j'ai à vaincre. — Le gouvernement me donne raison. — Mes grandes occupations à Hambourg. — Le remplaçant de M. de Gimel. — Double nomination à Londres et à Mittau. — Mot du comte Dumoutier sur les *mâchoires*. — M. Hue, valet-de-chambre de Louis XVI. — Fausses indications de la police de Paris. — Le chevalier de Bailleul. — Ordres absurdes non exécutés. — L'imprimeur d'un pamphlet allemand rendu par moi à la liberté. — Arrivée de M. Hue à Altona. — Quelques nouveaux émigrés. — Le baron d'Imbert et le général Danican. — Manière dont je sais tout ce que dit Danican. — Le colonel de Blacas au service de Suède. — Commandement accepté par Dumouriez. — Marche de la grande armée. — Les lieutenans de l'empereur.

Je n'ai dit que très-succinctement que j'avais fourni cinquante mille capotes à l'armée, à cette fourniture, qui ne fut pas la seule dont je fus

chargé, se rattachent quelques faits et quelques circonstances qui m'engagent à y revenir, et c'est ce que je ferai tout-à-l'heure.

L'empereur me demandait tant d'effets d'habillement pour ses troupes, que tout ce que contenait la ville de Hambourg, et ce qu'auraient pu fournir les villes de Bremen et de Lubeck n'aurait pu y suffire. Je fis, avec une maison de Hambourg, un traité par lequel je l'autorisais, malgré le décret de Berlin, à faire venir des draps et des cuirs d'Angleterre. Je les obtenais d'une manière sûre et à moitié prix. Nos soldats auraient eu cent fois le temps de mourir de froid s'il avait fallu observer ridiculement le système continental et cette kyrielle de décrets inexécutables sur les marchandises anglaises. Le directeur des douanes à Hambourg prit de l'humeur; je tins bon; mes draps et mes cuirs arrivèrent; capotes, habits, souliers, tout fut promptement confectionné; et nos soldats se trouvèrent ainsi à l'abri des rigueurs de la saison. Pour conserver la paix avec les douanes impériales, j'écrivis à M. Collin, alors directeur-général, que M. Eudel, voulant mettre à exécution la loi du 10 brumaire an 5, de nombreuses réclamations s'étaient élevées de toutes parts: le maréchal Brune me demanda mon

opinion sur cet objet; je la lui donnai; et je déclarai à M. Collin que l'exécution absolue du décret du 31 octobre 1796 était impraticable, nuisible à la France, aux villes Anséatiques, sans être préjudiciable à l'Angleterre. En effet, que disait l'article 5 de cette loi? « Sont réputés provenant des fabriques anglaises, quelle qu'en soit l'origine, tous les objets importés de l'étranger. » D'après cet article, la France devenait pour les villes Anséatiques l'*étranger*, et aucun des objets énoncés dans cet article ne devait entrer à Hambourg. Mais cette ville recevait de la France une grande quantité de draps fins, de boutons, de quincaillerie, de tabletterie, de porcelaine, et de la France seule, l'horlogerie, les bronzes, la bijouterie, les rubans, les chapeaux, les gazes, les gants. Que l'on demande à la douane de Paris, disais-je à M. Eudel, ce que l'on exporte de cette seule ville en objets de cette sorte, et l'on verra de quelle importance il est de ne pas arrêter un commerce, d'autant plus profitable pour la France, que la main-d'œuvre forme la majeure partie du prix des objets qui composent ce commerce. Qu'arriverait-il, si l'on défendait absolument l'importation de ces objets à Hambourg? Les expéditions cesseraient, et l'on verrait bien-

tôt tarir une des sources les plus productives pour le commerce de la France et surtout de Paris.

Dans ce temps, Hambourg ni son territoire n'avaient de fabriques de drap, toute étoffe de laine était, selon M. Eudel, interdite, et cependant j'avais dû fournir et j'avais fourni cinquante mille capotes à la grande-armée. Par suite d'un décret impérial tout récent, je devais faire confectionner, sans délai, seize mille habits, trente-sept mille vestes; l'empereur me demandait deux cent mille paires de souliers, outre les quarante mille paires que je lui avais déjà envoyées, et M. Eudel disait que les cuirs *tannés* et *corroyés* ne devaient pas entrer à Hambourg. Si l'on avait fait une si ridicule application de la loi de 1796, c'eût été la tourner contre la France, sans remplir l'objet du décret du 21 novembre 1806.

Ces réflexions, auxquelles j'en ajoutai quelques autres de détail, déterminèrent le gouvernement à me donner raison, et je fis le commerce avec l'Angleterre, au grand avantage des armées, qui furent bien habillées et bien chaussées. Et qu'y a-t-il au monde de plus ridicule que des lois commerciales que l'on fait exécuter à son propre détriment?

Pendant les premiers mois de 1807, mes plus grandes occupations à Hambourg furent partagées entre les demandes de fournitures, sans cesse renouvelées, et cette maudite surveillance des émigrés que Fouché faisait semblant de redouter pour donner plus d'importance à son ministère. Dès qu'il fut informé de la mort de M. de Gimel, que je lui avais annoncée, pensant bien qu'il ne tarderait pas à avoir un successeur, Fouché me demanda des renseignemens sur tout ce qui pourrait se rapporter à la personne qui serait désignée pour le remplacer. M. Maillard fut celui que choisit M. de la Chapelle, et dès que je le sus, je n'attendis pas l'ordre de Fouché pour lui envoyer une note sur M. Maillard, dont il aurait été impossible de flatter le portrait sans lui ôter toute ressemblance. J'avais appris en effet, par une lettre du comte Dumoustier, qui était alors en Angleterre, que ce Maillard avait été commandant de la gendarmerie à Valenciennes, et prévôt de l'armée de Condé. Le comte Dumoustier le peignait comme un homme violent, entêté, brutal, et d'un esprit extrêmement borné. Il ajoutait ensuite cette réflexion complémentaire du portrait : « Il faut que le parti du roi soit bien « désespéré pour choisir de pareilles mâchoires. »

C'était de Londres que l'on expédiait M. Maillard aux émigrés d'Altona, pour remplacer M. de Gimel en qualité d'agent des émigrés; mais pendant ce temps-là, Louis XVIII donnait de son côté les mêmes fonctions à un M. Grémion, habitant le Holstein, où il avait des propriétés. D'une et d'autre part, ces nominations ne furent que provisoires, et j'appris d'une manière positive que M. Hue était définitivement désigné pour gérer les affaires des émigrés en remplacement de M. de Gimel. M. Hue était attendu à Altona pour les premiers jours du mois de mai. C'était ce fidèle serviteur de Louis XVI, qui avait partagé la captivité de son infortuné souverain, et dont le nom a été doté de la plus honorable immortalité dans le testament de Louis XVI. Ce nom devait rappeler à Fouché d'étranges souvenirs; aussi voulait-il que je redoublasse de surveillance. Les méfiances, vraies ou bien jouées, de ce ministre contre les émigrés, étaient telles qu'il m'envoya plus d'une fois l'ordre de faire surveiller des personnes qui étaient bien loin de se douter qu'elles pussent être l'objet de la moindre perquisition. Ainsi, un jour Fouché me dénonça un M. de Bailleul, comme chargé par l'Angleterre de diriger des intrigues. Je pris tous les renseignemens

imaginables, et j'en obtins pour résultat la preuve positive que le chevalier de Bailleul n'avait pas quitté Mittau où il était même resté après le départ du comte de Lille, une grave indisposition l'ayant contraint de prolonger son séjour dans cette ville : et c'était sur d'aussi bons renseignemens que ceux que l'on vendait souvent très-cher à Fouché qu'il fallait que les ministres de France, accrédités en pays étrangers, s'armassent de rigueur, ou perdissent leur temps à faire chercher des personnages absens.

Je n'ai jamais laissé échapper l'occasion de tempérer la rigueur des ordres de Fouché; il m'est même quelquefois arrivé de n'en tenir aucun compte, quand l'exécution en était par trop absurde, et je puis en citer un exemple qui me revient en ce moment à la mémoire. On avait fait arrêter à Hambourg un imprimeur, parce qu'il était sorti de ses presses un libelle écrit en allemand. Fatigué de voir souffrir un homme qui persistait à se dire innocent, et que l'on ne retenait en prison que pour un motif, selon moi, très-honorable pour lui, parce qu'il ne voulait pas faire connaître le nom de celui qui lui avait remis le manuscrit, je fis venir cet imprimeur chez moi, et je l'interrogeai. Il me dit avec tant d'apparence

de bonne foi qu'il n'avait vu qu'une seule fois celui qui lui avait apporté le manuscrit du libelle, que je demeurai convaincu de son innocence. Je le fis mettre en liberté, et pour ne pas effaroucher les sévères susceptibilités du ministre de la police générale, je lui écrivis le peu de lignes que voici : « Ce libelle est bien la plus pitoyable rapsodie que l'on puisse lire. L'auteur, probablement pour vendre sa brochure dans le Holstein, prédit que le Danemarck vaincra toutes les nations et deviendra le plus grand royaume de la terre. Ce trait seul suffira pour vous démontrer combien peu dangereuses sont de pareilles niaiseries écrites dans le style de l'Apocalypse. »

J'ai dit que l'on attendait M. Hue à Altona pour le commencement du mois de mai; il n'y arriva que le vingt au matin. Il était parti de Londres le quinze. On m'assura que plusieurs émigrés avaient profité du paquebot qui l'amenait pour se rendre sur le Continent. Ces assurances n'étaient point trompeuses. Il y avait effectivement quelques émigrés qui tous n'appartenaient pas à l'élite de l'émigration. Parmi eux était un certain baron d'Imbert, accompagné d'un sieur Louis, son secrétaire, et de MM. Barthélemy et Plagnès émigrés. Dans une liste que Fouché m'avait en-

voyée, Barthélemy était désigné comme commis aux revues sur la corvette de Tantelen, et Plagnès comme officier des troupes de marine. D'Imbert soutenait qu'il avait été déporté avec ces trois individus pour un compte de 5000 livres sterling qu'il réclamait de M. Cooke, sous-secrétaire d'état au ministère de la guerre, pour avances faites à des agens envoyés par lui en France, d'après les ordres du ministère; paiement auquel on avait, disait-il, trouvé plus commode de se soustraire en le faisant déporter sans lui en dire les motifs. Je lus, en effet, presqu'au même moment dans les journaux anglais, que deux émigrés français, Martello et Dublin, étaient détenus à Londres et qu'une trentaine d'émigrés français allaient être déportés d'Angleterre. On nommait parmi ceux-ci le baron d'Imbert, Danican, qui avait combattu la convention avec les sections que l'on appelait rebelles au treize vendémiaire. Chacun sait comment Danican avait succombé sous la tactique et l'audace du jeune général Bonaparte. Il échappa par la fuite à la condamnation par contumace, qui fut prononcée contre lui par un conseil de guerre assemblé à cet effet au Théâtre-Français. Il fut depuis agent constant mais peu habile de la cause royale. Le 20 mai, Danican arriva de Lon-

dres à Altona. Comme certainement, disait-on, il devait venir à Hambourg pour voir un de ses amis, je donnai son signalement au commandant de la gendarmerie.

Danican disait qu'il allait en Suède où il était appelé par le roi qui faisait tous ses efforts pour recruter des ennemis de la France. Il avait vu embarquer la légion allemande; trente hommes de cette légion avaient voulu s'échapper et avaient été conduits à Londres, les fers aux pieds et aux mains. Selon Danican, l'esprit de cette légion était très-mauvais et penchait plus pour les Français que pour les Anglais. J'appris aussi par Danican qui racontait toutes ces circonstances dans son auberge, en présence de quelqu'un qui venait me le rapporter, que le sieur Derolle, homme de confiance du comte d'Artois, ayant volé 30,000 francs dans la succession de Pichegru, et étant poursuivi pour ce fait par le comte de la Chapelle, la division s'était mise dans le parti parce que le comte d'Artois voulait défendre son favori. Danican fit de la part du gouvernement anglais quelques propositions au sieur Belcombe (l'abbé Delamarre). Celui-ci les rejeta en lui disant: *Quelle confiance voulez-vous que l'on ait dans un gouvernement qui choisit pour agent de confiance un Fauche-Borel?* Cela

s'appliquait à ce que Danican lui avait dit quelques momens avant, que *M. Hammond ne voyait plus que par les yeux de Fauche-Borel, et n'agissait plus que par ses conseils.*

Danican vint une fois à Hambourg, mais les gendarmes le manquèrent, pour arrêter un Français qu'ils prirent pour lui. Il repartit pour l'Angleterre le 29 juillet. Je ne sais pourquoi il ne se rendit pas auprès du roi de Suède, comme il l'avait annoncé d'abord. Dans son zèle ardent contre *Monsieur Bonaparte*, le roi de Suède faisait publier tous les rapports qu'il avait avec les Bourbons. J'ai lu, dans un bulletin daté de Stralsund : « Le colonel comte de Blacas, qui est « envoyé avec une mission particulière du roi « Louis XVIII, est arrivé ici de Mittau, et a eu » aujourd'hui une audience de sa majesté. »

Je n'ai pas voulu séparer les unes des autres, les différentes circonstances relatives à quelques émigrés nouvellement débarqués. Il en était parmi eux, un autre qui, par le rôle qu'il avait joué au commencement de la révolution, était d'un autre poids que le baron d'Imbert et Danican. Il en a été souvent question dans mes mémoires; il s'agit de Dumouriez. Ce général, comme on l'a vu, avait long-temps commandé en

chef une guerre de brochures à outrance contre le gouvernement français. Il s'était enfin décidé à reprendre ses premières armes. Un de mes agens, à Londres, m'annonça qu'après beaucoup de tergiversations, Dumouriez [1] venait d'accepter le commandement des troupes suédoises destinées à être débarquées à Stralsund, et auxquelles devait se joindre la légion hanôvrienne qui était en mer. Mais pendant toutes ces hésitations, Napoléon qui n'hésitait pas, s'avançait à pas de géant, mais non sans de grandes difficultés, sur les confins de la Russie, tandis que ses habiles lieutenans faisaient, au pas de charge, la conquête des provinces du nord de la Prusse, sur une ligne d'opérations immense.

[1] L'on a imprimé que Dumouriez n'avait pas quitté l'Angleterre depuis 1804 : ce qu'on a lu de lui avant cette époque de 1807 prouve le contraire.

CHAPITRE XXI.

Dépêche de M. de Talleyrand. — Publication de la relation de la bataille d'Eylau demandée par l'empereur.—Lettre que m'adresse le duc régnant de Weymar. — Chevaux réclamés et rendus. — Apogée de la gloire de Napoléon. — Choses connues de tout le monde. — Rapp sur la route de Dantzick. — Le prince de Wittgenstein. — Grande place dans mes souvenirs. — Nouvelles de Londres rapportées par le prince de Wittgenstein. — Réciprocité de confiance. — M. Alopœus, dépêche de Tilsitt et laconisme. — Traité de commerce entre l'Angleterre et la Russie. — Facilité expliquée du ministère anglais. — Médiation de la Russie offerte à l'Angleterre par M. Alopœus. — Réponse verbale et remarquable de M. Canning. — Disposition du prince de Galles et de M. Canning en faveur de la paix. — Cruelle position de la Prusse entre la France et l'Angleterre. — Flatteries posthumes de quelques écrivains ignorans. — Impossibilité du rétablissement de la Pologue en 1807. — Les Russes et les Autrichiens. — Fondation du royaume de Westphalie. — Le grand duché de Varsovie, et le roi de Saxe. — Rois reconnus en masse, et consolations de l'empereur Alexandre.

Après la bataille d'Eylau, je reçus de M. de

Talleyrand, une dépêche à laquelle était jointe une relation en français de cette mémorable bataille, plus meurtrière encore au vainqueur qu'à l'autre parti; je n'ose, comme on le voit, dire, au vaincu, en parlant des Russes, et ce n'en est pas pour moi une petite raison, que le souvenir des précautions que l'on prit alors dans toute l'Allemagne, pour que la version française fût connue avant la version russe. L'empereur attachait beaucoup d'importance à ce que cette journée fût jugée comme il la jugeait lui-même. D'autres relations que la sienne auraient pu produire dans le Nord une influence fâcheuse, j'eus donc ordre de faire imprimer cette relation; j'en fis imprimer deux mille exemplaires, ce qui était plus que suffisant pour la répandre dans les villes et les territoires Anséatiques.

Le duc régnant de Saxe-Weimar m'envoya, dans le mois d'avril, un de ses écuyers, pour réclamer auprès de moi une assez grande quantité de jeunes chevaux qui, lors de la bagarre du mois d'octobre de l'année précédente, avaient été pris à Weimar et entraînés jusques dans le Holstein. L'écuyer était porteur de la lettre suivante qui m'était adressée par le duc.

« Monsieur,

« Mon écuyer, Muller, vous remettra ceci. « L'on avait amené dans la bagarre du mois d'oc- « tobre de l'année passée de jeunes chevaux, qui « m'appartiennent, d'ici en Holstein; ils s'y trou- « vent encore, la mauvaise saison ne permettant « pas de les transporter. Le printemps et le calme « se rapprochant de nos foyers, j'ose espérer à « présent que je pourrai faire revenir en toute « sûreté mon troupeau. C'est pour cet effet, que « je charge l'écuyer Muller de prendre avec votre « excellence les arrangemens nécessaires et ana- « logues à mon projet, vous suppliant, Mon- « sieur, d'acquiescer à ma demande et aux siennes. « C'est avec empressement que je saisis cette occa- « sion pour me rappeler au souvenir de votre ex- « cellence, et de me recommander à votre amitié : « Je présente les hommages de mon attachement « à madame de Bourrienne. Veuillez me croire, « avec les sentimens d'une considération toute « particulière,

« Monsieur, de votre excellence,
« le très-humble et très-obéissant serviteur.

« DUC DE WEIMAR. »

Weimar, ce 31 mars 1807.

Le lecteur se plaint peut-être de ce que je garde un silence presque absolu sur les grandes manœuvres qu'exécuta l'armée française depuis Eylau jusqu'à la grande journée de Friedland, dont cette fois le succès en notre faveur fut incontestable ; il n'y eut pas besoin d'en faire imprimer des relations complaisantes, et d'ailleurs les résultats immenses de cette victoire se répandirent bientôt dans toute l'Europe. L'entrevue de Tilsitt est un des points culminans de l'histoire moderne, et les eaux du Niémen ont réfléchi l'image de Napoléon à l'apogée de sa gloire. Jusque-là il s'était élevé, quelques années encore il sut se soutenir ; mais ensuite !... Je n'ai point vu ces merveilles, j'ai su, comme tout le monde le sait, ce qui s'est passé d'extérieur à Tilsitt, personne n'ignore l'entrevue des deux empereurs et la triste situation du roi de Prusse, mais je n'ai eu que très-peu de détails ignorés, parce que Rapp était alors dirigé sur Dantzick, et que c'était lui qui me racontait le plus volontiers tout ce que faisait, tout ce que disait l'empereur, enfin tout ce qui se passait autour de lui.

Cependant j'ai appris une particularité digne de remarque, sur ce qui se passa dans l'appartement où était l'empereur à Tilsitt, la première fois qu'il

reçut la visite du roi de Prusse. Ce malheureux prince, que la reine Wilhelmine avait accompagné, était relégué dans un moulin qu'il avait pour toute habitation hors la ville, tandis que les deux empereurs occupaient les deux parties que divise le Niémen. Ce fait m'a été raconté par une personne digne de foi, qui le tenait de l'officier de la garde impériale qui en a été témoin, étant de service ce jour-là dans l'intérieur de l'appartement de Napoléon. Je le rapporte donc avec confiance, sans toutefois le garantir, quoiqu'il me paraisse tout-à-fait dans le caractère de Bonaparte. Lorsque l'empereur Alexandre se fut rendu chez Napoléon, ils restèrent long-temps à causer ensemble sur un balcon, au-dessous duquel une immense population saluait leur réunion par des cris d'enthousiasme. Napoléon avait commencé, comme il l'avait fait l'année précédente avec l'empereur d'Autriche, par adresser à l'empereur de Russie quelques paroles obligeantes sur ce que le sort des armes a de journalier. Pendant qu'ils causaient encore, on annonça le roi de Prusse, dont l'émotion était visible et facile à concevoir, puisque la guerre étant suspendue et ses états envahis, il n'avait plus d'espoir que dans la générosité du vainqueur, Napoléon, lui-même, parut, dit-on, touché de sa

position et l'invita à dîner avec la reine ; ce fut, ajouta le chef de bataillon de la garde, en se mettant à table, que Napoléon annonça avec beaucoup de galanterie à la belle reine qu'il lui rendait la Silésie, province qu'elle souhaitait beaucoup conserver dans les arrangemens qui allaient nécessairement avoir lieu. Si, du reste, j'ai su peu de choses intérieures sur le séjour à Tilsitt, j'ai été en revanche assez bien informé de quelques particularités sur l'effet que produisirent en quelques lieux l'entrevue de Tilsitt et la conclusion du traité qui en fut la suite. On va le voir tout à l'heure, et pourtant je ne puis arriver à mon but que par un détour.

Je n'ai pas encore parlé d'un homme dont j'aurai souvent, et dans des circonstances intéressantes, à entretenir le lecteur, du prince de Wittgenstein ; ou si son nom a été prononcé dans le cours de mes mémoires, ce n'a été qu'à l'occasion de choses de peu d'importance ; il n'en sera pas de même quand j'en serai venu à l'époque des infâmes machinations dont il fut l'objet, et dont il faillit être la victime. Le prince de Wittgenstein tient une grande place dans mes souvenirs, et c'est un des hommes que je me rappelle avec le plus de plaisir. Nous avions ensemble de fréquens rap-

ports de société, je puis même dire que nous avons vécu dans une étroite intimité pendant le temps de sa résidence à Hambourg. Sans être chargé d'une mission apparente, il n'en jouissait pas moins de toute la confiance du roi de Prusse, à qui, en plusieurs circonstances, ses talens politiques et ses sages conseils furent d'une grande utilité.

Pendant l'été de 1807, le prince de Wittgenstein fit un voyage en Angleterre. En arrivant il vint me voir; notre conversation tomba tout naturellement sur les grands intérêts politiques qui s'agitaient autour de nous; et comme il voulait bien avoir en moi la plus grande confiance, j'appris par lui beaucoup de choses qu'il m'importait de savoir sur la physionomie du cabinet anglais et sur quelques-uns de ces dessous de cartes qui font la grande occupation de ceux qui croient à la diplomatie. Je sus donc, par le prince de Wittgenstein, qu'un courrier russe, expédié de Tauroggen, avait remis, le 30 juillet, à M. Alopœus, ministre de Russie à Londres, des dépêches très-importantes. Une de ces dépêches, que le prince de Wittgenstein m'assura avoir lue, portait que le temps était trop court pour *envoyer la copie des traités qui venaient d'être signés à Tilsitt.*

Le même jour, M. Alopœus expédiait un courrier en Russie, pour porter le traité de commerce qu'il venait de conclure et de signer. A l'occasion de ce traité de commerce entre l'Angleterre et la Russie, il est à propos, ce me semble, que je fasse remarquer une circonstance qui s'y rapporte, non pas certainement que ce traité soit aujourd'hui du moindre intérêt, mais parce qu'on y verra un exemple assez frappant de la politique britannique. Ce traité était celui que M. Alopœus avait proposé lors de son arrivée à Londres au commencement de mars. Alors on n'avait pas voulu en entendre parler; mais à mesure que l'on recevait à Londres des nouvelles de l'armée française, le ministère anglais faisait une concession, si bien que, de victoire en victoire d'une part, de concession en concession de l'autre, le traité fut conclu tel que la Russie l'avait proposé. Au surplus, je ne sais pas trop pourquoi l'Angleterre se donnerait la peine de chicaner sur des conditions, puisque, quand son intérêt le lui commande, cela ne l'engage à rien.

Je continue à rapporter ce que me dit le prince de Wittgenstein de ce qu'il avait vu ou appris en Angleterre. Le lendemain du jour où M. Alopœus reçut des environs de Tilsitt la dépêche laconique

que j'ai rapportée, il offrit officiellement à la cour de Londres, la médiation de la Russie pour arriver à la conclusion d'un nouveau traité de paix entre la France et l'Angleterre, enfin au rétablissement de la paix générale. Le premier août il y eut à Windsor un grand conseil auquel assista Georges III. Deux jours après M. Canning répondit à M. Alopœus, mais *verbalement*, et l'on sait assez la différence qui existe en diplomatie entre les choses dites et les choses écrites, M. Canning répondit donc « que la cour de Londres acceptait « la médiation de la Russie, mais à condition « qu'on lui remettrait une copie du traité public « et du traité secret, le roi voulant s'assurer que « rien de contraire aux intérêts de sa couronne « et de son peuple n'y avait été stipulé. » M. Canning ajouta : « que l'Autriche, avant l'ouverture « de la campagne, ayant offert sa médiation aux « puissances en guerre, il serait juste qu'elle agît « de concert avec la Russie dans la médiation ac- « tuellement proposée, que ce rôle de médiation « convenait d'autant mieux à la cour de Vienne « qu'elle s'en était alors volontairement char- « gée. »

Le 9 août, le courrier de M. Alopœus partit pour Pétersbourg avec le compte rendu de la ré-

ponse verbale de M. Canning telle qu'on vient de la voir.

M. Canning avait en outre déclaré à M. Jacobi, ministre de Prusse à Londres, « que le roi déplo« rait les malheurs qui venaient de frapper son « maître, et qu'il y prenait la plus grande part ; « mais que les ports prussiens étant fermés aux « bâtimens anglais, les intérêts de son peuple et « l'honneur de son pavillon le forçaient à prendre « des mesures hostiles contre la Prusse. » M. Jacobi avait envoyé, par courrier extraordinaire, cette réponse au roi.

Le prince de Wittgenstein ajouta à tous ces renseignemens, que le prince de Galles et surtout M. Canning étaient très-portés pour la paix, et que la majorité de la nation anglaise la désirait vivement.

Peut-on se figurer la position de la Prusse dans une telle occurrence, et l'orgueil britannique s'est-il jamais montré d'une manière plus cruelle, qu'en menaçant la Prusse de mesures hostiles pour ne lui avoir pas livré ses ports ? Ainsi, les deux puissances dont l'inimitié était si acharnée entre elles semblaient s'entendre sur un seul point, et c'était pour dévorer la Prusse. La France occupait toutes ses possessions continentales, et l'An-

gleterre convoitait ses ports de mer pour se venger de griefs qu'il était impossible d'attribuer à autre chose qu'à l'inflexible loi de la nécessité.

Le traité de paix de Tilsitt, conclu le 7 juillet entre la France et la Russie, et ratifié le surlendemain, ne changea pas moins la carte de l'Europe, que ne l'avait fait, l'année précédente, le traité de Presbourg. Le traité de Tilsitt n'eut rien de honteux pour la Russie dont le territoire resta inviolé; mais, la malheureuse Prusse; comme elle fut traitée !... Et il y a des historiens, sans aucune connaissance du passé, sans prévoyance de l'avenir, qui, pour le vain plaisir d'encenser par des louanges posthumes la prétendue modération de Napoléon, lui font presque un reproche d'avoir laissé subsister quelques lambeaux de la monarchie du grand Frédéric. Vantez sa gloire, son génie, l'instantanéïté de ses décisions, la rapidité de son jugement, tout le monde vous comprendra ; mais, vanter sa modération à Tilsitt !... En vérité, vous courrez grand risque de vous faire moquer de vous par tous ceux qui l'ont connu comme moi. Il est un point, au reste, sur lequel on l'accuse à tort, du moins pour l'époque de la campagne de 1807. On aurait voulu que, dès cette époque, il rétablît

le royaume de Pologne dans son intégralité. Cette exigence, qu'on me permette de le dire, ne peut être que le résultat de la légèreté française; moi aussi, je souhaitais le rétablissement du royaume de Pologne, et je regrette encore, dans l'intérêt de la France et de l'Europe, qu'il n'ait pas été rétabli; mais, de ce qu'un désir, même fondé sur la raison, n'a pas été satisfait, en doit-on conclure qu'il aurait dû l'être, malgré tous les obstacles? Alors, c'est-à-dire dans la campagne de Tilsitt, ces obstacles étaient insurmontables. Fallait-il, en soulevant les Polonais, en faisant briller à leurs yeux la lueur d'une prochaine indépendance, se déclarer leur protecteur? mais toute la Pologne n'appartenait pas à la Prusse; mais plusieurs de ses provinces étaient échues à la maison d'Autriche, et une grande part à la Russie, dans les partages successifs de ce royaume. Alors les quarante mille hommes d'observation que l'Autriche avait en Bohême allaient marcher contre nous et serrer le flanc droit de notre armée. Mais ce qui surtout ne permit pas à l'empereur de proclamer le rétablissement et l'indépendance de la Pologne, ce fut le désir de ne pas mettre un obstacle à la paix avec la Russie avant d'avoir passé le Niémen. Il est bien évident que si quelques pro-

vinces annexées au grand empire moscovite en avaient été détachées par un décret, ou il aurait fallu que Napoléon revînt sur ses déclarations, ou bien qu'il les soutînt à main armée, et, ni dans l'une, ni dans l'autre de ces deux hypothèses, il n'y aurait eu de traité de Tilsitt. Ces réflexions, j'ai besoin de le faire bien sentir, s'appliquent à l'époque dont je parle, et non pas au fait du rétablissement de la Pologne. Plus tard, comme on le verra, *alors que la poire était mûre*, des intrigues de sous-chefs et des ambitions de seconde classe empêchèrent Napoléon de suivre les idées qu'il avait toujours eues, et de faire sortir de sa garde l'héroïque Poniatowski pour le placer à la tête de son héroïque nation.

Si, d'ailleurs, par le traité de Tilsitt, le trône de Pologne ne fut pas réédifié pour servir de barrière entre la vieille Europe et l'empire des Czars, Napoléon fonda, comme je l'ai dit ailleurs, un royaume de Westphalie, dont il donna l'investiture à ce jeune enseigne de vaisseau qu'il gourmanda comme un écolier, et qu'alors il fit roi, pour avoir un grand préfet couronné de plus sous ses ordres. Le royaume de Westphalie fut composé d'abord des états de Hesse-Cassel qui en formèrent le noyau; d'une partie des provinces arrachées à la Prusse par la *modération* de l'empereur; des états

de Paderborn, de Fulde, du Brunswick et d'une partie de l'électorat d'Hanôvre. En même temps, Napoléon, quoiqu'il n'aimât pas les demi-mesures, pour ne point toucher aux provinces russes et autrichiennes de l'ancienne Pologne, *planta* sur les bords de la Vistule le grand duché de Varsovie qu'il donna au roi de Saxe, sauf à le faire grandir plus tard ou à l'étouffer. Par là il permettait aux Polonais d'espérer mieux pour l'avenir et s'assurait des partisans dans le nord si les chances de la fortune devaient l'y rappeler. Alexandre séduit, plus encore que ne l'avait été son père, par les coquetteries politiques de Napoléon, qu'on me passe ce terme, consentit à tous ces arrangemens, reconnut *in globo* tous les rois couronnés de la main de Napoléon, et accepta quelques provinces, qui avaient appartenu à son allié dépouillé, pour se consoler sans doute de n'avoir pas pu lui en faire restituer davantage. Les deux empereurs se quittèrent les meilleurs amis du monde; mais le système continental était là!

CHAPITRE XXII.

Mes notes et mes souvenirs. — Effet produit à Altona par le traité de Tilsitt. — Les deux louis d'un émigré. — La Prusse à la discrétion de l'empereur. — Départ du duc de Mecklembourg. — Passage du Sund par une flotte anglaise. — M. Didelot à Hambourg. — Bombardement de Copenhague. — Lâcheté et perfidie des Anglais. — — Souvenir antérieur et mot de Bonaparte à M. Lemercier. — La Prusse rayée de la carte. — Retour de Napoléon à Paris. — Les cartes brouillées. — Influence de l'Angleterre sur le divan. — Politique nouvelle. — Destruction du Tribunat. — Les muets et les complaisans. — Opiniâtreté de Mustapha-Baraictar. — Singulière exigence de la Russie. — La rapine en régie. — Confiscation de marchandises anglaises. — Je fais gagner neuf millions à la France. — Le prince de Neufchâtel et M. Daru. — Sacrifices productifs.

Je vais m'occuper actuellement du développement partiel de quelques-unes des choses que je viens de dire ou seulement d'indiquer dans le chapitre précédent. M'en rapportant uniquement à mes notes, aux souvenirs dont je suis sûr, à ce que

j'ai vu personnellement, sans doute je serai obligé de garder le silence sur des affaires plus importantes que celles dont je serai à même de m'occuper avec connaissance de cause, mais au moins on ne pourra pas me reprocher d'avancer légèrement des faits, et l'on a pu remarquer que je n'en emprunte guère aux lectures que j'ai faites que pour les rectifier, quand l'erreur ou la fausseté en est par trop évidente. En un mot, je ne tiens pas moins à faire connaître la vérité sur ce que j'ai vu et su à Hambourg, que sur ce que j'ai vu et su en Italie, en Égypte, à Paris, au Luxembourg, aux Tuileries, à la Malmaison et à Saint-Cloud.

Le traité de Tilsitt dès qu'il fut connu à Altona y jeta la consternation parmi les émigrés. L'un d'eux, cependant, qui ne prit pas d'autre qualité, qui ne se fit pas connaître, et que, malgré toutes les recherches que je fis faire, je ne pus découvrir, m'envoya deux louis pour être remis à deux soldats français blessés pendant la campagne.[1]

Quant aux princes d'Allemagne qui étaient venus attendre, soit à Altona, soit à Hambourg, l'issue

[1] Je n'ai pas voulu omettre ce fait; mais en examinant la date de la note où je l'ai consigné, je vois qu'il doit se rapporter à la suite de la bataille d'Austerlitz.

des événemens, quand ils surent que l'on traitait définitivement de la paix entre la France et la Russie et que la monarchie prussienne avait été mise, deux jours après le traité de Tilsitt, à la discrétion de Napoléon, chaque courrier qui arrivait les mettait dans des transes inexprimables; selon la volonté de l'empereur, ils allaient être ou ne pas être.

Le duc de Mecklembourg Schwerin n'avait pu être, comme je l'ai dit, réintégré dans ses États par une mesure exceptionnelle, comme le duc de Weimar ; mais enfin la restitution lui en fut assurée sur la demande de l'empereur Alexandre, et le 28 de juillet il quitta Hambourg pour retourner dans son duché.

Le chargé d'affaires de Danemarck me communiqua, à peu près vers le même temps, un rapport officiel de son gouvernement. Il annonçait que le lundi 3 août, une division, forte de douze vaisseaux de ligne et de douze frégates, commandée par l'amiral Gambier, avait passé le Sund ; le reste de l'escadre était signalé dans le Categat. En même temps les troupes anglaises qui étaient dans l'île de Rügen se rembarquaient. Nous ne pouvions alors deviner ce qu'allaient entreprendre des forces aussi considérables ; hélas!

notre incertitude a bientôt cessé : M. Didelot, ministre de France à Copenhague, arriva à Hambourg le 12 août à neuf heures du soir. Il avait eu le bonheur de traverser le Grand-Best, à la vue des Anglais, sans être arrêté. J'envoyai son rapport à Paris par un courrier extraordinaire.

Les Anglais envoyèrent dans la Baltique vingt mille hommes et vingt-sept bâtimens; le lord Cathcart les commandait. Les rivages de la Zélande furent bloqués par quatre-vingt-dix voiles. M. Jackson, envoyé par l'Angleterre pour négocier avec le Danemarck, dont elle craignait l'invasion par les troupes françaises, appuya de ces forces considérables la demande qu'il était chargé de faire au Danemarck. Elle ne tendait à rien moins qu'à exiger du roi la remise de toute la flotte danoise et de son matériel. On devait la garder, il est vrai, en dépôt, mais il y avait dans la condition un *jusqu'à* qui ne rassurait pas sur l'avenir; c'était jusques au temps où l'on n'aurait plus besoin de telles sûretés. La menace et son exécution suivirent de près cette insolente demande. Après une noble, mais inutile résistance, et un horrible bombardement, Copenhague se rendit, et la flotte danoise fut détruite. On trouverait difficilement dans l'histoire un abus plus lâche, plus révoltant

de la force contre la faiblesse. Il parut, quelque temps après, une brochure, intitulée *Germania*, je la traduisis et l'envoyai directement à l'empereur. Elle était rédigée avec beaucoup d'éloquence et une indignation qu'avait excitée, chez l'auteur comme chez tout le monde, l'infamie des Anglais.

J'ai dit quelles avaient été les principales conséquences du traité de Tilsitt; il est plus que probable que si le bombardement de Copenhague eût précédé ce traité, l'empereur eût encore plus mal traité la Prusse qu'il ne le fit. Il pouvait rayer la Prusse du nombre des puissances, mais il ne le fit pas par condescendance pour l'empereur Alexandre; au surplus la destruction de la Prusse n'était pas dans la tête de l'empereur un projet nouveau, et je me rappelle à ce sujet un mot de Bonaparte à M. Lemercier, dans les premiers temps que nous habitions la Malmaison. M. Lemercier avait lu au premier consul je ne sais plus quel poëme où il était question du grand Frédéric: « Vous l'admirez donc beaucoup, dit « Bonaparte à M. Lemercier. Que trouvez-vous « donc en lui de si étonnant? il n'est pas l'égal de « Turenne. — Général, répondit M. Lemercier, « ce n'est pas seulement le guerrier que j'estime

« en Frédéric, mais vous ne pouvez pas nous em-« pêcher d'admirer un homme qui, sur le trône « même, a fait preuve de philosophie. » Le premier consul dit alors d'un ton aigre-doux : « Non, mon « bon Lemercier, ce n'est pas mon intention... « mais cela ne m'empêchera pas de rayer son « royaume de la carte. » Je suis sûr que si M. Lemercier lit ceci il en reconnaîtra la parfaite exactitude. Le royaume du grand Frédéric ne fut donc pas rayé de la carte parce que l'empereur de Russie ne voulut pas abandonner lâchement un allié fidèle et qui avait couru avec lui les chances de la fortune. Ce fut alors que le cabinet prussien dut gémir sur les tergiversations qui l'avaient empêché de se déclarer contre la France pendant la campagne d'Austerlitz.

Napoléon revint à Paris vers la fin de juillet après une absence de dix mois, la plus longue qu'il eût encore faite depuis qu'il était à la tête du gouvernement français, soit comme consul, soit comme empereur. L'entrevue de Tilsitt, l'amitié de l'empereur Alexandre dont on parlait partout avec beaucoup d'exagération, la paix conclue sur le Continent lui donnèrent dans l'opinion une force morale qu'il n'avait pas encore eue depuis son couronnement. Rien pendant la campagne de

Prusse et de Pologne n'avait troublé à Paris la tranquillité, comme pendant la précédente campagne d'Autriche. Cependant les cartes étaient encore brouillées sur plusieurs points. La guerre était dans toute son intensité avec l'Angleterre; et le roi de Suède, après avoir conclu une trève, avait repris de son plein gré le cours de son Don-Quichotisme armé. Cela n'était rien, et ne pouvait en aucune manière inquiéter Napoléon, mais ce qui fut de nature à effaroucher ses susceptibilités politiques fut le changement de politique du divan, qui, à la mort du sultan Sélim, se rapprocha de l'Angleterre. Le cabinet de Londres était très-disposé à réconcilier les Turcs avec les Russes; et je dois dire que c'était pour l'Angleterre une politique toute nouvelle. Habituée à semer des germes de discordes, à diviser les autres nations entre elles, l'Angleterre se montrait conciliante, mais seulement afin de combattre avec plus d'efficacité le redoutable ennemi qui occupait toutes ses pensées.

De retour à Paris, et toujours fidèle à sa haine pour les assemblées délibérantes, pour ce qu'il appela si souvent devant moi des bavards, des idéologues, des phraseurs et des avocats, Napoléon supprima enfin ce Tribunat qui l'offusquait depuis

le jour de sa création. L'empereur, habile entre tous les hommes à spéculer sur les dispositions favorables de l'opinion, profita en cette circonstance de l'espèce d'enthousiasme produit par son entrevue sur le Niémen. Ainsi disparut des institutions fondamentales du gouvernement celle qui pouvait offrir encore une ombre de popularité. C'était, il faut en convenir, une grande marque d'ingratitude de la part de Napoléon, car enfin c'était au Tribunat qu'il avait dû le consulat à vie; c'était encore au Tribunat qu'il devait l'empire; mais il fallait qu'il ne lui restât plus qu'un Sénat pour voter des hommes, un corps législatif muet pour voter de l'argent; point d'opposition dans l'un, point de réflexions dans l'autre; nulle part de contrôle; la possibilité de faire sous les seules lois de son bon plaisir tout ce qu'il voudrait; la presse enchaînée: voilà ce que voulut Napoléon. Il l'obtint, mais le mois de mars 1814 résolut la question du pouvoir absolu.

Dans la singulière complication où se trouvaient les affaires de l'Europe après la paix de Tilsitt, ce ne fut pas une chose peu surprenante que de voir l'influence de l'empereur sur le Grand-Seigneur, après avoir si bien réussi à faire armer la Turquie contre les Russes, échouer dans ses efforts pour

rétablir la bonne intelligence qu'elle avait détruite. Toutes les tentatives auprès de Mustapha-Baraictar, pendant son règne éphémère, furent inutiles; Guilleminot ne put raccommoder ce qu'avait brouillé Sébastiani, et les Turcs s'obstinèrent à rester en état de guerre avec la Russie. On conçoit en effet qu'il ne fallait pas à l'Angleterre une grande puissance de raisonnement pour faire comprendre à Mustapha combien il était extraordinaire que l'empereur Alexandre, qui venait de succomber dans sa dernière lutte contre la France, persistât à exiger la cession des deux hospodorats qu'arrose le Danube. D'après cette exigence de la Russie vaincue, le divan réfléchit sur ce que cette exigence aurait été si la Russie avait triomphé. Le Grand-Seigneur se montra lui-même presque exigeant, et de son côté Alexandre ne voulait souscrire à aucun arrangement qui ne fût tout à son avantage. L'empereur avait promis à Alexandre d'intervenir de tout son pouvoir pour rétablir la paix; pour donner une preuve de sa bonne foi, il fit donner à Guilleminot des ordres en conséquence; mais tout fut inutile; Mustapha se montra inflexible, et, comme je l'ai dit, la guerre continua, et bientôt, comme on le verra, elle devint plus compliquée, quand la mauvaise étoile

de l'empereur lui fit entreprendre la fatale affaire de l'Espagne. Quoique éloigné, j'ai eu sur cette affaire des renseignemens curieux, et que je donnerai avec confiance, parce que je ne puis avoir de doute sur la pureté de la source où j'ai pu les puiser à cette époque.

Pendant que l'on agitait ces grandes affaires, et que Napoléon rêvait une monarchie universelle, je voyais, dans une sphère moins étendue, les inévitables résultats de l'ambition d'un seul homme. On pillait, on volait de toutes parts dans les malheureux pays où s'étendait ma juridiction diplomatique. La rapine était, pour ainsi dire, mise en régie, et exécutée avec tant de fureur et en même temps d'ignorance, que souvent on ne savait pas la valeur des choses que l'on prenait. Ainsi, par exemple, l'empereur fit saisir à Hambourg, à Bremen et à Lubeck, toutes les marchandises anglaises de quelque nature qu'elles fussent, et quelle que fût leur origine. Le prince de Neufchâtel m'écrivit de la part de l'empereur qu'il fallait que j'obtinsse des trois villes Anséatiques dix millions de francs. De son côté, M. Daru, intendant-général de l'armée, et chargé du recouvrement de ces sortes d'avanies, dont Napoléon avait contracté l'usage en Egypte, m'écri-

vait pour me presser d'obtenir une décision prompte et favorable. Les malheureuses villes qu'on m'enjoignait de pressurer de la sorte l'avaient cependant été bien assez. J'avais obtenu, par voie de négociation, plus qu'on ne demandait pour le rachat des marchandises anglaises dont la saisie avait été ordonnée. Avant les lettres du prince de Neufchâtel et de M. Daru, j'avais obtenu de Hambourg seize millions au lieu de dix, et en outre près de trois millions de Bremen et de Lubeck; ainsi, je faisais trouver au gouvernement neuf millions de plus que ceux sur lesquels il comptait, et je m'y étais pris de manière à ce que ces énormes sacrifices ne fussent point onéreux à ceux qui les firent. Je m'étais pressé de stipuler le prix des marchandises anglaises, parce que je savais que le haut prix de ces marchandises sur le continent, non-seulement couvrirait le rachat que l'on exigeait, mais que, de plus, elles procureraient encore un bénéfice convenable. Tel était le singulier effet du système continental, que lorsque l'on confisquait la marchandise, et que l'on vendait ensuite la permission de la revendre librement, le prix de la vente était si élevé que la perte était couverte, et qu'il en résultait même encore de grands avantages.

CHAPITRE XXIII.

M. de Caulinçourt ambassadeur en Russie. — Préjugés détruits et amitié de l'empereur Alexandre. — Difficulté de la mission de Caulincourt.— Répugnance de l'Angleterre pour l'intervention de la Russie. — Affaires du Portugal. — Singulier choix pour commander l'armée. — Désir de se débarrasser de Junot. — Invasion facile et recommandation du prince régent. — Prise d'Heilegoland par les Anglais. — Valeur réelle de ce coup de main. — M. Hue menacé d'être arrêté par le gouvernement danois. — Le comte de Bentinck. — Les princes et les aides-de-camp de l'empereur. — Promulgation du code Napoléon reconnu loi de l'état. — Introduction des lois françaises en Allemagne. — Indulgence du jury à Hambourg. — Manteau volé, le syndic Doormann et absolution.— Les lois de Beccaria et souvenir d'une révolte en Italie. — L'empire romain et l'empire français. — Ignorance de quelques présidens de tribunaux.— Légèreté française et juste mécontentement.

La paix conclue avec la Russie, il fallut faire choix d'un ambassadeur, non-seulement pour entretenir les nouvelles relations d'amitié entre

Napoléon et Alexandre, mais surtout pour activer l'intervention promise par la Russie auprès de l'Angleterre, pour amener enfin une réconciliation et la paix entre les cabinets de Paris et de Londres. L'empereur confia cette mission à Caulincourt, sur le compte duquel il existait des préjugés, mal fondés, relativement à quelques circonstances qui avaient précédé la mort du duc d'Enghien. Cette opinion, fâcheuse et injuste, avait précédé le nom de Caulincourt à Saint-Pétersbourg, et l'on craignit qu'il n'y fût pas aussi bien accueilli que devait l'être l'ambassadeur de France, et que le méritaient ses qualités personnelles. J'ai su, dans le temps, d'une manière positive, qu'à la suite d'une courte explication avec Alexandre, ce monarque ne put conserver aucun soupçon défavorable à notre ambassadeur, pour lequel il conçut et conserva beaucoup d'estime et d'amitié.

La mission de Caulincourt n'était pas en tout point facile à remplir, car c'est une des choses remarquables dans la politique du temps dont je parle, que l'invincible répugnance et le refus réitéré de l'Angleterre d'entrer en négociation avec la France par l'intervention de la Russie. J'ai su positivement que l'Angleterre était décidée à ne jamais souffrir l'envahissement du Continent, que

Napoléon méditait avec si peu de mystère, que personne n'y pouvait être trompé. Depuis deux ans il avait effectivement marché à grands pas; mais l'Angleterre ne se décourageait point; elle comptait assez sur l'irritation des rois et sur le mécontentement des peuples pour être certaine que, quand elle le voudrait, ses léviers d'or soulèveraient de nouveau le continent, et l'armeraient contre la puissance envahissante de Napoléon. Lui, voyant que toutes ses tentatives étaient sans résultats, que l'Angleterre ne voulait entendre à rien, il arma son imagination de combinaisons nouvelles, et songea à susciter de nouveaux ennemis à l'Angleterre.

On n'a probablement pas oublié qu'en 1801 la France avait contraint le Portugal à faire cause commune avec elle contre l'Angleterre. En 1807 l'empereur refit ce qu'avait fait le premier consul. Par une inexplicable fatalité, Junot reçut le commandement des troupes qui marchèrent contre le Portugal. Je dis contre, parce que c'était la vérité, quoiqu'on se présentât, comme protecteur, pour délivrer le Portugal de l'influence de l'Angleterre. Quoi qu'il en soit, le choix que fit l'empereur étonna tout le monde. Était-ce bien à Junot, composé bizarre d'orgueil et de médiocrité, que

l'on devait confier le commandement d'une armée dans un pays éloigné, où la politique de celui qui la commandait devait être accompagnée de grands talens militaires. Pour moi qui connaissais l'incapacité de Junot, j'avoue que ce choix me confondit d'étonnement; je me rappelle qu'un jour que j'en parlais à Bernadotte, il me montra une lettre de Paris qu'il venait de recevoir, dans laquelle on lui disait que l'empereur n'avait envoyé Junot en Portugal que pour trouver un prétexte à lui ôter le gouvernement de Paris. Junot fatiguait Napoléon par sa mauvaise conduite, ses folies, ses incroyables prodigalités. Junot n'avait ni tenue, ni dignité, ni aucun sentiment élevé. Ainsi, le Portugal se trouva deux fois le lieu d'exil choisi par un caprice consulaire et impérial, quand il fallut empêcher Lannes de continuer à tutoyer le premier consul, et quand l'empereur se trouva fatigué de la conduite et des prodigalités d'un favori.

L'invasion du Portugal n'offrit aucune difficulté; ce fut une promenade armée et non une guerre, mais combien d'événemens se trouvèrent enchaînés à cette occupation. Ne voulant pas trahir l'Angleterre avec laquelle il était lié par des traités, et ne pouvant pas s'opposer à la toute puis-

sance de Napoléon, le prince régent de Portugal, en s'embarquant pour le Brésil, déclara que toute défense serait inutile; il recommanda en même temps de bien accueillir les troupes françaises, et annonça qu'il s'en remettait à la Providence, des suites d'une invasion que rien n'avait motivée. On lui répondait, au nom de l'empereur, que le Portugal étant allié de l'Angleterre, c'était à l'Angleterre que l'on faisait la guerre, en s'emparant de ses états. Mais, tandis que nos aigles s'avançaient vers Lisbonne, l'Angleterre s'emparait de l'île d'Heilegoland. On a donné à ce fait d'armes beaucoup plus d'importance qu'il n'en a mérité réellement. La garnison, qui fut amenée à Glucksstadt, n'était composée que de trente invalides. La seule chose qui donne quelqu'importance à la petite île d'Heilegoland, est sa situation à l'embouchure de l'Elbe et de l'Eyder; elle fournit les pilotes nécessaires aux bâtimens qui veulent entrer dans l'un ou dans l'autre de ces deux fleuves.

La conduite de l'Angleterre avec le Danemarck et le bombardement de Copenhague excitèrent une indignation générale, même parmi les personnes qui ne penchaient pas pour la cause de Napoléon à laquelle le Danemarck s'était lié avec beaucoup de franchise et de loyauté. Voulant

tirer vengeance du sanglant affront fait à sa capitale, le prince-royal de Danemarck ne vit plus que des ennemis dans tout ce qui faisait cause commune avec l'Angleterre et donna l'ordre de faire arrêter M. Hue. On lui offrit de se rendre en Russie ou à Wybourg avec les Anglais qui y étaient détenus pour être de là transportés en Angleterre. Ce fut, je crois, ce que fit M. Hue, pour lequel tout le monde avait beaucoup de vénération.

L'Allemagne ayant commencé à se rasseoir un peu, après les événemens dont elle avait été le théâtre et la victime, un grand nombre de princes allemands voulurent venir en France ; parmi ceux-ci je dois citer le comte de Bentinck, que l'on a beaucoup vu sous l'empire. Il était seigneur suzerain de Knipphausen et de Warel ; il vint me voir, et me demanda un passeport pour Paris ; son voyage, me dit-il, n'avait point d'autre but que de faire sa cour à sa majesté l'empereur et roi, et de lui présenter ses respectueux hommages. Le comte de Bentinck fit toutes les démarches possibles pour être aide-de-camp de l'empereur, mais il ne put jamais y parvenir. Ce n'était pas des princes tout faits qu'il fallait à Napoléon, mais des hommes qu'un reflet de sa gloire pût élever au rang des princes.

Ce fut au mois de novembre que le Code des lois françaises, auquel les hommes les plus instruits avaient travaillé avec une ardeur infatigable depuis le commencement du consulat, fut déclaré loi de l'état et proclamé sous le titre de code Napoléon. Sans doute ce monument de législation recommandera Napoléon dans l'histoire, mais pense-t-on que les mêmes lois puissent être appliquées dans un empire aussi vaste que l'était devenu l'empire français? je ne le crois pas. Il est impossible que les mêmes lois conviennent à la subtilité génoise et à la bonne franchise des habitans de Hambourg, et cependant dès que le code Napoléon eut été promulgué, je reçus l'ordre de l'introduire dans les villes Anséatiques. Les longs et fréquens entretiens que j'eus à ce sujet, avec les sénateurs et les plus habiles jurisconsultes du pays, me convainquirent bientôt des immenses difficultés que l'on rencontrerait, et des dangers de brusquer tout-à-coup des mœurs et des usages anciens, que le temps n'a pas encore altérés. Il fallait en outre, pour l'exécution de ce code, créer beaucoup de fonctions qui n'existaient pas. Le régime municipal, si paternel et si cher aux habitans de ces villes, se trouvait en opposition avec les nouvelles lois. Le commerce avait d'autres usages et

d'autres règles que le nôtre. Le même habit ne va pas à toutes les tailles. Je fis beaucoup d'observations, on ne me répondit pas et tout resta en suspens. Mais à peine la réunion fut-elle opérée, qu'on essaya cette réforme. Comme cet essai n'a pas eu de suite à cause des événemens, je ne dirai que quelques mots sur son introduction postérieure.

Le jury prenait assez bien; mais les habitans accoutumés à voir infliger des peines moins sévères que celles comprises dans le code, pour certains crimes ou délits, répugnaient à se prêter à cette aggravation; il en résultait l'abus très-fréquent et très-grave de voir absoudre des hommes dont la culpabilité était démontrée au jury. Ils aimaient mieux les déclarer non coupables que de les faire condamner à une peine que leurs habitudes leur faisaient considérer comme trop forte. Leur indulgence était en outre motivée sur ce que les citoyens, ignorant encore les nouvelles lois, ne croyaient pas pour tel délit encourir telle peine. Je me rappelle qu'un homme accusé d'avoir volé un manteau, se justifiait devant le jury de Hambourg, sur ce qu'il avait commis ce délit dans un moment d'ivresse; quand on alla aux opinions, M. Von-Einingen le déclara non coupable, parce

que, dit-il, M. le syndic Doormann dînant un jour chez lui et ayant bu un peu plus que de coutume lui avait emporté son manteau. Cette défense, *per Bacco*, eut un plein succès; un raisonnement puisé dans la ressemblance d'un accusé et d'un syndic devait en effet triompher, sans quoi la petite débauche du syndic aurait été condamnée dans la personne d'un autre. A parler sérieusement, ce procès terminé d'une manière assez plaisante n'en prouve pas moins que les meilleures institutions, que celles qui ont le plus de gravité, peuvent prêter au ridicule lorsqu'elles sont brusquement introduites dans des pays où les mœurs ne sont point encore disposées pour les recevoir.

J'ai su, dans un temps déjà antérieur à celui dont je parle, combien il avait fallu déployer de rigueur dans la malheureuse Italie, et combien on courut le danger de voir partout des insurrections dans les pays où l'on voulut imposer la loi française, là où régnaient les lois paternelles de Beccaria. Ces lois n'admettaient point la peine de mort, et partout où elles étaient usitées, il y avait moins d'assassinats que où que ce soit, et le jour où il y eut une première exécution à mort à Plaisance, la ville devint tout à coup déserte; on aurait dit que

le feu du ciel allait tomber sur cette malheureuse cité.

Ce que je voyais à Hambourg me rappelait ce que j'avais appris par des rapports sur la révolte du Plaisantin; non pas que les bons Hambourgeois fussent hommes à se révolter; mais, vraiment, c'était une grande folie de croire que l'on s'attacherait les peuples en froissant toutes leurs habitudes, toutes leurs idées. Les Romains étaient bien plus adroits dans leur domination : ils avaient toujours en réserve au Capitole une place pour les dieux du peuple vaincu. Les Romains voulaient annexer des provinces et des royaumes à l'empire; Napoléon voulut plus, il voulut au contraire faire déborder l'empire et réaliser l'utopie impossible de dix peuples différens ayant des mœurs et des idiomes divers, transformés en un seul peuple. Comment, par exemple, la justice, cette sauve-garde des droits humains, put-elle être rendue dans les villes Anséatiques quand on en eut fait des départemens français? On avait placé dans ces nouveaux départemens beaucoup de juges qui ne savaient pas un mot d'allemand et qui ignoraient complètement le droit. Les présidens des tribunaux de Lubeck, de Stade, de Bremerlehe, de Minden, étaient tellement étrangers à la

connaissance de la langue allemande, qu'il fallait, dans la chambre du conseil, leur expliquer toutes les plaidoiries. N'y avait-il pas de l'absurdité à imposer un tel régime judiciaire et surtout de tels hommes, à un pays aussi important pour la France que Hambourg et les villes Anséatiques? Que l'on ajoute à cela, l'impertinence de quelques jeunes protégés, que l'on envoyait de Paris pour faire leur apprentissage administratif ou judiciaire dans les provinces conquises, et l'on concevra quel dut être l'amour des habitans pour le grand Napoléon.

CHAPITRE XXIV.

Commencement des affaires d'Espagne. — Point de préméditation de Napoléon dans l'affaire d'Espagne. — Godoï et les favoris. — Haine des Espagnols envers le prince de la Paix. — Accusations réciproques entre le Roi et son fils. — L'Espagne offerte à Louis. — Promesse fallacieuse de Napoléon. — Indignation générale causée par la présence des Français. — Abdication de Charles IV. — Le prince de la Paix prisonnier. — Murat à Madrid. — Nouvelle importante transmise par une lettre du commerce. — Les agens du gouvernement induits en erreur. — Ambition démesurée de Murat. — Protection accordée à Godoï. — Abdication attribuée à la violence. — Napoléon arbitre entre le père et le fils. — Piège tendu. — Le trône d'Espagne destiné à Joseph. — Désapprobation générale de la conduite de Napoléon.

Dès la fin de 1807 commencèrent les affaires d'Espagne, qui se compliquèrent bientôt d'une manière si prodigieuse. Bien qu'éloigné du théâtre des évènemens je les sus alors et depuis d'une manière positive; ce fut un négociant de Hambourg

qui m'en donna les premières nouvelles, confirmées bientôt officiellement, et depuis j'ai eu souvent l'occasion d'en parler avec une personne attachée à l'ambassade de France à Madrid. Notre ambassadeur était alors M. de Beauharnais. Cependant, comme ce point d'histoire est un des plus connus, et je puis dire des mieux connus, j'élaguerai de mes notes et de mes souvenirs beaucoup de choses qui ne seraient que des répétitions pour quiconque a un peu lu. Un fait assez important que je puis certifier, c'est que Bonaparte, qui avait eu tour-à-tour des vues sur tous les états de l'Europe, ne s'était jamais occupé de l'Espagne tant que sa grandeur ne fut qu'en projets; dans tout ce qu'il me disait de son avenir, de ses destinées, de son étoile, c'était toujours de l'Italie, de l'Allemagne, de l'orient et de la destruction de la puissance anglaise qu'il était question, et non jamais de l'Espagne ; aussi quand il apprit les premiers symptômes de désordres, n'y fit-il pas d'abord beaucoup d'attention, et laissa-t-il passer quelque temps avant de prendre une part active aux événemens qui devaient avoir une si grande influence sur sa fortune.

Quel était l'état des choses? Godoï régnait en Espagne sous le nom du faible Charles IV. Ce fa-

vori était l'objet de l'exécration de tous ceux qui n'étaient pas ses créatures, et ceux mêmes qui s'étaient attachés à sa fortune nourrissaient pour lui le plus profond mépris. La haine des peuples est presque toujours le juste salaire des favoris, parce qu'un tel rôle annonce quelque chose d'abject dans l'ame et des sentimens vils et bas. Si cela s'applique aux favoris en général, quels sentimens devait inspirer un homme qui, au su de toute l'Espagne, ne devait la faveur du roi qu'aux faveurs de la reine. Godoï fut un homme fatal : son ascendant était sans bornes sur la famille royale; son pouvoir était celui d'un maître absolu; les trésors de l'Amérique étaient à sa disposition, et il les employait à des séductions infâmes; enfin il avait fait de la cour de Madrid un de ces lieux où la muse indignée de Juvénal a conduit la mère de Britannicus. Nul doute que Godoï ait été une des principales causes de tous les malheurs qui depuis n'ont pas cessé d'accabler l'Espagne sous des formes diverses.

La haine des Espagnols contre le prince de la Paix, était générale. Le prince des Asturies la partageait et se déclara ouvertement l'ennemi de Godoï. Celui-ci s'unit à la France dont il espérait une puissante protection contre ses nombreux en-

nemis, cette alliance déplut en Espagne, et fit regarder la France de mauvais œil. Le prince des Asturies se trouva encouragé et soutenu par les plaintes des Espagnols qui désiraient la perte de Godoï.

De son côté, Charles IV regardait comme dirigé contre lui tout ce qu'on faisait contre le prince de la Paix; et dès le mois de novembre 1807, il accusait son fils de vouloir le détrôner.

M. de Beauharnais, parent du premier mari de Joséphine, était un homme fort circonspect. Combien, alors, sa position devint délicate et difficile à Madrid! tout en rendant justice aux excellentes qualités sociales de cet homme de bien, je dois convenir qu'elle était un peu forte pour lui. Cependant, sans être doué d'un esprit supérieur, M. de Beauharnais l'était d'un certain tact qui lui faisait bien voir les choses, et ce fut lui qui informa d'abord le gouvernement des mésintelligences qui existaient entre le roi d'Espagne et le prince des Asturies. Il ne pouvait en effet ne pas informer sa cour de tout ce dont il était témoin; plusieurs fois, m'a-t-on dit, il s'était interposé avec toute l'autorité que lui donnait sa position, avant d'avertir l'empereur; mais les choses en vinrent au point où le silence aurait été une faute grave. Pouvait-il laisser ignorer à l'empereur que dans

l'excès de son irritation contre son fils, Charles IV avait manifesté hautement le désir de voir révoquer la loi qui appelait le prince des Asturies à la succession de l'un des trônes de Charles-Quint? Charles IV ne s'en tint pas à des plaintes et à des manifestations verbales, il agit, ou plutôt le prince de la Paix agit en son nom, il fit arrêter les plus chauds partisans du prince des Asturies. Celui-ci bien instruit des sentimens de son père, écrivit à Napoléon pour lui demander son appui. On vit alors le père et le fils, en guerre ouverte, réclamer l'un contre l'autre, l'appui de celui qui ne demandait qu'à se défaire de tous les deux pour mettre un de ses frères à leur place, et avoir un cadet de plus dans le collége des rois de l'Europe; mais, comme je l'ai dit, cette ambition nouvelle n'était point préméditée, et si, comme on le verra plus tard, il donna le trône d'Espagne à son frère Joseph, ce ne fut qu'au refus de son frère Louis, déjà roi de Hollande. J'ai lu la lettre que Napoléon écrivit à Louis en cette circonstance; j'en ai même conservé une copie, mais ce n'est pas ici le lieu de la rapporter.

Quoi qu'il en soit, l'empereur avait promis à Charles IV de le soutenir contre son fils; ne voulant pas se compromettre dans ces vilaines affaires

de famille, il est certain qu'il ne répondit pas aux premières lettres du prince des Asturies. Mais, voyant que les intrigues de Madrid prenaient un caractère sérieux, il commença provisoirement par envoyer des troupes en Espagne. Les Espagnols en furent offusqués. La nation espagnole n'avait rien, en effet, à démêler avec la France. Les Espagnols n'étaient pas complices des infamies de Godoï et des mésintelligences du roi avec son fils. Dans les provinces que traversèrent les troupes françaises, on se demandait pourquoi cette invasion avait lieu; selon le parti auquel ils étaient attachés, les uns l'attribuaient au prince de la Paix, les autres, au prince des Asturies; mais tous en étant indignés, des troubles éclatèrent à Madrid avec la violence inséparable du caractère espagnol.

Dans ces circonstances effrayantes et plus menaçantes encore pour l'avenir, Godoï proposa à Charles IV de le mener à Séville, où il serait plus à portée de déployer toute sa sévérité contre les factieux. Une proposition de Godoï à son maître était moins un conseil qu'un ordre. Charles IV résolut donc de partir; mais dès lors le peuple regarda Godoï comme un traître. Le peuple se souleva, investit le palais, et le prince de la Paix fut sur le point d'être massacré dans un grenier où

il s'était réfugié. Un de ces furieux eut la présence d'esprit d'invoquer en sa faveur le nom du prince des Asturies, et c'est ce qui l'arracha à une mort certaine.

Cependant Charles IV ne conserva pas son trône ; facile à intimider, on profita d'un moment d'effroi pour lui demander une abdication qu'il n'avait ni le courage ni la force de refuser. Il céda ses droits à son fils et dès lors disparut le crédit insolent du prince de la Paix; on le constitua prisonnier, le peuple espagnol, facile à remuer comme toutes les populations ignorantes, manifesta sa joie avec un enthousiasme barbare. Pendant ce temps-là, le malheureux roi, soustrait par sa faiblesse aux violences et aux dangers plus apparens que réels qu'il avait courus, et satisfait d'avoir gagné le droit de vivre en échange de sa couronne, changea d'idée aussitôt qu'il se vit en sûreté. Il lui revint alors des velléités royales et écrivit à l'empereur pour protester contre son abdication. Il le prenait pour arbitre et s'en remettait à lui sur son sort futur.

Pendant le cours de ces dissentions intestines, l'armée française suivait sa marche vers les Pyrénées; bientôt ces montagnes furent franchies, et Murat fit son entrée dans Madrid vers le commen-

cement d'avril 1808. Je sens bien qu'ici je m'aventure au milieu d'événemens postérieurs à différentes choses sur lesquelles il faudra que je revienne ; mais au point où je suis parvenu, le lecteur doit être habitué à mes allures un peu capricieuses; je continue donc à raconter ce que j'ai su des préliminaires de la guerre d'Espagne. J'ai su, par exemple, et cela avant d'avoir reçu à Hambourg aucune dépêche du gouvernement, que la présence de Murat à Madrid, bien loin de produire un bon effet, avait encore ajouté au désordre. Cette assurance me fut donnée par un négociant de Lubeck, qui avait eu la complaisance de venir à Hambourg exprès pour me communiquer une lettre qu'il venait de recevoir de son correspondant à Madrid. Je crois avoir déjà dit que les maisons de commerce des villes Anséatiques étaient toujours informées les premières des nouvelles importantes, je puis ajouter que la primeur de ces nouvelles n'était pas leur seul mérite ; elles étaient plus exactes que les nouvelles officielles, et j'ai eu plus d'une fois l'occasion de vérifier que le gouvernement même ne se faisait pas toujours scrupule d'induire ses propres agens en erreur. Fouché, notamment, ne s'en faisait pas faute dans sa correspondance. Quant à la lettre

dont je viens de parler, l'Espagne y était représentée comme une proie que Murat voulait saisir pour lui, et tout ce que j'ai appris depuis m'a prouvé combien celui qui l'avait écrite était bien informé. Il est en effet de toute vérité que Murat ne croyait pas faire pour un autre que pour lui la conquête de l'Espagne, et il n'est pas étonnant que les habitans de Madrid aient été informés de ses projets, car son indiscrétion était telle qu'il manifestait tout haut son désir de devenir roi d'Espagne. L'empereur en ayant été instruit, lui fit entendre en termes très-significatifs que ce n'était pas à lui que le trône d'Espagne et des Indes était destiné, mais qu'il penserait à lui. Ainsi, Murat, grand-duc de Berg, de Clèves et de Juliers, n'était pas content! Réellement lorsqu'aujourd'hui je pense de sang-froid à cette épidémie d'ambition, dont Bonaparte avait eu le premier germe et qu'il communiqua à ses lieutenans, je me perds dans mes souvenirs.

Quoiqu'il en soit, les remontrances de Napoléon ne furent point assez efficaces pour retenir Murat dans sa conduite inconsidérée, et si, à ce jeu d'effronterie, il ne gagna pas la couronne d'Espagne, il contribua puissamment à la faire perdre à Charles IV. Ce monarque, qu'une vieille habi-

tude attachait au prince de la Paix, demanda à l'empereur de faire rendre son favori à la liberté, et l'on vit un descendant de Louis XIV, l'arrière successeur de Charles d'Anjou, solliciter comme une grâce d'aller vivre avec sa famille dans un lieu sûr, pourvu que Godoï fût avec lui. Le malheureux Charles IV était arrivé à ce point où le dégoût des grandeurs n'a plus de bornes, comme s'il existait une ambition rétrograde aussi difficile à satisfaire que les ambitions ascendantes.

Le roi et la reine sollicitèrent de Murat avec les plus vives instances la liberté de Godoï; Murat dont la gloriole était agréablement chatouillée par des sollicitations royales, prit le prince de la Paix sous sa protection; mais il déclara en même temps que malgré l'abdication de Charles IV, il ne reconnaîtrait que ce prince comme roi d'Espagne jusqu'à ce qu'il eût reçu de l'empereur des ordres contraires. Cette déclaration mit Murat en opposition formelle avec la nation espagnole qui haïssait mortellement le prince de la Paix et qui, par l'effet de ce sentiment, embrassait le parti de l'héritier de la couronne en faveur duquel Charles IV avait abdiqué.

On a dit que Napoléon se trouvait dans une position difficile, au milieu de cette lutte entre le

roi et son fils. Cela n'est pas exact. Le roi Charles, quoiqu'il eût dit, postérieurement à son abdication, qu'elle avait été arrachée par la violence et les menaces, ne l'avait pas moins donnée; Napoléon pouvait s'en tenir au premier acte.

Par cet acte, Ferdinand était bien roi; mais le roi disait que c'était contre sa volonté et il se rétractait; il fallait la reconnaissance de l'empereur, il était maître de la donner ou de la refuser. Il ne lui restait qu'à s'emparer des deux rois, leur dire qu'aucun d'eux ne le serait, et envoyer à Madrid celui qu'il voudrait mettre sur le trône. C'était là qu'il voulait en venir. La révolution d'Aranjuez avait l'assentiment général, et si on en admettait les résultats, adieu l'Espagne pour Joseph.

Dans cette situation de choses, Napoléon était arrivé à Bayonne. On détermina Ferdinand à s'y rendre, pour arranger avec l'empereur les différends qui le divisaient avec son père. Il fut quelque temps à prendre sa résolution; mais enfin des amis trompés le déterminèrent, et il partit pour Bayonne. Arrivé à Vittoria, la réflexion lui vint; il se méfia des intentions de l'empereur, et soupçonna quelque piège. M. Urquijo, d'ailleurs, assura au jeune roi que l'empereur voulait s'emparer de sa personne, et mettre la couronne d'Espagne sur

la tête d'un membre de sa famille. Ferdinand vit alors la faute qu'il avait commise. Il était déjà presque au milieu des troupes françaises ; sa volonté n'était déjà plus libre ; il hésita, il voulait rester à Vittoria, tourmenté de l'idée qu'une fois arrivé à Bayonne, il ne pourrait plus en sortir. Tous ses amis, et beaucoup de personnes qui étaient accourues pour le voir à Vittoria, l'engageaient à y rester. Il fallut retourner à Bayonne pour demander de nouveaux ordres et de nouveaux conseils à l'empereur.

Celui qui fut chargé de cette commission, retourna à Vittoria. Il remit à Ferdinand une lettre de Napoléon, pleine des assurances les plus perfides, et des promesses les plus astucieuses, et dans laquelle Napoléon laissait entrevoir que le trône d'Espagne serait ou à Charles ou à Ferdinand selon qu'il aurait la conviction de la vérité de ce que disait Ferdinand ou de la violence alléguée par Charles IV. On ne comprend pas comment un homme raisonnable a pu se laisser prendre à un pareil piége. A une lettre de Napoléon l'envoyé joignit de vive voix les assurances les plus positives que la couronne d'Espagne serait placée sur la tête de Ferdinand, que tout était disposé pour cela à Bayonne. Victime de tant de perfidie, on sait ce qui lui arriva ainsi qu'à son

père Charles IV qui arriva après lui à Bayonne, avec son inséparable prince de la Paix. Il venait rétracter son abdication ; et l'on vit à Bayonne Charles, descendu du trône par sa volonté qu'il reniait, son fils roi par droit de succession, et Napoléon, arbitre entre les deux, donner, pour les mettre d'accord, le trône à Joseph. C'eût été la Fable des deux plaideurs, si ces deux princes eussent seulement eu chacun une coquille. La révolte du 2 mai, à Madrid, précipita le sort de Ferdinand que l'on en accusait ; ce soupçon tombait du moins sur ses amis et ses adhérens.

Charles IV, a-t-on dit, ne voulut pas retourner en Espagne, et demanda un asile en France. Il signa une renonciation à ses droits sur l'Espagne, cette renonciation fut signée par les infans.

J'ai vu dans ce temps le prince royal de Suède, qui était à Hambourg, et les ministres de toutes les puissances blâmer hautement la conduite de Napoléon avec l'Espagne. Je ne puis assurer que M. de Talleyrand ait conseillé de ne pas entreprendre ce renversement d'une branche de la maison de Bourbon ; son bon esprit et ses vues élevées pourraient le faire penser ; mais ce que je puis dire, c'est que tout le monde était d'accord que s'il eût conservé le porte-feuille des affaires

étrangères, cette révolution se serait terminée avec plus de convenances, de loyauté, des moyens plus nobles que la tragi-comédie jouée à Madrid et à Bayonne.

Voilà ce que j'ai su de positif sur les affaires d'Espagne depuis les premiers signes de mésintelligence qui éclatèrent entre le père et le fils à l'occasion du prince de la Paix, jusqu'au moment où l'empereur crut donner de l'avancement à son frère Joseph en le faisant passer du trône de Naples au trône d'Espagne où il ne put jamais s'asseoir solidement. J'aurai occasion d'en parler dans plusieurs circonstances.

PIÈCES AUTOGRAPHES.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Un des points les plus importans de l'histoire de Napoléon, mis au jour par M. de Bourrienne, est sans contredit la révélation qu'il a faite, et que lui seul pouvait faire, sur la pensée intime du premier consul, relativement à un projet de descente en Angleterre. Ainsi, tant de dépenses, tant de mouvemens d'impulsion, tant d'ordres donnés, n'auraient été que des moyens pour cacher au monde le véritable but de la réunion et de l'organisation d'une armée formidable sur les côtes du nord de la France! Il n'y a pas à en douter, puisque le premier consul en est convenu avec M. de Bourrienne, qui avait deviné la pensée de son ancien ami, et que, dans les six volumes qui ont précédé celui-ci, rien n'a pu être l'objet d'une controverse

raisonnable, parmi les faits nombreux et nouveaux que l'auteur a pour la première fois portés à la connaissance du public. Cependant, il est des choses qui étonnent tellement par le contraste qu'elles offrent avec les idées reçues, qu'on répugne à les admettre; et, bien souvent, les meilleurs esprits eux-mêmes, quand ils ont ouvert la porte à l'erreur, éprouvent on ne sait quel besoin de défendre cet hôte trompeur, lorsque la vérité tardive ne se présente que quand sa place est prise. Cette disposition assez commune n'est, hélas! qu'une illusion de notre amour-propre qui ne veut pas connaître le vrai, pour ne pas avoir l'air d'avoir admis le faux avec légèreté.

Dans cet état de choses, un hasard heureux, ou plutôt une haute bienveillance a mis à notre disposition quatorze pièces autographes qui ne faisaient point partie du riche portefeuille de M. de Bourrienne, mais que nous sommes autorisés à publier, et que nous publions d'autant plus volontiers qu'il en est parmi elles qui semblent destinées à expliquer le secret de Napoléon, relativement au camp de Boulogne. On sera surpris, à la lecture des trois dernières, de voir comme les ordres du départ, et les détails les plus minutieux sur la marche des troupes et différens corps d'ar-

mée étaient déjà préparés dans la tête de l'empereur, quand il leva le camp de Boulogne.

Il nous semble nécessaire de dire quelques mots encore sur la nature de ces pièces qui nous ont paru d'un grand intérêt. D'abord, nous rappellerons au lecteur l'usage où fut Napoléon, depuis son avènement à l'empire, de ne plus donner d'ordres spéciaux aux divers chefs de ses armées; tout était compris dans un ordre général adressé à Berthier, souvent même dicté en sa présence, et quelquefois écrit par lui. Berthier transmettait ensuite des ordres partiels aux différens chefs de corps, chacun en ce qui pouvait le concerner. Avant son entrée en campagne, il fit la même chose à l'égard de Berthier, alors ministre de la guerre, et ce sont ces pièces que nous possédons et que nous publions. On est réellement confondu d'étonnement à la lecture de ces ordres généraux, quand on voit tout ce qui était présent dans l'intelligence de Bonaparte. Tout lui était connu : le nombre d'hommes, le nombre de malades, le nombre de chevaux, combien de soldats étaient absens, où étaient situés les détachemens, les corps manquant d'officiers, les divisions où l'artillerie avait besoin de remonte, enfin cette immensité de détails que l'on trouvera

dans les pièces que nous offrons avec confiance à la curiosité d'un public, ardent à s'instruire sur toutes les circonstances de la vie d'un homme que l'on ne peut regretter, mais qu'il faut bien qu'on admire.

Toutes ces pièces, dictées par Napoléon, quand elles ne sont pas entièrement écrites par lui, offrent des corrections interlinéaires écrites de sa main ; toutes sont adressées à Berthier, ministre de la guerre, appelé plus tard à remplir les fonctions de major-général des armées que commanda l'empereur. Outre le point d'histoire important sur l'explication duquel les dernières surtout jettent quelques lumières nouvelles, elles nous ont paru d'autant plus convenablement placées à la fin de ce volume, qu'elles forment une sorte de complément ou d'appendice aux choses intéressantes que M. de Bourrienne a racontées sur les premiers temps de la campagne de Vienne, et sur les événemens qui l'ont précédée. Nous n'osons pas, d'ailleurs, concevoir l'idée que quelques personnes supposent ces pièces apocryphes, cependant nous nous ferons un plaisir autant qu'un devoir, comme nous l'avons déjà fait pour les autographes de M. de Bourrienne, de les soumettre à l'examen des personnes qui voudront bien les venir voir dans nos magasins.

N° 1.

Projet d'expédition en Irlande. — Ordres donnés à Marmont et à Augereau. — Les Irlandais réfugiés. — Besoin d'un bon commandant d'artillerie.

« Mon cousin, l'expédition d'Irlande est résolue,
« vous aurez à cet effet une conférence avec le ma-
« réchal Augereau. Il y a à Brest des moyens d'em-
« barquement pour 18,000 hommes. Le général
« Marmont, de son côté, est prêt avec 25,000 hom-
« mes; il tâchera de débarquer en Irlande et sera
« sous les ordres du maréchal Augereau. La grande
« armée de Boulogne sera pendant le même temps
« embarquée et fera tout ce qui est possible pour
« pénétrer dans le comté de Kent. Vous ferez con-
« naître au maréchal Augereau qu'il se comportera
« selon les événemens. Si les renseignemens que j'ai
« par les Irlandais réfugiés et par les hommes que
« j'ai envoyés en Irlande se vérifient, une grande
« quantité d'Irlandais se rangeront sous ses dra-

« peaux, à son débarquement. Alors il marchera « droit à Dublin. Si au contraire ce mouvement était « plus tardif, il prendrait position pour attendre le « général Marmont et jusqu'à ce que la grande ar- « mée fût débarquée. La marine fait espérer qu'elle « sera prête au 30 vendémiaire. La terre le sera « aussi à cette époque. Il faut surtout au maréchal « Augereau un bon commandant d'artillerie. Sur « ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne « garde. »

NAPOLÉON.

Mayence, ce 5 vendémiaire an XIII. (26 septembre 1804).

N° 2.

Création d'un camp à Brest. — Répartition de 18,000 hommes. — Un bataillon suisse. — Artillerie. — Hommes d'embarquement. — Le maréchal Augereau.

« Mon cousin, le camp de Brest, tel qu'il sera « composé, sera fort de 18,000 hommes, tout « compris. Savoir : cavalerie. 1,500

5 compagnies d'artillerie du troisième régiment, fortes chacune de 80 hommes, faisant.	400
1 compagnie d'ouvriers, complétée avec des conscrits ouvriers de la marine, forte de.	80
1 compagnie d'artillerie à cheval, forte de.	80
4 compagnies du huitième bataillon du train, faisant en tout.	200
à reporter. .	2,260

Report. . .	2,260
2 compagnies du quatrième bataillon de sapeurs, faisant.	200
1 compagnie de mineurs.	80
Administration, domestiques et autres non-combattant.	500
Infanterie.	15,000
Total :	18,040

« Les quinze mille hommes d'infanterie seront « composés de 3 bataillons du septième régiment « d'infanterie légère, de 800 hommes chaque, of- « ficiers et état-major compris. 2,400

de 3 bataillons du 16e régiment d'infanterie légère, de.	2,400
de 3 bataillons du 24e régiment de ligne.	2,400
de 2 bataillons du 37e de ligne.	1,600
de 1 bataillon du 47e.	800
de 2 bataillons du 65e.	1,600
de 1 bataillon du 70e.	800
de 2 bataillons du 63e.	1,600
de 2 bataillons du 44e.	1,600
de 2 bataillons du 105e.	1,600
de 1 bataillon d'élite suisse.	800
Total :	17,600

« Il faut compter 2,500 hommes qui resteront « pour augmenter les équipages des vaisseaux.

« Vous donnerez ordre au septième d'infanterie « légère de compléter ses trois bataillons. Vous « donnerez le même ordre au seizième d'infante- « rie légère. On retiendra dans le quatrième ba- « taillon qui reste à Belle-Ile, tous les hommes « dont on pourrait craindre la désertion. La gar- « nison de Belle-Ile sera complétée par la douzième « d'infanterie légère qui est à Nantes. Le vingt- « quatrième de ligne formera également ses trois « bataillons. Tout ce qui sera embarqué sur l'es- « cadre de Brest, sera compris dans cette formation. « De même pour le trente-septième. Les soixante- « troisième et quarante-quatrième, ne feront plus « partie du camp de Montreuil. L'état-major et ce « qui serait rendu à ce camp, rétrograderont sur « Brest. Vous donnerez ordre aux trois bataillons « du cent-cinquième de se rendre à Brest où il « complètera deux bataillons à 1,600 hommes, « pour fournir au corps d'armée. *Le bataillon d'é- « lite suisse se rendra à Brest.* L'artillerie du camp « de Brest actuel est composée de quatre compa- « gnies du troisième régiment, mais qui ne for- « ment que 300 hommes; vous donnerez ordre « qu'elles soient portées à 80 hommes chacune.

« Vous retirerez une compagnie du même régi-
« ment du camp de Saintes que vous compléterez « à 80 hommes et que vous enverrez également à « Brest. Vous pourrez prendre la compagnie d'ar- « tillerie légère qui se trouvera le plus près, vous « la dirigerez aussi sur Brest; vous aurez soin qu'elle « soit composée de 100 hommes : 20 hommes « resteront pour tenir les chevaux, et 80 hommes « s'embarqueront. Vous ferez compléter l'escouade « de la demi-compagnie d'ouvriers d'artillerie qui « est de 46 hommes avec des conscrits ouvriers « de la marine, et la ferez porter à 80 hommes.

« Vous préviendrez le maréchal Augereau que « son corps d'armée ne pourra embarquer que « 500 chevaux, dont 200 de chasseurs, 200 d'at- « telages d'artillerie et 100 d'état-major. On fera « embarquer cependant des selles pour mille che- « vaux de chasseurs et des harnais pour 500 che- « vaux d'attelage d'artillerie. On aura soin d'em- « barquer les outils de pionniers nécessaires. Sur « ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et « digne garde. »

NAPOLÉON.

Mayence, ce 5 vendémiaire an XIII. (26 septembre 1804.)

N° 3.

Colonne d'éclaireurs. — Mesures sévères en Italie. — Tête du brigand Marineo mise à prix. — Ordres du général Menou.

« Mon cousin, vous voudrez bien ordonner la « réunion à Serravalle d'une colonne d'éclaireurs « composée de quatre compagnies complétées à 100 « hommes du cinquième régiment d'infanterie lé- « gère qui est à Turin ; de 48 gendarmes à pied ; de « 48 gendarmes à cheval. Un officier d'état-major « commandera cette colonne qui parcourra in- « distinctement le territoire de la France, celui « de la république Ligurienne et celui du ci-devant « duché de Parme. Elle poursuivra les brigands « qui font la contrebande à main armée sur la « frontière, et notamment le brigand Marineo. « Tout individu qui fera résistance et qui sera pris « les armes à la main, sera jugé par une commis- « sion militaire dont l'officier commandant nom- « mera les membres. Cette colonne demeurera

« assemblée pendant un mois. Le directeur des « douanes fournira un détachement d'employés « pour servir de guides à la colonne. Tout dépôt « ou magasin de contrebande sera saisi dans quelque « lieu qu'il se trouve. Ces saisies seront faites au « profit de la colonne d'éclaireurs et des employés « des douanes qui y auront concouru avec elle. « Il sera accordé une gratification de cent louis « pour la capture du brigand Marineo. Une gratifi-« cation de cent vingt francs sera également accor-« dée pour la prise de chaque homme de sa bande. « Ces gratifications seront payées par la caisse des « douanes. Vous ferez connaître ces dispositions « au ministre de la guerre du gouvernement ligu-« rien, et aux administrateurs généraux de la vingt-« septième division et du ci-devant duché de Parme. « Vous ferez remarquer au ministre de la guerre du « gouvernement ligurien que ces mesures sont né-« cessitées par l'apathie avec laquelle on tolère « de tels abus. L'officier commandant la colonne « d'éclaireurs, prendra immédiatement les ordres « du général Menou, et lui rendra directement « compte de ses opérations. Sur ce, je prie Dieu « qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« NAPOLÉON. »

A St.-Cloud, le 13 brumaire an XIII (2 novembre 1804.)

N° 4.

Mouvemens de troupes ordonnés. — Ordres au général Morand. — L'île d'Elbe. — Ordres sévères.

« Mon cousin, donnez l'ordre sur-le-champ, au « vingt-troisième régiment d'infanterie qui est en « Corse, de s'embarquer à Bastia, et de se rendre « à Livourne, en débarquant sur un point quel- « conque du continent d'Italie, pour, de là, se rendre « à Parme où il tiendra garnison. Donnez égale- « ment l'ordre à un des bataillons du vingtième ré- « giment de ligne qui est à l'île d'Elbe, de se rendre « à Livourne où il tiendra garnison jusqu'à nouvel « ordre. Vous recommanderez au général Morand « de prendre des mesures pour embarquer le vingt- « troisième régiment d'infanterie légère le plus se- « crètement possible, et de le faire escorter pour « sa sûreté, par quelques bâtimens légers. Il doit « profiter pour cela d'un temps fait. Avec Caprara, « l'île d'Elbe et de la prudence, le passage doit être

« sûr. Vous ferez connaître à ce général qu'il en« courrait tout mon mécontentement, et qu'il « serait véritablement coupable s'il apportait le « moindre retard dans l'exécution du présent ordre « qui tient à des mesures générales. Sur ce, je prie « Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« Napoléon. »

Paris, ce 9 nivose an XIII. (20 décembre 1804.)

N° 5.

Escadrons de la garde sous les ordres de Beauharnais. — Préparatifs pour un passage des Alpes. — Deux mille hommes dirigés sur Lyon.

« Mon cousin, vous donnerez l'ordre à six es-« cadrons de cavalerie de ma garde, de partir « mercredi 26, sous les ordres du colonel-géné-« ral Beauharnais, pour se rendre à Lyon où ils « recevront de nouveaux ordres. Ils formeront 900 « hommes et seront composés ainsi qu'il suit :

2 escadrons de grenadiers à cheval,		à 150 hommes chacun.
2 de chasseurs,	*id.*	à 150
1 de mamelucks,		de 150
1 de gendarmerie d'élite,		100
et 50 canonniers,		50
	Total :	900

« Vous donnerez des ordres par précaution pour « qu'on prépare leur passage par les Alpes. Ils

« partiront de Paris mercredi, en autant de dé-« tachemens, que vous ou le colonel-général Beau-« harnais, le jugerez convenable, de manière à fa-« tiguer le moins possible ces troupes[1].

« Vous donnerez également l'ordre à quatre « compagnies de chacun des deux bataillons de « grenadiers à pied, complétées à 100 hommes « chacune par des vélites; à quatre compagnies de « chacun des deux bataillons de chasseurs à pied, « complétées également par des vélites à 100 hom-« mes chacune; et au bataillon de grenadiers de « la garde du président de la république italienne, « formant en tout une force de 2,000 hommes, de « partir jeudi 27, pour se rendre à Lyon, où ils « recevront de nouveaux ordres, sous les ordres « du général Soulès. Sur ce, je prie Dieu qu'il « vous ait en sa sainte et digne garde. »

NAPOLÉON.

Paris, ce lundi 24 nivôse an XIII. (14 janvier 1805).

[1] Il est facile de reconnaître dans cet ordre de premiers préparatifs pour la grande revue sur le champ de bataille de Marengo, dont a parlé M. de Bourrienne, revue, où l'empereur se plut à étaler aux yeux des Italiens ses forces militaires à l'époque de son couronnement comme roi d'Italie. Cette note peut se rapporter également à la pièce qui suit.

N° 6.

Chevaux de l'empereur cédés à l'artillerie. — Bataillon dirigé sur Turin. — Ordres pour compléter les divisions.— Demande de rapports particuliers sur tous les objets du service dans la vingt-septième division militaire.— Indication détaillée sur ces rapports.

« Mon cousin, vous donnerez ordre au qua-« trième bataillon (*bis*) du train, qui est à Cam-« brai, et au huitième bataillon, de se rendre à « Lafère. Là, le huitième bataillon remettra tous « ses chevaux au nombre de 750 au bataillon nu-« méro 4 (*bis*). Vous ferez compléter ce bataillon « à 900 par les chevaux d'artillerie qui sont à mon « service, et que le grand écuyer fera remettre. « Vous préposerez un officier pour veiller à ce que « la remise s'en fasse dans le plus grand ordre et « que les matricules et procès-verbaux soient en « règle. Vous dirigerez alors ce bataillon numéro 4 « (*bis*) sur Turin, à très-petites journées, et vous « lui marquerez de fréquens séjours. — Le ba-

« taillon numéro 4 est à Turin et a 150 chevaux,
« mon intention est de le porter à mille. A cet
« effet, les 490 chevaux de ma garde, partis le 22
« nivôse de Paris, seront remis à Turin au ba-
« taillon numéro 4 et, immédiatement après, les
« hommes opèreront leur retour sur Paris. Vous
« ferez partir un détachement du train de ma
« garde avec 200 chevaux pour Turin ; les hom-
« mes reviendront à Paris après avoir fait la re-
« mise de leurs chevaux. Vous me proposerez un
« mouvement de 150 chevaux tirés des onzième,
« douzième ou treizième divisions militaires, pour
« compléter le nombre de mille que ce bataillon
« peut servir. — Les deux bataillons numéro 6
« sont en Italie. Le bataillon principal est dans
« le royaume de Naples; il n'a que 530 chevaux.
« Mon intention est qu'il soit porté à 800. A cet
« effet, vous autoriserez le conseil d'administration,
« sous la surveillance du directeur du parc d'ar-
« tillerie de l'armée française dans le royaume de
« Naples, d'acheter 300 chevaux ou gros mulets
« de trait, et à y affecter le produit de la vente de
« chevaux de la république italienne. Vous établi-
« rez pour cet effet une masse, en ne donnant à
« ce bataillon que 800 chevaux, quoiqu'il ait 600
« hommes, j'ai égard à la circonstance et à la fa-

« cilité qu'on aurait en cas de guerre, à lever des « chevaux, et qu'on ne manquerait point de prendre au train napolitain. Le bataillon numéro 6 « (*bis*) est à Plaisance; il n'a que 150 chevaux. « Les 400 chevaux partis de Saintes le 5 nivôse y « seront réunis, ainsi que les 232 partis le 26 « nivôse, ce qui le complètera à près de 800 « chevaux.

« Ces dispositions une fois exécutées, j'aurai donc « au-delà des Alpes quatre bataillons du train formant 2400 hommes et ayant 3500 chevaux harnachés et pour le service uniquement du train « d'artillerie. Il vous restera à me faire connaître ce « qu'il manque au complet de ces bataillons du train, « quelles mesures il faut prendre pour les compléter, et enfin, combien ils peuvent encore servir « de chevaux. — Vous vous assurerez aussi que les « harnais, et tout ce qui est nécessaire, sont dans le « meilleur état. — Vous donnerez ordre qu'à mesure que ces chevaux arriveront dans la vingt-septième division militaire, ils soient placés « dans des villes où ils soient bien tenus, bien « nourris, et où ils ne fassent d'autre service que « les mouvemens d'artillerie locaux. Faites-moi « connaître par un rapport particulier s'ils sont de « bonne qualité et si l'on peut compter générale-

« ment sur un bon service, faites-moi également « connaître le temps qu'il faudrait pour organiser « un bon équipage de campagne en Italie lorsque « ces chevaux y seront arrivés, et les mesures qu'il « y aurait à prendre pour sa réparation. Enfin, j'ai « besoin de connaître la situation des salles d'armes « de la république italienne et de la vingt-septième « division militaire. — Les charriots d'artillerie, « ceux des vivres et des ambulances, ont aussi leur « importance, et retardent souvent la formation « des armées. Faites-moi connaître le nombre des « caissons de vivres qui se trouvent dans la vingt-« septième division militaire, combien il en exis-« tait à la paix en l'an 9, et si le service se conti-« nuait par les charriots du pays, combien il en fau-« drait pour une armée de 60,000 hommes, et « enfin quelles mesures à prendre pour se pro-« curer des attelages. — Donnez ordre au colonel « du deuxième régiment d'artillerie à pied de re-« joindre son corps. Sur ce, je prie Dieu qu'il « vous ait en sa sainte et digne garde.

« NAPOLÉON. »

A Paris, ce 5 pluviôse an XIII. (26 janvier 1805).

N° 7.

Projet d'une salle d'armes à Fenestrelles et à Briançon. — 21,000 fusils.

« Mon cousin, mon intention est que vous fas-
« siez construire à Fenestrelle une salle d'armes
« pour contenir 20,000 armes, et que vous pre-
« niez des mesures telles qu'au premier août il y
« ait à Briançon 21,000 fusils et à Fenestrelles
« 21,000. Faites tous les sacrifices nécessaires pour
« activer les fabrications du Piémont. Il faudrait
« faire 20,000 armes par année. Sur ce, je prie
« Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde[1].

« Napoléon. »

A Paris, le 14 ventôse an XIII. (5 mars 1805).

« J'avais ordonné il y a deux ans que la salle
« d'armes de Fenestrelles fût construite, l'on n'en
« a rien fait. »

[1] On serait tenté de penser, d'après cet ordre, que Napoléon avait encore d'autres pensées que celle de passer une revue en concentrant un certain nombre de troupes sur l'Italie, puisqu'il ordonnait de mettre beaucoup d'activité à la fabrication des armes. — La belle fonderie de Turin lui a constamment fourni plus de 50 pièces de gros calibre par an, depuis 1808 jusqu'en 1814.

N° 8.

Répartition de 2,500 hommes entre divers régimens. — Demande de rapports sur tous les corps des trois camps. — Troupes d'embarquement.

« Mon cousin, tous les régimens, qui font partie des « trois camps, ne peuvent tous fournir 1800 hommes « sous les armes, surtout ceux qui ont beaucoup « de malades. Le trentième régiment de ligne au- « rait besoin de 200 hommes, sans y comprendre « ce qu'il doit recevoir de la conscription de l'an XIII. . . . . 200 hommes.

Le 61e de ligne.	200
Le 21e d'infanterie légère. . .	300
Le 48e de ligne.	200
Le 24e d'infanterie légère. . .	300
Le 26e id.	100
Le 22e de ligne.	200
Le 27e id.	100
à reporter.	1,600

Report.	1,600 hommes.
Le 39e id.	150
Le 69e id.	100
Le 72e id.	200
Le 75e id.	100
Le 96e id.	100
Total.	2,250 hommes.

« Peut-être qu'en faisant ce travail avec plus de « soin et de temps, trouverait-on qu'il faudrait « 3000 hommes. — Faites-moi un rapport, corps « par corps, sur les régimens composant les trois « camps, de leur situation au 1er ventôse, présence « sous les armes et aux hôpitaux, de la situation « des troisièmes bataillons, du nombre d'hommes « de la conscription de l'an XIII qu'ils doivent re- « cevoir. — Je désire aussi que vous me présen- « tiez un projet pour appeler 3000 conscrits sur « la réserve de l'an XII, en évitant de rien prendre « dans les départemens maritimes. Faites-moi con- « naître le disponible de la réserve de cette année. « Quant à la réserve de l'an XIII, indépendamment « de ce qui sera nécessaire pour compléter les dra- « gons, il faut aussi me proposer un travail pour « compléter les quarante-cinq régimens qui font

« partie des camps, de manière à fournir à l'embar-
« quement 1050 hommes présens sous les armes
« par bataillon. Faites-moi faire un tableau qui me
« fasse connaître le nombre d'hommes qu'il fau-
« drait à cet effet donner à chacun de ces régimens.
« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et
« digne garde.

« NAPOLÉON. »

Paris, le 14 ventôse an XIII. (5 mars 1805.)

N° 9.

Régiment de la Guadeloupe. — Régiment à la Martinique. — Exécution des arrêtés relatifs au mouvement des troupes. — Ordres divers pour la composition de plusieurs régimens coloniaux.

Au ministre de la guerre.

Le 28 ventôse an XIII. (19 mars 1805.)

« Le soixante-sixième régiment, en conséquence « de l'art. 5 de l'arrêté du 10 floréal an XI, doit « être organisé à la Guadeloupe et composé des « deuxième et troisième bataillons de la soixante- « sixième de bataille, du troisième bataillon de « la quinzième de bataille et d'un détachement « de la soixante-dix-neuvième de bataille.

« Le quatre-vingt-deuxième régiment, en con- « séquence de l'art. 7 du même arrêté, doit être « organisé à la Martinique, et composé du troi- « sième bataillon du quatre-vingt-deuxième de ba- « taille, du troisième bataillon du trente-septième,

« du troisième bataillon du quatre-vingt-quatrième,
« du deuxième bataillon du cent-septième et d'un
« détachement du quatre-vingt-dixième.

« C'est donc à tort que le ministre de la guerre,
« par sa lettre du 25 thermidor an XII, a ordonné
« que le soixante-sixième se réunirait à La Ro-
« chelle et le quatre-vingt-deuxième aux Sables.

« Il n'y a donc que la cinquième légère, la sep-
« tième et la quatre-vingt-sixième de ligne, qui
« doivent être organisées.

« La cinquième légère doit être composée, con-
« formément à l'art. 2 du décret du 10 floréal, du
« premier bataillon de la cinquième légère, du
« deuxième bataillon de la troisième, des débris
« du troisième bataillon de la septième légère, des
« débris du premier bataillon de la quatorzième
« légère.

« Et comme, par la circulaire du 25, les débris
« du onzième et du cinquième ne doivent former
« qu'un seul corps sous le nom de cinquième ré-
« giment, on y joindra le premier et le deuxième
« bataillon de la onzième légère, le premier ba-
« taillon de la dix-neuvième, un détachement de
« la vingt-huitième, et trois bataillons de la tren-
« tième, qui composent la onzième légère, confor-
« mément à l'art. 3 du décret.

« Le septième régiment de ligne doit être aussi « composé des premier et deuxième bataillons de « la septième, du deuxième bataillon de la ving-« tième, du troisième bataillon de la vingt-troi-« sième, du premier bataillon de la trente-unième, « du troisième bataillon de la soixante-huitième « et du deuxième bataillon de la soixante-dix-« neuvième.

« Enfin la quatre-vingt-sixième doit être com-« posée, conformément à l'art. 8, des premier et « deuxième bataillon du quatre-vingt-sixième, du « troisième bataillon, du soixante-onzième, de la « portion du quatre-vingt-dixième qui a été à « Saint-Domingue, du deuxième et du troisième de « la cent-dixième, et de ce qui compose le qua-« tre-vingt-neuvième, c'est-à-dire deuxième et « troisième bataillons de la quatre-vingt-neuvième, « du troisième bataillon de la soixantième, deu-« xième bataillon de la soixante-quatorzième, un « détachement de la soixante-dix-septième, troi-« sième bataillon de la quatre-vingt-troisième.

« Ainsi donc, le ministre de la guerre doit faire « une lettre au ministre de la marine, pour qu'il « donne sur-le-champ l'ordre d'organiser le soixante-« sixième à la Guadeloupe, et le quatre-vingt-« deuxième à la Martinique; il fera connaître que

« ces deux régimens seront composés comme il est « dit ci-dessus.

« On incorporera de plus dans la quatre-vingt- « deuxième, à la Martinique, les 96 hommes du « dépôt colonial de Saint-Malo, portés par le cor- « saire le Duguay-Trouin, les 398 hommes du « quatre-vingt-treizième, portés par les frégates la « Cybèle et la Didon, les 139 hommes du trente- « septième et les 80 hommes du quarante-septième, « portés par la frégate la Ville-de-Milan; enfin, « les 227 hommes du douzième d'infanterie légère, « portés par la frégate le Président.

« Les différens bataillons des dépôts coloniaux, « qui se trouvent à la Martinique ou à la Guade- « loupe, seront incorporés dans ces régimens. Au « lieu d'un régiment, on ne formera dans la on- « zième division, qu'un seul bataillon du soixante- « sixième, destiné à rejoindre son corps à la Gua- « deloupe.

« Au lieu d'un régiment, on ne formera qu'un « bataillon du quatre-vingt-deuxième, destiné à « rejoindre son corps à la Martinique.

« Ces bataillon seront commandés par un chef « de bataillon et composés de neuf compagnies. « Chaque compagnie aura quatre officiers, un ser- « gent-major, quatre sergens, un caporal-fourrier,

« huit caporaux et cent quarante soldats, ce qui « formera 158 hommes par compagnie et 1422 « hommes par bataillon.

« Le ministre portera un soin particulier à ce « que l'un et l'autre de ces bataillons soient complétés « et dans le cas de s'embarquer au mois de sep- « tembre, pour renforcer la Martinique et la Gua- « deloupe.

« Les trois autres régimens seront formés con- « formément aux décisions qui ont été données.

« Le ministre donnera des ordres pour que les « détachemens des trente-septième, quarante-sep- « tième, quatre-vingt-treizième de ligne, et du « douzième d'infanterie légère, qui vont être incor- « porés dans le quatre-vingt-deuxième à la Marti- « nique, soient effacés de la matricule des corps; « et que sur-le-champ ces corps reforment les com- « pagnies et se complètent.

« Le ministre fera ensuite imprimer l'état de tous « les élémens qui entreront dans la composition « des corps, et cet état sera adressé aux commis- « saires des guerres et aux inspecteurs aux revues, « afin que les officiers et soldats qui arriveraient « fussent envoyés aux corps respectifs.

« Il proposera aussi les officiers de ces régimens « et des bataillons qui ont appartenu à ces corps,

« et qui viennent des colonies, vu que ces corps « doivent être considérés comme cadres pour rece- « voir les officiers, qui ont été éparpillés ou faits « prisonniers, et qui reviennent sans cesse.

« Napoléon. »

N° 10.

Vente d'un couvent à Chambéry. — Envoi de fusils à Alexandrie et au fort Barreau.

« Mon cousin, je désire que vous me présentiez « un projet pour vendre le couvent de Chambéry ; « les fonds en seront versés dans la caisse du génie « et serviront à achever la caserne. Faites évacuer « les fusils qui sont à Chambéry sur Alexandrie et « *toutes les pièces qui sont à Dôle sur le fort Barreau.* « Faites vendre l'emplacement qui sert d'arsenal. « Je n'ai besoin d'aucun établissement militaire « à Chambéry ; Grenoble et le fort Barreau sont « suffisans. J'ai été satisfait de l'arrangement des « fusils au fort Barreau ; mon intention est qu'on « y prépare un emplacement pour 10,000 autres « fusils. Vingt mille fusils dans le petit fort seront « bien placés. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en « sa sainte et digne garde.

« NAPOLÉON. »

Au palais de Stupinis, le 4 floréal an XIII. (24 avril 1805.)

N° 11.

Ordres relatifs à diverses missions au camp de Boulogne. — Demande de notes pour la nomination d'officiers. — Questions remarquables. — Ordres précis pour une descente en Angleterre. — Les châteaux de Douvres, de Chatam et de Portsmouth. — Mouvement ordonné à l'artillerie. — Annonce de l'arrivée de l'empereur au camp. — Les généraux Nansouty et Marescot.

« *Mon cousin, vous enverrez un officier à Granville qui, de là, parcourra Cherbourg, le Hâvre, Dieppe, Fécamp et viendra vous joindre à Boulogne où il vous portera la note de toutes les chaloupes canonnières, bâteaux canonniers, péniches, etc., qui seraient encore dans ces ports. Donnez ordre au troisième régiment de hussards de se rendre à Montreuil pour rejoindre la brigade. Donnez ordre au général commandant l'artillerie de rappeler toutes les compagnies d'artillerie légère, faisant partie de l'armée, et disséminées sur les côtes pour*

« *faire le service des colonnes mobiles, ainsi que le* « *matériel et les attelages dont il pourrait avoir be-* « *soin.* Passez la revue de tous les corps de l'ar- « mée, en bordant la haie, et envoyez-moi la note « de tous les officiers qui manqueraient, avec des « projets de nomination, afin que les cadres soient « complets en officiers. *Consultez la situation des* « *troupes, et faites venir des dépôts en infanterie et* « *cavalerie, les hommes nécessaires pour compléter* « *les présens sous les armes que chaque corps doit* « *avoir, sans y comprendre les hommes aux hôpitaux.* « *Envoyez-moi un état de situation exact des pré-* « *sens sous les armes au* 15 *messidor dans les camps* « *de l'armée de l'Océan, en ayant soin de marquer* « *les hommes aux hôpitaux ou hors des ports de réu-* « *nion de l'Océan; par ports de l'Océan vous savez* « *qu'on comprend tous les ports depuis la Somme* « *jusqu'à l'Escaut.* Ayez l'œil sur tout, entrez dans « tous les détails de vivres, eau-de-vie, souliers, « dans tous les détails d'embarquement. Vous de- « vez tout avoir dans vos porte-feuilles bien en « règle. — *Faites embarquer un grand nombre d'ou-* « *tils d'artillerie; vous savez qu'on en manque tou-* « *jours à la guerre. J'aurai le siège du château de* « *Douvres, de Châtam, peut-être de Portsmouth à* « *faire. Causez-en avec Marescot. Il est possible*

« *que j'aie assez de troupes pour les faire tous trois* « *à la fois. Il ne s'agit donc pas de si, de mais, de* « *car, les cas sont prévus. Qu'on embarque donc beau-* « *coup d'outils à manche, et qu'on fasse en sorte* « *qu'on ne manque de rien. Je ne sais combien* « *j'ai ordonné de compagnies de mineurs;* j'ima- « gine qu'on a tous les outils pour former l'é- « quipage de mine. — *Je pense* qu'il n'y a qu'une « division du camp de Bruges à Vimereux; en- « voyez au maréchal Davoust l'ordre qu'une au- « tre division y soit rendue avant le 26 messi- « dor. — Je serai à Fontainebleau le 25; j'y rece- « vrai des renseignemens précis pour donner des « ordres sur tout, et faire toutes les dispositions. « *J'ai ordonné la formation de tous les dragons à* « *pied des camps de Compiègne et d'Amiens. Don-* « *nez ordre au général Baraguey d'Hilliers d'en* « *prendre le commandement et de se rendre avec à* « *Calais. — Donnez ordre à l'artillerie de ma garde* « *qui est à Lafère de se rendre à Vimereux. Il suffit* « *qu'elle y soit le* 25 *messidor.* Si j'ai oublié quelques « dispositions, remettez-les-moi sous les yeux. « *Comme la division de grosse cavalerie de Nan-* « *souty n'est pas destinée à s'embarquer tout de* « *suite, je serai à temps de donner des ordres à mon* « *arrivée à Paris. Il me suffit qu'il y ait possibilité*

« *qu'elle soit à Calais au 5 messidor. J'imagine que*
« *les cinq bataillons de sapeurs sont complets. S'ils*
« *ne le sont pas, faites appeler des dépôts d'artille-*
« *rie tout ce qui est nécessaire pour les compléter.*
« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et
« digne garde[1].

« NAPOLÉON. »

Plaisance, le 9 messidor an XIII. (29 juin 1805.)

[1] Tout ce qui est souligné dans cet ordre remarquable, l'est aussi dans la pièce autographe. C'est, ce nous semble, une des choses les plus curieuses que l'on puisse lire, que cet ordre, dans lequel l'empereur prescrit, avec une sorte d'enthousiasme, des dispositions pour une descente qu'il n'a pas eu l'intention de faire, dans le seul but de donner le change à l'Europe et à ses plus intimes confidens. Il suivait le principe du fameux ministre de Tibère, qui disait que l'on ne devait avoir de confidens que soi.

N° 12.

Levée du camp de Boulogne. — Formation des divisions de grosse cavalerie et de dragons. — Le général Klein et le général Nansouty. — Ordre de marche indiqué pour les différens corps. — Napoléon au camp de Boulogne. — Impulsion donnée à toute l'armée. — Demande de différens projets.

« Mon cousin, vous réunirez dans la cinquième « division militaire une division de réserve de grosse « cavalerie, composée des premier, cinquième, « dixième et onzième régimens de cuirassiers. « Vous donnerez l'ordre à ces quatre régimens de « se rendre sur-le-champ dans la cinquième division « militaire, et vous les cantonnerez à Landau et « dans les environs. Vous donnerez également « l'ordre au général de division Nansouty, de par- « tir avec la division qu'il commande, pour se rendre « à Schelestadt et à Neufbrissack, et vous donnerez « les ordres nécessaires pour qu'elle y soit conve- « nablement cantonnée et dans les environs, en « choisissant les lieux les plus abondans en fourrage.

« Mon intention est que chacune de ces divisions ait « un commissaire des guerres, qui lui soit spéciale-« ment attaché. Il est indispensable que chacun des « régimens ci-dessus soit de quatre escadrons; et pour « cet effet, vous ferez partir des dépôts tout ce qui « sera disponible, et vous fournirez aux colonels « tout ce qui sera nécessaire pour qu'il y ait au « moins 500 hommes présens à la revue, dans les « quatre escadrons que je viens d'indiquer. La pre-« mière division sera sous les ordres du général de « division d'Hautpoult. Vous lui ordonnerez, ainsi « qu'au général Nansouty, de correspondre fréquem-« ment avec vous et d'une manière détaillée. Cha-« cune des divisions qu'ils commandent aura trois « pièces d'artillerie légère, savoir, deux pièces de « huit et un obusier, le mouvement que je prescris « doit avoir lieu sans retard. Les rassemblemens des « Autrichiens dans le Tyrol, font que je crois utile « en ce moment de border le Rhin. Vous me pré-« senterez pour la division d'Hautpoult deux géné-« raux de brigade et un adjudant général. Les ordres « pour les régimens qui composent ces deux di-« visions, devront partir dans la journée de demain. « Vous commanderez au général Baraguey d'Hilliers « de se rendre demain à Saint-Omer. Il y passera « la revue des premier, deuxième, vingtième,

« quatrième et quatorzième régimens de dragons.
« Les trois premiers de ces régimens doivent for-
« mer une brigade, et les deux derniers, réunis au
« vingt-sixième de dragons qui est à Strasbourg,
« formeront une seconde brigade. Ces deux bri-
« gades ensemble formeront la première division
« de dragons. Elle obéira au général de division
« Klein qui aura sous ses ordres les deux généraux
« de brigade qui servent sous lui en ce moment.
« Chacun des régimens ci-dessus indiqués devra
« être de trois escadrons à cheval, lesquels auront
« au moins 400 dragons présens sous les armes.
« Chacun d'eux aura de plus un escadron à pied
« de 300 hommes. Il sera enjoint au général Ba-
« raguey d'Hilliers d'envoyer promptement dans
« les dépôts de ces différens corps, le major du
« corps ou un général de brigade, afin que l'on
« fasse partir tout ce qui est disponible, afin de
« complèter ainsi les corps en question. Ils de-
« vront partir le 9 fructidor et vous les dirigerez
« par l'une des trois routes qui vont à Strasbourg.
« Cependant vous aurez soin de ne démasquer le
« mouvement que sur une des grandes places qui
« se trouvent de quatre à huit marches de Saint-
« Omer ; et c'est pour une de ces grandes places,
« que vous leur transmettrez des ordres, vous ré-

« servant d'en envoyer d'autres ultérieurement « quand je vous l'ordonnerai moi-même. Après « avoir formé la première division, le général Ba-« raguey d'Hilliers formera la seconde qui sera « composée des troisième et quatrième brigades, « la troisième brigade comprendra les dixième, « treizième et vingt-deuxième de dragons; et la « quatrième brigade, comprendra les troisième, « sixième et onzième régimens de cette arme. Le « commandement de cette division et de ces bri-« gades sera confié au général de division Beau-« mont, et ensuite vous me proposerez les desti-« nations à donner pour cet objet. Cette division « devra également se mettre en marche le 9 fructidor « en suivant la deuxième route qui va sur Stras-« bourg. Mais vous ne lui donnerez l'ordre que « pour une des quatre grandes places qui sont de « quatre à huit marches de Saint-Omer, afin de « masquer le mouvement. La troisième division « de dragons sera formée par les cinquième et « sixième brigades. La cinquième brigade com-« prendra les cinquième, huitième et douzième ré-« gimens de dragons; et la sixième brigade com-« prendra les neuvième, seizième et vingt-unième « régimens de cette arme. Vous dirigerez cette « troisième division le 10 fructidor par la troisième

« route qui va à Strasbourg, en ne lui donnant,
« comme aux précédentes, d'ordres que pour
« l'une des principales places de quatre à huit mar-
« ches de son point de départ. Cette troisième division
« sera commandée par le général Valter. La qua-
« trième division sera composée des septième et
« huitième brigades, et la septième brigade le sera
« des quinzième, dix-septième et vingt-septième
« régimens de dragons. Quant à la huitième bri-
« gade, les dix-huitième, vingt-cinquième et dix-
« neuvième régimens de cette arme la compo-
« seront. Cette division se mettra aussi en marche
« le 10 fructidor par une autre route que la troi-
« sième. Cette division sera commandée par le gé-
« néral Boursier. — Tous les dragons à pied qui
« sont à Calais partiront demain pour Saint-Omer.
« Le général Baraguey d'Hilliers en formera une di-
« vision à pied composée de quatre régimens. Cha-
« que division de dragons formera un régiment, cha-
« que brigade un bataillon, ce qui fera des bataillons
« de 900 hommes, des régimens de 1800 hommes,
« et d'une division à pied de 7,800 hommes. Mon
« intention est que chaque division de dragons ait
« 3 pièces d'artillerie (deux pièces de huit et un
« obusier), et que la division à pied ait 10 piè-
« ces de canon, comme une autre division de

« l'armée. Vous me présenterez demain un projet « de mouvement pour l'artillerie, pour que les « divisions de dragons et les divisions de grosse « cavalerie aient les pièces qui leur reviennent, soit « en matériel, soit pour le personnel, soit pour « les attelages ; cette division de dragons par- « tira à pied tout ensemble sous les ordres du « général Baraguey d'Hilliers le 10, afin que, si « cela me devient nécessaire, je puisse sur-le- « champ, avec ces forces extrêmement disponi- « bles et légères, envoyer occuper des positions « essentielles. Vous préviendrez M. Dejean[1] de ces « mouvemens, afin qu'il fasse trouver à Strasbourg « les fourrages nécessaires. Vous me ferez con- « naître les lieux les plus convenables pour réu- « nir ces troupes. Mais la division à pied se réu- « nira à Strasbourg ; et vous devez sentir qu'il est « indispensable qu'elle ait son artillerie à son ar- « rivée, car il serait possible que je lui fisse occu- « per Kehl sur-le-champ. Ne manquez pas de « donner au général Baraguey d'Hilliers toutes

[1] M. Dejean était alors ministre-directeur de la guerre, chargé du matériel, l'empereur ayant récemment divisé le ministère de la guerre en deux, et ayant conservé principalement dans les attributions de Berthier le personnel, les mouvemens et les levées d'hommes.

« autorisations nécessaires pour qu'il puisse retirer « des dépôts de ses vingt-quatre régimens de dra- « gons ce qui est disponible. On défera les caisses « de selles qui étaient destinées à l'embarquement. « Sur ce, je prie Dieu, mon cousin, qu'il vous ait « en sa sainte et digne garde.

« Napoléon. »

De mon camp impérial de Boulogne,
le 6 fructidor au soir, an xiii. (24 août 1805).

No 13.

Rapidité de la volonté de l'empereur. — Latitude laissée aux généraux commandant les divisions de l'armée. — Les obstacles dans les retards. — Mot remarquable.

« Tous les renseignemens que je reçois par un « courrier me font prendre le parti de ne pas per- « dre un jour. Je désire donc que le mouvement « des dragons se fasse dès demain, que les dra- « gons à pied partent également demain de Calais, « que le général Oudinot parte également demain, « et après - demain 9 je veux commencer la con- « tremarche de toute mon armée. Vous laisserez « à la disposition des généraux de division de faire « du séjour ou non. Le moment décisif est arrivé. « Un moment de retard nous présentera de plus « grands obstacles. Ainsi donc, modifiez vos ordres « en conséquence, et venez me trouver immédiate- « ment après. Faites partir de même demain la qua- « trième division de dragons, tracez-lui une qua- « trième route par le nord, dirigez-la sur Spire,

« envoyez cette nuit des commissaires des guerres « et officiers d'état-major sur toutes les trois routes. « Vous sentez quelle est l'importance d'un jour « dans cette affaire. L'Autriche ne se contient « plus; elle croit sans doute que nous sommes « tous noyés dans l'Océan.

« Napoléon. »

7 fructidor an xiii. (25 août 1805).

N° 14.

Désignation des troupes qui doivent rester au camp de Boulogne. — Détails sur les objets à donner aux soldats. — Troupes dirigées sur Strasbourg. — Murat lieutenant de l'empereur. — Artillerie de chaque division. — Possibilité d'une contremarche. — Projet de décret relatif à la flottille.—Gendarmerie et désertion des matelots.—La division italienne campée à Boulogne. — Direction du général Boursier sur Spire. — Ordres divers.

« Mon cousin, préparez des ordres pour le géné-« ral Marmont et pour le maréchal Bernadotte. Le « général Marmont se mettra en marche avec tout « son corps, fort de 20 mille hommes, tout son « matériel d'artillerie et le plus d'approvisionne-« mens de guerre qu'il pourra emporter. Il se ren-« dra à Mayence : il lui faut quatorze jours de « marche. Cet ordre sera expédié le 9, après m'en « avoir demandé l'autorisation à dix heures du soir; « il arrivera le 12 : le général Marmont partira le « 14, et sera arrivé à Mayence le 28. Il marchera « à la fois par trois routes, de manière que tout son

« corps soit réuni à Mayence avant le 30 fructidor.
« Il fera verser la solde dans les caisses des quartiers-maîtres de ses corps jusqu'au 1er brumaire.

« Vous me présenterez également le 9 à dix « heures du soir les ordres pour le maréchal Bernadotte. Vous lui ordonnerez de se réunir à Gottingen. Le courrier ne sera pas arrivé avant le 14. « Le maréchal Bernadotte partira le 15. Il lui faut « quatre jours de marche pour se réunir à Gottingen. Recommandez-lui de lever le plus de « chevaux d'équipages et de fournir à son corps « d'armée le plus d'approvisionnemens de guerre « et d'artillerie qu'il pourra. — Vous me présenterez également le 9 à dix heures du soir les ordres pour l'Italie ; c'est-à-dire le départ de tous « les corps qui doivent composer la quatrième et « la cinquième divisions et qui sont en Piémont « et à Gênes, pour Brescia, ainsi que de tous les « régimens d'artillerie, de chasseurs, dragons et « cavalerie qui se trouvent en Piémont. Faites « armer et approvisionner sur-le-champ les citadelles de Turin et d'Alexandrie que mon intention est de garder cette campagne, puisque « Alexandrie ne peut pas encore remplir mon but. « Votre ordre arrivera le 14 ; ainsi, avant le 30, « tout sera prêt à Brescia.

« Vous me présenterez également le 9 à dix « heures du soir l'ordre de mettre en route la « première division du corps du maréchal Davoust « par une des routes de gauche, la première divi- « vion du corps du maréchal Soult par une des « routes du milieu, et la première division du corps « du maréchal Ney par une des routes de droite. Ce « premier mouvement se fera le 10; le 11, parti- « ront les secondes divisions, et le 13 les troisiè- « mes : et comme il faut 24 jours de marche pour « se rendre sur le Rhin, elles y arriveront pour le « premier vendémiaire. Chaque corps d'armée lais- « sera un régiment, savoir : *Le corps du centre*, « *le soixante-douzième et le vingt-deuxième; le corps* « *de droite, le vingt-unième d'infanterie légère.*

« Les troisièmes bataillons de ces régimens vien- « dront les joindre au camp. Indépendamment de « ces bataillons, trois troisièmes bataillons des corps « de la droite se rendront au camp d'Ambleteuse; « *six troisièmes bataillons des corps du centre se ren-* « *dront à Boulogne;* et un troisième bataillon des « corps de la gauche se rendra à Etaples. Par ce « moyen, il restera aux camps neuf bataillons en- « tiers et dix troisièmes bataillons, ce qui fera 19 « bataillons. La division Gazan et la quatrième di- « vision du centre partiront par les deux meilleu-

« res routes, immédiatement après les autres di-
« visions. Vous ordonnerez de donner sur-le-champ,
« des magasins, à chaque soldat de la division Ga-
« zan, la troisième paire de souliers comme l'a eue
« toute l'armée. — Vous ordonnerez qu'on fasse
« partir de Metz des effets de campement pour
« Strasbourg, de manière qu'au premier vendé-
« miaire on ait de quoi tenter 80 mille hommes.
« — Chaque division portera avec elle son artil-
« lerie, personnel, matériel et attelages, à moins
« que le premier inspecteur ne garantisse avoir le
« matériel à Strasbourg. Vous aurez soin qu'avant
« de partir, chacun parte bien armé. Les sapeurs,
« les officiers du génie, les commissaires des guer-
« res, les administrations, etc., tout restera or-
« ganisé comme il l'est. L'administration partira en
« règle après la deuxième division. — Vous aurez
« une conférence avec M. Petiet, pour que la ma-
« nière dont l'armée doit être nourrie soit bien
« déterminée. Mon intention est qu'elle le soit par
« les mêmes administrations. Aussi bien dans trois
« mois, puis-je faire une contre-marche. Le prince
« Murat sera nommé lieutenant de l'empereur,
« commandant en chef en son absence de l'armée.
« — Vous me présenterez aussi le même jour, un
« ordre au prince Murat d'être rendu à Strasbourg

« le 24 fructidor pour commander en l'absence « de l'empereur. — Vous nommerez le général « Sanson chef de votre bureau topographique. Il « préparera les cartes relatives au théâtre de la « guerre en Allemagne et en Italie. — Vous vous « concerterez avec le ministre de la marine pour « me présenter aussi, le 9 au soir, un projet de dé- « cret pour que la flottille d'Etaples et de Vime- « reux soit transportée à Boulogne, excepté une « division de chaloupes canonnières; cependant si « la flottille d'Etaples pouvait remonter jusqu'auprès « de Montreuil, je préférerais la placer là, excepté « les prames et les chaloupes canonnières, et qu'elle « soit conservée à flot au-delà du barrage; que les « vivres, les munitions et tout ce qui pourrait péri- « cliter soient transportés au château de Boulogne; « que huit compagnies d'artillerie qui sont à Douay « viennent ici pour le service des côtes. Vous lais- « serez un corps de gendarmerie pour empêcher « la désertion des matelots qui tous seront ar- « més de fusils et feront le service sous le com- « mandement de leurs officiers, pour défendre la « flottille jusqu'au retour de l'armée. Un général « de brigade commandera à Etaples, un à Am- « bleteuse et un à Boulogne. Un général de di-

« vision commandera tout l'arrondissement de « l'armée, depuis et y compris Gravelines, jus- « qu'à la Somme. Il sera laissé à Boulogne une « compagnie d'artillerie légère avec deux bat- « teries mobiles. L'unique soin du général de « division sera de veiller à la sûreté de la côte « et des ports et à la conservation des camps. « Peut-être serait-il aussi convenable d'enfermer « à Boulogne la flottille Batave, afin qu'il n'y ait « que ce point à garder, ce qui n'empêcherait « pas de laisser la même disposition aux troupes, « d'après la facilité de se transporter d'Ambleteuse « et d'Etaples à Boulogne. Jusqu'à nouvel ordre et « jusqu'à l'arrivée des troisièmes bataillons, la di- « vision italienne campera à Boulogne. Elle recevra « l'ordre de rejoindre la grande armée, lorsque les « troisièmes bataillons commenceront à être for- « tifiés de conscrits. Le général Taviel restera à « Boulogne pour commander des batteries. Les « 500 hommes des canonniers de la marine, y res- « teront aussi pour ce service. Les places de Dun- « kerque, de Gravelines, Calais et la Haute-Ville « de Boulogne, seront armées comme il convient « en temps de guerre. Sur ce, je prie Dieu qu'il « vous ait en sa sainte et digne garde.

« Napoléon. »

« (¹) Faites partir le 10 au matin la division de cava-
« lerie légère que commandait le général Boursier,
« envoyez-la sur Spire par la quatrième route, de
« manière qu'elle ne gêne pas les trois grandes
« routes de l'armée.

« Les trois bataillons qui se rendront à Amble-
« teuse sont le troisième du vingt-cinquième de ligne,

« Le deuxième du dix-septième : il suffit que ces
« corps soient rendus à Boulogne avant le 15 fruc-
« tidor.

« Le vingt-unième d'infanterie légère campera
« le plus près possible de Vimereux.

« Les six bataillons qui se rendront à Boulogne
« seront les troisième du trente-sixième, troisième
« du quarante-troisième, troisième du cinquante-
« cinquième, qui camperont à la droite, troisième
« de la quarante-sixième, troisième de la vingt-
« huitième, troisième de la soixante-quinzième,
« qui camperont au camp de gauche, la soixante-
« douzième campera au camp de droite de Bou-
« logne.

« Les bataillons qui se rendront à Etaples seront
« les troisième du cinquantième, le général Carra
« Saint-Cyr, qui commande la seizième division

(¹) Ce post-scriptum est entièrement écrit de la main de l'empereur.

« militaire, commandera toute la côte de la mer;
« Gérard commandera à Ambleteuse, Rey à Boulogne, Martellière à Etaples. Les trois régimens « italiens attendront campés à Boulogne au camp « de gauche. Ils y resteront jusqu'à nouvel ordre, « c'est-à-dire jusqu'à ce que les 19 bataillons soient « bien organisés et un peu renforcés.

« Il y aura deux compagnies d'artillerie fortes « au moins de 120 hommes, toutes deux à Ambleteuse, deux *id.* pour la droite de Boulogne, deux « *id.* pour la gauche, deux *id.* pour Étaples. Le « général d'artillerie désignera les compagnies; ce « ne devront pas être celles destinées à l'expédition, le général Taviel commandera l'artillerie. « Il y aura 4 officiers supérieurs d'artillerie campés, 1 au camp de droite de Boulogne, 1 au « camp de gauche, 1 à Ambleteuse, 1 à Étaples. »

Ne dirait-on pas que le génie de la guerre lui-même a dicté ces derniers ordres, et à la manière dont ils sont conçus, ne semblent-ils pas plutôt préparés et mûris d'avance qu'improvisés au moment où Napoléon se décida à la guerre contre l'Autriche? La dernière pièce surtout nous semble présenter un ensemble admirable d'opérations concertées de longue main, pour transporter, comme par enchantement, dans les champs de l'Allemagne, une des plus belles armées qui aient peut-être jamais existé et qu'il avait fallu plus de deux ans pour former et exercer à tous les genres de travaux. Peut-être remarquera-t-on que cette pièce est sans date; c'est qu'il n'y en a pas sur l'autographe que nous possédons, et que nous tenons beaucoup à mettre ces pièces rares telles qu'elles sont sous les yeux de nos lecteurs; mais, par son contenu, il est facile de voir qu'elle a dû suivre presque immédiatement celle que Napoléon termine en demandant si l'Autriche croit que ses soldats et lui sont tous noyés dans l'Océan.

NOTES

ET

ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES.

Exposé du ministre des relations extérieures sur la conduite réciproque de la France et de l'Autriche, depuis la paix de Lunéville.[1]

Toute l'Europe sait que, dans la guerre, au milieu même des succès les plus signalés et les plus décisifs, l'empereur des Français n'a pas cessé de désirer la paix, qu'il l'a souvent offerte à ses ennemis; qu'après les avoir réduits à la recevoir comme un bienfait, il la leur a donnée à des conditions qu'ils n'auraient pas osé se promettre, et qui ont rendu sa modération non moins éclatante que ses victoires. Il sent tout le prix de la gloire acquise par les armes dans une guerre juste et nécessaire; mais il est une gloire plus douce et plus chère à son cœur : son premier vœu, le but

1 Cet exposé étant extrêmement long, nous avons cru devoir en supprimer tout ce qui ne se rapporte pas directement aux choses auxquelles M. de Bourrienne fait allusion dans ses Mémoires.

Note de l'éditeur.

constant de ses efforts, ont toujours été la tranquillité de l'Europe, le repos et la félicité des peuples.

. . . .

L'Autriche, après avoir éprouvé deux fois, à l'issue de deux guerres malheureuses, aux époques des traités de Campo-Formio et de Lunéville, jusqu'à quel point la France aimait à se montrer généreuse envers un ennemi vaincu, n'avait pas, comme la France, religieusement observé ses traités. Nonobstant leurs stipulations formelles, la dette de Venise n'était point acquittée, elle était même déclarée anéantie. L'empereur savait que ses sujets de Milan et de Mantoue éprouvaient un déni de justice, et que la cour de Vienne n'en payait aucun, au mépris des engagemens solennels qu'elle avait contractés.

Dans le partage des indemnités en Allemagne, l'Autriche avait été traitée avec une faveur qui devait combler ses désirs, et passer même ses espérances. Cependant ses démarches annonçaient que son ambition n'était point satisfaite. Comme moyen d'agrandissement, elle ne craignait pas d'employer des usurpations évidentes, qu'elle cherchait à voiler par des formes légales. C'est ainsi que, sous le prétexte d'un droit d'épave, (droit auquel elle avait expressément renoncé par un traité), elle s'appropriait des possessions qu'elle feignait de croire en déshérence et sans propriétaires légitimes, quoique le recès en eût formellement disposé pour la répartition des indemnités. . . . . .

Le recès de l'empire, conséquence et complément du traité de Lunéville, avait pour objet, indépendamment de la répartition des indemnités, d'établir, pour cette répartition même, dans le midi de l'Allemagne, un équilibre qui

en assurât l'indépendance, et de prévenir les causes éventuelles de mésintelligence et de guerre qu'un contact immédiat des territoires de la France et de l'Autriche aurait pu fréquemment faire naître.

L'Autriche renversait donc ce que le recès avait établi si sagement, lorsque, par ses acquisitions en Souabe, elle affaiblissait la barrière qui devait la séparer de la France, lorsqu'elle tendait à s'interposer entre la France et les principaux états du midi de l'Allemagne; et lorsque, par un système combiné de sequestres, de prétentions, de caresses et de menaces, elle tendait sans relâche à s'assurer une influence exclusive sur cette partie de l'empire germanique. Elle violait donc évidemment tous les traités. . . . .

Depuis la rupture du traité d'Amiens, l'Autriche s'était plus d'une fois montrée partiale en faveur de l'Angleterre.

Tous ces faits étaient connus de l'empereur: plusieurs excitèrent sa sollicitude. C'étaient de véritables griefs; ils auraient été de justes motifs de guerre; mais, par amour de la paix, l'empereur s'abstint même de toute plainte, et la cour de Vienne ne reçut de lui que de nouveaux témoignages de déférence.

L'Autriche répondit par des protestations également amicales et pacifiques, et l'empereur quitta l'Italie avec la douce persuasion que la paix du Continent serait maintenue.

Quel fut son étonnement, lorsque, à peine de retour en France, étant à Boulogne, hâtant les préparatifs d'une expédition qu'il était enfin au moment d'effectuer, il reçut de toutes parts la nouvelle qu'un mouvement général était imprimé à toutes les forces de la monarchie autrichienne, qu'elles se portaient à marches forcées sur l'Adige, dans le

Tyrol et sur les rives de l'Inn, qu'on formait des magasins.

L'empereur ne put d'abord croire que l'Autriche voulût sérieusement la guerre. . . . . . .

Maître par deux fois de priver pour toujours la maison d'Autriche de ses états héréditaires, loin de diminuer sa puissance, il l'avait accrue : s'il ne pouvait pas compter sur sa reconnaissance, il croyait pouvoir compter sur sa loyauté.

L'empereur se plaisait à s'affermir dans ces favorables présomptions. La cour de Vienne ne négligea rien pour en prolonger l'illusion ; elle multiplia les déclarations pacifiques; elle chercha enfin, soit par des explications plausibles, soit par des négations formelles, à dissiper les soupçons que ces mesures pouvaient faire naître.

Cependant, les préparatifs hostiles, redoublant tous les jours d'activité et d'étendue, devenaient plus difficiles à justifier. Quatre jours consécutifs, M. de Cobentzel, sur l'invitation de l'empereur, se rendit chez le ministre des relations extérieures qui mit sous ses yeux les dépêches précédemment reçues et celles qui arrivaient successivement de tous les points de l'Allemagne et de l'Italie. L'empereur ne pouvait donner une preuve plus convaincante de sa bonne foi. L'ambassadeur de Vienne prenait connaissance des renseignemens les plus positifs qui, de toutes parts, annonçaient l'éclat prochain d'une guerre toujours préparée et si soigneusement dissimulée. . . . .

Toutefois, l'empereur ne voulut pas rejeter tout espoir de rapprochement. Il se persuada que l'Autriche pouvait être entraînée par des suggestions étrangères; il lui représenta que si elle ne voulait pas la guerre, tous ses prépara-

tifs étaient sans objet, puisque tous ses voisins étaient en paix; qu'elle servait alors, contre son intention et à son insu, le parti de l'Angleterre, en faisant en sa faveur une diversion non moins puissante et plus nuisible à la France, que ne le serait une guerre déclarée. . . . .

La conduite de la cour de Vienne affaiblissait chaque jour l'espérance. Loin de cesser ses préparatifs, elle les augmentait. Elle effrayait, par ses armemens, les peuples de la Bavière et de la Souabe; elle faisait craindre à ceux de l'Helvétie de se voir ravir le repos que l'acte de médiation leur a rendu. Tous invoquaient la France comme leur appui, comme garant de leurs droits.

Cependant, elle dissimulait encore, et, comme un gage de ses intentions pacifiques, elle offrait une sorte d'intervention qu'il est difficile de caractériser, mais qui, à ne considérer que son objet apparent, pouvait être regardée comme oiseuse et puérile. L'empereur de Russie avait fait demander des passe-ports pour l'un de ses chambellans qu'il était dans l'intention d'envoyer à Paris. L'empereur ignorait quelles étaient les vues du cabinet de Pétersbourg; mais, toujours prêt à saisir tout ce qui pouvait conduire à un rapprochement, il avait accordé les passe-ports sans délai comme sans explication. Toute l'Europe sait quel était le prix de sa déférence. L'empereur apprit ensuite que le dessein de la cour de Russie avait été d'essayer, par des pourparlers, de faire goûter à Paris un système de médiation fort étrange, d'après lequel elle aurait à la fois stipulé pour l'Angleterre, dont elle avait, disait-elle, des pleins pouvoirs, et négocié pour son propre compte; de sorte que, médiatrice de nom, elle aurait été partie de fait, et à deux titres différens. . .

Enfin levant le masque, l'Autriche a, dans une réponse tardive, manifesté par son langage ce qu'elle avait annoncé par ses préparatifs; elle s'est faite l'apologiste de l'Angleterre, et, en annonçant qu'elle ouvrait ses états à deux armées russes, elle a avoué hautement le concert dans lequel elle est entrée avec la Russie en faveur de l'Angleterre.

Cette réponse de la cour de Vienne avait dû naturellement exciter l'indignation de l'empereur; mais à travers ces injures et ces menaces, croyant entrevoir quelques idées qui semblaient permettre d'espérer qu'un arrangement serait encore possible, l'empereur fit céder sa fierté naturelle à des considérations toutes puissantes sur son cœur. . . . . .

Il se détermina à demander encore à la cour de Vienne des explications qui fissent connaître les bases sur lesquelles on pourrait négocier. Il ordonna au ministre des relations extérieures de préparer une liste à cet effet : le courrier qui devait la porter était au moment de partir lorsque l'empereur apprit l'invasion de la Bavière. . . . .

Après un tel acte de la cour de Vienne, l'empereur ne pouvait plus rien avoir à lui demander. Il devenait évident que même ce congrès, proposé d'un ton si impérieux, n'était qu'un nouveau piége tendu à sa bonne foi. Les changes de toutes les places prouvaient jusqu'à l'évidence, qu'une partie des sommes, accordées au ministère anglais pour servir à ses fins sur le Continent, était arrivée à sa destination, et la puissance, qui avait ainsi trafiqué de son alliance. ne pouvait plus épargner le sang de ses peuples dont elle venait de recevoir le prix.

Toute explication avec la cour de Vienne étant ainsi

devenue impossible, la voie des armes est désormais la seule compatible avec l'honneur.

Que l'Angleterre s'applaudisse enfin d'avoir trouvé des alliés ; qu'elle se réjouisse de ce que le sang va couler sur le Continent ; qu'elle se flatte que le sien sera épargné ; qu'elle espère trouver sa sûreté dans les discordes des autres états, sa joie sera de courte durée, son espérance sera vaine, et le jour n'est pas éloigné où les droits des nations seront enfin vengés.

L'empereur, obligé de repousser une agression injuste qu'il s'est vainement efforcé de prévenir, a dû suspendre l'exécution de ses premiers desseins. Il a retiré des bords de l'Océan ses vieilles bandes tant de fois victorieuses, et il marche à leur tête. Il ne posera les armes qu'après avoir obtenu satisfaction pleine et entière, et sécurité complète, tant pour ses propres états que pour ceux de ses alliés.

TABLE

DU SEPTIÈME VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

CHAPITRE XVI.

CHAPITRE XVII.

CHAPITRE XVIII.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

CHAPITRE XXI.

CHAPITRE XXII.

CHAPITRE XXIII.

CHAPITRE XXIV.

PIÈCES AUTOGRAPHES.

N. 1.

N. 2.

N. 3.

N. 4.

N. 5.

N. 6.

N. 7.

N. 8.

N. 9.

N. 10.

N. 11.

N. 12.

N. 13.

N. 14.

NOTES ET ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES.

FIN DE LA TABLE ET DU TOME SEPTIÈME.

